NAOMI

KLEIN

DIRE NON NE SUFFIT PLUS

CONTRE LA STRATÉGIE DU CHOC DE TRUMP

ACTES SUD

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

Loin d'être une « aberration de l'histoire », l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche n'est que la suite logique d'un long processus au cours duquel se sont imposées, aux États-Unis comme sur la scène mondiale, les valeurs d'un capitalisme débridé aujourd'hui incarnées par un président appliquant sans vergogne un programme délétère. En confiant le gouvernement des États-Unis aux entreprises, en niant le changement climatique pour favoriser l'exploitation frénétique des énergies fossiles, en affichant un bellicisme virulent et une propension à user de tous les aspects de la stratégie du choc, Donald Trump fait courir à la planète des risques majeurs que Naomi Klein, forte de plus de vingt ans d'investigation sur le terrain, dénonce ici tout en engageant les citoyens du monde à tracer une feuille de route pour faire reculer les populismes et nationalismes de tous bords, et gratifier le monde d'un avenir durable.

Car dire « non » ne suffit plus. Ce moment de notre histoire exige davantage : un « oui » assourdissant à des solutions alternatives et démocratiques – un « oui » qui fixerait un cap audacieux pour prendre soin du monde que nous voulons, et dont nous avons besoin.

Journaliste d'investigation, militante, chroniqueuse syndiquée pour l'hebdomadaire américain The Nation, *Naomi Klein s'est fait connaître internationalement à travers trois best-sellers publiés en France par Actes Sud :* No Logo *(2001),* La Stratégie du choc *(2008),* Tout peut changer *(2015).*

Elle fait également partie du bureau directeur de l'organisation environnementale internationale 350.org.

Dire non ne suffit plus *a été nominé pour le National Book Award 2017 dans la catégorie essais.*

NAOMI KLEIN

DIRE NON
NE SUFFIT PLUS

Contre la stratégie du choc de Trump

essai traduit de l'anglais (Canada)
par Véronique Dassas et Colette St-Hilaire

ACTES SUD

DU MÊME AUTEUR

NO LOGO. LA TYRANNIE DES MARQUES, Actes Sud, 2001 ; Babel nº 545.
JOURNAL D'UNE COMBATTANTE. NOUVELLES DU FRONT DE LA MONDIALISATION, Actes Sud, 2003 ; Babel nº 692.
LA STRATÉGIE DU CHOC. LA MONTÉE D'UN CAPITALISME DU DÉSASTRE, Actes Sud, 2008 ; Babel nº 1030.
TOUT PEUT CHANGER. CAPITALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE, Actes Sud, 2015 ; Babel nº 1424.

Titre original :
No Is Not Enough : Resisting Trump's Shock Politics and Winning the World We Need Éditeurs originaux :
Haymarket Books, Chicago Alfred A. Knopf/Penguin Random House Canada Limited, Toronto Allen Lane/Random House Group Limited, Londres © Naomi Klein, 2017
naomiklein.org

© Lux éditeur, 2017
pour la traduction française © ACTES SUD, 2017
pour la présente édition française en tous pays à l'exception du Canada et des États-Unis ISBN 978-2-330-09339-6

Introduction

CHOC : CE MOT NE CESSE DE REVENIR depuis l'élection de Donald Trump en novembre 2016. Pour qualifier des résultats électoraux qui ont fait mentir les sondages. Pour évoquer le sentiment de tous ceux qui ont suivi son ascension au pouvoir. Pour décrire sa conception de la politique comme une guerre éclair. « Le système est mis en état de choc » : c'est en ces termes que sa conseillère Kellyanne Conway présente inlassablement le changement d'époque.

Depuis près de vingt ans, j'étudie les chocs à grande échelle que connaissent les sociétés, leur genèse, leur exploitation par les politiciens et les multinationales, la façon dont on les aggrave délibérément pour dominer une population qui perd ses repères. Je m'intéresse aussi à l'envers de ce processus : comment les sociétés qui se rassemblent autour d'une analyse partagée de la crise parviennent à changer le monde, pour le rendre meilleur.

En observant l'ascension de Donald Trump, j'ai eu un sentiment étrange. Cet homme ne se contente pas d'appliquer une politique de choc au pays le plus puissant et le mieux armé du monde. Il va plus loin. Dans mes livres, documentaires et enquêtes, j'ai décrit un certain nombre de tendances : le développement de super-marques, le pouvoir croissant des grandes fortunes privées sur le système politique, le néolibéralisme imposé à l'échelle mondiale, qui utilise souvent le racisme et la peur de « l'autre » comme leviers, les effets ravageurs du libre-échange dicté par les grandes corporations et le déni du changement climatique, désormais profondément ancré à droite de l'échiquier politique. Quand j'ai entrepris mes recherches sur Trump, il m'est apparu comme une sorte de Frankenstein, un monstre constitué de ce corps d'idées délétères et d'autres tendances.

J'ai publié il y a une dizaine d'années un livre intitulé *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, une enquête couvrant quarante ans d'histoire, allant du Chili post-coup d'État de Pinochet à la Russie post-effondrement de l'Union soviétique ; de Bagdad post-opération américaine Shock and Awe (choc et effroi) à La Nouvelle-Orléans post-ouragan Katrina. Une « stratégie du choc » est un ensemble de tactiques brutales qui vise à tirer

systématiquement parti du désarroi d'une population à la suite d'un choc collectif – guerres, coups d'État, attaques terroristes, effondrement des marchés ou catastrophes naturelles – pour faire passer en force des mesures extrémistes en faveur des grandes corporations, mesures souvent qualifiées de « thérapies de choc ».

Bien que Trump rompe partiellement avec le modèle habituel, il reste que ses tactiques du choc suivent effectivement un scénario, familier à d'autres pays auxquels des changements drastiques ont été imposés, sous prétexte de crise. Dans la première semaine de son mandat, alors qu'il signait un déluge de décrets et que la population, abasourdie, essayait désespérément de suivre le rythme, je me suis surprise à songer au portrait de la Pologne que brossait Halina Bortnowska, une militante des droits humains, au moment où les États-Unis imposaient une stratégie économique du choc à son pays et que le communisme s'effondrait en Europe de l'Est. Elle décrit la rapidité des changements de l'époque en la comparant « au rapport entre l'âge des chiens et celui des humains », et elle note : « On commence à observer des réactions quasi psychotiques. On ne peut plus attendre de la population qu'elle agisse au meilleur de ses intérêts quand elle est trop désorientée pour savoir quels sont vraiment ces intérêts, et même pour s'en soucier. »

Jusqu'à présent, tous les signes montrent que Trump et ses principaux conseillers espèrent obtenir les réactions dont parle Bortnowska, qu'ils cherchent à engager une stratégie du choc sur le territoire américain. L'objectif est une guerre totale contre la sphère publique et l'intérêt général – contre la règlementation antipollution ou les programmes nationaux de lutte contre la malnutrition, par exemple. Tout cela sera remplacé par le pouvoir absolu et la liberté sans entraves des multinationales. C'est là un programme si injuste, si éhonté, si ouvertement malhonnête qu'il ne peut être mis en œuvre qu'avec le concours d'une politique raciale et sexuelle du « diviser pour mieux régner », sur fond de divertissement médiatique en continu. À quoi il faut encore ajouter l'augmentation massive des dépenses de guerre, l'escalade impressionnante des conflits militaires sur différents fronts, de la Syrie à la Corée du Nord, ainsi que les élucubrations présidentielles sur l'« efficacité de la torture ».

La composition du cabinet de Trump – des milliardaires et des multimillionnaires – en dit long sur les objectifs sous-jacents de ce gouvernement. ExxonMobil au poste de secrétaire d'État. General Dynamics et Boeing à la Défense. Et les types de Goldman Sachs à tous les autres postes ou presque. Tout se passe comme si les quelques politiciens de carrière en poste avaient été choisis parce qu'ils ne croient pas du tout à la mission fondamentale des organismes qu'ils dirigent ou à la nécessité même de leur existence. Steve

Bannon, le chef stratège que Trump semble avoir mis sur la touche, a été on ne peut plus direct quand, en février 2017, devant un public de conservateurs, il affirmait avoir pour objectif « la déconstruction de l'administration étatique » (il entend par là les organismes publics et les règlements qu'ils font appliquer pour protéger la population et ses droits) : « Si vous regardez ceux qui ont été nommés au Cabinet, ils ont été choisis dans un but précis : la déconstruction. »

On a beaucoup entendu parler du conflit entre le nationalisme chrétien de Bannon et le transnationalisme des conseillers de Trump liés à l'establishment, en particulier son gendre Jared Kushner. En outre, Bannon risque fort d'être éjecté sous peu de ce reality-show sanglant (ce sera peut-être même chose faite au moment où vous lirez ces lignes). Raison de plus pour souligner ceci : quand il s'agit de déconstruire l'État et de sous-traiter le plus possible à des entreprises à but lucratif, Bannon et Kushner sont exactement sur la même longueur d'onde.

Dans le même temps, j'ai été frappée de voir que ce qui se passait à Washington était bien différent du traditionnel passage de relais entre partis. Il s'agit plutôt d'une prise de pouvoir pure et simple des grandes corporations, qui va s'opérer sur plusieurs dizaines d'années. Les intérêts financiers qui, de longue date, subventionnaient les deux grands partis pour qu'ils exécutent leurs ordres ont décidé, semble-t-il, qu'ils en avaient assez de jouer à ce jeu-là. Tous ces dîners bien arrosés entre représentants élus, toute cette corruption enjôleuse et légalisée ont manifestement insulté leur sens du droit divin. Ils éliminent donc les intermédiaires, ces politiciens indigents censés défendre l'intérêt public et, comme tous les boss quand ils veulent que les choses soient faites correctement, ils s'en chargent.

Et c'est à peine si les questions sur les conflits d'intérêts et les violations de l'éthique trouvent réponse. Même chose quand Trump refuse de se prononcer sur ses déclarations de revenus, de vendre son empire commercial, ou de cesser d'en percevoir les bénéfices. Son empire dépendant de gouvernements étrangers qui lui garantissent permis et licences d'utilisation de marques, sa décision pourrait aller à l'encontre de la Constitution des États-Unis, qui interdit aux présidents de recevoir des cadeaux ou tout type d'« émolument » de la part de gouvernements étrangers. En effet, plusieurs plaintes en ce sens ont déjà été déposées contre lui.

Mais les Trump ne paraissent guère s'en soucier. Ce gouvernement se définit par un sentiment d'impunité – être au-dessus des règles et des lois en usage – quasi insondable. Quiconque menace cette impunité est aussitôt viré – demandez au directeur du FBI (Federal Bureau of Investigation, bureau fédéral d'investigation), James Comey. Jusqu'ici, dans le champ de la politique américaine, les mandataires de cet État-entreprise avançaient masqués : ils arboraient à la Maison-Blanche le sourire hollywoodien de Ronald Reagan ou la

panoplie de cowboy de George W. Bush (avec en arrière plan le faciès grimaçant de Dick Cheney-Halliburton). Désormais le masque est tombé. Et personne ne prend même la peine de prétendre le contraire.

Cette situation est d'autant plus indécente que Trump n'a jamais été le chef d'une entreprise classique, mais plutôt, et longtemps, la figure de proue d'un empire construit sur sa « marque personnelle », une marque qui, avec celle de sa fille Ivanka, a déjà profité de la fusion de l'homme et du président d'innombrables façons. Le modèle commercial de la famille Trump s'inscrit dans une évolution plus vaste des structures entrepreneuriales, observable au sein de multiples firmes dont la stratégie repose sur l'image de marque, un phénomène qui tend à transformer la culture et le marché du travail. Mon premier livre, *No logo. La tyrannie des marques*, traite de cette évolution. Et qu'on puisse ou doive établir une distinction entre la marque Trump et la présidence Trump est un principe que l'occupant actuel de la Maison-Blanche n'est pas à la veille de comprendre. Dans les faits, la présidence est le prolongement suprême de la marque Trump.

En examinant l'intrication radicale entre Trump et sa marque commerciale, et ce que cela implique pour l'avenir de la politique, j'ai commencé à comprendre pourquoi tant d'attaques portées contre lui ont été infructueuses, et comment trouver des façons plus efficaces de lui résister.

Que l'on puisse, au vu et au su de tous, profiter aussi cyniquement d'une position de responsabilité publique est assez troublant. Comme l'ont été de nombreux gestes de Trump au cours des premiers mois de son mandat. Mais, l'histoire le montre, aussi déstabilisant que soit l'état des choses, la stratégie du choc pourrait l'empirer considérablement.

Tels sont les principes fondamentaux du projet politique et économique de Trump : la déconstruction de l'État régulateur ; une attaque de plein fouet contre l'État providence et les services sociaux (justifiée en partie par un alarmisme belliqueux et raciste, et des attaques contre les femmes qui exercent leurs droits) ; la frénésie nationale de combustibles fossiles (d'où le rejet de la climatologie et le bâillonnement de secteurs entiers de la bureaucratie gouvernementale) ; et enfin une guerre civilisationnelle contre les immigrés et « le terrorisme de l'islam radical » (sur des théâtres d'opérations qui ne cessent de s'étendre, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays).

Cette vision du monde, en plus d'une menace évidente pour les plus vulnérables, est susceptible de provoquer des vagues successives de crises et de chocs. Des chocs économiques, quand les bulles du marché, gonflées grâce à la dérèglementation, éclatent. Des chocs sécuritaires, quand le contrecoup des politiques anti-islamistes et des attaques à l'étranger se fait sentir dans le pays.

Des chocs climatiques, quand s'aggravent les perturbations de notre climat. Enfin, des chocs industriels, quand les pipelines pétroliers fuient et que les plateformes s'effondrent, ce qui arrive fatalement quand les règlements de sécurité et de protection de l'environnement sont sabordés.

Tout cela est dangereux. Mais il y a plus dangereux encore : on peut compter sur le gouvernement Trump pour tirer parti de ces chocs et faire alors passer en force les aspects les plus extrémistes de son programme.

Une crise de grande envergure, une attaque terroriste ou un krach financier, par exemple, pourraient servir de prétexte à l'instauration d'une sorte d'état d'exception ou d'état d'urgence, où les règles habituelles ne s'appliqueraient plus. Ce qui fournirait une excellente couverture à l'imposition de certaines mesures du programme de Trump exigeant la suspension de quelques principes démocratiques fondamentaux, comme son engagement à interdire l'entrée du pays à tous les musulmans (et pas seulement à ceux de certains pays), sa menace, exprimée sur Twitter, de faire intervenir les *feds*, la police fédérale, pour réprimer la violence de rue à Chicago, ou son désir évident de limiter la liberté de la presse. Une crise économique suffisamment importante offrirait une providentielle excuse au démantèlement de programmes tels que la sécurité sociale, que Trump a promis de préserver, mais que beaucoup dans son entourage veulent voir disparaître depuis des lustres.

Trump a sans doute d'autres raisons de vouloir amplifier la crise. Comme le romancier argentin César Aira l'écrit en 2001, « tout changement n'est jamais qu'un changement du sujet dont on parle ». Trump l'a prouvé, il est un maître du changement de sujet, à en donner le tournis, et tous les moyens sont bons pour y parvenir : des tweets les plus fous aux missiles Tomahawk. De fait, le raid aérien en Syrie, lancé en réponse à une effroyable attaque aux armes chimiques, lui a valu la couverture médiatique la plus élogieuse de son mandat (et le ton à l'égard du président est devenu plus respectueux dans certains milieux). Que ce soit pour réagir à de plus amples révélations sur ses liens avec la Russie ou aux scandales de ses transactions financières labyrinthiques, on peut s'attendre à d'autres changements de sujets. Et pour changer de sujet, rien de tel qu'un choc à grande échelle.

Nous ne nous retrouvons pas forcément en état de choc quand il arrive quelque chose d'important et de grave, il faut de surcroît que nous n'en saisissions pas le sens. On se retrouve en état de choc quand il y a un fossé entre les évènements et notre capacité première à les expliquer. Dans cette situation, sans éclairage de l'histoire, déstabilisés, beaucoup de gens deviennent plus réceptifs aux discours de figures d'autorité qui nous exhortent à craindre l'autre et à renoncer à nos droits dans l'intérêt général.

Il s’agit là d’un phénomène mondial. Après la série d’attaques terroristes à Paris, en novembre 2015, le gouvernement français a décrété l’état d’urgence, interdisant notamment les rassemblements politiques de plus de cinq personnes, puis il l’a prorogé et a limité les manifestations publiques pendant des mois. En Grande-Bretagne, après le choc du vote en faveur du Brexit, nombreux sont ceux qui ont dit s’être réveillés dans un pays nouveau et méconnaissable. C’est dans ce contexte que le gouvernement conservateur britannique a pu lancer toute une série de réformes rétrogrades ; répandre l’idée que la seule voie permettant au pays de retrouver sa compétitivité soit de réduire les règlementations et les impôts des riches et devenir ainsi un paradis fiscal pour l’Europe entière. Et que la première ministre Theresa May a décidé de convoquer des élections législatives anticipées en espérant de toute évidence s’assurer une forte majorité avant que la population ne puisse se révolter contre de nouvelles mesures d’austérité qui démentent les promesses de la campagne pro-Brexit.

Pour chacun de mes livres précédents, j’ai passé cinq ou six ans à faire des recherches approfondies, en examinant le sujet sous divers angles, en enquêtant dans les régions les plus touchées. De gros livres en ont résulté, avec une montagne de notes de bas de page. Celui-ci, je l’ai écrit en quelques mois. J’ai misé sur la concision et la simplicité. De nos jours, peu de gens ont le temps de lire des ouvrages volumineux. Qui plus est, d’autres personnes travaillent déjà sur certains aspects de cette histoire complexe, qu’elles saisissent bien mieux que moi. En revanche, je me suis rendu compte que les recherches que j’avais effectuées au fil des années pouvaient éclairer certains aspects cruciaux du trumpisme. Repérer les fondements de son modèle de gestion et de sa politique économique, réfléchir sur des périodes de l’histoire qui ont connu le même type de déstabilisation, et s’instruire auprès de ceux qui ont trouvé les moyens de résister aux tactiques du choc, tout cela peut nous aider à expliquer, en partie du moins, comment nous avons abouti sur cette voie périlleuse, comment nous pouvons résister aux chocs à venir et, plus important encore, comment nous retrouver rapidement en terrain plus sûr. Cet ouvrage est donc l’amorce d’une feuille de route de la résistance au choc.

Il est possible de résister – c’est ce que j’ai appris en enquêtant dans des dizaines de zones de crise, à Athènes, ébranlée par la débâcle de la dette grecque, à La Nouvelle-Orléans, dévastée par l’ouragan Katrina, ou à Bagdad sous l’occupation américaine. Deux conditions sont déterminantes pour y parvenir : d’abord, une solide compréhension du fonctionnement de la politique du choc et des intérêts qu’elle sert – telle est la clé pour sortir rapidement du choc et commencer à riposter ; ensuite, et c’est tout aussi capital, produire un *autre* récit que celui que propagent les thérapeutes du choc, proposer une vision

du monde suffisamment forte et attractive qui puisse s'opposer frontalement à la leur. Cette vision, fondée sur des valeurs, doit offrir une autre voie, loin des chocs en série. Elle doit nous permettre de dépasser ensemble les barrières raciales, ethniques, religieuses et de genre, plutôt que de continuer à nous entredéchirer. C'est une vision fondée sur le souci de guérir la planète, plutôt que sur la déstabilisation née de la progression constante des guerres et de la pollution. Surtout, elle doit offrir à ceux qui souffrent – du manque d'emplois, de soins médicaux, du manque de paix, d'espoir – une meilleure vie, très concrètement.

Je ne prétends pas tout savoir de cette vision. Avec d'autres, je l'imagine, et suis convaincue qu'elle ne peut surgir que d'un véritable processus de collaboration, piloté par ceux que le système actuel brutalise le plus. Dans les derniers chapitres, j'examinerai quelques collaborations, aussi précoces que prometteuses, entre des dizaines d'organisations et de penseurs qui se sont réunis pour esquisser un programme capable de rivaliser avec la montée du militarisme, du nationalisme et du corporatisme. Ce sont les premiers pas. Cependant, il devient possible de discerner les contours d'une majorité progressiste, portée par un projet audacieux menant au monde sûr et respectueux dont nous avons besoin et que nous appelons tous de nos vœux.

Le fait de dire non aux mauvaises idées et aux mauvais personnages ne suffit tout simplement pas. Le « non » le plus ferme doit s'accompagner d'un « oui » courageux et qui ouvre des perspectives – un plan pour l'avenir, assez crédible, assez captivant pour que des gens se battent en nombre pour le voir se réaliser, par-delà toutes les tactiques du choc et de la peur qui seront mises en travers de leur route. Dire non à Trump, à la Française Marine Le Pen, à tous les partis xénophobes et ultra-nationalistes qui prennent de l'importance partout, c'est peut-être ce qui au départ pousse les gens à descendre dans les rues par millions. Mais c'est un « oui » qui nous fera poursuivre le combat.

Le « oui » est un phare qui guidera notre route dans les tempêtes qui s'annoncent.

Pour résumer le propos de ce livre, disons que Trump, aussi excessif soit-il, est moins une aberration qu'une conséquence logique – une caricature concentrant les pires tendances des cinquante dernières années. Trump est la créature de systèmes de pensée puissants qui classent la vie humaine selon la race, la religion, le genre, la sexualité, l'apparence et la capacité physiques – et qui se sont systématiquement servis de la race comme d'une arme pour mettre en œuvre des politiques économiques impitoyables, et ce, depuis les premiers jours de la colonisation de l'Amérique du Nord et du commerce transatlantique des esclaves. Trump incarne aussi la fusion entre l'homme et la grande entreprise –

méga-marque d'un seul homme, dont la femme et les enfants sont des marques dérivées – avec toutes les pathologies et les conflits d'intérêts qui en découlent. Trump personnifie la conviction que l'argent et le pouvoir confèrent le droit d'imposer sa volonté à tout le monde, le droit d'accaparer les femmes ou les ressources pourtant limitées d'une planète au bord de la catastrophe climatique. Il est le produit d'une culture entrepreneuriale qui fétichise les « fauteurs de trouble », ceux qui font fortune en méprisant ouvertement les lois et les normes règlementaires. Plus que tout, il incarne un projet idéologique de libre marché encore puissant – auquel adhèrent les partis du centre comme les partis conservateurs – qui déclare la guerre à tout ce qui relève du service public, du bien commun et qui fait passer les dirigeants des multinationales pour des super-héros sauveurs de l'humanité. En 2002, George W. Bush donna une grande réception à la Maison-Blanche pour le 90e anniversaire d'un homme qui n'était nul autre que le grand théoricien de cette guerre contre la sphère publique, l'économiste Milton Friedman, promoteur ardent du libre marché. Au cours des festivités, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld déclara : « Milton est l'incarnation de cette vérité selon laquelle les idées ont des conséquences. » Il avait parfaitement raison : Donald Trump est une conséquence directe de ces idées.

À certains égards, Trump n'est pas choquant. Il est le résultat parfaitement prévisible – presque un cliché – d'idées et de tendances généralisées auxquelles nous aurions dû barrer la route depuis longtemps. Voilà pourquoi, même si le cauchemar de cette présidence devait s'achever demain, les conditions politiques qui l'ont produit et en produisent des copies dans le monde entier resteront à combattre. Le vice-président Mike Pence et le président de la Chambre Paul Ryan attendent en coulisse ; tandis que les notables du Parti démocrate sont compromis eux aussi avec la classe des multimilliardaires : nous n'obtiendrons pas de vivre dans le monde qu'il nous faut en remplaçant simplement l'occupant actuel du Bureau ovale.

À propos du « nous » que j'emploie : vous remarquerez sans doute au fil du texte qu'il concerne tantôt les États-Unis, tantôt le Canada. L'explication est très simple. Je suis citoyenne de ces deux pays, j'ai des liens profonds et des relations des deux côtés de la frontière. Mes parents sont américains et toute ma famille élargie vit aux États-Unis. Mais j'ai grandi au Canada et j'ai choisi d'y vivre. (Le soir des élections, j'ai reçu un message de mon père : « N'es-tu pas contente que nous ayons déjà déménagé au Canada ? ») C'est cependant aux États-Unis que j'effectue l'essentiel de mon travail de journaliste et une grande partie de mon travail politique. J'y ai participé à d'innombrables rencontres et débats sur la manière dont nous pourrions, collectivement, être à la hauteur de la

responsabilité du moment.

Le « nous » américain a encore une autre raison d'être que celle du passeport : la présidence des États-Unis affecte tout un chacun sur la planète. Personne n'est complètement à l'abri de ce que fait l'économie la plus importante au monde, du deuxième plus gros émetteur de gaz à effets de serre, du pays possédant le plus vaste arsenal militaire. Ceux qui se trouvent au point de chute des missiles de Trump et autres bombes monstrueuses sont de loin les plus exposés. Et vu l'étendue de ses pouvoirs et l'irresponsabilité de sa politique, tout le monde sur Terre se trouve potentiellement dans une zone de tir ou dans une zone de retombées nucléaires et, à coup sûr, dans une zone de réchauffement.

Il n'y a pas *une* histoire capable d'expliquer comment nous en sommes arrivés là ni *un* plan capable de tout arranger – notre monde est bien trop entremêlé, trop compliqué pour cela. Tenter d'analyser comment nous en sommes arrivés à ce moment politique surréel ; comment, concrètement, ce monde pourrait empirer ; et comment, si nous gardons la tête froide, nous pourrions simplement inverser le scénario et déboucher sur un avenir radicalement meilleur : telle est mon ambition.

Pour commencer, il nous faut comprendre ce à quoi nous disons non – parce que le « non » inscrit sur la couverture de ce livre ne s'adresse pas seulement à un individu ou à des groupes d'individus (même s'il s'agit aussi de cela). Nous disons non également au système qui les a portés au sommet. Puis il nous faudra passer au « oui » – un « oui » qui engendrera une transformation si profonde que le putsch des grandes firmes sera relégué au rang d'anecdote de l'histoire, d'avertissement pour nos enfants. On considérera Donald Trump et ses compagnons pour ce qu'ils sont : le symptôme d'une maladie grave, une maladie dont nous avons, ensemble, décidé de guérir.

Note : une part minime de cet ouvrage a fait l'objet de publications, sous forme d'articles, livres, ou conférences. L'essentiel est cependant inédit. Vous pouvez consulter le site noisnotenough.org pour entrer en contact avec les différents mouvements que j'évoque, ainsi qu'avec des organismes et certains intellectuels.

Première partie

Comment en sommes-nous arrivés là ? La montée des super-marques

Il est grand temps de passer d'une société orientée vers les choses à une société orientée sur les êtres. Si l'on pense que les machines et les ordinateurs, le profit et les droits de propriété sont plus importants que les personnes, alors le trio de géants – racisme, matérialisme et militarisme – est impossible à vaincre.

MARTIN LUTHER KING JR, « Au-delà du Vietnam. Le moment de briser le silence », discours prononcé à New York le 4 avril 1967

Chapitre 1

Comment Trump a gagné en devenant la marque suprême

La nuit au cours de laquelle Donald Trump fut déclaré vainqueur des élections de 2016 et devint le 45e président des États-Unis me plongea dans la plus grande confusion. D'abord, je me trouvais en plein jour, à Sydney, pour une tournée de conférences, et, avec le décalage horaire, nous étions mercredi 9 novembre en fin de matinée. Pour la plupart de mes proches, il faisait nuit et ils suivaient la soirée électorale du 8 novembre en buvant un verre avec des amis, et m'envoyaient des textos. Pour les Australiens, une journée de travail comme les autres avait débuté, et ce contraste accentua la sensation de vertige que j'éprouvai à mesure que tombaient les résultats.

J'assistais ce jour-là à une réunion d'une quinzaine de personnes responsables d'organisations australiennes dans les secteurs de l'environnement, du travail et de la justice sociale. Notre discussion tournait autour d'une idée essentielle. Jusqu'ici, le cloisonnement entre les mouvements de lutte – contre le réchauffement climatique, le racisme, les inégalités, le non-respect des droits des Autochtones, des migrants et des femmes, ainsi que bien d'autres mouvements progressistes – les avait souvent condamnés à disparaître. Malgré cela, nous nous interrogions, à l'instar de tant d'autres mouvements : comment ces luttes se recoupent-elles ? Quelles sont les causes premières qui les relient ? Comment regrouper les problèmes ? Quelles seraient les valeurs susceptibles d'orienter un tel regroupement ? Et comment traduire tout cela en pouvoir politique ? Avec des collègues, j'ai travaillé à la construction d'un mouvement transversal, une « plateforme populaire » en Amérique du Nord, dans le cadre du projet « Un bond vers l'avant » (« Leap Manifesto »), sur lequel je reviendrai dans le dernier chapitre de ce livre. De nombreux groupes australiens se sont intéressés à cette démarche.

La première heure de la rencontre avait été plutôt animée, pleine d'enthousiasme, ouverte sur le champ des possibles. Personne ne s'inquiétait des résultats des élections américaines. Trump allait perdre. Comme bien des

progressistes, des libéraux et même des conservateurs, nous en étions tous convaincus.

Puis tous les téléphones se mirent à sonner. Bientôt le silence gagna la pièce, et la panique s'installa. Tout à coup, les raisons de notre rencontre, l'idée que nous pouvions donner ensemble une impulsion à ce bond vers l'avant sur les questions du climat, de la justice sociale, de la création d'emplois décents, tout cela nous sembla profondément absurde. Comme si soudain, sans qu'un seul mot ne fût dit, chacun avait compris qu'un ouragan allait se déchaîner et que la seule chose à faire, c'était de tenir bon. Comme si l'idée d'avancer sur tous les fronts se volatilisait sous nos yeux.

Personne ne prit la peine de clore la réunion, les participants se dispersèrent et certains se quittèrent sans même un au revoir. CNN lançait des appels, telle une tête chercheuse impossible à esquiver. Nous partîmes tous, en silence, à la recherche de plus larges écrans.

La majorité des électeurs n'a pas voté pour Donald Trump ; Hillary Clinton a recueilli environ 2,9 millions de voix de plus que lui, et cette réalité continue de tourmenter le président en exercice. Sa victoire, il la doit à ce système de collège électoral[1] créé initialement pour protéger le pouvoir des propriétaires d'esclaves. Dans le reste du monde, un nombre impressionnant de gens déclarèrent aux sondeurs d'opinion que si, par magie, ils avaient pu participer au vote, c'est à Clinton qu'ils auraient donné leur voix. (À l'exception notable de la Russie, où Trump jouit d'un solide soutien.)

Au sein de ce très vaste camp anti-Trump, nous avons tous des histoires à raconter sur ce que nous avons éprouvé cette nuit-là ou ce jour-là. Pour beaucoup, ce fut un choc de constater qu'une telle chose avait pu se produire aux États-Unis. Pour certains, ce fut la tristesse de voir leur conviction de toujours se confirmer : les États-Unis étaient bel et bien un pays profondément raciste et misogyne. Pour d'autres, ce fut le sentiment de perte : la première femme candidate à la présidence manquait sa chance de devenir un modèle pour leurs enfants. D'autres enfin enragèrent qu'on eût pu présenter face à Trump une candidate aussi compromise. Et pour des millions de gens aux États-Unis et ailleurs, ce qui domina fut la peur, une émotion crue, physique, et le sentiment obscur que la présidence de Trump allait soulever une terrible vague de racisme, de violence et d'oppression.

Ils furent nombreux à comprendre que cette élection ne concernait pas seulement un homme dans un seul pays. Trump ne représente qu'un épisode de ce qui ressemble à une épidémie mondiale. Partout, on voit surgir des personnages, des partis politiques d'extrême droite, autoritaires, xénophobes – Marine Le Pen en France, Narendra Modi en Inde, Rodrigo Duterte aux

Philippines, l'Independence Party (UKIP, parti de l'indépendance) en Grande-Bretagne, Recep Tayyip Erdoğan en Turquie et tous ceux de leur acabit (certains ouvertement néofascistes) qui menacent de prendre le pouvoir ou de le garder.

Si je partage ici mon expérience de cette journée électorale, c'est que je ne peux m'empêcher de penser qu'il y a quelque chose d'important à apprendre de la manière dont la victoire de Trump a coupé court à notre discussion, à des projets à long terme, sans même l'ombre d'un débat. Il est bien compréhensible que nous nous soyons tous sentis dans cet état le jour des élections. Mais si nous nous résignons à l'idée que les batailles seront désormais défensives, si nous nous contentons de tenir bon face aux attaques régressives à la Trump, alors nous allons nous retrouver en terrain dangereux. Car le terrain sur lequel nous nous trouvions avant l'élection de Trump est celui-là même qui a produit Trump. Un terrain en situation d'urgence écologique et sociale, et avant même ce revers électoral.

Bien sûr, nous devons résister farouchement aux offensives de Trump et à celles de tous les démagogues de son genre. Mais il est hors de question de passer les quatre prochaines années à jouer défensif. Les crises actuelles sont toutes d'une urgence extrême – il n'y a pas de temps à perdre. Sur le changement climatique, sujet que je connais un peu, l'humanité dispose d'une fenêtre temporelle très limitée pour maintenir une certaine stabilité du système climatique. Et cette fenêtre est en passe de se refermer (nous le verrons dans le chapitre 4).

Nous sommes tenus de jouer sur deux tableaux – l'attaque et la défense – pour résister aux assauts d'aujourd'hui *et* trouver l'espace pour construire le monde dont nous avons besoin. Tenus de dire non et oui en même temps. Mais avant de découvrir ce que nous voulons pour remplacer Trump, son gouvernement et tout ce qu'ils représentent, nous devons considérer froidement la situation et ce qui nous y a conduits, et envisager qu'à court terme la situation pourrait se détériorer. Car l'hypothèse de la catastrophe n'est pas à exclure. Pour autant, nous ne nous laisserons pas abattre. Faire face à cet horizon de ruines est douloureux, mais c'est la seule voie qui permette d'éviter les erreurs passées et de parvenir à des solutions durables.

Une transition ? Non ! Un coup d'État des multinationales

Ce que signifie le cabinet de Donald Trump est très simple : ceux qui possèdent une part absolument monstrueuse de la richesse du monde, de surcroît en constante augmentation, ont la ferme intention de ne pas s'en tenir là – les

derniers chiffres d'Oxfam montrent que huit individus sur Terre possèdent une fortune équivalant à la moitié de la richesse mondiale.

Selon NBC News, en décembre 2016, les revenus cumulés de ceux que Trump envisageait de nommer dans son cabinet atteignaient la somme astronomique de 14,5 milliards de dollars (sans compter ceux de Carl Icahn, « conseiller spécial », qui à lui seul pèse plus de 15 milliards). Qui plus est, les principaux personnages qui peuplent le cabinet présidentiel ne sont pas de simples échantillons représentatifs des ultra-riches. Trump a réuni une équipe qui, dans une proportion alarmante, a fait fortune sur le dos des populations les plus vulnérables de la planète et de la planète elle-même, en toute connaissance de cause et souvent en pleine période de crise. Comme si cela faisait partie des conditions requises pour la fonction.

Steve Mnuchin, banquier véreux, secrétaire au Trésor, ancien président et principal investisseur de la « machine à saisies » OneWest, a expulsé des dizaines de milliers de gens de leurs foyers après la crise financière de 2008. Rex Tillerson, secrétaire d'État, est l'ancien PDG d'ExxonMobil, la plus grosse compagnie pétrolière du monde. Cette entreprise a financé et diffusé toute une pseudo-science du climat pendant des dizaines d'années, a lutté farouchement en coulisse contre d'importantes actions internationales en faveur du climat, tout en cherchant à tirer profit du réchauffement. Un nombre sidérant d'entrepreneurs et de lobbyistes issus des secteurs militaire et de la surveillance privée ont pris place à la Défense et à la Sécurité intérieure.

Nous avions le vent en poupe

Il est facile d'oublier qu'avant le chambardement provoqué par l'élection de Trump, des gens ordinaires se battaient contre les injustices que représentent ces mêmes entreprises, ces mêmes forces politiques, et commençaient à remporter quelques succès. Bernie Sanders, qui a mené une campagne présidentielle étonnamment vigoureuse, bien que non victorieuse, a fait trembler les traders de Wall Street pour leurs primes et poussé le Parti démocrate à introduire des modifications substantielles à son programme officiel. Les mouvements Black Lives Matter (les vies des Noirs comptent) et Say Her Name (elle a un nom) ont imposé un débat national sur le racisme systémique envers les Noirs et la militarisation des services de police. Ils ont aussi favorisé la diminution du nombre des prisons privées et des citoyens emprisonnés. En 2016, dans tous les évènements sportifs ou culturels majeurs – de la cérémonie des Oscars au Super Bowl –, on a pu constater à quel point le discours sur la race et la violence de

l'État avait changé. Les mouvements féministes sont parvenus à mettre les problèmes de violence sexuelle à la une des journaux, à braquer les projecteurs sur la « culture du viol », à faire changer le discours sur les vedettes accusées de crimes sexuels (comme Bill Cosby), ils ont contribué à la « démission » de Roger Ailes, patron de Fox News, accusé de harcèlement sexuel envers 24 collaboratrices de la chaîne (des accusations qu'il récuse).

Le mouvement pour le climat avait lui aussi le vent en poupe, remportant victoire sur victoire dans son opposition aux oléoducs, à la fracturation hydraulique pour l'extraction du gaz naturel et au forage de l'Arctique, très souvent sous l'impulsion de collectivités autochtones qui se remettaient par là même en mouvement. D'autres victoires se profilaient : l'accord sur le climat négocié à Paris en 2015, qui engage notamment ses signataires à contenir l'élévation de la température à un niveau tel que des billions de dollars en combustibles extrêmement lucratifs demeurent sous terre. De tels objectifs sont une menace mortelle pour une compagnie comme ExxonMobil.

La rencontre à laquelle j'avais assisté à Sydney l'indiquait clairement : on reconnaissait de plus en plus l'urgence d'établir des liens entre ces mouvements pour construire un programme commun et, à partir de là, une coalition progressiste gagnante – une coalition fondée sur une éthique de l'inclusion sociale et du souci de la planète.

Le gouvernement Trump n'est pas seulement l'histoire d'un personnage dangereux et outrancier, c'est aussi, et surtout, une riposte féroce au pouvoir croissant de mouvements sociaux et politiques qui revendiquent un monde plus juste et plus sûr. Plutôt que de risquer des avancées sociales (et, par conséquent, des pertes de profit), cette bande de prêteurs rapaces, de pollueurs menaçant l'équilibre planétaire, de profiteurs de guerre et marchands de « sécurité » ont réuni leurs forces pour s'emparer du gouvernement et protéger leur fortune si mal acquise. Après avoir vu pendant des années la sphère publique être privatisée morceau par morceau, Trump et ses acolytes ont finalement pris le contrôle du gouvernement lui-même. Une mainmise totale.

Exaucer les vœux des grandes entreprises

Complètement dépourvu d'expérience gouvernementale, Trump s'est vendu auprès des électeurs à l'aide d'un double argumentaire assez original. Primo, je suis si riche que je n'ai pas besoin qu'on m'achète. Secundo, vous pouvez me faire confiance pour amender ce système corrompu parce que je le connais de l'intérieur – j'y ai joué en tant qu'homme d'affaires, j'ai acheté des hommes

politiques, j'ai fraudé le fisc, j'ai sous-traité la production. Qui serait mieux placé que moi et mes riches amis pour « assécher le marais » ?

La suite est bien différente, on s'en doute. Trump et son cabinet d'anciens dirigeants du secteur privé remodèlent le gouvernement à un rythme effarant pour servir les intérêts de leurs propres affaires, de leurs anciennes entreprises et de leur tranche d'imposition en général. Quelques heures après le début de son mandat, Trump demandait une baisse d'impôt massive prévoyant que les entreprises ne paient plus que 15 % (au lieu de 35 %) de contributions fiscales, et plaidait en faveur d'une suppression de 75 % des règlementations. Son programme fiscal comprend toute une série d'autres échappatoires et de niches pour les gens très riches, comme ceux qui peuplent son cabinet (et pour lui-même, bien sûr). Il a nommé son gendre, Jared Kushner, à la tête d'une équipe de choc composée de cadres d'entreprise et chargée d'identifier d'autres règlementations à éliminer, d'autres programmes à privatiser et des méthodes de gouvernance inspirées du modèle de « la grande entreprise américaine ». (Selon une analyse de Public Citizen, Trump a rencontré au bas mot 190 dirigeants d'entreprises en moins de trois mois de mandat – avant d'annoncer que le registre des gens qui lui rendent visite ne serait plus public.) Poussé à s'exprimer sur ce que le gouvernement avait accompli de substantiel au cours de ces premiers mois, Mick Mulvaney, le directeur du budget, cite le déluge de décrets de Trump et remarque que « la plupart d'entre eux sont des règlements et des lois visant à se débarrasser d'autres lois. Des règlements pour se débarrasser d'autres règlements ».

C'est parfaitement exact. Trump et son équipe s'emploient à faire exploser les programmes qui protègent les enfants des toxines environnementales, ils ont levé l'obligation qu'avaient les compagnies pétrolières de déclarer leurs taux d'émission de gaz à effet de serre, et poussent des dizaines et des dizaines de mesures qui vont dans le même sens. Bref, il s'agit d'une immense opération de démantèlement. Trump et ses acolytes ricanent devant les timides objections arguant du conflit d'intérêts – quand tout n'est qu'un gigantesque conflit d'intérêts. Tout le problème est là.

Et c'est vrai pour Donald Trump plus que pour tout autre, Trump qui ne fait qu'un avec sa marque commerciale, au point de ne plus savoir où l'un s'arrête et où l'autre commence. Regardons, par exemple, l'emploi qu'il fait de Mar-a-Lago, sa résidence de Palm Beach, devenue un club privé hyper lucratif, une carnavalesque « Maison-Blanche d'hiver » – le nom a même brièvement servi à la promouvoir sur les sites internet du département d'État. L'un de ses membres a déclaré au *New York Times* qu'aller à Mar-a-Lago, c'était comme « aller à Disneyland en sachant que Mickey Mouse serait là toute la journée », à ceci près

que dans cet exercice de *branding*[2] total, il ne s’agit pas de Disneyland, mais de Americaland, et que Mickey Mouse est le président des États-Unis.

Cette comparaison avec Disneyland m'a fait réaliser que si je voulais comprendre cette présidence, je devais faire ce à quoi je résistais depuis longtemps : me replonger dans le monde des marques et du marketing des entreprises qui avait été le sujet de mon premier livre, *No logo*.

Ce livre cherchait à ressaisir un moment-clé de l'histoire des grandes corporations, quand des géants comme Nike et Apple ont cessé de se penser d'abord comme des fabricants de produits pour se penser surtout comme des fabricants de marques. Leur fortune, estimaient-ils, résidait désormais dans leur image de marque – qui construisait un sentiment d'identité tribale. Oubliez les usines. Oubliez cette énorme main-d'œuvre qu'il faut entretenir. Une fois qu'elles eurent compris que leurs plus gros profits provenaient de l'image qu'elles s'étaient fabriquées, ces marques « creuses » (*hollow brands*) en conclurent que les questions de qui fabriquaient leurs produits et pour quel faible salaire importaient peu. On laissa ces considérations à des sous-traitants, ce qui eut des répercussions catastrophiques sur les travailleurs aux États-Unis et à l'étranger, et qui alimenta une nouvelle vague de mouvements anti-corporations.

Mes recherches pour *No logo* ont exigé une immersion totale dans la culture des marques pendant quatre ans, quatre années passées à voir et à revoir les publicités du Super Bowl, à fouiller dans *Advertising Age* pour y dénicher les dernières nouveautés sur la synergie des entreprises, à lire des livres de gestion assommants permettant de découvrir les valeurs de sa marque personnelle, à faire des excursions dans les Niketowns, à visiter des ateliers de misère en Asie, à arpenter des centres commerciaux monstrueux, des villes-marques (*branded towns*[3]), à faire des raids de nuit sur des panneaux publicitaires avec des casseurs de pub ou des adeptes du détournement culturel.

Il m'est arrivé de m'amuser – je suis loin d'être insensible au charme du bon marketing. Mais en fin de compte, c'est un peu comme si j'avais dépassé mon seuil de tolérance et développé une sorte d'allergie aux marques. Si Starbucks trouvait une nouvelle façon de démarquer ses magasins ou si Victoria's Secret faisait porter des coiffures indigènes à ses mannequins sur les podiums, cela ne m'inspirait plus, j'étais passée à autre chose, j'avais tourné le dos à ce monde de rapaces. Mais pour comprendre Trump, impossible d'y échapper : il faut pénétrer le monde qui l'a produit – essentiellement celui du *branding*. Trump incarne les pires tendances analysées dans *No logo* : aucune responsabilité envers les travailleurs qui, eux, fabriquent ses produits à travers tout un réseau

souvent illégal de sous-traitants et un insatiable besoin de coloniser tout espace disponible et d'y apposer sa marque. Voilà pourquoi j'ai décidé de me replonger dans cet univers de papier glacé, pour voir ce qu'il pouvait nous dire sur la manière dont Donald Trump a accédé au poste de pouvoir le plus important au monde, et peut-être plus généralement sur l'état de la politique.

Par-delà le monde des objets

La montée des super-marques, comme celle que Trump a construite autour de son impudent personnage, vient d'une seule idée, en apparence inoffensive, que des théoriciens de la gestion ont développée au milieu des années 1980 : pour réussir, les entreprises doivent d'abord fabriquer des marques, pas des produits.

Jusque-là, si le milieu des affaires s'entendait sur la nécessité de renforcer la marque par de la publicité, tout industriel sérieux se préoccupait avant tout de la production de marchandises. Un éditorial de la revue *Fortune*, paru en 1938, résume bien la chose : « La fonction première et incontournable de l'économie industrielle est de fabriquer des objets [...]. C'est de l'usine, de la terre, du sous-sol que le pouvoir d'achat provient. »

Mais, dans les années 1980, les ventes de produits de marques classiques comme Tide, Levi's et Marlboro commencent à fléchir. Le marché est inondé de produits qui se ressemblent et, dans une économie alors en récession, beaucoup de consommateurs décident d'acheter en fonction des prix et non des marques. Les vieux trucs (panneaux d'affichage ou publicités à la télévision) semblent ne plus marcher, comme si les consommateurs avaient acquis une sorte de résistance. (Ou, selon la formule célèbre du grand publicitaire David Lubars, les consommateurs « sont comme les cafards, on les asperge, encore et encore, et ils finissent par être immunisés ».)

À peu près au même moment, un nouveau type d'entreprise commence à faire concurrence aux industriels traditionnels, 100 % américains. Ce sont les Nike, Apple et, plus tard, les Tommy Hilfiger, les Starbucks et consorts. Ces pionniers suivent un modèle différent. D'abord, trouver une idée abstraite ou une (image de) marque qui personnifie l'entreprise. S'en servir pour entrer en contact avec les consommateurs qui partagent ces valeurs. Puis demander un prix exorbitant pour des produits qui correspondent moins aux objets eux-mêmes qu'au profond désir humain d'appartenance, à une tribu ou à un groupe.

Ainsi, quand des gamins font la queue toute une nuit pour acheter des baskets Nike à 250 dollars, ce ne sont pas vraiment des chaussures qu'ils achètent, mais plutôt l'idée du « *Just Do It* » et le rêve de Michael Jordan, devenu une « super-

marque » à lui tout seul – ce concept a d'ailleurs fait sa première apparition pour désigner l'empire en pleine croissance de l'athlète. Et quand les parents des mêmes gamins achètent des ordinateurs chez Apple, c'est un peu de « *Think Different* » qu'ils introduisent à la maison, un peu de cette vision du futur profondément optimiste. (L'aura d'authenticité augmentera avec chaque icône révolutionnaire ou artistique, vivante ou morte, dont le visage ornera la campagne publicitaire : Gandhi, Martin Luther King, Picasso, Mandela, le Dalaï Lama.) Et quand les banlieusards se mettent à payer allègrement leur tasse de café quatre fois plus cher, c'est bien parce que Starbucks ne se contente pas de vendre du café, mais plutôt, selon son PDG, l'idée d'un « tiers lieu » qui n'est ni la maison ni le lieu de travail. (Autrefois, ce tiers lieu s'inscrivait dans de vrais espaces publics où les gens se rassemblaient sans avoir besoin des entreprises, mais ces lieux-là disparaissent à un rythme accéléré.)

Autre raisonnement essentiel à l'époque : puisque le vrai produit, c'est la marque, pourquoi ne pas décliner l'idée, l'appliquer en masse et à des marchandises qui n'ont aucun rapport les unes avec les autres. Ralph Lauren lance ainsi une ligne de peinture, Virgin des robes de mariée et des colas, Starbucks une série de compilations de jazz. Les possibilités semblent infinies.

Nombre de ces entreprises affirment, non sans un certain culot (pour l'époque), que produire des marchandises n'est plus qu'un aspect secondaire de leurs activités ; grâce à leurs victoires récentes dans la libéralisation des échanges et certaines réformes du droit du travail, elles vont enfin pouvoir négocier à la baisse le coût de leur production en recourant à des fournisseurs et des sous-traitants installés pour la plupart à l'étranger. En somme, peu importe qui fait le travail concret, la valeur réelle ne réside pas dans la production, mais dans le design, l'innovation et, bien sûr, dans le marketing.

Bientôt, tout le monde s'entend sur la gestion idéale : les entreprises qui n'adoptent pas ce modèle sont décrétées surdimensionnées, boursoufflées ; on dit qu'elles possèdent trop de matériel, emploient trop de gens, croulent sous trop de choses. Le mode de production à l'ancienne – faire tourner ses propres usines, être responsable de dizaines de milliers de salariés permanents, à plein temps – n'incarne plus la voie du succès, il est même devenu un handicap gênant. Désormais, ce qu'il faut, c'est devenir une marque creuse : posséder peu et mettre sa marque sur tout.

Très vite, les multinationales se lancent dans une course à la légèreté, jusqu'à l'apesanteur : gagne qui possède le moins d'infrastructures, a le moins d'employés et produit les images les plus fortes, mais pas des objets concrets.

La croissance fulgurante de ce modèle de gestion a deux effets immédiats. Notre culture est saturée de marketing, les entreprises cherchant perpétuellement de nouveaux espaces et de nouvelles extensions de marques pour diffuser leurs grandes idées et atteindre leurs marchés cibles. Le travail et les travailleurs pèsent de moins en moins lourd sur la balance et sont de plus en plus remplaçables.

Des marques comme Nike et Adidas se font une concurrence farouche sur le plan du marketing, alors qu'elles fabriquent leurs produits en partie dans les mêmes usines, où les mêmes travailleurs cousent leurs chaussures. Et pourquoi pas ? Puisque fabriquer des choses n'est plus considéré comme une « compétence cruciale ». Dans les sièges sociaux (qu'on appelle plus volontiers « campus »), on veut être le plus libre possible de se concentrer sur les « vraies » affaires en cours : créer une mythologie d'entreprise suffisamment forte pour que n'importe quel objet soit investi de sens par le simple fait d'y apposer la marque.

La presse, relate le phénomène en disant que la compagnie x ou y a décidé de délocaliser ses usines dans une région du monde où la main-d'œuvre coûte moins cher. Mais, comme j'ai pu le voir en visitant les ateliers de misère qui produisent des articles de marque, qu'il s'agisse des vêtements Gap ou des ordinateurs IBM en Indonésie et aux Philippines, la vérité est tout autre. Dans la plupart des cas, ces entreprises ne déménagent pas leurs usines d'Amérique du Nord ou d'Europe pour les rouvrir en Asie. Elles les ferment et ne les rouvrent jamais nulle part. À cette période, on voit proliférer de très complexes chaînes d'approvisionnement où il devient quasiment impossible de déterminer où et par qui un produit a été fabriqué. Éclate aussi toute une série de scandales : coup sur coup, des journalistes d'investigation et des groupes syndicaux ont révélé qu'une paire de Nike « Michael Jordan » ou un t-shirt « Disney » pouvait être fabriqué dans d'ignobles conditions de travail et dans des ateliers misérables en Haïti ou en Indonésie. Mais quand la presse ou les consommateurs ont tenté de mettre en cause la responsabilité des entreprises, celles-ci ont déclaré presque invariablement : « Nous sommes aussi horrifiées que vous. Aussi allons-nous cesser toute relation commerciale avec ce sous-traitant. »

Les raisons du succès de ce modèle ne sont un secret pour personne. Si vous suivez le bon procédé – de belles publicités, des investissements importants dans le design, une visibilité de la marque à travers d'innombrables contrats de sponsorisation et de publicités croisées –, une foule de gens achètera vos produits quel qu'en soit le prix. Voilà pourquoi le succès de ce qu'on a appelé

les « marques-style de vie » (*lifestyle brands*) a poussé des entreprises à entrer dans une course folle : qui a le réseau de produits dérivés le plus étendu, ou qui offre les expériences les plus immersives aux consommateurs, lesquels sont alors propulsés au cœur des mondes virtuels que leurs marques préférées ont créés et peuvent enfin se fondre avec elles.

Alors, quel rapport entre toute cette histoire, qui date des années 1990, et Donald Trump ? C’est très simple. Trump a construit un empire en suivant exactement cette formule. Puis, une fois candidat, il a compris comment tirer profit de la colère et du désespoir qu’elle avait provoqués dans les groupes sociaux qui assuraient autrefois la production (bien rémunérée et depuis longtemps abandonnée) au sein d’entreprises comme la sienne. Superbe tour de passe-passe.

Le Trump Show

Dans les années 1980, quand Trump devint une personnalité à l'échelle nationale, il n'était encore qu'un promoteur immobilier relativement classique qui nourrissait un désir insatiable de voir son nom imprimé à peu près partout. Il le placardait à droite et à gauche sur des immeubles de New York et d'Atlantic City ; il harcelait la presse sans relâche ; il transformait ses relations avec sa femme et sa maîtresse en feuilleton en direct. Du coup, il passa à l'échelon supérieur en termes de visibilité : on le vit prendre la pose sur les couvertures des magazines, de *Times* à *GQ*. Il fit de brèves apparitions dans des films hollywoodiens et des émissions de télé. Et il comprit plus tôt que les autres quelque chose de fondamental sur la stratégie de marque : « Le show, c'est Trump, et il fait salle comble partout », déclarat-il à *Playboy*. Mais le noyau de ses affaires restait assez classique : il achetait des immeubles et les gérait (hôtels, immeubles d'habitation, casinos).

Dans les années 1990, un changement s'amorça. Trump avait tellement mal géré ses casinos d'Atlantic City que ses banquiers prirent le contrôle de ses affaires avant même qu'il n'eût enregistré ses premières faillites. Néanmoins, il ne perdit pas complètement le contrôle de ses biens. Manifestement, les investisseurs étaient persuadés que le nom Trump – sa marque personnelle – pourrait empêcher le château de cartes de s'effondrer. Et c'est là une grande leçon sur la valeur concrète d'un nom qui a été savamment publicisé.

À cette époque, le promoteur immobilier qu'est Trump n'en a pas moins compris comment des entreprises comme Nike font un malheur avec la stratégie des marques creuses. Il leur emboîte donc peu à peu le pas. Au départ, il applique la recette dans un secteur où cela ne s'est jamais fait : l'immobilier de luxe. Il existe déjà des enseignes mondiales de chaînes d'hôtels et de résidences. Mais Trump, le premier, a cette idée : le lieu où vous travaillez (une tour de bureaux), le lieu où vous vivez (un appartement) et celui où vous vous divertissez (votre club de golf ou votre résidence de vacances) seront autant de franchises d'une seule marque de luxe mondiale. Tout comme à Celebration, en Floride, la ville créée par Disney, Trump vend aux gens l'occasion de vivre dans sa marque 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

La véritable rupture survient quand Mark Burnett, magnat de la téléréalité, lance Trump sur l'idée de *The Apprentice*[4]. Jusque-là, Trump était accaparé par la gestion des conséquences de ses faillites et l'impatience de ses banquiers. Et voilà que, du jour au lendemain, on lui offrait un tremplin vers la stratosphère

des super-marques, ces quelques rares entreprises qui font des profits colossaux en élaborant une marque porteuse de sens et en communiquant largement sur elle, libérées d'avoir à fabriquer leurs propres produits ou, dans le cas de Trump, à construire ses immeubles.

Trump comprend immédiatement le potentiel de la situation. En braquant le projecteur sur son existence dorée, avec de longs plans insistants sur ses palais et ses jets privés, l'émission fera merveille pour asseoir la mission qu'il s'est fixée depuis des années : faire de son nom le symbole de la réussite matérielle. La première émission n'est pas encore diffusée qu'il signe déjà une licence pour associer son nom à une ligne de vêtements pour homme. Et il confie au publicitaire du réseau NBC : même si *The Apprentice* « n'a pas un bon taux d'audience, ce sera quand même un bon coup pour ma marque ».

Or le succès de l'émission est impressionnant. Très rapidement, il lance toute une gamme de produits dérivés, l'eau de Cologne Trump, l'eau minérale Trump, les lunettes Trump, les matelas Trump et même l'université Trump. Pour l'actuel président des États-Unis, il semble que n'importe quel type de produit puisse avoir sa place dans la bulle Trump.

Plus important encore, avec *The Apprentice*, Trump sera le seul à ne pas débourser un sou pour qu'on parle de sa marque dans une émission télévisée à succès ; il est même payé une fortune pour se faire de la publicité gratuitement – une publicité d'une valeur inestimable. Qui plus est, ses émissions rapportent des millions de recettes publicitaires. En avril 2011 par exemple, *The Celebrity Apprentice* comporte 120 placements de produits, soit davantage que toute autre émission. C'est ce qui caractérise une super-marque : Trump a créé une marque qui en contient une multitude d'autres. (Et en faisant intervenir ses propres enfants dans l'émission, il commence même à *élever* des marques.)

Après une telle prouesse, quel autre tour de passe-passe inventer ? Fusionner votre marque avec le symbole ultime de l'autorité et du pouvoir : la Maison-Blanche.

Pour cela, Trump doit accomplir un pas de plus : modifier le noyau dur de ses affaires. Plutôt que de construire et de posséder lui-même les structures, comme c'était le cas au début de sa carrière, Trump comprend qu'il peut gagner de l'argent beaucoup plus facilement en vendant tout simplement son nom à des promoteurs du monde entier, qui se serviront de sa célébrité pour vendre ou louer leurs tours, leurs appartements, leurs hôtels. Ces promoteurs externes s'occuperont de la construction et assumeront toutes les responsabilités. Si les projets échouent (ce qui est arrivé souvent), Trump encaisse tout de même les droits de licence. Et ces droits sont énormes. Selon le *Washington Post*, pour un seul projet d'hôtel-club à Panamá City, « Trump a gagné au moins 50 millions de dollars, sans avoir pratiquement investi un sou ».

Il possède toujours quelques propriétés phares – la Trump Tower à New York et Mar-a-Lago en Floride – mais, si l'on considère le réseau élargi des très nombreuses propriétés qui portent son nom – que ce soit le Trump International Golf Club à Dubaï ou ses nombreuses autres propriétés en Inde, au Canada, au Brésil, en Corée du Sud et à New York –, on se rend compte qu'il ne les possède pas, ou seulement en partie. Ce qu'il loue, c'est son nom.

Trump doit une grande part de son succès international au *timing*. Il est entré sur le marché mondial de l'immobilier de luxe à un moment où une quantité sans précédent d'argent privé non imposé stagnait en attendant qu'il puisse être placé en lieux sûrs (comme toujours). D'après James S. Henry, l'un des principaux conseillers de l'association Tax Justice Network (TJN, réseau pour la justice fiscale), en 2015, les biens financiers privés appartenant à des individus, soigneusement cachés dans les paradis fiscaux du monde, sont estimés entre 24 et 36 billions de dollars. Des appartements grand luxe, tape-à-l'œil à souhait, c'est exactement ce qu'il faut aux nouveaux oligarques pleins aux as qui arrivent de Moscou ou de Colombie.

Mais le marché de Trump ne se limite pas aux riches. L'ère *The Apprentice* a posé les fondations d'une marque qui lui permet de s'adresser aussi bien aux consommateurs riches qu'à ceux de la classe moyenne. Pour les nantis et les m'as-tu-vu, une carte de membre qui donne accès à ses plages et à ses clubs de golf, ou un appartement dans une des tours Trump, avec un mobilier estampillé lui aussi Trump. Pour les masses qui n'ont pas les mêmes ressources, il vend quelques bribes de rêve – une cravate Trump lamée rouge vif, un steak Trump, un livre Trump.

Vous êtes tous virés !

Trump a gagné la Maison-Blanche à l'issue d'une campagne où il n'a cessé de vitupérer contre la disparition des emplois dans l'industrie, ces mêmes emplois qu'il a sous-traités à l'étranger pratiquement chaque fois qu'il a pu. En tant qu'homme d'affaires, il a profité pleinement de l'économie de la sous-traitance, de même que l'entreprise d'Ivanka. Bien sûr, des enquêtes fouillées ont été publiées, qui décrivent en détail les conditions épouvantables dans lesquelles sont fabriquées les cravates Trump à Shengzhou en Chine, par exemple, et les conditions plus déplorables encore de production de la ligne de chaussures d'Ivanka. En avril 2017, la Fair Labor Association (FLA, association pour le travail équitable), un organisme de surveillance créé à la suite du scandale des ateliers de misère dans les années 1990, publie un rapport révélant que les ouvrières d'une usine chinoise fournissant à Ivanka d'importantes quantités de robes et de chemisiers travaillent près de soixante heures par semaine et gagnent l'équivalent d'un peu plus d'un dollar de l'heure (beaucoup moins que la moyenne des ouvriers dans les villes chinoises). La plupart d'entre elles ne bénéficient pas d'assurance maladie ni d'allocations de maternité – cela fait mauvais effet quand on plaide pour la présence des femmes sur le marché du travail.

La construction de nombreux hôtels et immeubles de la marque Trump a été entachée de scandales analogues, aux États-Unis comme à l'étranger. Une enquête de *Vice* montre que même à Dubaï, pourtant célèbre pour ses conditions de travail proches de l'esclavage, le traitement réservé aux travailleurs immigrés construisant un terrain de golf signé Trump a choqué. L'auteur du rapport, Ben Anderson, parle de dortoirs dans lesquels « des gars vivent jusqu'à 21 par pièce avec des rats qui leur courent dessus » et des toilettes « qui ne semblent pas faites pour des êtres humains ».

La Trump Organization décréta « une politique de tolérance zéro pour les pratiques de travail illégales sur tous les projets portant le nom de Trump ». Inutile de préciser que ce chantier avait été conduit par un sous-traitant. Trump s'est contenté de lui louer son nom.

Certaines marques auraient été sévèrement malmenées par ce genre de révélations. La Trump Organization peut se contenter de les ignorer. Et cela correspond tout à fait à l'image de marque sur laquelle Trump a choisi de bâtir son empire.

Immunisé contre le scandale

Qualité et luxe : voilà comment Trump définit officiellement l'identité de sa marque. Mais c'est du bluff. Les hôtels et résidences Trump n'entrent même pas dans la liste des dix meilleures enseignes du monde dans le domaine de l'hôtellerie de luxe, une liste qui comprend des noms comme Four Seasons et Oberoi (je me contenterai d'un exemple : Mar-a-Lago a été cité une douzaine de fois en janvier 2017 pour infraction aux règles de sécurité alimentaire). La réalité est nettement moins reluisante : la marque Trump n'est synonyme que de richesse ou, plus prosaïquement, d'argent. D'où son esthétique, croisement des styles Dynasty et Louis XIV. D'où son rapport à l'or, inverse de celui de Superman à la kryptonite : Trump vacille s'il n'a pas à portée de main quelque chose de grand et de brillant.

Son image de marque personnelle est légèrement différente, mais intimement liée. Il est le chef ultime, un type si riche qu'il peut faire tout ce qu'il veut, quand il veut, et à qui il veut (y compris mettre la main où il veut sur toutes les femmes qu'il veut).

On comprend mieux pourquoi les signes extérieurs de richesse sont si importants pour lui. Ses rideaux dorés, les photos de ses jets privés, autant de moyens qui permettent à Trump de renforcer sans cesse sa marque – il est l'argent et le pouvoir incarnés, le héros de la success-story capitaliste par excellence. Voilà pourquoi sa fortune personnelle (si excessive soit-elle) a été l'un des arguments centraux de sa campagne présidentielle.

Voilà pourquoi, également, aucun scandale lié aux conditions de travail ne l'atteindra jamais. Dans le monde qu'il a créé, il agit en « gagnant » ; si quelqu'un se fait piétiner, c'est évidemment parce que c'est un « perdant ». Et il en sera de même des scandales politiques : ils glisseront sur Trump. Parce qu'il n'est pas seulement entré dans le monde politique en prétendu outsider, comme quelqu'un qui ne joue pas le jeu. Il est entré dans le monde politique en jouant un jeu complètement différent, le jeu de la stratégie de marque.

Selon ces règles, il n'est pas nécessaire d'être bon ou même correct, il suffit d'être cohérent par rapport à la marque qu'on a créée. C'est ce qui explique l'obsession des gestionnaires de marques pour la discipline et la répétition : une fois le cœur de la marque conceptualisé, tout ce qu'il vous reste à faire est de lui donner corps, de la diffuser et d'en reprendre le message encore et encore. Si vous restez concentré là-dessus, il n'y a pas grand-chose qui puisse vous atteindre.

Le problème se pose quand cette stratégie devient celle du président des États-Unis en exercice, d'autant que Donald Trump a construit, des années durant et avec une constance étonnante, une marque complètement amorale. Au cours de la campagne, il a pu esquiver presque tous les pièges classiques. On le surprend

à frauder le fisc ? C'est une preuve d'« intelligence ». Il ne révèlera pas ses déclarations de revenus ? Qui l'y obligerait ? Il plaisante à moitié quand il affirme : « Je pourrais me présenter sur la Cinquième Avenue et tirer sur n'importe qui, et je ne perdrais pas un seul de mes électeurs. » Dans le monde de Trump, l'impunité, plus encore que les montagnes d'or, est le signe extérieur de richesse ultime.

Tout cela a des conséquences graves qui grèvent l'espoir d'empêcher ce gouvernement de se comporter comme une kleptocratie. Mais nous allons voir à présent qu'il est possible de faire éclater la bulle de la marque Trump. Il suffit de savoir où placer l'épingle.

---

1 Le président des États-Unis est élu au suffrage universel indirect selon le procédé suivant : lorsque les citoyens noircissent la case correspondant au candidat à la présidence de leur choix, ils élisent en fait les « grands électeurs » de chaque État, des représentants préalablement désignés par les partis politiques. Ce sont eux qui voteront à leur tour pour le candidat à la présidence. Le nombre de grands électeurs pour chaque État est fonction de sa population, et le total des 538 grands électeurs forme le « collège électoral ». Lorsqu'un parti remporte une majorité des voix dans un État (par exemple si le Parti démocrate de Hillary Clinton l'emporte en Californie), ce parti remporte tous les grands électeurs de cet État (les 55 grands électeurs de la Californie voteront tous pour le candidat démocrate). C'est ce qui explique qu'un candidat puisse avoir obtenu plus de voix que son adversaire au niveau de la population, et perdre, malgré tout, les élections.
Signalons que toutes les notes de ce livre ont été rédigées spécifiquement pour la traduction en français et ne sont pas de l'auteure. L'ensemble des références qu'a utilisées Naomi Klein dans cet ouvrage sont consultables en ligne à l'adresse : http://www.actes-sud.fr/klein-naomi-dire-non.
2 On utilisera dans ce texte tantôt « *branding* », tantôt « stratégie de marque ». Les deux termes sont en usage pour désigner, selon l'*Encyclopédie illustrée du marketing* que l'on trouve sur le web, « une logique d'action marketing ou publicitaire qui cherche surtout à positionner une marque dans l'esprit du consommateur ».
3 Les *branded towns* sont des villes qui ont été créées de toutes pièces par des entreprises privées, comme Celebration en Floride, créée par Disney, ou peut-être Val d'Europe, créée elle aussi à l'initiative de Disney (dans la proximité de son parc d'attraction dans le Val de Marne) en partenariat avec l'État français. Ce sont des villes privatisées (voire privées), propres, sécurisées, faites pour les riches et organisées autour du commerce (le centre commercial de Val d'Europe s'étend sur 100 000 mètres carrés et rassemble près de 160 boutiques, il est parmi les 10 plus grands centres commerciaux de France).
4 Émission de téléréalité diffusée pour la première fois par NBC en 2004 et mettant en scène Donald Trump. Le principe : Trump et deux de ses conseillers font passer des entretiens d'embauche à un certain nombre de candidats et ils les éliminent les uns après les autres avec la phrase désormais célèbre de Trump : « *You're fired !* » (vous êtes viré). Le vainqueur est engagé dans l'une des entreprises de l'empire au salaire de 250 000 dollars par an. Une version avec des vedettes sera créée en 2008, *The Celebrity Apprentice*.

Chapitre 2

Une famille de marques sans précédent

DONALD TRUMP N'A PEUT-ÊTRE jamais cru qu'il avait vraiment une chance d'occuper la Maison-Blanche ; bien peu de gens y croyaient d'ailleurs. Mais quand il a obtenu l'investiture du Parti républicain, il a compris : il avait trouvé l'instrument infaillible pour compléter sa stratégie de marque, la présidence des États-Unis. Et, en effet, chaque minute de son mandat fait augmenter la valeur de sa marque et de ses affaires. Il profite donc pleinement et très directement de sa fonction. Or c'est précisément ce que les règles régissant les conflits d'intérêts sont censées prévenir.

Soyons lucides : nous sommes désormais en terre inconnue, celle des *méga-marques humaines*, qui constituent un phénomène relativement nouveau. Aucune règle n'a prévu la chose. On se demande partout : va-t-il se défaire de ses biens ? Vendre ses diverses entreprises ? Ivanka lui emboîtera-t-elle le pas ? Mais quel sens peuvent avoir ces questions puisque les affaires des Trump, ce sont d'abord leur nom ? Peut-on séparer l'homme Trump de la marque Trump ? Ces deux entités ont fusionné depuis bien longtemps. Chaque fois qu'il met le pied dans l'une de ses propriétés – un club de golf, un hôtel, un *beach club* –, les journalistes de la Maison-Blanche sur les talons, il hausse la valeur globale de sa marque, et son entreprise peut alors vendre plus de cartes de membres, louer plus de chambres et augmenter ses prix.

L'action en justice entreprise par Melania Trump, juste avant de devenir première dame, a mis à nu la logique qui sous-tend les rapports entre stratégie de marque et fonction politique chez les Trump. Mme Trump a réclamé 150 millions de dollars de dommages et intérêts à l'entreprise qui possède le site internet du *Daily Mail* pour avoir laissé entendre à tort qu'elle avait autrefois travaillé comme *escort girl*. Certes, sa réclamation est tout à fait recevable. Mais sur quelle base affirme-t-elle avoir perdu la somme astronomique de 150 millions de dollars, elle qui possède à peine une affaire en propre ? Son argument principal repose sur le fait que sa position de première

dame lui aurait *permis* de lancer une marque très lucrative « sur une gamme étendue de produits qui auraient pu lui rapporter des millions de dollars de transactions commerciales pendant ces quatre années au cours desquelles la plaignante est destinée à être l'une des femmes les plus photographiées du monde ». (Le *Daily Mail* a réglé l'affaire, présenté des excuses à Trump et versé une somme dont le montant n'a pas été révélé.)

Ce n'est pas la première fois que des premières dames se servent de leur statut politique pour créer une marque-style de vie. Cinq mois après que son mari eut quitté le poste de premier ministre de Grande-Bretagne, Samantha Cameron, femme de David, s'est empressée d'annoncer le lancement de sa propre ligne de vêtements pour « femmes actives ». Mais ce qui est frappant dans le procès désormais clos qu'a intenté Melania, c'est qu'elle semble avoir sauté l'étape du lancement effectif de sa marque pour réclamer directement les bénéfices. Au-delà, ces curieuses poursuites judiciaires montrent clairement comment les Trump considèrent le service de l'État : un investissement à court terme permettant d'augmenter considérablement la valeur de la marque à long terme.

Même chose pour Ivanka. Tout le monde sait que la publicité de ses produits a été assurée aux frais du contribuable, par des serviteurs de l'État, y compris son père, sur Twitter, et sa conseillère Kellyanne Conway, qui est allée sur le plateau d'une chaîne nationale faire de la « promotion » (selon ses propres dires), en incitant les spectateurs à « acheter les produits d'Ivanka ». Les conflits d'intérêts ont atteint le stade de la parodie le 6 avril 2017 quand, selon une dépêche d'Associated Press, « l'entreprise d'Ivanka Trump a obtenu l'aval provisoire du gouvernement chinois pour trois nouvelles marques déposées qui vendront en exclusivité ses produits dans la deuxième économie du monde : bijoux, sacs et prestations de spa ». Mais la journée a réservé une autre surprise. « Le soir même, la fille du président et son mari, Jared Kushner, étaient assis à côté du président chinois et de sa femme pour dîner d'un steak et d'une sole de Douvres à Mar-a-Lago. » Un sommet politique dont les détails avaient été organisés par Jared Kushner en personne. Interrogée sur ce type de conflit d'intérêts, Ivanka répond immanquablement que comme son père, qui a censément pris ses distances avec la Trump Organization en la confiant à ses fils (tout en continuant d'empocher les profits), elle-même a mis son entreprise entre les mains d'« administrateurs indépendants », le frère et la sœur de son mari (tout en continuant d'empocher les profits). Tout cela va bien au-delà du népotisme. Le gouvernement américain est transformé en entreprise familiale à but lucratif.

On sait que la présidence de Trump a amplifié la valeur de cette famille de marques parce que les affaires d'Ivanka ont affiché des ventes record après l'intervention publicitaire de Kellyanne Conway à la télévision. Le club Mar-a-

Lago a déjà doublé le prix de sa carte de membre, passée de 100 000 à 200 000 dollars par an. Où est le problème ? Désormais, pour le prix de votre cotisation, vous pourriez, à la faveur d'un dîner, être témoin d'une conversation importante sur la sécurité nationale. Ou frayer avec un chef d'État en visite. Ou même entendre Trump annoncer qu'il vient de lancer une attaque aérienne sur un pays étranger. Bien évidemment, il vous sera peut-être donné de rencontrer le président en personne et de l'influencer en douce. (On ne tient aucun registre des entrées et des sorties du club, alors qui sait ?) Depuis des dizaines d'années, Trump vend le sentiment de proximité du pouvoir et de l'argent – c'est même le sens de sa marque. Mais il est désormais en mesure d'offrir l'affaire du siècle à ses clients.

Que Trump possède Mar-a-Lago est éloquent. En 1975, dix ans avant qu'il ne l'achète, l'ancienne propriétaire des lieux, Marjorie Merriweather Post, personnalité mondaine très en vue, l'avait léguée au gouvernement des États-Unis en espérant qu'elle devienne une villégiature présidentielle, une « Maison-Blanche d'hiver ». Mais aucun président n'en profita, et Mar-a-Lago fut restituée à ses propriétaires. Bien avant l'élection de 2016, Trump se vantait déjà de vivre dans une « maison de président ». Rétrospectivement, c'est un peu comme s'il jouait au président depuis trente ans. En 2016, le fantasme est devenu réalité – ou est-ce la réalité qui a tout entière été avalée par le fantasme de Trump ? Difficile à dire, comme pour tout ce qui le concerne. Il a beau appeler sa propriété de Palm Beach la « Maison-Blanche d'hiver » ou la « Maison-Blanche du Sud », il n'en est rien. La Maison-Blanche est une institution publique ; Mar-a-Lago un club privé à but lucratif, exclusivement réservé à ses membres et dont les bénéfices reviennent directement à Trump et à sa famille.

Tout président des États-Unis qui refuse de vendre les entreprises qu'il possède est en situation de conflits d'intérêts, puisque les actions du gouvernement peuvent avoir un effet sur tout, des cours de la Bourse au prix du pétrole – j'y reviendrai ultérieurement. Mais les entreprises qui misent tout sur la marque, comme celles de Trump, sont d'un tout autre acabit. Les conflits d'intérêts ne découlent pas seulement de telle politique ou telle action. Ils sont omniprésents et continuels, liés au fait même que Trump soit président. Parce que la valeur des marques-style de vie fluctue essentiellement selon la place qu'elles occupent dans la culture du moment. Aussi, tout ce qui augmente la visibilité de Donald Trump, et la perception de sa toute-puissance, nourrit activement la valeur de la marque Trump et accroît significativement le nombre de clients prêts à payer pour y être associés – sur les murs de leurs nouveaux projets immobiliers ou, à plus petite échelle, en jouant sur ses terrains de golf ou en achetant ses cravates.

Et rien n'indique que Trump réfrène son désir d'exploiter la situation au maximum. Dans un article du *New York Times* d'avril 2017, on peut lire que « l'entreprise de M. Trump, gérée dorénavant par ses deux fils devenus adultes, a effectué 157 demandes de marque déposée dans 36 pays différents ».

Que vendent exactement les fils Trump ?

En janvier 2017, Eric Trump part pour l'Uruguay dans le but d'y rencontrer un promoteur qui veut acheter le droit de se servir du nom sur son nouveau gratte-ciel. Ce qui fait alors scandale, c'est la somme utilisée sur le dos des contribuables américains pour financer les agents des services secrets et autres fonctionnaires de l'État qui sont du voyage : environ 100 000 dollars de frais d'hôtel, ou une subvention directe aux affaires privées de Trump. Mais à bien y regarder, le véritable scandale, c'est ce que son fils allait promouvoir en Uruguay : la marque Trump, avec sa toute nouvelle et considérable valeur ajoutée – son propriétaire est sur le point de prêter serment en tant que président des États-Unis.

Et tout cela ne dit rien de la corruption potentielle, qui donne le vertige. Car les fils Trump, Eric et Donald Jr, vendent une marchandise tellement volatile (un nom) qu'un client peut l'acquérir à 6 millions de dollars comme à 60. Qui peut définir le juste prix du marché ? Plus préoccupant encore, qui peut dire quel service est vraiment acheté quand une entreprise privée verse des millions pour louer le label Trump ? Ces entreprises croient-elles vraiment que ce label profite à leurs immeubles, ou qu'en mettant sur la table 5 millions de plus elles s'attireront quelque faveur dont elles profiteront plus tard, lors de transactions exigeant une connivence avec la Maison-Blanche ? Difficile de faire la part des choses. La valeur d'une marque, c'est le prix que les acheteurs sont prêts à payer. L'attrait de ce modèle d'entreprise : qu'un bien aussi éphémère puisse être converti en valeur monétaire concrète.

La Trump Organization a déclaré qu'elle suspendait ses acquisitions à l'étranger, pour éviter de paraître inconvenante. Mais le problème ne se pose pas seulement à l'étranger. Si une ville ou un État américain accorde à un projet Trump une exemption fiscale ou règlementaire, le font-ils parce qu'ils pensent que l'entreprise en question rendra service à leur population – ou parce qu'ils attendent en retour quelque chose de la Maison-Blanche ? De même pour tout gouvernement, toute entreprise – nationale ou étrangère – qui choisit une propriété de Trump pour organiser un évènement ou loger ses employés. Pensent-ils vraiment qu'il s'agit là de la meilleure solution ou cherchent-ils à se

faire bien voir ?

Ces questions d'éthique sont d'autant plus fascinantes qu'elles se sont posées dans les mêmes termes lors des scandales qui ont entouré la Fondation Clinton, lesquels pourraient bien avoir contribué à la défaite électorale d'Hillary. On s'est posé bien des questions épineuses sur ce que telle entreprise privée ou tel gouvernement étranger pensait acquérir par ses généreuses donations à la Fondation Clinton. Agissaient-ils par pure philanthropie, émus par le fléau des maladies infectieuses ou de l'obésité infantile ? Ou par calcul, misant sur la rentabilité de leur don ? La secrétaire d'État Hillary Clinton n'avait-elle pas ses chances de devenir la prochaine présidente des États-Unis...

Ces préoccupations étaient tout à fait justifiées, et Trump n'a pas hésité à les alimenter. Mais l'argent que les fils Trump amassent en louant le nom de leur père, les faveurs qu'ils négocient, les trafics d'influence possibles sont d'un tout autre ordre : l'argent coule désormais à flots dans les caisses familiales du président en poste, pas d'un président potentiel, et sans même le prétexte de philanthropie que la Fondation Clinton a pu invoquer. Il n'est pas question de blanchir les Clinton, tant s'en faut. Bill et Hillary ont passé des années à brouiller les règles éthiques de la Fondation – et ce brouillage a permis à Trump de réduire ces règles à néant (plus de détails au chapitre 6).

La réalisation de la prophétie de Reagan

Après quelques mois de mandat, la une du *New Yorker* montrait Trump envoyant des balles de golf sur la Maison-Blanche et faisant voler les fenêtres en éclat, l'une après l'autre. C'est une image frappante, qui fait lentement prendre conscience que les vitres cassées ne sont pas celles de Mar-a-Lago ou de la Trump Tower, mais d'un bâtiment public où la famille Trump a soigneusement évité de vivre.

Et l'accent est ainsi mis sur une vérité difficile à admettre. À chacun de ses manquements présumés à l'éthique, de ses mensonges effrontés, de ses tweets insensés, ce gouvernement mine et dégrade un peu plus la sphère publique. Même si la corruption (ou la trahison) finit par lui coûter la Maison-Blanche, Trump ne laissera derrière lui que décombres – preuve s'il en est de la prémisse fondamentale de son projet politique : l'État n'est pas seulement un bourbier, c'est un boulet. Rien n'y est digne d'être sauvegardé. Le privé vaut mieux que le public. Si tout cela est vrai, pourquoi ne pas tout détruire avant de partir – au sens figuré, sinon au sens propre ?

En effet, la carrière politique de Trump eut été impossible sans la dégradation

de l'idée même de sphère publique, qui s'est opérée sur plusieurs dizaines d'années, sans l'idée selon laquelle « l'État n'est pas la solution à notre problème ; l'État est le problème », selon la célèbre formule de Ronald Reagan. Elle eut été impossible si l'idée reaganienne n'avait été suivie de décennies de dérèglementation qui, pour l'essentiel, ont légalisé la corruption et permis aux entreprises d'arroser scandaleusement les milieux politiques.

Le système est corrompu, assurément. C'est un bourbier, effectivement. Et la population est au courant. Elle sait que le remaniement des règles au profit d'un petit groupe issu des grandes entreprises et des 1 % les plus riches est un processus dans lequel les deux partis ont eu un rôle – côté démocrate, c'est Bill Clinton qui a dérèglementé les banques, ouvrant la voie à l'effondrement de 2008, et c'est Obama qui a choisi de ne pas poursuivre les banquiers en justice. Ajoutons que la population sait aussi que la candidate démocrate opposée à Trump n'aurait sans doute pas fait autre chose.

Bien sûr, il est grotesque pour un milliardaire assis sur un trône doré de se faire passer pour le sauveur de la classe ouvrière. Mais si un argumentaire aussi franchement aberrant que « Faites-moi confiance *parce que* j'ai filouté le système » a pu convaincre une bonne partie de la population américaine, c'est bien parce que ce qui passait pour être le fonctionnement « normal » de Washington avant Trump avait déjà, pour le citoyen lambda, de forts relents de corruption.

Voilà pourquoi tant de gens ont suivi le feuilleton électoral comme on jubile devant un divertissement macabre. Quand la politique atteint ce degré d'avilissement, pourquoi vouloir la protéger d'un malotru comme Trump ? On est dans l'abjection, de toute façon. Alors que les jeux commencent ! Moi qui vis à Toronto, je connais cette pathologie. Notre maire sortant, Rob Ford, était une sorte de Trump avant l'heure au niveau municipal. Ford (mort en 2016) s'était construit une image médiatique de personnalité sans vergogne aucune – il était par conséquent impossible de lui faire honte. Rien ne l'ébranlait, pas même d'être filmé à son insu en train de fumer du crack. Et il a transformé l'incident en énième numéro de son show délirant, tandis que ses partisans, plus ou moins ironiques, mais toujours fidèles, ont commenté ses frasques comme dans un sketch de *Saturday Night Live*. L'exagération du spectacle et les scandales ont servi de diversion à un programme terrible, un pseudo-populisme avec quelques spécialités : subventions aux grandes entreprises, chèques en blanc à la police, érosion des services chargés des plus démunis. Trump ne fait pas autre chose.

Je n'imaginais pas que la culture de la marque irait aussi loin quand j'ai commencé à m'y intéresser, il y a une vingtaine d'années. Mais je ne suis pas surprise. À l'époque, je voyais le *branding* comme un processus de type

colonial : engloutir toujours plus d’espace et de bâtiments, et créer une bulle autosuffisante. La présidence de Trump a ceci d’extraordinaire que nous nous trouvons tous dans la bulle de sa marque, que nous le voulions ou non. Nous sommes tous devenus des figurants de son reality-show lucratif, qui s’est développé jusqu’à engloutir le gouvernement le plus puissant du monde.

Peut-on s’en sortir ? L’immoralité fondamentale de la marque Trump représente un obstacle de taille à toute tentative de mettre ce gouvernement face à ses responsabilités. Pourtant, il y a de l’espoir. Car l’énergie vitale qui anime Trump – accumuler de l’argent – pourrait faire de lui un président plus vulnérable que tous ses prédécesseurs.

Saboter la marque Trump

Quand *No logo* est sorti, nous appelions cela du « sabotage culturel », et il s'agissait toujours du même truc : identifier l'idée centrale vendue par l'entreprise et mettre au jour la sale réalité sous le vernis. Les consommateurs et les militants sont capables d'influencer le comportement d'une marque commerciale, ils l'ont démontré à maintes reprises, et encore très récemment dans la campagne victorieuse contre Bill O'Reilly, commentateur politique vedette de Fox News, qui a été remercié à la suite de révélations : son employeur et lui-même prévoyaient de verser 13 millions de dollars à des femmes qu'O'Reilly avait sexuellement harcelées, en contrepartie de leur silence (et sans pour autant admettre sa culpabilité).

La marque O'Reilly étant imperméable à la honte, Color of Change (une organisation de défense de la justice raciale) ainsi que de nombreux groupes de femmes ont opté pour l'attaque à revers. Ils ont avisé les annonceurs publicitaires de l'émission (*The O'Reilly Factor*) qu'ils étaient désormais considérés comme des complices de ce qui avait tout l'air d'une stratégie à long terme pour acheter le silence des femmes. Même son de cloche de la part de leurs clients, sur internet et ailleurs. Les annonceurs se sont alors mis à déserter l'émission en nombre. Moins de trois semaines après les révélations du *New York Times* sur l'accord financier, et bien que son émission fût la plus suivie sur les chaînes d'information câblées américaines, O'Reilly avait disparu des programmes (avec une indemnité de départ estimée à 25 millions de dollars).

Cette opération montre bien qu'on peut saboter n'importe quelle marque, aussi outrageusement amorale qu'elle soit – il suffit d'en identifier les points faibles.

Trump personnifiant le « chef » qui agit à sa guise, on peut lui mettre des bâtons dans les roues en le faisant passer pour un pantin. Peu importe qui tire les ficelles. Dès qu'on les expose, l'image soigneusement entretenue par Trump commence à vaciller. Et la tactique fonctionne, de toute évidence : Trump a été pris d'une telle fureur devant les plaisanteries qui ont fusé autour du #PresidentBannon[1] qu'il s'est mis à twitter pour s'autoproclamer décideur suprême, tandis que son stratège-en-chef, jusque-là omnipotent, n'a pas tardé à tomber en disgrâce.

Puisque la marque Trump repose sur l'accumulation de richesses, les pertes financières seraient une autre façon de saboter Trump. Mettre son empire en crise, par exemple, comme ce fut le cas pour O'Reilly. #GrabYourWallet, le

centre qui s'occupe des boycotts du réseau de marques de Trump, s'est attelé à la tâche avant même l'élection : il a participé avec succès aux pressions exercées sur plusieurs chaînes de magasins, qui ont fini par laisser tomber certaines marques de Trump.

Il y a des failles dans l'architecture du grand empire de Trump. La principale source de revenus de son organisation, c'est la vente et la location de bureaux et d'appartements, et la location du nom de Trump à des entreprises immobilières dans le monde entier. Trump a parié sur le fait qu'être président ferait grimper les prix. Mais que se passera-t-il s'il a tort ? S'il commence à perdre des locataires parce qu'on les aura convaincus que cette association leur porte préjudice (différentes campagnes de boycott sont déjà en cours) ? Si la pression de la population sur les promoteurs devient si forte qu'ils constatent que le nom de Trump sur leurs immeubles devient dommageable ? À New York, déjà, certains locataires de la Trump Place ont demandé au gestionnaire de l'immeuble qu'il enlève le nom de Trump. En témoigne une résidente, fatiguée d'éprouver du « dégoût », dit-elle, chaque fois qu'elle franchit la porte de son immeuble. Le syndic s'est exécuté, et le nom de Trump a été retiré.

En février dernier, quand les fils Trump sont allés à Vancouver pour inaugurer le dernier temple Trump, ils se sont heurtés aux protestations, et certains responsables politiques locaux ont même boycotté la cérémonie. Si ce genre de manifestations se répand, d'autres promoteurs pourraient prendre l'initiative de se « dé-trumpiser ». Et si son nom en lettres d'or commence à disparaître des symboles phalliques géants qui vont de Vancouver à Manille, Trump risque de fort mal le vivre. Tout comme ses fils, déjà inquiets des dégâts que certains conseillers, dont Steve Bannon, ont causés au nom familial.

Autre tactique possible : quand, en janvier 2017, la Maison-Blanche suspend les lignes téléphoniques destinées à recueillir les commentaires des citoyens, un groupe (whitehouseinc.org) incite les électeurs à téléphoner dans les hôtels et les résidences de Trump pour expliquer à tout interlocuteur éventuel qu'ils sont mécontents de la décision du président d'abroger l'Obamacare, ou exprimer tout autre grief politique de leur choix. Une tactique habile. Des dizaines de milliers de gens ont téléphoné et, un mois plus tard, la Maison-Blanche rétablissait les lignes.

Si ces méthodes vous semblent manquer de fair-play, poursuivez : il importe que les politiciens se départissent de leurs avoirs financiers ou qu'ils les placent en fiducie sans droit de regard, parce que posséder des entreprises commerciales actives tout en occupant une fonction gouvernementale ouvre la porte à toutes sortes de conflits d'intérêts et à la possibilité d'exercer une influence de manière détournée. Trump a décidé de passer outre. Sa conseillère de fille aussi. Ce qui

légitime parfaitement l'emploi de ces méthodes pour faire pression sur eux.

Si son empire accuse des pertes financières importantes et que son image personnelle de boss est suffisamment mise à mal, Trump pourrait simplement corriger le tir de ses politiques les plus incendiaires. À tout le moins, le sabotage de sa formule électorale « Faites-moi confiance, je suis un milliardaire qui a réussi » pourrait compromettre ses chances en 2020.

Mais avant d'en arriver là, nous allons tous continuer à faire les frais du Trump Show.

---

1 Un hashtag suggérant que le conseiller de Trump Steve Bannon tirait toutes les ficelles, justement.

Chapitre 3

Les *Hunger Games*[1] de Mar-a-Lago

« QU'EST-CE QU'ÊTRE PRÉSIDENT quand on a été acteur ? » demanda-t-on un jour à Ronald Reagan. On raconte qu'il répondit : « Comment ne pas être acteur quand on est président ? » On peut facilement imaginer la version de Trump en remplaçant « acteur » par « vedette de téléréalité ».

Sa maestria dans ce domaine a été décisive dans la construction de sa marque et essentielle dans sa course victorieuse à la présidence. Désormais, Trump se sert de ce qu'il a acquis dans *The Apprentice* – la conviction de pouvoir tailler, récrire, remodeler la réalité pour la faire correspondre à un résultat final écrit à l'avance et flatteur – afin de transformer non seulement la Maison-Blanche, mais aussi de vastes régions du monde.

Le roi des retombées du direct

Au tournant du millénaire, la téléréalité a envahi les réseaux de télévision à une vitesse que peu ont su prévoir. Dans un laps de temps très court, les Nord-Américains sont passés du divertissement des séries scénarisées, où des personnages et des intrigues reviennent semaine après semaine, saison après saison, à des émissions apparemment dépourvues de scénario, où tout l'intérêt dramatique repose sur le désir mutuel des participants de s'éliminer, quel que soit le simulacre de réalité dans lequel ils évoluent. Des dizaines de millions de spectateurs étaient ainsi scotchés à leur télévision lors du vote désignant celui ou celle qui serait éjecté de l'île dans *Survivor*[2], expulsé de l'appartement dans *The Bachelor*[3] et, pour finir, viré par Donald Trump dans *The Apprentice*.

Le *timing* n'est pas anodin. La première saison de *Survivor* – qui a eu tant de succès qu'elle a engendré une kyrielle d'avatars – est diffusée en 2000. Vingt ans après que Ronald Reagan et Margaret Thatcher eurent fait passer « la révolution du libre marché » à la vitesse supérieure, érigeant l'appât du gain,

l’individualisme et la concurrence en principes de gouvernement. Désormais, les télévisions pouvaient diffuser du divertissement de masse où les gens s’empoignent pour un sac d’or.

L’ensemble – les alliances, les coups de poignard dans le dos, la victoire d’un seul – relève toujours d’une sorte de burlesque du capitalisme. Mais avant *The Apprentice*, on pouvait au moins prétendre qu’il s’agissait d’autre chose : comment survivre en pleine nature, se trouver un mari, vivre en colocation. Avec Donald Trump, plus de faux-semblants. *The Apprentice* a pour sujet la lutte pour la survie dans la jungle coupe-gorge du capitalisme tardif.

Le premier épisode s’ouvre sur un clochard qui dort à même le trottoir, un perdant donc. Au plan suivant, Trump est dans sa limousine, le rêve devenu réalité, le gagnant par excellence. Un message sans équivoque : vous avez le choix, soit vous êtes le clochard, soit vous êtes Trump. Jouez vos cartes correctement et soyez l’heureux gagnant, ou souffrez l’humiliation terrible d’être tancé puis viré par le boss : tel est le ressort de l’émission, dans toute sa cruauté. Quelle prouesse culturelle ! Après des décennies de licenciements massifs, de baisse du niveau de vie et de normalisation de la précarité, Mark Burnett et Donald Trump donnent le coup de grâce : virer les gens devient un divertissement de masse.

La vie est une salope

Toutes les semaines, *The Apprentice* servait à des millions de spectateurs les arguments de vente de la théorie du libre marché : c'est en libérant ses travers les plus égoïstes et les plus impitoyables qu'on est un héros – on crée des emplois et on stimule la croissance. Ne soyez pas de braves gens, soyez des tueurs ! C'est ainsi qu'on soutient l'économie et, plus important encore, qu'on s'aide soi-même.

Au cours des dernières saisons, la cruauté latente de l'émission a tourné au sadisme. Les gagnants vivent dans un appartement de luxe, boivent du champagne dans une piscine, assis sur des sièges flottants et se glissent dans une limousine pour aller rencontrer des célébrités. Les perdants ont été déportés dans des tentes plantées dans l'arrière-cour, surnommée par certains le « camping de Trump ».

Les occupants des tentes, que Trump qualifie joyeusement de « démunis », n'ont pas l'électricité, mangent dans des assiettes en carton, dorment au milieu de chiens qui hurlent et, par une fente dans la barrière, vont regarder toutes les merveilles décadentes dont jouissent les « nantis ». Autrement dit, Trump et Burnett recréent à dessein un petit monde d'inégalités qui existent bel et bien en dehors de l'émission (inégalités qui se creusent indéfiniment et qui sont les mêmes que celles qui enragent bien des électeurs de Trump), mais ici pour en faire un jeu, un sport-spectacle. (Il y a un petit côté *Hunger Games* dans tout cela, quoique tempéré par les restrictions règlementaires des réseaux télévisés sur la violence non simulée.) Au cours d'une émission, Trump déclare aux occupants des tentes que « la vie est une salope » et qu'ils feraient mieux de s'arranger pour marcher sur la tête des autres perdants et devenir des gagnants, comme lui.

Dans cette version télévisée d'une guerre de classe, qui date de 2007, notons que l'illusion qui a été vendue aux générations précédentes – le capitalisme engendrera le meilleur des mondes possibles – a désormais complètement disparu. Le système génère une poignée de gros gagnants et des hordes de perdants, alors vous avez sacrément intérêt à vous assurer une place dans l'équipe gagnante.

Cela prouve bien que le fondement idéologique et intellectuel du projet néolibéral subit une crise grave depuis une dizaine d'années. En 2016, le Credit Suisse estimait la richesse mondiale totale à environ 256 billions de dollars : « Tandis que la moitié inférieure détient collectivement moins de 1 % de la

fortune globale, les 10 % de personnes les plus riches possèdent 89 % des actifs mondiaux. » Une distribution d'une injustice hallucinante. Du coup, ils sont peu nombreux les gens sérieux qui affirment aujourd'hui sans broncher que donner davantage aux riches est le meilleur moyen d'aider les pauvres. Le discours de Trump a toujours été différent, et dès le début : je ferai de vous des gagnants et ensemble nous pourrons écraser les perdants.

Dans un monde cauchemardesque, les rêves se vendent bien

Rappelons-nous que son statut de vedette nationale, Donald Trump l'a acquis non pas grâce à ses affaires immobilières, mais grâce à son livre *The Art of the Deal* (l'art de la négociation). Ce livre, dont la publicité prétend qu'il contient les secrets du succès financier, paraît en 1987 aux États-Unis – à l'apogée de l'ère Reagan. Au fil des ans, ce sera variations sur le même thème, mais variations grossières. Trump publie *Think Like a Billionaire* (pensez comme un millionnaire), *Think Big and Kick Ass* (voyez grand et montrez de quoi vous êtes capable), *Trump 101*, et *How to Get Rich* (comment devenir riche).

Trump a commencé par vendre un modèle clé en main pour rejoindre les rangs du club des 1 % les plus riches, au moment même où les rouages de l'ascenseur social – un système d'éducation public gratuit et de qualité, par exemple – allaient se bloquer et où le filet de la sécurité sociale se réduisait comme peau de chagrin. En résumé, le désir de devenir riche comme par magie, de gagner beaucoup d'argent, d'accéder à la couche sociale des nantis devint toujours plus effréné.

Trump, qui est né riche, tire savamment profit de ce désespoir par différents moyens, la Trump University restant sans doute le plus tristement célèbre. Dans une publicité pour cette « université » (en réalité, une série de séminaires douteux tenus dans des salles de réunions d'hôtels), marquée par les scandales et désormais fermée, Trump déclarait notamment : « Je peux transformer n'importe qui en investisseur immobilier à succès, même vous. »

Il y eut aussi les casinos, une part importante du parc immobilier de Trump aux États-Unis. Le rêve que vend l'industrie du jeu n'est pas très différent de celui que vendait la Trump University ou *How to Get Rich* : aujourd'hui, vous êtes au bord de la faillite, mais si vous jouez (au sens propre) vos cartes correctement, demain, vous mènerez la grande vie.

C'est fondamental pour comprendre comment Trump a bâti sa marque et sa fortune – en vendant la promesse « vous pourriez vous aussi être Donald Trump », à un moment où la vie devenait toujours plus précaire si vous n'étiez

pas parmi les fameux 1 %. Ensuite, il n'a eu qu'à se tourner vers les électeurs et à leur servir le même argumentaire – il referait de l'Amérique un pays de gagneurs – en capitalisant sur la profondeur de l'angoisse économique et l'art de la simulation, qu'il avait perfectionné pendant ses années de téléréalité. Après des décennies passées à vendre à tous crins ses manuels, Donald Trump a compris qu'une promesse – que ce soit renégocier des accords commerciaux ou rapatrier la production des biens – ne nécessite pas qu'on la tienne, pourvu que le désespoir soit assez profond.

Savourer l'imposture sur le chemin de la Maison-Blanche

Sur les chaînes câblées, les élections sont tombées dans le domaine de l'information-spectacle pilotée par les résultats des sondages, bien avant que Donald Trump ne soit élu. Mais il a innové en misant sur la technique spectaculaire de façon exponentielle et fait ainsi grimper les taux d'écoute. En vétéran de la pratique, il a compris que si les élections étaient devenues une forme de téléréalité, le meilleur concurrent (ce qui ne signifie pas le meilleur candidat) l'emporterait. Il n'emporterait peut-être pas l'élection finale, mais bénéficierait au moins d'une couverture médiatique exhaustive, ce qui, du point de vue d'une stratégie de marque, revient à l'emporter. En 2000 déjà, quand il envisage de se lancer dans la course à la présidence (avant de se raviser), il déclare : « Il est bien possible que je sois le premier candidat à la présidence à me présenter et à gagner de l'argent avec ça. »

Depuis l'élection, quelques médias ont fait leur *mea culpa* et reconnu avoir favorisé l'ascension électorale de Trump en lui accordant une couverture énorme. Mais leurs jérémiades ne font pas le poids. Ils ont offert à Trump bien plus que du temps d'antenne : ils ont mis à son service tout le modèle de l'information-spectacle. Inlassablement, ils ont mis en scène les drames personnels entre candidats tout en abandonnant la mission traditionnelle du journalisme, qui est de produire des dossiers politiques fouillés et d'expliquer les positions des différents candidats sur la santé ou les réformes de la règlementation et leurs effets sur la vie des électeurs.

Le « Tyndall Report » a révélé qu'au cours de toute la campagne électorale, les bulletins de nouvelles du soir des trois principaux réseaux de télévision ont consacré en tout et pour tout trente-deux minutes à la « couverture des problèmes », un chiffre plus dérisoire encore que les deux cent vingt minutes de la campagne de 2008. Le reste consistait en un véritable reality-show sur qui a dit quoi sur qui, qui était en tête dans quel sondage, *etc.* Pour des millions de

spectateurs, le spectacle fut tout à fait divertissant. (Ce qui vraisemblablement explique pourquoi les médias français ont adopté une formule très proche pour couvrir les élections de 2017, dont les enjeux étaient si importants.) Soulignons-le : Trump n'a pas créé le problème, il en a tiré parti. Et parce qu'il a intériorisé les codes de la téléréalité mieux que personne, il a élevé le jeu à un niveau jamais vu.

Faux combats, vrais enjeux

Trump ne s'est pas contenté de transposer sa fine connaissance de la téléréalité sur la scène politique, il a mêlé tout cela à un autre genre de divertissement de masse, une autre version cartoonesque de la réalité : la lutte professionnelle (le catch, comme disent les Français). La fascination de Trump pour cette discipline atteint des sommets. Il s'est lui-même donné en spectacle (le patron ultra-riche) au moins à huit reprises dans des combats organisés par la World Wrestling Entertainment (WWE), ce qui lui a valu d'entrer au Temple de la renommée de la World Wrestling Federation (WWF), la plus importante fédération de catch au monde. En 2007, il engage un pari avec le baron du catch Vince McMahon – c'est le « combat des milliardaires ». Le catcheur choisi par Trump l'emporte et, pour marteler sa victoire, Trump se jette sur McMahon, le plaque au sol, feint de le rouer de coups et, apothéose finale, lui rase le crâne devant une foule en délire. Il a également déversé des milliers de dollars en petites coupures sur une assemblée de fans déchaînés. Il a maintenant engagé l'ex-PDG de la WWE, Linda McMahon (la femme de Vince), dans son cabinet en tant que chargée des petites entreprises, un détail passé quasi inaperçu dans le déluge quotidien de nouvelles.

Tout comme *The Apprentice*, la carrière parallèle de Trump dans le domaine du catch l'a fait connaître et aimer du grand public – dans les stades, à la télévision et sur la toile. Une majorité d'électeurs progressistes ignore sans doute que le catch est une culture puissante et que la WWE génère près d'un milliard de dollars de revenus par an. Trump ne s'est pas contenté de récolter des voix dans ce milieu, il en a aussi retenu quelques trucs.

Le journaliste Matt Taibbi fait remarquer dans *Rolling Stone* que toute la campagne de Trump est imprégnée du style WWE. Ses querelles soigneusement entretenues avec les autres candidats, c'est du catch tout craché, les surnoms injurieux aussi (« Little Marco » [Petit Marc], « Lyin' Ted » [Ted le menteur]). Mais plus encore, c'est sa manière de jouer les Monsieur Loyal dans ses meetings, de proférer des slogans insultants sans aucune retenue (« *Lock her*

up ! » [enfermez-la], « *Killary* » [Hillary la tueuse]) et de canaliser la fureur des foules en direction des scélérats de service : les journalistes et les manifestants. Un non-initié peut sortir ébranlé de ce cirque électoral, sans en avoir compris grand-chose – l'évènement mélange curieusement match de catch et rassemblement de suprémacistes blancs.

La téléréalité et le catch ont en commun d'être des formes de divertissement de masse relativement nouvelles dans la culture américaine, qui induisent toutes deux un rapport singulier à la réalité, un rapport faussé, mais néanmoins sincère.

Sur le ring, les combats sont arrangés, tout le monde le sait. Mais le plaisir n'en est pas moindre. Que chacun participe à la farce, que les applaudissements et les huées soient partie intégrante du spectacle ne fait qu'accroître la jubilation. L'artifice n'est pas gênant, il est le but du jeu.

La lutte professionnelle et la téléréalité misent sur le spectacle que procurent l'émotion exacerbée, le conflit et la souffrance. Dans les deux cas, des gens se hurlent dessus, se tirent les cheveux et, dans celui du catch, se tapent sur la gueule. Mais, pendant que vous regardez, vous savez que ce n'est pas vrai, qu'il est inutile de vous en faire, que vous pouvez prendre part au drame sans être submergé par un sentiment d'empathie. Personne ne pleure quand les catcheurs se font plaquer ou humilier, pas plus qu'on est censé pleurer sur le sort des concurrents de *The Apprentice* quand Trump les vire ou les rabaisse. Vous êtes en lieu sûr pour rire du malheur des autres. Voilà ce qui a préparé le terrain à cet apprenti sorcier de pacotille qu'est Donald Trump. De faux combats, de la fausse réalité télévisée, de la fausse information et un modèle d'entreprise complètement factice.

Ce rapport dévoyé à la réalité, Trump l'a aujourd'hui transplanté dans son gouvernement. Il annonce qu'Obama l'a mis sur écoute comme un lutteur déclare qu'il va écraser son adversaire et le couvrir de honte. Vrai ou non, là n'est pas la question. Ça réveille les foules, ça fait partie du cirque. *The Apprentice* a quitté les écrans, Trump a mis fin à sa carrière à la WWE, mais le show continue. De fait, il ne s'arrête jamais.

Juste avant l'investiture de Donald Trump, on a demandé à Newt Gingrich, son ex-meneur de claque, ce qu'il pensait de la décision du président élu de conserver son poste de producteur délégué de *Celebrity Apprentice*. Sa réponse en dit long. Il affirme que Trump commet une erreur, parce qu'il va « être le producteur délégué de quelque chose qui s'appelle le gouvernement des États-Unis. Il aura la responsabilité d'un immense show télévisé intitulé *Diriger le monde* ».

Et c'est exactement ce qui est en train de se produire. Le Trump Show est diffusé désormais en direct du Bureau ovale. Et aussi de Mar-a-Lago dont les

membres fortunés font office de public en studio – on frôle le show télévisé... C'est ainsi que Trump envisage son mandat : en producteur délégué du pays, l'œil rivé sur les taux d'audience. Quand on lui a suggéré de congédier sa machine à gaffes d'attaché de presse, il a répondu : « Je ne vire pas Sean Spicer, ce type-là a des taux d'écoute excellents, tout le monde le suit. »

C'est avec la même maîtrise insolente de l'art du spectacle que Trump gère ses promesses – la restauration de l'époque révolue des usines prospères, des salaires qui garantissent aux cols bleus le même niveau de vie que la classe moyenne, l'imposition de deux principes fondamentaux « acheter américain, embaucher américain » (peu importe que son empire soit fondé sur l'externalisation de la production et l'exploitation de la main-d'œuvre).

Cette posture est aussi sincère que l'agressivité qu'il feint sur le ring de la WWE ou que le jugement qu'il porte sur les concurrents de *Celebrity Apprentice*. Trump sait parfaitement, comme tout le monde, que les entreprises américaines ne sont pas en mesure de revenir au mode de production des années 1970 – quelle plaisanterie sordide... Il le sait, et ses pratiques commerciales le prouvent : bien des grandes firmes américaines ne produisent plus, ce sont des coquilles vides qui achètent leurs produits à bon marché à tout un réseau de sous-traitants. Peut-être fera-t-il revenir quelques usines sur le territoire américain ou prétendra-t-il qu'il l'a fait, mais les résultats seront microscopiques par rapport aux besoins. (Il existe une vraie façon de créer un grand nombre d'emplois décemment rétribués, mais elle n'a rien à voir avec l'approche de Trump. Elle exige de regarder l'avenir et non le passé – ce sera l'objet du dernier chapitre.)

Le plan de match de Trump est déjà en cours d'exécution : il s'agit d'aborder la crise du chômage et du sous-emploi comme tout le reste, comme un spectacle. Il revendiquera la création de quelques emplois – dont la plupart auraient été créés de toute façon – et se fera une pub d'enfer avec ces prétendus succès. Que le nombre d'emplois créés corresponde ou non à ses dires n'aura pas la moindre importance. Il reverra la réalité « au montage » pour la faire correspondre à son discours, exactement comme il a appris à le faire dans *The Apprentice*. Et il a appliqué la recette dès le premier jour de son mandat, en affirmant, sans preuve aucune, que jamais l'investiture d'un président américain n'avait attiré une foule aussi nombreuse.

Voilà ce que fait Trump et ce qu'il a toujours fait. En 1992, quand son empire, au bord de la faillite, chancèle à la suite de toute une série de mauvais investissements, il n'affronte pas la situation en mettant de l'ordre dans ses finances. Il organise avec soin une soirée au Trump Taj Mahal d'Atlantic City, avec ses investisseurs et ses financiers, pour célébrer son « retour ». Clou de la

soirée, il fait son entrée, short en satin et gants de boxe rouges, et crève à coups de poing un mur de papier sur la musique de *Rocky*. Voilà un homme qui pense pouvoir tout résoudre par un spectacle bien orchestré, et il semble que le passé lui a souvent donné raison. Il a esquivé la faillite par une pirouette et une petite mise en scène, et il est convaincu de pouvoir en faire autant avec l'économie du pays.

Fausses informations, faits alternatifs et gros mensonge

Dans l'univers de Donald Trump, les faits ne comptent pas. Fini les gros mensonges, place au mensonge permanent ! Et il ne se prive pas de sortir des énormités : il a sous-entendu que le père de Ted Cruz avait trempé dans l'assassinat de JFK, ou prétendu pendant des années que Barack Obama n'était pas né aux États-Unis (dans le but de rendre son accession à la présidence illégitime). Mais ce sont les vagues incessantes de mensonges – présentés comme les fameux « faits alternatifs » – qui donnent vraiment le vertige. Selon une enquête de *Politico*, la chose est on ne peut plus délibérée : « Les employés de la Maison-Blanche pratiquent le mensonge comme on pratique un sport, au lieu de faire avancer des dossiers plus importants » ; ils lancent même des concours pour déterminer qui parviendra à « faire publier le plus gros bobard ». Certes, ces affirmations, de sources anonymes, peuvent être mensongères, mais n'y reconnaît-on pas le style de Trump ? Pourquoi parvenir au sommet du pouvoir si l'on ne peut pas plier le réel à son bon vouloir ? Dans l'univers de Trump, et selon la logique qui est celle de sa marque, mentir dans l'impunité la plus totale est l'apanage du grand patron. L'exactitude des faits est ennuyeuse et plombante, tout juste bonne pour les perdants.

Et jusqu'ici, ça fonctionne, au moins au sein de son électorat de base. Certains progressistes se sont servis de cette tolérance évidente à l'égard des « faits alternatifs » pour discréditer ses « idiots » d'électeurs de la classe ouvrière. Alors, rappelons qu'une grande partie de l'électorat de base de Barack Obama adhérait avec enthousiasme aux symboles soigneusement construits par son gouvernement : la Maison-Blanche éclairée aux couleurs de l'arc-en-ciel pour fêter le mariage gay ; le passage à un ton civil et érudit ; le spectacle d'une famille présidentielle incroyablement séduisante et exempte de scandales majeurs pendant huit ans. Que des bonnes choses en somme. Mais, trop souvent, ces mêmes partisans ont détourné la tête quand il a été question des drones de guerre qui ont tué d'innombrables civils, ou de la déportation d'environ 2,5 millions d'immigrés sans papiers durant le mandat d'Obama, ou

encore de sa promesse non tenue de fermer Guantánamo ou d'encadrer les programmes de surveillance massive lancés par George W. Bush. Obama s'est posé en héros du climat, mais s'est aussi vanté un jour que son gouvernement ait « ajouté assez de nouveaux pipelines pétroliers et de gazoducs pour faire le tour de la Terre et plus encore ».

Au Canada, bien des progressistes font preuve du même genre d'aveuglement sélectif. Éblouis par le message progressiste de notre fringant premier ministre, ils le laissent s'en tenir aux politiques désastreuses de ses prédécesseurs, de la détention indéfinie de nombreux immigrés à la construction de nouveaux oléoducs pour les sables bitumineux (j'y reviendrai en détail). Politiquement, Justin Trudeau est très loin de Donald Trump, mais pour ses supporters les plus enflammés, qui se conduisent souvent comme des fans, sa célébrité a un effet tout aussi déformant. Cette nouvelle « trudeaumanie » nous rappelle que les conservateurs ne sont pas les seuls à pouvoir confondre engagement citoyen et fidélité à une marque.

Bien entendu, la tentative réussie de Trump – vendre à ses électeurs de la classe ouvrière blanche le rêve d'un retour de l'industrie manufacturière – finira par tourner au vinaigre. Mais le plus inquiétant, c'est ce qu'il fera quand il deviendra impossible de cacher que l'industrie du charbon ne peut définitivement plus créer d'emplois, que les usines n'offriront pas aux ouvriers des salaires équivalents à ceux de la classe moyenne. Selon toute vraisemblance, Trump se tournera alors vers les seuls autres outils qu'il possède : il redoublera d'efforts pour créer une opposition entre ouvriers blancs et travailleurs immigrés, attiser la peur de la criminalité des Noirs, hystériser un peu plus la question des personnes transgenres et des toilettes[4], attaquer plus violemment encore les droits génésiques et la presse.

Enfin, il peut toujours avoir recours à la guerre.

Le show apocalypse

Comprendre que la présidence de Trump est produite comme une émission de téléréalité ne diminue en rien le danger qu'elle représente, au contraire. Des gens meurent dans cette émission – au Yémen, en Afghanistan, en Syrie, aux États-Unis – et beaucoup d'autres subiront le même sort avant qu'elle ne disparaisse des écrans. Pour le seul mois de mars, le groupe de surveillance Airwar (basé au Royaume-Uni) décompte plus de 1 500 décès de civils dus aux attaques aériennes menées pas les États-Unis en Irak et en Syrie, davantage que sous Obama.

Mais tout cela ne signifie pas qu'il ne s'agit pas d'un spectacle. Après tout, les jeux sanguinaires télévisuels sont même un cliché de la science-fiction. Qu'on pense à *Hunger Games*, où tous les joueurs meurent sauf un. Ou à *Running Man*, autre film qui met en scène une émission télévisée dont l'enjeu est la vie ou la mort (Wilbur Ross, le secrétaire de Trump au Commerce, aurait décrit un bombardement en Syrie comme un « divertissement d'après-dîner » à Mar-a-Lago).

Le plus terrifiant, à l'heure où j'écris ces lignes, c'est que Trump n'en est qu'au début de sa version des *Hunger Games* de Mar-a-Lago, avec tout l'arsenal de la puissance militaire américaine à sa disposition – et il semble qu'on l'encourage beaucoup à augmenter la mise. Quand Trump ordonne le tir de missiles Tomahawk sur la Syrie, un présentateur de MSNBC, Brian Williams, déclare à l'antenne que les images sont « belles ». À peine une semaine plus tard, Trump va un cran plus loin dans le spectaculaire en lâchant la plus puissante arme non nucléaire de l'arsenal américain sur un complexe de grottes en Afghanistan, un acte de violence tellement inconsidéré et disproportionné que les analystes ont dû travailler dur pour lui trouver une logique qui relève de la stratégie militaire. Parce que de stratégie il n'y avait point, les mégatonnes d'explosif ont fait office de message. La communication de masse par la bombe.

Cette arme fut employée pour la première fois douze semaines seulement après l'investiture de Trump et sans provocation évidente, il y a donc peu de raisons d'espérer qu'il résistera à la tentation de se lancer dans le show des shows – la violence apocalyptique et télévisée d'une guerre généralisée, totale, avec une garantie d'audience digne des superproductions. Bien avant Trump, des guerres ont été menées comme des spectacles télévisés. CNN applique à la première guerre du Golfe (1990) un traitement de « jeu vidéo », avec logo et jingle. Mais ce n'était rien comparé au spectacle proposé lors de l'invasion de

l'Irak en 2003, fondée sur une stratégie militaire nommée à dessein « Shock and Awe ». Les attaques étaient conçues comme des numéros destinés aux consommateurs des chaînes câblées, mais aussi à la population irakienne, afin d'augmenter son désarroi, de lui « donner une leçon ». Désormais, ces techniques redoutables sont entre les mains du premier président tout droit sorti d'une téléréalité. Il faut nous y préparer (j'y reviendrai au chapitre 9).

L'homme creux[5]

S'il y a quelque chose de réel dans ce festival de l'imposture qu'est la présidence de Trump, c'est l'avidité – son centre radiant. L'insatiabilité à l'état pur. Trump se plaît à dire qu'il n'a pas besoin de plus d'argent – il en a plus qu'assez. Cependant, il ne peut s'empêcher de vendre ses produits à la première occasion, de tenter toutes les approches. Un peu comme s'il souffrait d'une mystérieuse maladie moderne – appelons-la « trouble de la personnalité-marque » – qui le fait tendre compulsivement vers la promotion de sa marque presque sans le savoir. En plein discours politique, il se met soudain à parler de la beauté et du prix exorbitant du marbre d'un hôtel Trump. Interviewé sur la manière dont il a ordonné un bombardement mortel en Syrie, il évoque à brûle-pourpoint le gâteau au chocolat servi à Mar-a-Lago : « C'est le plus beau [...] que vous ayez jamais vu. »

Cette voracité, cette béance, renvoie à quelque chose de réel – un vide profond logé au cœur de la culture même qui a engendré Trump. Et ce vide est intimement lié au développement des marques-style de vie, qui lui a offert une tribune toujours plus vaste. Le développement des marques creuses – vendre de tout et ne posséder presque rien – s'est effectué sur des décennies pendant lesquelles les institutions fondamentales qui donnaient aux individus un sens de la communauté et de leur identité commune ont considérablement décliné : les quartiers au tissu social serré où les gens s'entraidaient ; les entreprises qui tenaient leurs promesses d'emploi à vie ; l'espace et le temps permettant aux gens ordinaires d'avoir une pratique artistique et pas seulement de consommer de l'art ; les mouvements politiques et les syndicats fondés sur le rapport de personne à personne ; l'institution religieuse ; les médias généralistes qui aspiraient à instaurer des liens et un dialogue entre les nations.

Toutes ces institutions et ces traditions étaient imparfaites, et le sont toujours, parfois profondément. Elles ont exclu bien des gens, souvent elles ont imposé un conformisme malsain. Mais elles offraient ce dont nous, les humains, avons besoin pour notre bien-être et auquel nous ne cesserons jamais d'aspirer : la

communauté, les liens, le sens d'une mission qui dépasse nos petits désirs immédiats. Ces deux tendances, le déclin des institutions communes et l'expansion des grandes marques commerciales ont eu pendant des décennies un rapport inversement proportionnel, dans une sorte de mouvement de balancier : tandis que l'influence des institutions qui nous procuraient un sentiment essentiel d'appartenance disparaissait, le pouvoir des marques augmentait.

Cette dynamique m'a toujours réconfortée. Elle signifie que si notre monde de marques peut répondre à notre désir inassouvi d'appartenance ou d'identification à quelque chose qui nous dépasse, ces marques sont cependant incapables de le combler durablement. Vous achetez pour faire partie d'une tribu, participer à une grande idée, à une révolution, mais votre satisfaction est de courte durée : elle s'évanouit avant même que vous ayez jeté la boîte de ces nouvelles baskets, de cet iPhone dernier cri ou de tout autre substitut. Et il vous faut à nouveau combler le vide. C'est la formule parfaite de la consommation sans fin et de l'auto-marchandisation perpétuelle sur les réseaux sociaux – un désastre pour la planète, qui ne peut supporter les effets de ces niveaux de consommation.

Alors il peut être utile de rappeler ceci : au cœur de ce cycle se trouve une force immense, le désir de communauté et de liens qui anime les êtres humains. Un désir qui ne veut pas s'éteindre. Et l'espoir qui en découle : si nous reconstruisons nos communautés et si nous parvenons à en tirer plus de sens et d'aptitude à la vie bonne, nous serons nombreux à être moins sensibles au chant des sirènes du consumérisme stupide (et peut-être passerons-nous moins de temps à créer et mettre à jour nos marques personnelles sur les réseaux sociaux).

Dans la quatrième et dernière partie de ce livre, j'évoquerai des mouvements, des intellectuels qui travaillent justement à ce type de changement de culture et de valeurs. Mais auparavant, nous devons explorer encore un certain nombre de pistes pour comprendre comment nous en sommes arrivés là.

---

1 Trilogie de science-fiction de Suzanne Collins, devenue tétralogie cinématographique, diffusée dans le monde entier. Dans un monde post-apocalyptique, le gouvernement d'une nation totalitaire, nommée Panem, construite sur les cendres de l'Amérique du Nord, organise des jeux télévisés extrêmement cruels où des adolescents tirés au sort vont se livrer un combat à mort en milieu hostile.

2 Série de téléréalité américaine adaptée en France sous le titre *Koh-Lanta*. Les concurrents, réunis en tribus, doivent trouver comment survivre sur une île inhabitée, participer à diverses épreuves et s'éliminer mutuellement jusqu'à la finale, où le grand vainqueur remporte le gros lot.

3 Série de téléréalité américaine où un célibataire, *The Bachelor*, choisit sa future épouse parmi un nombre variable de prétendantes qu'il élimine au fil des épisodes.

4 C'est une allusion à la « guerre des toilettes ». Obama avait mis en place un système de protection des étudiants transgenres, leur permettant de choisir les toilettes et les vestiaires sportifs selon le sexe auquel ils s'identifient, et non selon leur sexe de naissance. Trump a crié au scandale et est revenu sur ce dispositif

fédéral en arguant que chaque État devait trancher la question.

5 C’est une allusion à un poème célèbre et très noir de T. S. Eliot, *The Hollow Men*, écrit en 1925 et traduit en français par *Les Hommes creux*. Eliot y évoque des hommes de paille dans les champs, des hommes « creux », triste condition d’une humanité ravagée par la guerre.

Deuxième partie

Où en sommes-nous ?
Le temps des inégalités

J'imagine qu'une des raisons pour lesquelles les gens s'accrochent à leurs haines avec tellement d'obstination, est qu'ils sentent qu'une fois la haine partie, ils devront affronter leurs souffrances.

James BALDWIN, *Chronique d'un pays natal*, 1955

Chapitre 4

L’horloge du climat sonne minuit

Revenons un peu en arrière, à la semaine de la victoire de Trump. En réalité, j’étais sous le choc non pas d’une, mais de deux catastrophes. Et pour mesurer le véritable désastre que constitue Trump, il convient d’aborder les deux de front.

J’allais partir pour l’Australie, en déplacement professionnel, et j’avais conscience que le bilan carbone de ce voyage ne m’inciterait pas à le refaire de sitôt. Je décidai alors d’aller voir pour la première fois de ma vie la Grande Barrière de corail au large des côtes du Queensland, un site inscrit au patrimoine mondial de l’Unesco, l’écosystème de récifs coralliens le plus étendu au monde, l’un des plus riches et des plus complexes qui soient. C’est à la fois la chose la plus belle et la plus effrayante qu’il m’ait été donné de voir.

Enfant, j’ai passé beaucoup de temps sous l’eau. Mon père m’a appris à nager avec un tuba quand je devais avoir six ou sept ans – cela reste un de mes plus beaux souvenirs. Il y a toujours eu quelque chose d’extraordinaire pour moi dans le contact intime avec la vie marine. Dès qu’on s’approche d’un récif à la nage, les poissons se dispersent. Après quelques minutes, ils cessent de vous considérer comme un intrus et vous intègrent au paysage aquatique – ils commencent à rôder autour de votre masque ou à vous titiller le bras. Pour l’enfant anxieuse que j’étais, ces moments étaient merveilleusement oniriques et apaisants.

Alors que mon voyage approchait, je me suis rendu compte que mon émotion, à la veille de voir le récif corallien, était liée au fait que je suis mère d’un petit garçon de quatre ans, Toma. Les parents font parfois l’erreur d’exposer trop tôt les enfants à tous les dangers qui menacent le monde naturel. Le premier livre sur la nature que beaucoup d’enfants canadiens lisent est *The Lorax*[1] – il y est question de pollution, de tous ces lieux magnifiques qui ont été transformés en poubelles, de tous les animaux qui sont en voie d’extinction, ou qui finissent étouffés par les sacs plastiques qu’ils ont ingurgités. C’est littéralement effrayant. Je l’ai lu à Toma quand il avait deux ans et, devant sa mine terrorisée,

j’ai vite compris que je faisais fausse route. Nous lisons désormais des histoires d’écureuils parlants et des livres qui louent la beauté et les merveilles de la nature. Je sais bien que les espèces en question sont en voie de disparition, mais Toma n’a pas besoin de s’en soucier pour l’instant. J’estime que mon rôle consiste à lui procurer un maximum d’expériences positives qui forgeront son attachement à la nature. Il faut d’abord aimer pour ensuite protéger et défendre.

C’est aussi en tant que journaliste que je voulais voir la Grande Barrière. Pour la deuxième année consécutive, elle subissait un phénomène sans précédent, « un blanchissement massif » qui l’affectait à plus de 90 %, à cause d’une hausse record de la température de l’eau. Il s’agit là d’un cataclysme. Quand le corail, cet écosystème aussi riche et grouillant que la forêt tropicale amazonienne, est stressé par un réchauffement de l’eau, il expulse les microalgues symbiotiques qui le nourrissent et lui donnent ses couleurs intenses, et perd alors sa beauté pour prendre une teinte blanchâtre, une allure spectrale. Si la température redescend rapidement dans la norme et si un nouvel épisode de blanchissement ne l’affecte pas l’année suivante, les coraux blanchis se rétabliront, mais sur une longue durée. Cette fois, l’eau n’avait pas refroidi, et près d’un quart du récif est mort.

Il a suffi d’un léger réchauffement pour déclencher un changement aussi radical – soulignons-le –, 1 °C de plus que le niveau de température auquel ces espèces incroyables sont adaptées a pu provoquer une dévastation. Contrairement à d’autres phénomènes liés au changement climatique, rien de dramatique en surface : ni tempête ni incendie, juste le silence et l’eau mortifère. Quand nous sommes arrivés à la Grande Barrière de corail, rien de toute cette catastrophe ne semblait réel : les bateaux de tourisme de Port Douglas continuaient à aller et venir, pleins à craquer, la surface de l’eau était bleue et magnifique, striée d’un turquoise éblouissant. Mais l’océan a sa façon bien à lui de dissimuler les pires outrages de l’humanité, comme je l’ai appris en couvrant l’explosion de Deepwater Horizon, une plateforme de forage de la British Petroleum (BP) : l’évènement a disparu de la une des journaux aussi vite que le pétrole s’écoulait dans les profondeurs du golfe du Mexique. Pourtant, sous la surface, les dégâts continuaient de s’étendre.

Nous nous sommes rendus sur les lieux avec une équipe de biologistes marins extraordinairement engagés dans leur travail (tous abattus par ce qu’ils avaient observé) et une équipe de tournage du quotidien *The Guardian.* Nous avons commencé par filmer les zones encore vivantes du récif et avons pu persuader Toma de fixer un tuba à son masque. Je n’étais pas du tout convaincue qu’il pourrait se concentrer sur le corail ; il venait tout juste d’apprendre à nager et il portait des brassards gonflables. Mais les chercheurs se montrèrent si patients

envers lui qu'il put les retirer pendant cinq bonnes minutes, juste le temps d'être émerveillé – il a « vu Nemo », il a vu un concombre de mer. Je crois même qu'il a vu une tortue de mer. Les zones encore vivantes sont éblouissantes, une débauche de vie, de coraux et de poissons aux couleurs électriques, parmi lesquels évoluent tortues de mer et requins.

Nous n'avons pas emmené Toma sur le bateau quand nous sommes allés filmer les zones blanchies et mortes. C'était un vrai cimetière. Un peu comme si l'on avait appuyé sur un interrupteur cosmique et qu'en un instant l'un des plus beaux sites du monde était devenu l'un des plus laids. Les coraux étaient couverts d'une matière en décomposition, une matière visqueuse et marron. Nous avions juste envie de fuir. Nos combinaisons de plongée puaient la mort.

Nous avions choisi de filmer le récif dans cet état parce trop de gens pensent que le changement climatique est une crise à venir, une crise lointaine, et que nous pouvons encore procrastiner un peu avant que les choses ne se corsent. Nous voulions montrer que certains bouleversements planétaires, y compris dans des régions réputées grouillantes de vie, ont lieu en ce moment même. Et les conséquences sont extrêmement lourdes. Ne serait-ce que parce que les poissons coralliens sont la source d'alimentation et de revenu de près d'un milliard de personnes.

Je tenais aussi à la présence de Toma pour illustrer l'un des aspects les plus injustes du changement climatique (et il y en a beaucoup) : nos actions d'aujourd'hui auront leurs répercussions les plus lourdes sur les générations à venir, ainsi que sur des enfants déjà nés, mais beaucoup trop jeunes pour pouvoir influencer les décisions politiques – des enfants comme Toma et ses camarades, comme toute leur génération à travers le monde. Ces enfants n'ont rien fait pour provoquer la crise, mais ce sont eux qui subiront des conditions climatiques extrêmes – tempêtes et sècheresses et incendies et montée du niveau des mers –, et les tensions économiques et sociales qu'elles entraîneront. Ce sont eux qui grandissent dans cette période d'extinction massive, eux qu'on dépouille de tant de beauté et qu'on prive de la compagnie de tant d'autres formes de vie.

Car il s'agit bien de vol, de violence – de cette « violence lente » qu'a conceptualisée l'universitaire et essayiste Rob Nixon. Tous les êtres vivants devraient disposer d'un droit fondamental qui leur garantit de vivre sur une planète saine, vivante. La Grande Barrière de corail figure depuis 1981 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Elle appartient au monde et elle se meurt sous nos yeux. Sur place, je me suis rendu compte que je voulais raconter une histoire qui parlerait de vol intergénérationnel et de justice intergénérationnelle. C'est pour cela que j'ai décidé de filmer Toma pour la première fois – avec réticence au début. Je ne pouvais tout simplement pas

raconter cette histoire sans lui.

À la fin de la journée, nous étions tous vidés. Nous avions vu tant de pertes, tandis que mon fils, lui, avait vécu une expérience inoubliable. Ce soir-là, dans la chambre de notre motel à Port Douglas, je le mis au lit en lui disant : « Toma, aujourd'hui, tu as découvert qu'il y a un monde secret sous la mer. » Et il me fixa avec une expression de pur bonheur : « Je l'ai vu », me répondit-il. Et je fondis en larmes, de joie et de chagrin mêlés, car au moment même où cet enfant prenait conscience de la beauté du monde, toute cette magie disparaissait.

Je dois avouer que j'étais aussi en colère. Toute la journée, je n'avais cessé de penser à ExxonMobil – qui connaît les mécanismes et les enjeux du changement climatique depuis les années 1970. Selon une enquête remarquable (finaliste du prix Pulitzer en 2016) publiée par la revue en ligne *InsideClimate News*, Exxon a diffusé sciemment de fausses informations sur les conséquences de ses activités sur le réchauffement, alors que la compagnie avait mené en secret ses propres recherches scientifiques, de concert avec des chercheurs universitaires (impact des émissions de CO_2 de ses pétroliers, recours à des modèles climatiques très performants qui prédisaient déjà divers changements, notamment la montée du niveau des mers). L'entreprise avait été alertée par ses propres experts, notamment James F. Black, qui était catégorique : « Il y a un consensus scientifique selon lequel l'effet de serre est essentiellement dû aux émanations de dioxyde de carbone liées aux activités humaines. » Il écrivit aussi que « l'homme dispose d'une échéance de cinq à dix ans avant que la nécessité de modifier ses stratégies énergétiques n'atteigne un point critique ». C'était en 1978.

Quand Rex Tillerson prend la direction du service central de la production d'Exxon USA, l'entreprise a connaissance de ces données depuis longtemps et, plus dérangeant encore, elle sait que le temps est compté. Malgré cela, ExxonMobil a dilapidé plus de 30 millions de dollars pour financer des recherches climato-sceptiques et entretenir le doute sur la pertinence de la responsabilité humaine dans l'accélération du réchauffement, par l'entremise de groupes d'experts et d'organisations-écrans. Mobil (avant sa fusion avec Exxon) est même allée exposer son déni sur l'une des pleines pages de pub qu'elle achète dans le *New York Times*. ExxonMobil a été assignée en justice par les procureurs des États de New York, de Californie et du Massachusetts pour ses mensonges présumés.

L'humanité a perdu des décennies décisives pendant lesquelles il aurait été possible d'agir en faveur d'une économie propre, à cause de campagnes de désinformation massives menées par l'ensemble du secteur des énergies fossiles.

ExxonMobil et d'autres n'ont cessé de repousser toujours plus loin et plus profond les frontières de l'extraction du pétrole et du gaz. Si nous n'avions pas perdu tout ce temps, la Grande Barrière de corail ne serait peut-être pas malade aujourd'hui.

Mon séjour sur les côtes australiennes ne me laissa toutefois pas sur un sentiment de totale impuissance, parce que certaines collectivités tenaient bon et que des mouvements s'organisaient dans le monde entier. Tous étaient décidés à donner l'alarme auprès des gouvernements, à les empêcher de lancer de nouveaux forages pétroliers et gaziers et d'exploiter de nouveaux gisements de charbon. Pendant quatre jours, nous avons travaillé comme des fous au montage du film, afin qu'il soit diffusé dès la veille des élections ; nous espérions qu'il incite les gens à aller voter et Hillary Clinton à s'impliquer davantage en faveur du climat. Et nous avons réussi : la vidéo était en ligne le 7 novembre.

Le lendemain, Trump l'emporta, et le PDG d'ExxonMobil fut nommé secrétaire d'État.

L'heure de vérité

Les enjeux de l'élection de 2016 étaient gravissimes : des millions de gens risquaient de perdre leur assurance maladie, les agressions racistes risquaient de se multiplier tant Trump soufflait sur le brasier du nationalisme blanc, les familles d'être déchirées par des politiques migratoires inhumaines, les femmes de perdre leur droit de décider d'être mère ou non ; jusqu'à la normalisation et la banalisation des agressions sexuelles aux plus hauts échelons du pouvoir. Avec autant de vies dans la balance, rien ne sert de classer les problèmes par degré d'urgence et de jouer au petit jeu du « ma crise est plus importante que la tienne ». Si c'est à *vous* que cela arrive – votre famille se retrouve séparée de force, ou la police vous a dans le collimateur et vous harcèle, ou votre grand-mère n'a pas les moyens de payer le traitement qui lui sauverait la vie, ou encore votre eau contient du plomb –, c'est une alerte rouge, un point c'est tout.

Le changement climatique n'est pas forcément plus dévastateur que n'importe quel autre de ces problèmes, mais il progresse dans un autre rapport au temps. Si l'agenda politique sur le climat fait fausse route – comme en ce moment –, il n'y aura pas de session de rattrapage dans quatre ans. D'ici là, la masse de gaz émis aura transformé radicalement la planète, et nos chances d'éviter une catastrophe irréversible se seront évaporées.

Mon propos peut sembler alarmiste, mais j'ai interrogé les scientifiques les plus éminents au monde sur le sujet, et leurs recherches démontrent qu'il s'agit

là d'une description objective de la réalité. L'échéance qui permettrait de diminuer suffisamment les émissions pour éviter un réchauffement littéralement catastrophique se rapproche à grands pas. De nombreux mouvements ont adopté comme devise souriante la formule bien connue de Samuel Beckett : *Essaie encore. Échoue encore. Échoue mieux*. J'ai toujours aimé cette manière de voir : nous ne pouvons être parfaits, nous ne gagnerons pas toujours, mais nous devrions consacrer toute notre énergie à faire mieux. Le problème, pourtant, c'est que la maxime de Beckett n'est pas adaptée au changement climatique, en tout cas pas au stade où nous en sommes. Si nous continuons d'échouer à diminuer les émissions de CO_2 et à mettre en œuvre une transition énergétique digne de ce nom (l'abandon définitif des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables), si nous continuons à esquiver le problème de la surconsommation et du gaspillage qu'elle entraîne, si nous persévérons dans le toujours plus, nous perdrons définitivement la possibilité d'échouer mieux. Tout, ou presque, évolue plus vite que prévu, y compris la fonte de la banquise arctique et des calottes polaires, le réchauffement des océans, l'élévation du niveau des mers et le blanchissement des coraux. La prochaine fois que les électeurs se rendront aux urnes dans les différents pays du monde, les calottes polaires auront encore fondu, les littoraux auront reculé un peu plus, d'autres espèces auront disparu. Nos chances de contenir les températures pour éviter la submersion des Tuvalu ou des Maldives, par exemple, s'amenuisent considérablement. Ces changements sont irréversibles – pas de deuxième chance pour un pays englouti.

Les dernières recherches scientifiques publiées dans des revues universitaires sont formelles : pour pouvoir protéger les villes côtières du vivant de mon fils, y compris des métropoles comme New York ou Mumbai, il nous faut abandonner les énergies fossiles sans délai. Des chercheurs de l'Institute for New Economic Thinking (INET, institut pour une nouvelle réflexion économique), à l'université d'Oxford, ont publié pendant la campagne électorale un article dans la revue *Applied Energy* qui se conclut sur cette idée : pour que l'humanité ait 50 % de chances d'atteindre les objectifs de température fixés dans l'accord de Paris sur le climat (2015), toute nouvelle centrale électrique devrait avoir une empreinte carbone zéro à partir de 2018. Soit la deuxième année du mandat de Trump.

Pour la majorité d'entre nous, y compris pour moi, cette information est très difficile à accepter, car nous sommes habitués à des discours rassurants sur la marche inexorable du progrès. Martin Luther King Jr n'a-t-il pas dit : « L'arc de l'univers moral est grand, mais il tend vers la justice » ? C'est une idée puissante, mais qui malheureusement ne s'applique pas à la crise du climat. Les

gouvernements riches du monde entier ont procrastiné pendant si longtemps, ont tellement aggravé le problème qu'il faut désormais décocher la flèche sans perdre une minute, sous peine de ne jamais atteindre la justice. À l'horloge du climat, il est presque minuit.

Un cycle électoral pas comme les autres : un mauvais *timing* historique

Pendant la campagne des primaires démocrates, j'ai été réellement frappée par une prise à partie d'Hillary Clinton : une jeune femme lui demanda tout de go si elle allait cesser d'accepter des fonds provenant de l'industrie des énergies fossiles qui accélèrent le réchauffement planétaire. Jusque-là, la campagne d'Hillary Clinton avait bénéficié de coquettes sommes versées par des employés et des lobbyistes notoires de ladite industrie – environ 1,7 million de dollars, selon une étude de Greenpeace. Clinton prit un air offusqué et répliqua vertement à la jeune femme qu'elle en avait « par-dessus la tête » de ce sujet. Quelques jours plus tard, lors d'une interview, elle déclara que les jeunes « devraient faire leurs propres recherches ». Celle qui avait posé la question, Eva Resnick-Day, travaillait pour Greenpeace. Ses recherches, insista-t-elle, elle les avait faites, « et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons tellement peur pour l'avenir. [...] Ce qui se passera dans les quatre à huit prochaines années pourrait déterminer l'avenir de notre planète et de l'espèce humaine ».

On ne pouvait exprimer avec plus de justesse en quoi ce cycle électoral n'est pas comme les autres. En quoi il n'est plus seulement légitime, mais vital de mettre en cause le réseau complexe d'intérêts d'Hillary Clinton et ses compromissions avec les grandes entreprises. Et pourquoi la présidence de Trump est si angoissante : l'homme le plus puissant du monde prétend que le réchauffement de la planète est une invention des Chinois pour entraver l'industrie américaine, il s'emploie à supprimer fébrilement les contrôles, déjà insuffisants, de réduction des émissions de CO_2 mis en place sous Obama et encourage d'autres gouvernements à en faire autant –, et ce, au moment le plus périlleux de l'histoire de l'humanité.

Jusqu'alors, les activités humaines n'ont réchauffé la planète que d'un seul degré et déjà nous en voyons les effets catastrophiques : les récifs de corail meurent en masse, la hausse des températures dans l'Arctique entraîne une fonte importante des glaces, les glaciers se fissurent et les calottes polaires se retrouvent fragmentées en petits glaçons. En continuant sur la même lancée, le réchauffement planétaire pourrait augmenter de 4 à 6 ^{o}C. Kevin Anderson, spécialiste de l'effet de serre au Tyndall Center for Climate Change Research

(centre de recherche sur le changement climatique, au Royaume-Uni), affirme qu'une hausse de 4 °C créerait une situation « incompatible avec ce qui caractérise raisonnablement une population mondiale organisée, équitable et civilisée ». C'est la raison pour laquelle les gouvernements se sont réunis à Paris et ont rédigé un accord visant à infléchir cette trajectoire en tentant de contenir l'augmentation moyenne de la température nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et même de la limiter à 1,5 °C. Sachant que cet objectif estimable représente le double du réchauffement que nous connaissons déjà, nous ne sommes plus à l'abri de rien.

Voilà pourquoi il nous faut tout mettre en œuvre pour atteindre le chiffre le plus bas de cet objectif. Et ce sera dur. Selon une étude publiée en septembre 2016 par l'organisation américaine Oil Change International, si les gouvernements veulent avoir une chance sérieuse de maintenir le niveau de réchauffement en dessous de 2 °C, il est impératif de ne plus développer de nouveaux gisements de combustibles fossiles et d'interrompre la production de certains gisements en cours d'exploitation. Le problème, c'est qu'aucune économie importante n'a fait le nécessaire, même avant l'arrivée au pouvoir de Trump. Elles ont toutes essayé de jouer sur les deux tableaux : engager des politiques vertes sérieuses tout en approuvant le développement de l'extraction des combustibles fossiles et l'installation de nouveaux pipelines. Cela revient à ingurgiter autant de salade que de cochonneries, et s'attendre à maigrir.

Aux États-Unis, Obama a lancé le Clean Power Plan en faveur des énergies propres, un plan conçu pour réduire drastiquement les émissions de dioxyde de carbone, donc accélérer la fermeture des vieilles centrales au charbon, et qui exige des nouvelles qu'elles stockent une partie de leurs émissions de carbone. Mais il a simultanément intensifié l'extraction du gaz naturel et du pétrole par fracturation hydraulique dans la formation de Bakken (située à cheval sur les États-Unis et le Canada). Au Canada, le gouvernement a introduit une tarification nationale des émissions de carbone et planifié une sortie définitive du charbon, mais il a également autorisé l'intensification de l'extraction des sables bitumineux (dont le processus est des plus polluants) et approuvé la construction d'un nouveau terminal de liquéfaction du gaz naturel, s'assurant ainsi de ne pas atteindre les objectifs fixés à Paris.

Cela étant, le fait que tant de gouvernements aient signé en fanfare l'accord de Paris et apporté au moins un soutien de façade à la nécessité d'atteindre ses objectifs ambitieux a fourni au mouvement pour le climat toute une série de leviers pour mener son action. Nous nous sommes appliqués à leur faire tenir leurs engagements, et nous progressions, quand Trump est entré en scène :

laisser tout cet argent sous terre ? Mais vous êtes fous !

Un gouvernement vendu au pétrole

Les discours électoraux de Trump ont donné dans tous les clichés démagogiques : construire le mur, recréer des emplois, faire régner la loi et l'ordre, Hillary l'escroc. Le déni du changement climatique n'était généralement pas sur la liste (même si Trump, interrogé à ce propos, débitait n'importe quoi). Mais si le sujet a semblé secondaire pendant la campagne, tout a changé quand Trump a commencé à nommer les membres de son gouvernement. Et depuis son investiture, son gouvernement se distingue par sa façon de prendre systématiquement pour cible chacune des mesures de protection du climat. Comme dans une course contre la montre, son équipe et lui-même semblent avoir décidé d'exaucer méthodiquement, un par un, les vœux de l'industrie des énergies fossiles. Ses principales nominations, ses plans de coupes budgétaires, sa volonté de démanteler la législation environnementale, son déni du changement climatique, fondé notamment sur l'argument complotiste, et son imbroglio avec la Russie, tout va dans le même sens : une intention ferme et arrêtée de lancer une ruée vers les combustibles fossiles, où tous les coups seront permis. Washington est le théâtre d'une nuée d'intrigues et de complots, le plus connu étant l'hypothétique conspiration du clan Trump avec la Russie pour influencer les résultats des élections (qui fait l'objet d'une enquête du FBI et d'auditions au Sénat, comme il se doit). Mais qu'on se s'y trompe pas : la collusion de Trump et du secteur des énergies fossiles est une conspiration qui se cache en plein jour.

Quelques jours seulement après le début de son mandat, Trump publie un décret présidentiel relançant la construction de deux oléoducs bloquée sous le gouvernement Obama, le Dakota Access Pipeline et le Keystone XL, qui doit relier la province canadienne de l'Alberta au Nebraska. Avec le premier, il balaye du revers de la main les contestations écologistes et celle des Sioux de Standing Rock (l'oléoduc passe sur des sites sacrés et menace leurs réserves d'eau potable). Avec le second, il passe outre ce qui a motivé l'arrêt de sa construction : l'impact climatique. Il lève aussi le moratoire du même Obama sur les nouvelles concessions fédérales de charbon et annonce son intention d'intensifier les forages de puits de pétrole et de gaz offshore dans le golfe du Mexique. Et il s'emploie évidemment à massacrer le Clean Power Plan. D'une main, le gouvernement approuve systématiquement les nouveaux projets pétroliers, de l'autre, il abroge toutes sortes de règlements environnementaux qui

augmentaient les coûts d'extraction et de transformation pour des entreprises comme ExxonMobil. Ces projets, désastreux d'un point de vue climatique, sont plus propices aux accidents industriels, tel celui de Deepwater Horizon – parce que c'est ce qui se produit quand les organes de régulation sont mis sur la touche.

Au moment où je rédige ces lignes, on ne sait toujours pas si les États-Unis vont se retirer de l'accord de Paris[2]. Mais quoi qu'il advienne, le gouvernement Trump est en train de mettre en pièces les engagements qu'ont pris les États-Unis.

En plus de Rex Tillerson, Trump a intégré à son gouvernement plusieurs cadres des industries fossiles et des personnalités politiques étroitement liées à elles. La plupart sont opposés ou, au mieux, indifférents aux mandats des organismes qu'ils ont la charge de diriger. Ainsi, Scott Pruitt est par exemple devenu le directeur de l'Environment Protection Agency (EPA, agence américaine de protection de l'environnement), un organisme qu'il a traîné en justice à plusieurs reprises lorsqu'il était procureur général de l'Oklahoma, et sans doute n'est-ce pas un hasard : il a reçu des dizaines de milliers de dollars de la part des compagnies de combustibles fossiles. Trump a choisi pour le poste de secrétaire à l'Énergie Rick Perry, qui a de très nombreux liens avec l'industrie pétrolière ; en particulier, il a été membre des conseils d'administration des deux entreprises qui construisent et exploitent le Dakota Access Pipeline. En 2011, Perry fit même campagne pour l'investiture républicaine sur l'idée de supprimer l'ensemble du département de l'Énergie.

Don't ask, don't tell[3]

De concert, ces hommes accordent leurs faveurs aux industries fossiles chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Par exemple, Trump vient d'abroger un nouveau règlement qui obligeait les industries fossiles à diminuer la quantité de méthane libérée lors de l'extraction du pétrole et du gaz, et à déclarer aux autorités locales toute fuite de méthane (les émissions de ce gaz sont très inférieures à celles de CO_2, mais leur pouvoir de réchauffement global est 25 fois plus puissant). Ce secteur industriel avait une sainte horreur des mesures mises en œuvre dans les dernières semaines du mandat d'Obama, en partie parce qu'elles étaient sur le point de prouver publiquement que le gaz naturel n'est pas une solution pour réduire les émissions de CO_2. Quelle aubaine pour l'industrie que ce message de Trump : ne nous dites rien, nous ne voulons pas savoir. À partir de là, si jamais

le reste du monde veut savoir dans quelle mesure les États-Unis sont des renégats du climat, il faudra qu'il s'en tienne à des suppositions, car des données essentielles manqueront pour en juger.

La plus lourde menace pour cette industrie, c'est de loin l'exigence, relayée par de plus en plus de citoyens dans le monde, que soient pris à bras-le-corps le problème du changement climatique et ses implications : le renoncement aux nouveaux projets dans le domaine des énergies fossiles. Cette perspective terrorise les cadres du secteur et les gouvernements des États pétroliers (comme la Russie), car elle signifie que les billions de dollars de réserves prouvées[4] – qui soutiennent actuellement le prix des actions – pourraient perdre toute valeur du jour au lendemain. On parle parfois d'une « bulle du carbone », laquelle, en 2016 déjà, commençait à se dégonfler. Trump, c'est le type qui arrive à la rescousse, une pompe à vélo à la main, et qui annonce à l'industrie qu'il va s'occuper d'elle et regonfler sa bulle d'air pollué pour quelques années encore. Comment ? C'est très simple : d'un coup de baguette magique. Et hop, le réchauffement climatique a disparu !

Tout cela se déroule sous nos yeux, dans une sorte d'évidence absurde. En un seul jour, le site internet de la Maison-Blanche a été nettoyé de toute allusion au changement climatique. On prévoit de suspendre tous les programmes de la NASA qui étudient l'évolution du climat grâce à un réseau de satellites et récoltent des informations sur la fonte des glaciers, la hausse du niveau des mers, les grands phénomènes climatiques terrestres. Le responsable du budget de la Maison-Blanche, Mick Mulvaney, ne mâche pas ses mots à ce propos : « Pour ce qui est du problème du changement climatique, je pense que le président a été assez clair, nous ne dépenserons plus un sou pour cela. Nous considérons que ce serait gaspiller votre argent. »

Le gouvernement semble tellement décidé à gommer la réalité du réchauffement climatique qu'il a même l'intention d'interrompre les programmes de soutien aux populations touchées. Trump a proposé de supprimer un programme de la National Oceanic and Atmospheric Association (NOAA, agence américaine d'observation océanique et atmosphérique) qui prodigue ses services en gestion et protection des zones côtières à plusieurs communautés. Il veut également sabrer dans la Federal Emergency Management Agency (FEMA), chargée de réagir aux catastrophes naturelles de grande envergure, et supprimer complètement un programme-clé, la préparation des populations aux crises climatiques futures. Son intention de réduire le budget de l'EPA de plus de 30 % laisserait sans emploi des milliers de gens et éliminerait complètement le programme sur la justice environnementale. Ce dernier aide les populations pauvres, surtout des Afro-Américains, des Latinos et des

Autochtones, à faire face à certains impacts des industries les plus toxiques implantées à proximité de chez eux. Notons au passage que nombre de ces mesures, y compris les coupes dans la prise en charge de l'empoisonnement au plomb (un élément présent dans les canalisations d'eau), affecteront surtout les enfants des populations marginalisées. Une entente budgétaire négociée au Congrès a pu retarder jusqu'en 2018 la pire réduction budgétaire qu'ait connue l'EPA.

Le plan de sauvetage du secteur des énergies fossiles comporte donc différents volets : enterrer les preuves du changement climatique en bloquant la recherche et en bâillonnant les organismes de contrôle ; supprimer les programmes de gestion des effets concrets des perturbations climatiques ; éliminer les obstacles à l'accélération des activités qui alimentent la crise – augmenter les forages de pétrole et de gaz ; extraire et brûler plus de charbon.

Ces reculs peuvent être partiellement compensés par les actions audacieuses menées dans certains grands États, comme la Californie et l'État de New York, qui plaident en faveur d'un passage rapide aux énergies renouvelables sans tenir compte des politiques de Trump. Quoi qu'il en soit, c'est encore un autre facteur qui déterminera si la filiale d'ExxonMobil, plus connue sous le nom de gouvernement américain, est en mesure de déclencher une catastrophe irréversible.

En fait, l'obstacle majeur aux nouveaux grands projets d'extraction des multinationales n'est pas un de ces textes de loi introduits par Obama et que Trump pourrait annuler. Non. L'obstacle, c'est tout simplement le prix du pétrole et du gaz. Au moment où j'écris ces lignes, en 2017, l'offre est excédentaire, les réserves de pétrole et de gaz dépassent les besoins des consommateurs, les prix sont donc beaucoup plus bas que lorsque Obama est entré en fonction.

Pourquoi le prix est-il un obstacle majeur ? Parce que les ressources fossiles sont de moins en moins facilement accessibles, en particulier aux États-Unis. Alors que reste-t-il ? Des nappes de combustibles difficiles et coûteuses à atteindre. Les forages offshore en Arctique, ou l'extraction profonde des sables bitumineux de l'Alberta, puis la transformation du bitume en pétrole, tout cela coûte très cher. Quand le prix du pétrole montait en flèche, jusqu'en 2014, les compagnies fossiles investissaient des milliards dans la chasse aux sources d'énergie onéreuses. À 100 dollars le baril de pétrole, elles gagnaient encore beaucoup d'argent, malgré des coûts d'extraction élevés. Et le développement de ce secteur a effectivement donné un élan à la croissance économique et créé beaucoup d'emplois. Mais la note fut plus que salée sur le plan environnemental : la catastrophe de Deepwater Horizon, dans le golfe du Mexique, n'aurait sans doute pas eu lieu si ce puits offshore n'avait atteint une profondeur inédite et critique. Et si, en Alberta, l'exploitation des sables bitumineux a suscité tant de controverses, c'est parce que les terres et les cours d'eau des peuples autochtones ont été sérieusement contaminés par ce procédé d'extraction du pétrole, invasif et hautement polluant.

ExxonMobil, sous la houlette de Rex Tillerson, a investi massivement dans le pétrole lourd, au point qu'un tiers de ses réserves acquises se situent dans les sables bitumineux de l'Alberta. Quand le prix du pétrole s'est effondré, le choc a été rude. En 2014, au début de la chute, le Brent – pétrole de référence pour la variation des cours en Bourse – est alors passé de 100 à 50 dollars le baril en à peine six mois et se maintient depuis autour de 55 dollars. Beaucoup de compagnies se sont donc retirées de projets énergétiques démesurés. Aux États-Unis, le ralentissement de l'extraction pétrolière et gazière par fracturation hydraulique a été dévastateur sur le plan humain : on estime en effet que 170 000 travailleurs du pétrole et du gaz ont perdu leurs emplois à la suite de l'effondrement des prix. Les investissements dans les sables bitumineux

albertains ont chuté d'environ 37 % en 2015, et la baisse continue. Shell a abandonné ses forages en Arctique et vendu une grande partie de ses réserves de sables bitumineux. La société française Total a elle aussi cessé d'exploiter les sables pétrolifères. Même ExxonMobil a dû faire une croix sur ses réserves – 3,5 millions de barils de pétrole lourd. Compte tenu des prix actuels, ce type d'extraction n'est plus rentable. Les forages de Deepwater sont aussi en sommeil.

Pour les grosses compagnies pétrolières – en particulier celles qui avaient parié sur le maintien des prix à la hausse –, ce fut un drame. Et ExxonMobil souffrit plus que toutes les autres. Quand les prix étaient élevés, sous la direction de Tillerson, l'entreprise atteignit des profits record – 45 milliards de dollars en 2012. En 2016, ils chutèrent à huit milliards. Une baisse de 80 % en quatre ans seulement.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les grandes compagnies pétrolières comme ExxonMobil, ainsi que les banques qui ont couvert leurs mauvais paris, veulent désespérément que les prix reviennent à la hausse, pour récupérer leurs superprofits et relancer la ruée vers les énergies fossiles. Alors se pose une question à laquelle il faut absolument répondre : que fera le gouvernement américain – alias l'équipe ExxonMobil – pour y parvenir ?

Des politiques visant à faire monter les prix du pétrole pointent leur nez. Par exemple, Trump a entrepris d'éliminer les règles établies par Obama pour que les voitures consomment moins d'essence, ainsi les consommateurs devront-ils s'arrêter plus souvent dans les stations-service... Ses prévisions budgétaires visent également à éliminer le financement des nouveaux projets de transport public et de liaisons ferroviaires longue distance.

Jusqu'à présent, le marché ne répond pas, ou du moins peu. Le prix du pétrole a légèrement augmenté après l'élection de Trump, puis s'est plutôt stabilisé. Du point de vue climatique, c'est une bonne nouvelle : l'essence bon marché encourage peut-être la consommation à court terme, mais il décourage de nombreux investissements à long terme qui nous voueraient à un avenir des plus noirs. L'ennui, et il est bien réel, c'est que Trump et Cie ont sans doute plus d'un tour dans leur sac pour réactiver la frénésie des énergies fossiles.

Nous devons surveiller de très près cette dynamique, parce qu'il n'y a rien comme une guerre ou un choc économique majeur sur le marché mondial pour faire monter le prix du pétrole. (Une hypothèse que nous approfondirons au chapitre 9.)

Ce que les conservateurs saisissent du réchauffement de la planète – mais pas les

Voilà des années que je me demande pourquoi certains s'acharnent à nier le réchauffement de la planète. C'est une démarche plutôt étrange à première vue. Pourquoi investir tant d'efforts dans le déni de données scientifiques sur lesquelles 97 % des climatologues s'accordent, des données dont nous pouvons constater les effets et qui sont confirmées quotidiennement par les bulletins d'information ? Cette question m'a entraînée dans une enquête à grande échelle, qui a débouché sur mon livre *Tout peut changer* – et je pense y avoir découvert pourquoi la pratique du vandalisme climatique est si déterminante dans le gouvernement Trump.

Quand les conservateurs purs et durs nient l'existence du changement climatique, ils ne protègent pas seulement les billions de dollars que menacent les mobilisations en faveur du climat. Ils défendent un bien qui leur est plus précieux encore, le projet idéologique néolibéral, dans son intégralité : le marché a toujours raison, les règlementations sont toujours mauvaises, le privé c'est bien, le public c'est mal, et la fiscalité qui soutient les services publics est le pire de tous ces maux.

Il règne une certaine confusion autour du mot « néolibéralisme », et il est difficile de savoir qui peut être qualifié de « néolibéral ». Et c'est bien compréhensible. Alors tentons de mettre les choses au clair. Le néolibéralisme, qui est l'expression extrême des tendances inhérentes au capitalisme, a commencé de s'imposer dans les années 1980, sous l'impulsion de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, mais, depuis les années 1990, il est devenu l'idéologie dominante des élites du monde entier, toutes affiliations politiques confondues. Ses partisans les plus rigoureux et les plus dogmatiques demeurent cependant encore là où tout a commencé, c'est-à-dire dans la droite américaine.

Le mot « néolibéralisme » est l'abréviation d'un projet économique qui vilipende le secteur public et tout ce qui ne relève pas des principes du marché libre et compétitif, ou des décisions de l'individu-consommateur. C'est sans doute encore par une des formules célèbres de Reagan qu'il se résume le mieux : « Les neuf mots les plus terrifiants de notre langue sont : "*I'm from the government and I'm here to help*" (j'appartiens au gouvernement et je viens vous aider). » Selon la vision néolibérale, les gouvernements existent pour créer les conditions optimales permettant aux intérêts privés de réaliser un maximum de profits et d'accumuler un maximum de richesse. Le tout fondé sur l'idée que les profits, et la croissance économique qui s'ensuit, vont bénéficier à tout le monde selon la théorie du ruissellement : la richesse des classes supérieures finissant par se répercuter sur les plus pauvres. Si cela ne fonctionne pas, et que certaines

inégalités tenaces se maintiennent ou empirent (ce qui arrive fatalement), les néolibéraux l'attribuent aux erreurs des individus et des populations qui en souffrent. Ce doit être parce qu'elles ont une « culture du crime », par exemple, ou un manque « d'éthique du travail », ou peut-être faut-il blâmer les pères absents ou invoquer quelque autre excuse teintée de racisme pour expliquer qu'on ne devrait jamais se servir des politiques gouvernementales et des fonds publics pour réduire les inégalités, améliorer les conditions de vie ou traiter des crises structurelles.

Les instruments du projet néolibéral ne sont que trop connus : privatisation de la sphère publique, dérégulation de la sphère des entreprises et baisse de la fiscalité financée par des coupes dans les services publics, le tout scellé dans des accords commerciaux favorables aux grandes entreprises. La même recette est appliquée partout, quels que soient le contexte, l'histoire, ou les espoirs et les rêves des gens concernés. En 1991, Larry Summers, alors économiste en chef de la Banque mondiale, résume ainsi l'*ethos* néolibéral : « Répandez cette vérité : les lois de l'économie sont comme celles de l'ingénierie. Un même type de loi marche partout. » (Voilà pourquoi j'appelle parfois le néolibéralisme « McGouvernement ».)

La chute du mur de Berlin en 1989 fut interprétée comme un signal : désormais, la campagne serait mondiale. Le socialisme étant sur le déclin, il n'était plus besoin d'arrondir les angles du capitalisme, où que ce soit. Selon la déclaration célèbre de Thatcher : « *There is no alternative* », il n'y a pas d'autres solutions. (On peut voir les choses autrement : le néolibéralisme, c'est simplement le capitalisme sans concurrence, ou encore le capitalisme allongé sur un canapé en petite tenue et susurrant : « Qu'est-ce que tu vas faire, tu vas me quitter ? »)

Le néolibéralisme se résume à quelques idées très rentables, j'hésite donc toujours à le définir comme une idéologie. Fondamentalement, il s'agit d'une rationalisation de la cupidité. C'est ce que voulait dire le milliardaire américain Warren Buffett, dans une déclaration qu'il a faite sur CNN en 2005 et qui lui a valu plusieurs unes : « On a assisté à une guerre de classe ces vingt dernières années, et c'est ma classe qui a gagné, [...] la classe des riches. » Il faisait allusion à la baisse d'impôts vertigineuse dont avaient profité les nantis au cours de cette période, mais l'ensemble de la boîte à outils néolibérale va dans le même sens.

Quel lien existe-t-il entre tout cela et le refus d'admettre que le système climatique terrestre a été perturbé ? Refus si répandu à droite et profondément ancré dans le gouvernement Trump. Le lien est étroit, car le changement climatique, parvenu à un point de non-retour, ne peut être abordé *que* par une

action collective qui coupe court aux agissements des grandes sociétés comme ExxonMobil et Goldman Sachs. Il exige que nous investissions dans la sphère publique, dans de nouvelles sources d'énergie, performantes, dans les transports publics, les véhicules de transit légers, et cela à une échelle inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. Et il n'y a pas d'autre solution que d'augmenter les impôts des riches et des entreprises, ceux-là mêmes que Trump est déterminé à gratifier de généreuses exemptions fiscales, dérégulations et autres exceptions. Réagir au changement climatique implique aussi de laisser aux populations la liberté de donner priorité aux industries vertes locales, un processus s'opposant directement aux accords de libre-échange, qui font partie intégrante du néolibéralisme et dénoncent le protectionnisme des injonctions à « acheter local ». (Trump a fait campagne contre ces éléments des accords de libre-échange, mais il n'a nullement l'intention de les abroger – j'y reviendrai au chapitre 6.)

En résumé, le changement climatique met à terre l'échafaudage idéologique sur lequel repose le conservatisme contemporain. Admettre que la crise du climat est une réalité, c'est reconnaître par la même occasion la fin du projet néolibéral. Voilà pourquoi la droite se rebelle contre le monde physique, contre la science (ce qui a poussé des centaines de scientifiques de par le monde à participer à la Marche pour les sciences en avril 2017, pour défendre la liberté et l'indépendance de la science et promouvoir un principe qui ne devrait pas avoir besoin d'être promu : il est dans notre intérêt d'en savoir le plus possible sur notre monde). La science est devenue un véritable champ de bataille parce qu'elle révèle, encore et encore, que le crédo néolibéral *business as usual* mène droit à la catastrophe qui menace notre espèce.

Les progressistes classiques affirment quant à eux depuis des décennies que si l'on retouche ici et là le système actuel, tout ira bien. On pourrait en quelque sorte concilier le capitalisme à la Goldman Sachs et les panneaux solaires. Mais le défi est beaucoup plus fondamental. Il exige de se débarrasser des règles du jeu néolibérales et d'admettre que la hausse de la consommation est devenue notre unité de mesure du progrès économique. En un sens, les membres du cabinet de Trump, qui cherchent désespérément à nier l'évidence, ont compris une vérité : tenter d'éviter le chaos climatique impose la remise en question des idéologies capitalistes qui ont conquis le monde depuis les années 1980. Si vous êtes un des bénéficiaires de ces idéologies, la perspective ne vous enchantera pas. Cela peut se comprendre. Le réchauffement planétaire a des implications progressives, mais radicales. S'il est réel, et tout prouve qu'il l'est, la classe des oligarques ne peut tout simplement pas continuer à se déchaîner sans entrave. Les arrêter est désormais une question de survie collective.

La Grande Barrière de corail nous donne une idée de ce qui se passera si nous n'y parvenons pas : la mort, que j'ai vue à l'œuvre, se propagera aux quatre coins de la planète, notre demeure à tous, d'une manière que nous pouvons à peine imaginer.

---

1 Ce livre de Theodor Seuss Geisel, alias « Dr Seuss », n'est pas encore traduit en français, mais il a fait l'objet d'une adaptation cinématographique franco-américaine de Chris Renaud et Kyle Balda qui porte le même titre.

2 Le 1er juin 2017, le président Trump a annoncé à la Maison-Blanche que les États-Unis allaient se retirer de l'accord de Paris, accord selon lui inéquitable et qui risque de faire perdre des millions d'emplois aux Américains. Trump souhaite négocier une nouvelle entente plus favorable aux intérêts américains.

3 « Ne demandez pas, n'en parlez pas. » Cette expression fait référence à la politique adoptée en 1993 sous le gouvernement de Bill Clinton, qui mettait fin aux enquêtes sur l'orientation sexuelle des soldats de l'armée américaine, mais interdisait à ceux-ci d'afficher leur homosexualité sous peine d'exclusion. Jugée discriminatoire, cette loi du silence a été abrogée par le Congrès en 2010 (mais elle est restée en application jusqu'en 2011).

4 Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) : « Les réserves prouvées sont les quantités d'hydrocarbures, de charbon qui, selon les informations géologiques et techniques disponibles, ont une forte probabilité (au moins 90 %) d'être récupérées dans le futur, à partir des gisements connus et dans les conditions technico-économiques existantes. » Voir www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1082.

Chapitre 5

Le prédateur-en-chef

DEPUIS L'ENTRÉE EN FONCTION DE TRUMP, on a beaucoup entendu dire qu'il fallait cesser de « recontester l'élection de 2016 » – et regarder droit devant.

J'en ai moi-même assez de regarder en arrière : pendant les élections, en particulier les primaires du Parti démocrate, les tensions sont devenues quasi insupportables. À tel point qu'il m'est arrivé de ne plus pouvoir consulter les médias sociaux parce que tout ce que j'y voyais, c'étaient des gens qui autrefois échangeaient des *like* et se querellaient désormais à coups de *Bernie Bros*[1] par-ci, *Hillary Bots*[2] par-là. J'ai perdu des amis – comme tout le monde, dans tous les camps –, ceux qui ont fait porter la responsabilité de la défaite d'Hillary Clinton sur des gens comme moi. Parce que nous ne l'avons pas soutenue publiquement ou que nous avons trop critiqué ses liens avec les grandes corporations. Je ne parviens pas à pardonner à quelqu'un comme Paul Krugman, un économiste de gauche qui a tant publié – et des choses si importantes – sur les inégalités économiques et sur les fraudes bancaires, de s'être servi à répétition de sa chronique influente dans le *New York Times* pour attaquer Bernie Sanders. Bernie Sanders, qui était le seul candidat à lutter sérieusement contre les inégalités de revenu et à s'attaquer aux banques.

Nous avons chacun notre façon de gérer la peur et le doute. Bien des conservateurs affrontent leur peur d'un monde qui change et les déstabilise en se tournant vers le passé. Mais si la spécialité de la droite est le retour en arrière, celle de la gauche est le repli sur soi et le cercle infernal et violent des reproches.

Pourtant, je me méfie de la rapidité de mouvement. Car s'il faut effectivement se hâter de construire une coalition la plus large possible contre Trump et les forces qui vont dans son sens, nous devons aussi éviter de refaire les erreurs qui ont favorisé la montée du trumpisme et de ses homologues partout dans le monde. Malheureusement, la leçon retenue par une majorité de démocrates de l'establishment se limite à : « Ne laissez pas les Russes pirater votre messagerie personnelle. »

Aussi devrions-nous plutôt faire une pause et avoir le courage de regarder en arrière, ne serait-ce que brièvement, pas pour rouvrir les vieilles blessures, mais pour en tirer quelque enseignement. Comment changer de voie si nous ne sommes pas conscients de ce qui nous a conduits jusqu’à elle ?

Quand la rage monte

S’il n’y a qu’une seule grande leçon à tirer de cette poussée de rage quasi planétaire, c’est celle-ci : ne jamais sous-estimer le pouvoir de la haine. Ne jamais sous-estimer à quel point le pouvoir sur les « autres » est attirant, quels qu’ils soient : immigrés, musulmans, Noirs, Mexicains, femmes. En particulier pendant les périodes de crise économique, quand beaucoup craignent à juste titre de voir disparaître les emplois qui leur permettent de vivre décemment.

Trump s’adresse directement à cette panique économique et, en même temps, au ressentiment d’une grande partie de l’Amérique blanche envers le nouveau visage du pays. Un pays où les postes de pouvoir et les privilèges passent de plus en plus aux mains de gens qui ne leur ressemblent pas. Seule la haine raciale explique l’intensité et l’irrationalité de la rage que Trump et ses plus fervents partisans ont manifestée contre Barack Obama, elle seule peut expliquer l’acharnement avec lequel ils ont tenté pendant des années de l’arracher à son américanité en « prouvant » qu’il était kényan, qu’il était « autre ». Elle fut indubitablement une motivation féroce pour bon nombre des électeurs de Trump – ce que le chroniqueur de CNN Van Jones a appelé le « retour de bâton blanc » (en forgeant le néologisme *whitelash*) le soir des élections.

Cela dit, pendant la campagne, une bonne part de la colère à l’encontre d’Hillary Clinton était de nature tout aussi primaire. Clinton est non seulement une femme, mais aussi le produit du mouvement de libération des femmes, auquel elle s’identifie. Une femme qui n’enveloppe pas sa course vers le pouvoir dans les minauderies et la coquetterie. Et pour bien des Américains, c’est tout bonnement insupportable. Les « Enfermez-la ! » hystériques proférés ne laissent planer aucun doute.

Je ne suis pas un soutien d’Hillary Clinton, mais la haine qui s’est déchaînée contre elle n’avait rien à voir avec ses choix, elle procédait d’une dynamique plus profonde. Ce n’est pas un hasard si l’une des premières grandes polémiques de la campagne a été déclenchée par un commentaire de Trump sur Megyn Kelly, à l’époque présentatrice de Fox News, qui avait eu le culot de lui poser une question difficile sur ses remarques sexistes. Question qui lui valut ce commentaire : « Elle avait du sang qui lui sortait des yeux, du sang qui lui sortait de... quelque part. » La bassesse de l’insulte, qui reprenait la vieille idée selon laquelle les femmes ne sont pas faites pour la vie publique parce qu’elles sont menstruées, annonçait le pire. Elle exprimait une rage aveugle contre ces femmes qui osent dépasser les limites qui leur ont été assignées, une rage qui

allait devenir un des moteurs de la campagne. Tout cela nous fournit une indication sur ce qui rapproche un play-boy imbu de lui-même comme Donald Trump et un puritain comme Mike Pence (qui, visiblement, ne se permettrait pas de déjeuner en tête-à-tête avec une collègue de bureau) : ils pensent tous les deux que le corps des femmes n'existe que pour servir les hommes, objets de plaisir sexuel ou machines à faire des enfants. Mais nous n'avions encore rien vu : bientôt, des hommes blancs entassés dans des salles combles prendraient des décisions fatales sur la santé des femmes et leur liberté de procréation.

Hiérarchiser la vie humaine

Pendant la campagne électorale, en public comme en privé, derrière les portes closes, un rugissement s'est fait entendre, celui des mâles convaincus d'être les seuls à avoir le droit de gouverner. Et il est effrayant de constater qu'ils sont nombreux dans l'entourage de Trump à avoir été accusés de violence, de harcèlement, ou d'abus sexuels. La liste comprend Steve Bannon (dont l'ex-femme a dit à la police qu'il avait abusé d'elle physiquement et verbalement ; l'affaire a été classée car elle ne s'est pas présentée pour témoigner) ; Andrew Puzder, que Trump a d'abord choisi comme secrétaire au Travail (dont l'ex-femme, avant de se rétracter, a déclaré dans certains documents déposés au tribunal qu'il lui avait « frappé violemment le visage, la poitrine, le dos, les épaules et le cou, sans raison ou provocation de sa part », des coups qui ont entraîné des lésions permanentes) ; les anciens de Fox News Bill O'Reilly, l'un des plus puissants défenseurs de Trump dans les médias, et Roger Ailes, son conseiller particulier dans la campagne (tous deux évincés de la chaîne à la suite d'accusations de harcèlement sexuel qu'ils ont niées en bloc). La liste serait incomplète sans Trump lui-même, accusé par plusieurs femmes d'agression sexuelle et de harcèlement. Certaines sont même allées devant les tribunaux. Ivana, sa première femme, a, dit-on, juré que son mari l'avait violée en 1989 (et, comme l'ex-femme d'Andrew Puzder, elle s'est rétractée).

Les prédateurs sexuels ne manquent pas non plus dans le camp des progressistes. Mais les allégations, les accusations et tout l'argent du silence qui circulent dans l'entourage de Trump, c'est du jamais vu. Quelles que soient les allégations, elles se heurtent au mur du déni et à des hommes de pouvoir qui se portent garants pour d'autres hommes de pouvoir, envoyant ce message au monde : il ne faut pas croire ce que les femmes racontent. Ce n'est pas si surprenant, compte tenu de l'image de marque de Trump : il est le *big boss*, et n'en fait qu'à sa guise ; il harponne tout ce qui passe, raille, déshonore, humilie

qui il veut, quand il veut. Voilà ce que vend ce prédateur-en-chef. Et les acheteurs ne manquent pas.

La complexité du « vote pour l'emploi »

Bien des électeurs de Trump n'étaient pas animés par un esprit revanchard, par ce désir du « retour de bâton blanc » ou du « retour de bâton des mâles ». Beaucoup ont dit avoir voté Trump parce qu'ils appréciaient son discours sur le commerce et l'emploi, ou parce qu'ils voulaient faire payer le marigot politique, en l'occurrence l'élite de Washington.

Mais c'est un peu trop simple. Vous ne pouvez pas voter pour une personne qui attise ouvertement la haine fondée sur la race, le genre, ou les capacités physiques, sauf si vous estimez d'une façon ou d'une autre que ces problèmes ne sont pas significatifs. Sauf si la vie des gens que ce discours (et les politiques qui en découlent) met en danger compte moins que votre vie à vous et celle des gens qui vous ressemblent. Vous ne pouvez pas voter pour cette personne, sauf si vous êtes prêts à sacrifier ces catégories de gens pour votre bénéfice personnel (ou celui que vous escomptez). Pour tout dire, un vote pour Trump n'est peut-être pas l'indice d'une haine *active*, mais, au mieux, celui d'une indifférence troublante. Les ressentiments raciaux et autres qui ont tant contribué à porter Trump au pouvoir ne sont pas nouveaux. Ils ont évolué au fil de l'histoire, au fil des tensions et des provocations. Des raisons structurelles expliquent cependant pourquoi la version Trump d'une tactique aussi ancienne a autant d'impact aujourd'hui, dans ce moment particulier. Les changements de statut du mâle blanc n'éclairent qu'une partie du phénomène. Trump l'a emporté parce que la perte de statut social est venue se superposer à la perte d'une sécurité économique élémentaire.

Ce ne sont pas les électeurs blancs, tant s'en faut, qui ont été frappés le plus durement par certaines politiques néolibérales, comme la réduction drastique des services sociaux ou la dérégulation bancaire. Ce sont les familles noires et latinos.

Ajoutons qu'en plus d'exclure de l'économie officielle des segments entiers de la population, les politiques néolibérales renforcent les appareils d'État de contrôle et de répression : police militarisée, frontières fortifiées, centres de rétention pour immigrés, incarcérations en masse. Les quarante ans qui ont suivi le début de la révolution néolibérale ont vu le nombre de gens incarcérés augmenter d'à peu près 500 %, parmi lesquels un nombre disproportionné de Noirs et de gens à la peau basanée (*brown people*) – même si les Blancs

n’échappent pas au système carcéral.

Enfin, ce n’est pas la catégorie des pauvres qui constitue la base électorale de Trump, mais principalement celle des revenus moyens, dont une majorité d’individus gagnant entre 50 000 et 200 000 dollars par an (avec une concentration dans la partie inférieure de cette fourchette). Qu’un si grand nombre d’électeurs de Trump ne soient pas dans la misère permet à certains d’affirmer que leur vote ne s’explique pas par les difficultés économiques.

Mais c’est perdre de vue un facteur important. Après analyse des sondages effectués à la sortie des bureaux de vote, CNN révèle que Trump a gagné 77 % des voix de ceux qui déclaraient être dans une situation financière « plus difficile aujourd’hui » qu’il y a quatre ans. Autrement dit, même s’ils s’en sortaient bien par rapport à la moyenne du pays, la situation sociale de beaucoup d’entre eux s’était dégradée. Et, à vrai dire, la dégradation avait commencé voilà bien longtemps.

Insécurité sur tous les fronts

Depuis trente ans, et de manière accélérée depuis la crise financière de 2008, la grande majorité des salariés ont perdu la sécurité d’emploi et le maigre filet de sécurité auquel ils étaient habitués. C’est dire que perdre son emploi aujourd’hui a une répercussion plus importante qu’autrefois sur la capacité à se faire soigner et à conserver sa maison. Cet état de fait touche les électeurs masculins, blancs et ouvriers de Trump, comme bien d’autres. Mais, il y a quelques années encore, les cols bleus qui ont voté Trump s’en tiraient beaucoup mieux que les autres – ils jouissaient d’un niveau de vie de classe moyenne en occupant des postes bien rémunérés dans l’industrie, dans des secteurs fortement syndiqués. Le choc n’en a été que plus brutal.

Ce choc se reflète dans une augmentation marquée du nombre des décès, surtout par suicide, surdose de médicaments et maladies liées à l’usage de la drogue et de l’alcool parmi les Américains blancs d’âge moyen (45-54 ans), sans diplôme d’études secondaires. Et le phénomène, qui s’est amorcé en 1999, concerne particulièrement les Blancs : le taux de mortalité chez les Américains noirs et hispaniques dans la même tranche d’âge est en baisse. Ce constat est le fruit des travaux de deux économistes de l’université de Princeton, Anne Case et Angus Deaton, qui ont publié en 2015 un article devenu une référence. « Morts de désespoir », tels sont les termes qu’ils utilisent. Selon eux, cet écart entre les populations est lié à une divergence des expériences antérieures et des attentes – pour certains, « la vie ne correspond pas à ce qu’ils en attendaient ». On peut y

penser comme à un problème de physique : quand un bâtiment s'effondre, ce sont ceux et celles des étages supérieurs qui tombent de plus haut.

À ce monde perdu s'ajoute un monde qui change – une nation de plus en plus multiethnique, où les femmes ont de plus en plus accès au pouvoir – et se déstabilise. Tout cela fait partie du progrès vers l'égalité et résulte de luttes très dures, mais en plus de la sécurité économique (à laquelle tout le monde a droit), les hommes blancs perdent leur sentiment de supériorité (fondé sur aucun droit). Toutefois, notre hâte à condamner cette dernière revendication ne sous-entend pas que toutes les revendications de droits sont illégitimes. Tout le monde a droit à une vie digne. Dans les pays riches, on peut s'attendre à certains avantages sans pour autant être cupide ou bénéficier de privilèges scandaleux. On peut légitimement s'attendre à une sécurité minimale de l'emploi quand on a travaillé dur pendant des années ; on peut espérer ne pas vivre sa vieillesse dans l'abandon, ne pas être acculé à la faillite quand on tombe malade, et penser que ses enfants auront accès aux outils de la réussite. Dans une société décente, les gens devraient sentir que ces droits leur sont acquis. Privilège humain. Pourtant, voilà quarante ans que la droite ne cesse de les mettre à mal, au point que le terme « droit » – pour désigner la retraite et l'assurance maladie – sonne comme une insulte à Washington.

Cet ensemble complexe de facteurs a permis à Trump de débarquer sur la scène en déclarant : je serai le défenseur du travailleur en péril. Je vous restituerai ces emplois dans l'industrie. Je me débarrasserai de ces accords de libre-échange. Je vous rendrai votre pouvoir. Je referai de vous des hommes, des vrais : libres de prendre les femmes sans leur poser toutes ces questions agaçantes. Et, plus important : je vous débarrasserai de la concurrence des basanés, qui seront déportés ou bannis, et des Noirs, qui iront en prison s'ils se battent pour leurs droits. Autrement dit, grâce à Trump, les hommes blancs retrouveront leur place confortable en haut de l'échelle.

La force de cette promesse explique en partie que la victoire de Trump soit apparue comme une sorte de *bat-signal*[3] aux yeux de tous les fauteurs de haine. Le Southern Poverty Law Center[4] rapporte que le nombre de groupes haineux antimusulmans a été multiplié par trois dans la seule année 2016. Dans le mois qui a suivi l'élection de Trump, plus de 1 000 incidents haineux visant des gens de couleur ont été signalés. Srinivas Kuchibhotla, un ingénieur de 32 ans, immigré indien, a été abattu par un homme blanc dans un bar de Olathe au Kansas. Avant d'ouvrir le feu, l'assassin aurait crié : « Fous le camp de mon pays ! » Des appels ont été lancés pour réclamer l'ouverture d'une enquête fédérale sur les crimes haineux après le meurtre de sept personnes transgenres

dans les deux premiers mois de l'année 2017.

Jusqu'à un degré effrayant, c'est essentiellement la couleur de la peau et la conformité à un genre qui déterminent qui peut se sentir en sécurité entre les mains de l'État, qui est menacé par la violence des milices privées, qui peut s'exprimer sans subir un harcèlement constant, qui peut passer une frontière sans être terrorisé, qui peut fréquenter un lieu de culte sans crainte.

Au jeu du blâme identitaire...

Demander aux progressistes de tout poil de ne plus se polariser sur les politiques identitaires pour se concentrer sur l'économie et les catégories sociales, comme si l'on pouvait séparer tout cela, est une vision trop étroite et qui plus est dangereuse.

Vitupérer contre les politiques identitaires ou ce qu'on appelle la « rectitude politique », c'est l'ordinaire sur Fox News, Breitbart News, mais pas seulement. Car depuis les élections, les critiques haussent le ton. Bien des démocrates progressistes ont l'air de l'avoir appris de la défaite : en s'adressant directement aux femmes et aux minorités, Hillary Clinton a donné aux ouvriers blancs le sentiment qu'elle les laissait pour compte, et les a pour ainsi dire jetés dans les bras de Trump. L'historien des idées Mark Lilla, professeur à l'université Columbia, l'a souligné dans un de ses articles du *New York Times.* Il reproche à Clinton d'avoir « fait appel explicitement aux électeurs afro-américains, latinos, LGBT et aux femmes à chaque étape de sa tournée électorale. Et cette stratégie n'a pas fonctionné ». Cette focalisation sur des groupes traditionnellement marginalisés et la « panique morale autour de l'identité raciale, sexuelle et de genre [ont] déformé le message des progressistes et les [ont] empêchés de devenir une force rassembleuse capable de gouverner ». Apparemment, l'unité exige que toutes ces minorités tapageuses (qui, rassemblées, forment une écrasante majorité) gardent le silence sur leurs griefs singuliers pour permettre aux démocrates un grand retour au « *It's the economy, stupid !* » (c'est l'économie, imbécile), le mantra de la campagne présidentielle gagnante de Bill Clinton en 1992.

Mais c'est bien la plus mauvaise conclusion qu'on puisse tirer des élections de 2016. L'échec d'Hillary Clinton ne résulte pas de son message, mais de ses antécédents. En particulier de son allégeance au néolibéralisme, qu'elle-même, son mari et les dirigeants de son parti ont intégré dans toute son absurdité, et qui ne peut constituer une offre crédible aux yeux des travailleurs blancs qui ont voté deux fois pour Obama et qui, cette fois, ont choisi Trump. C'est vrai, le

programme de Trump n'était pas plus crédible, mais il avait le mérite d'être différent.

De même, si la focalisation d'Hillary Clinton sur les questions de genre, de sexualité et d'identité raciale a pu poser problème, c'est bien parce que cette politique identitaire, sur laquelle elle a construit son image de marque, ne s'oppose pas radicalement au système qui a produit et consolidé les inégalités. Elle cherche seulement à le rendre plus « inclusif », plus tolérant. Par conséquent : oui au mariage pour tous, oui au droit à l'avortement et à l'accès pour les transgenres aux toilettes de leur choix, mais oublions le droit au logement, le droit à un salaire qui permette de faire vivre une famille (elle a résisté aux revendications sur le salaire minimum à 15 dollars de l'heure), le droit à un système de santé universel et gratuit, ou tout ce qui exige une redistribution importante de la richesse et pourrait perturber le scénario néolibéral. Pendant la campagne électorale, Clinton a tourné en ridicule « la "trumperie" du ruissellement économique[5] », mais sa propre philosophie, que l'on pourrait qualifier de « politique du ruissellement identitaire », consiste à bricoler légèrement le système, juste assez pour diversifier quelque peu les genres, couleurs ou orientations sexuelles au sommet du pouvoir, et à attendre que la justice ruisselle jusqu'au reste de la population. Or ce « ruissellement » marche à peu près aussi bien pour les enjeux identitaires que pour l'économie...

On le sait, puisqu'on a déjà essayé. Ces dernières années, on a connu certaines victoires historiques sur le plan symbolique, par exemple : une famille afro-américaine à la Maison-Blanche ; deux Noirs secrétaires à la Justice ; Hollywood contraint de reconnaître les réalisateurs et acteurs noirs ; des gays et des lesbiennes présentateurs de journaux télévisés ou dirigeants de grosses entreprises figurant dans la liste des 500 de la revue *Fortune* ; des personnes transgenres animant des émissions de télévision à succès ; et, dans l'ensemble, une augmentation du nombre de femmes occupant des postes de direction. Ces victoires de la diversité et de l'inclusion sont importantes, elles changent des vies et font entendre des points de vue qu'autrement on n'entendrait pas. Il est capital qu'une génération d'enfants ait grandi en voyant Obama au poste de pouvoir le plus important au monde. Pourtant, ce changement par le haut ne parviendra en aucun cas à instaurer une véritable égalité s'il ne s'accompagne pas d'un changement par le bas, lequel requiert une approche systémique des problèmes – qu'il s'agisse des écoles qui se délabrent, de ceux qui n'ont pas accès à des logements décents, *etc.*

Aux États-Unis, tout ce qu'on a gagné ces dernières années en diversité et en inclusion sociale dans les classes supérieures a été acquis à un moment où des immigrés en situation irrégulière étaient déportés en masse et où l'écart entre la

richesse des Noirs et celle des Blancs augmentait davantage. Selon le groupe de réflexion Urban Institute, entre 2007 et 2010, la richesse moyenne des familles blanches a chuté de 11 % (ce qui est déjà énorme), mais celle des familles noires de 31 %. En d'autres termes, dans un moment d'avancée symbolique formidable, Noirs et Blancs sont de plus en plus inégaux. Notamment du fait que les familles noires ont été proportionnellement plus nombreuses à contracter des emprunts hypothécaires à risque, donc beaucoup plus durement touchées quand le marché s'est effondré en 2008.

Pendant la même période, la police a continué à tirer sur les jeunes Noirs (le nombre de Noirs tués est proportionnellement cinq fois plus élevé que celui des Blancs de la même tranche d'âge, selon une étude publiée par *The Guardian*) ; ces meurtres, souvent filmés, se gravent ensuite dans l'esprit de jeunes gens encore immatures. C'est dans ce contexte que Black Lives Matter est devenu pour toute la jeune génération un mouvement de lutte pour les droits civiques. Comme l'écrit Keeanga-Yamahtta Taylor, auteure de *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noire américaine*, « l'establishment politique noir, dirigé par le président Barack Obama, a prouvé à maintes reprises qu'il était incapable de mener à bien la plus élémentaire des tâches : maintenir en vie les enfants noirs. Il appartient donc aux jeunes eux-mêmes de le faire ». De la même façon, alors que beaucoup de femmes occupent des postes de pouvoir (pas assez, mais beaucoup plus qu'à la génération précédente), les femmes à faible revenu travaillent plus d'heures, en assumant souvent plusieurs emplois, sans garantie aucune et en gagnant juste de quoi payer leurs factures. (Aux États-Unis, les femmes représentent les deux tiers de la main-d'œuvre rétribuée au salaire minimum.) Dans le classement annuel de l'écart économique entre les sexes du Forum économique mondial, les États-Unis chutent de la 28^{e} position en 2015 à la 45^{e} en 2016.

Tandis que les électeurs de Trump ont réagi à leur précarité en invectivant le monde entier, bien des progressistes traditionnels ont fait la sourde oreille. Lorsque, dans tous ses meetings, Hillary Clinton fait appel à des groupes précis et jure de « défendre » chacun d'entre eux, ce qu'elle a à offrir est bien trop timoré pour engendrer la lame de fond dont elle a besoin. Et tandis que la politique de l'identité blanche galvanise la base électorale de Trump, la politique du ruissellement identitaire de Clinton tombe à plat. Dans certains États d'importance cruciale, comme l'Iowa, l'Ohio et le Wisconsin, Clinton a mobilisé entre 15 et 20 % d'électeurs démocrates en moins que Barack Obama en 2012. Et cette baisse de participation des progressistes explique en bonne partie comment Trump est parvenu à l'emporter de justesse (et ce, bien qu'il ait obtenu

moins de voix).

Voilà une autre leçon à tirer de 2016. La peur de « l'autre » est sans doute un moteur pour ceux qui soutiennent les partis d'extrême droite, mais « l'inclusion » de l'autre dans un système fondamentalement injuste ne suffit pas à mettre ces partis en déroute. Cela n'a pas suffi à galvaniser la base démoralisée du Parti démocrate en 2016, cela n'a pas suffi à faire échouer le Brexit, et on voit mal comment, à court terme, il pourrait en être autrement.

Il ne s'agit plus de hiérarchiser les problèmes, identité ou économie, race ou genre, et d'en choisir un qui l'emportera sur les autres dans la cage de l'oppression. Mais de comprendre au plus profond comment ces formes d'oppression se recoupent et se renforcent, créant ainsi l'échafaudage complexe qui a permis à un voyou kleptocrate de mettre la main sur le poste de pouvoir le plus important au monde, de la même manière qu'il aurait attrapé une entraîneuse par la taille dans un club de strip-tease.

« Un capitalisme racial »

Imposer un système de classes brutal par l'élaboration de fausses hiérarchies de race et de genre est une méthode qui a fait ses preuves. En Amérique du Nord, l'économie capitaliste moderne a été « subventionnée » par deux hold-up majeurs : on a volé la terre aux peuples autochtones et on a volé le peuple africain à sa terre. Ce processus s'est appuyé sur la formation de théories intellectuelles, établissant une hiérarchie de la valeur relative des vies humaines et du travail, où l'homme blanc occupe la première place. Ces théories de la suprématie des chrétiens blancs, approuvées par l'Église et par l'État, ont permis aux explorateurs européens d'« ignorer » les peuples indigènes – de constater leur présence sans que nul droit à la terre ne leur soit reconnu – et de classer deux continents richement peuplés comme légalement inoccupés, par conséquent occupables sur la base du principe absurde du « qui trouve garde ».

Ce sont ces mêmes classifications qui ont servi à justifier les enlèvements de masse, l'enchaînement et la torture d'êtres humains pour les contraindre à travailler les terres volées, ce qui a conduit le politiste Cedric Robinson, décédé récemment, à définir l'économie de marché ayant donné naissance aux États-Unis comme un « capitalisme racial ». Le coton et la canne à sucre récoltés par des Africains réduits en esclavage ont servi de carburant au démarrage de la révolution industrielle. Cette aptitude à ignorer le peuple et les nations à la peau foncée pour justifier le vol de leur terre et de leur travail est fondatrice. Rien n'aurait été possible sans ces théories de la suprématie raciale qui ont posé un

vernis de respectabilité légale sur la faillite morale de l'ensemble du système. En d'autres termes, l'économie a toujours été indissociable d'une « politique identitaire », à plus forte raison dans des nations coloniales comme les États-Unis – alors pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ?

Comme l'écrit Michelle Alexander dans *La Couleur de la justice*, la politique de hiérarchie raciale a été la complice fidèle du système de marché tout au long de son évolution séculaire. Selon cette avocate des droits civiques, les élites américaines se sont servies de la race comme d'un laminoir pour « écraser toute alliance multiraciale entre pauvres » – d'abord face aux révoltes d'esclaves que les travailleurs blancs appuyaient parfois, ensuite avec les lois Jim Crow[6] et, enfin, pendant ce qu'on a appelé la « guerre contre la drogue ». Chaque fois que ces coalitions multiethniques deviennent assez puissantes pour menacer le pouvoir des entreprises, on convainc les travailleurs blancs que leurs vrais ennemis sont les gens à la peau plus foncée qui leur « volent » leurs emplois ou menacent leurs quartiers. On peut même les convaincre de soutenir la baisse des subventions pour les écoles, les transports en commun et le système de santé en leur disant (bien que cela soit faux) que ceux qui profitent de ces services sont des gens de couleur, souvent des « illégaux » venus pour frauder le système. En Europe, les discours alarmistes sur les immigrés qui volent les emplois, exploitent les services sociaux et minent la culture nationale ont joué le même rôle.

Ronald Reagan a poussé cette logique plus loin encore en créant le mythe des « reines des prestations sociales » (*welfare queens*) en fourrure et Cadillac, qui auraient collectionné les coupons alimentaires pour financer le crime. Et dans ce manège délirant, Trump n'a pas été petit joueur. En 1989, alors que cinq adolescents noirs et latinos étaient accusés du viol d'une femme blanche à Central Park, il acheta des pages entières de publicité dans plusieurs quotidiens new-yorkais pour y réclamer le retour de la peine de mort. Après analyse de l'ADN, les cinq adolescents furent innocentés et les sentences annulées. Mais Trump refusa de s'excuser ou de se rétracter. Rien d'étonnant, donc, quand son secrétariat à la Justice, sous la direction de Jeff Sessions, affirme que les infrastructures et les services sociaux de New York ou de Chicago « croulent sous le poids des immigrants illégaux et de la violence criminelle », détournant ainsi l'attention de longues années de négligence néolibérale au profit de la prétendue « nécessité » de s'attaquer au crime, et dans le dessein d'empêcher ces villes de demeurer des « sanctuaires[7] » pour immigrants.

Diviser pour mieux régner

Rien n'a facilité davantage la construction de la dystopie que nous vivons actuellement avec la domination des grandes corporations que cette façon constante et systématique de dresser les travailleurs blancs contre les Noirs, les citoyens contre les migrants, les hommes contre les femmes. Pour l'élite, la suprématie blanche, la misogynie, l'homophobie et la transphobie ont constitué des mécanismes de défense extrêmement puissants contre une vraie démocratie. La mise en œuvre d'un programme économique et politique qui profite à une si infime minorité a pour *requisits* la stratégie du « diviser et terroriser », et des règles qui rendent l'accès au vote des minorités toujours plus complexe.

L'histoire rappelle aussi que les mouvements suprémacistes et fascistes – et leur feu couve toujours sous les cendres... – s'embrasent beaucoup plus facilement dans les périodes de difficultés économiques et de déclin. C'est la leçon de l'Allemagne de Weimar qui, ravagée par la guerre et humiliée par des sanctions économiques draconiennes, était mûre pour le nazisme. Un tel avertissement n'a-t-il pas résonné jusqu'à nous ?

Après l'Holocauste, les nations du monde se sont unies pour créer les conditions susceptibles de bannir à jamais la logique génocidaire. C'est grâce à cela et à de fortes pressions des couches populaires que l'Europe va adopter des programmes sociaux généreux. Les puissances occidentales vont accepter le principe selon lequel si les économies de marché garantissent un minimum de dignité à la population, les désabusés ne chercheront pas de boucs émissaires, ne se réfugieront pas dans l'extrémisme.

Mais tout cela a été balayé d'un revers de main, et on se retrouve aujourd'hui dans une situation qui rappelle sinistrement celle des années 1930. Depuis la crise financière de 2008, le Fonds monétaire international (FMI), la Commission européenne et la Banque centrale européenne (désignés sous le nom de « troïka ») ont obligé les pays, les uns après les autres, à accepter des « thérapies de choc » : vous réformez votre gestion et en échange nous vous accordons les subventions dont vous avez désespérément besoin. À des pays comme la Grèce, l'Italie, le Portugal et même la France, la troïka a dit : « Certes, nous allons vous financer, mais seulement en échange de votre humiliation la plus totale. Nous ne vous financerons que si vous nous cédez le contrôle de vos affaires économiques, si vous nous déléguez toutes les décisions importantes, si vous privatisez des pans entiers de votre économie, y compris ceux que vous considérez comme cardinaux pour votre existence, comme vos ressources minières, par exemple. Nous ne vous financerons que si vous acceptez des baisses de salaire, de retraite et une diminution des prestations sociales. » La pilule est amère, car le FMI a été créé après la Seconde Guerre mondiale avec le mandat extrêmement clair d'éviter la rigueur des sanctions économiques qui

avaient nourri l'immense ressentiment de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Pourtant, il a eu une part active dans le processus qui a amené les partis néofascistes à gagner du terrain en Grèce, en Belgique, en France, en Hongrie, en Slovaquie, et dans tant d'autres pays. Notre système financier actuel engendre l'humiliation économique, et il produit exactement les effets que l'économiste et diplomate John Maynard Keynes nous avait sommés d'éviter il y a un siècle. À l'époque, dans l'hypothèse de sanctions économiques trop sévères imposées à l'Allemagne, il écrivait : « [L]a revanche, nous pouvons le prédire, ne se fera pas attendre. »

Je peux comprendre qu'on ait une envie folle de réduire l'élection de Trump à une ou deux causes. L'interpréter comme l'expression de ce qu'il y a de pire aux États-Unis, du pire qui a toujours été là en arrière-plan, et a été projeté sur le devant de la scène dès l'arrivée d'un démagogue qui a prétendu mettre bas les masques. L'interpréter comme un problème de race, surtout, l'expression d'une colère sourde devant les privilèges perdus des Blancs. Ou tout mettre sur le compte de la haine des femmes, le fait même qu'Hillary Clinton ait pu se faire battre par un personnage aussi inculte et odieux que Trump demeure pour de nombreuses femmes une blessure qui refuse de cicatriser.

Mais ce genre de simplification ne nous enseigne pas ce qu'il faut faire pour l'emporter aujourd'hui ou la prochaine fois. Si nous ne sommes pas curieux de comprendre comment tous ces éléments (race, genre, classe, économie, histoire, culture, etc.) se sont interpénétrés pour produire la crise actuelle, au mieux, nous resterons coincés là où nous en étions avant la victoire de Trump. Et on n'y est guère en terrain sûr.

Parce qu'avant Trump, nous évoluions déjà dans une culture qui traitait les gens et la planète comme des déchets. Un système qui soutirait toute une vie de labeur aux travailleurs pour ensuite se débarrasser d'eux sans qu'ils disposent d'aucune protection. Un système qui traitait des millions d'exclus du système économique comme de la racaille à jeter en prison. Un système qui considérait le gouvernement comme une ressource à exploiter pour le profit des riches, et ne laissait que ruines. Un système qui traitait la terre, l'eau et l'air à peine mieux qu'un égout sans fond.

L'absence d'amour comme principe politique

Le philosophe Cornel West a écrit que « la justice est la face publique de l'amour ». Je pense souvent que le néolibéralisme est la face publique de l'absence d'amour. Comme si des générations d'enfants, en grande majorité de

couleur, étaient élevées dans un paysage indifférent. Ce sont les écoles de Detroit infestées de rats. Ce sont les canalisations d'eau en plomb qui empoisonnent les jeunes cerveaux à Flint[8]. Ce sont les prêts hypothécaires saisis sur des maisons en carton. Ce sont les hôpitaux exsangues aux allures de prisons – et les prisons bondées qui sont l'enfer sur terre. C'est saccager la beauté du monde comme si elle n'avait aucune valeur. Ce sont, à l'image de Trump lui-même, la cupidité et l'insouciance incarnées.

Si notre modèle économique mondial laisse tomber la grande majorité des gens, il ne le fait pas de la même manière pour tous. La haine que Trump et son équipe vouent aux plus vulnérables n'est pas étrangère à son coup d'État, fomenté par les grandes corporations, au pillage économique en règle qu'il orchestre pour le compte des ultra-riches : la première permet le second. Toute la bassesse que Trump affiche quand il s'agit de race ou de genre est au service d'un ensemble précis d'objectifs extrêmement rentables. La haine fondée sur l'identité a toujours servi un tel dessein depuis que le monde est monde. Heureusement, les mouvements populaires, qui se développent si vite à notre époque – du mouvement contre la violence envers les femmes à Movement for Black Lives (mouvement pour les vies des Noirs) ; des travailleurs revendiquant un salaire décent aux mouvements pour les droits des peuples autochtones et pour la justice climatique –, refusent d'avoir un prisme d'analyse unique. Ils ont adopté le cadre d'analyse de l'« intersectionnalité », concept élaboré par Kimberlé Williams Crenshaw, féministe et avocate des droits civiques, qui permet d'examiner comment les dynamiques sociales – race, genre, revenu, sexualité, capacité physique, statut des immigrés, langue, etc. – se recoupent et s'ajoutent au sein d'une existence humaine, tout comme dans les structures de pouvoir.

Le gouvernement Trump estime sans doute qu'il n'a pas à choisir. Il renforce la loi et l'ordre, attaque les droits génésiques des femmes, intensifie les conflits à l'étranger, fait des immigrés des boucs émissaires, relance la ruée vers les combustibles fossiles, et dérégule l'économie dans l'intérêt des ultra-riches. Il avance sur tous ces fronts (et d'autres encore) en même temps : ce sont les différentes facettes d'un projet singulier qu'il a martelé : « *Make America great again* » (rendre à l'Amérique sa grandeur). C'est pourquoi toute force d'opposition qui veut sérieusement contrer Trump, ou toute autre force d'extrême droite dans le monde, doit s'atteler à la tâche de construire un nouveau récit. Le récit de ce qui nous a conduits là où nous en sommes, en un moment aussi périlleux. Un récit convaincant sur le rôle que joue la politique de la division et de la séparation. Les divisions de race. Les divisions de classe. Les divisions de genre. Les divisions de citoyenneté.

Et enfin, la division si fallacieuse entre l'être humain et la nature.

Alors, et alors seulement, il deviendra possible de nous rassembler pour construire le monde que nous voulons.

---

1 *Bernie Bros*, les grandes gueules de Bernie (*bros*, un diminutif de *brothers*, renvoie ici aux membres des fraternités étudiantes réputés pour leur manque de délicatesse). Une étiquette accolée aux supporters de Bernie Sanders les plus zélés sur les réseaux sociaux.

2 *Hillary Bots*, les bots informatiques d'Hillary, comme ces logiciels utilisés par différents camps pendant des élections pour inonder les réseaux sociaux de messages pernicieux.

3 Le signal lumineux qui apparaît dans le ciel de Gotham quand la police appelle Batman à la rescousse.

4 Une organisation américaine de défense des droits civiques qui surveille les groupes de propagande haineuse dans leur ensemble.

5 En anglais « *Trumped-up trickle-down economics* ». Hillary Clinton fait un jeu de mot avec le nom Trump pour critiquer à la fois son adversaire et la théorie néolibérale du ruissellement (*trickle-down economics*). « *Trumped up* » signifie faussement exagéré, faussement monté.

6 Cet ensemble de règlements et de lois, instauré par les États du Sud en 1876 après la guerre de Sécession et l'abolition de l'esclavage, a mis en place un nouvel ordre social fondé sur la ségrégation raciale. Les lois Jim Crow ont été appliquées jusqu'en 1964.

7 L'appellation *sanctuary city*, aux États-Unis et au Canada, désigne des villes qui proclament leur autonomie par rapport à l'État pour mettre en œuvre une politique de protection des immigrants.

8 Flint, ville du Michigan où des citoyens ont entamé une procédure judiciaire collective parce que l'eau potable était contaminée au plomb, et où 40 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

Chapitre 6

La politique a horreur du vide

Les premiers mois de la présidence de Trump n'ont pas été sans bavures : du sommet secret à Mar-a-Lago sur les missiles balistiques aux tweets hargneux vitupérant contre une chaîne de grands magasins, les exemples ne manquent pas. Mais, du point de vue d'un opposant de Trump, il est difficile de faire pire que ce qui s'est passé le premier jour de son mandat, le lundi suivant l'investiture. Ce jour-là, un groupe de responsables syndicaux paradent devant la Maison-Blanche, puis devant des caméras qui les attendent, et finissent par déclarer leur allégeance au nouveau président.

Sean McGarvey, président de North America's Building Trades Unions (syndicats nord-américains des métiers de la construction), rapportera que Trump avait organisé une visite guidée du Bureau ovale pour les délégués d'une demi-douzaine de syndicats et leur avait manifesté un respect « tout à fait incroyable ». Doug McCarron, président de la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers, se montre encore plus élogieux. Il salue le discours d'investiture – presque unanimement qualifié de long tweet parlé et agressif –, comme un « grand moment pour les travailleurs et les travailleuses ».

La scène était presque insoutenable. Trump avait déjà déclaré la guerre aux travailleurs les plus vulnérables de l'économie américaine et prévu des coupes budgétaires si draconiennes qu'elles allaient provoquer des licenciements massifs dans le secteur public, notamment chez les chauffeurs de bus. Alors pourquoi ces dirigeants syndicaux, qui représentent environ un quart de tous les travailleurs syndiqués des États-Unis, rompaient-ils avec le principe le plus sacré de leur mouvement, la solidarité ? Les syndicats en question étaient presque tous restés fidèles aux démocrates depuis des décennies. Pourquoi choisir ce moment précis pour encenser Donald Trump, alors que tant de gens subissaient les affres de la crise ?

Eh bien, ils déclarèrent avoir pactisé avec le diable pour ses projets énergétiques – vous savez, les pipelines... Et pour ses promesses

d’investissement dans les infrastructures (bien qu’il n’y ait eu aucune déclaration à ce sujet, peut-être leur a-t-on fait miroiter la perspective réconfortante d’un mur à construire à la frontière mexicaine, évalué à 21 milliards de dollars). Mais ce qui a fait pencher la balance, ils ont été clairs sur ce point, c’est qu’un président revienne enfin sur les traités de libre-échange.

De fait, sur ce front-là, Trump ne perdait pas de temps. Le jour même, juste avant sa rencontre avec la délégation syndicale, il avait signé l’acte de retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP), un accord commercial entre 12 pays d’Asie-Pacifique, qu’il avait fustigé pendant toute la campagne et qualifié de « viol de notre pays ». Au moment de signer ce retrait, Trump avait déclaré : « C’est une grande chose pour le travailleur américain. »

Dans les semaines qui suivirent, quelques personnes m’écrivirent pour me demander si, en définitive, tout cela ne représentait pas le bon côté de la présidence de Trump. Au fond, ce n’était peut-être pas plus mal que les accords commerciaux tant critiqués par la gauche depuis des décennies fussent passés sur le billot ou, comme l’Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), sur le point d’être renégociés pour « relocaliser des emplois » aux États-Unis. Je peux comprendre qu’on cherche à trouver quelques aspects positifs au chaos permanent qui règne à la Maison-Blanche. Mais les projets d’échanges commerciaux de Trump n’en font pas partie.

Tout cela me rappelle les faucons libéraux qui soutinrent l’intervention de George W. Bush en Irak, au motif que cette guerre répondait à leur désir profond de libérer les Irakiens de Saddam Hussein – le fameux argument de l’« intervention humanitaire ». Rien dans les antécédents de Bush et de Cheney, ni dans leur vision du monde, ne pouvait laisser supposer un instant qu’il y eût quoi que ce soit de démocratique ou d’humanitaire dans l’invasion et l’occupation de l’Irak. En outre, il ne fait aucun doute que, pour les militaires américains et leurs sous-traitants privés, et pour quelques profiteurs de guerre incontrôlables, l’occupation devint très vite l’occasion de tuer et de torturer. De la même manière, on est en droit de se demander : qu’est-ce qui, dans les antécédents de Trump, sa façon de traiter ses employés, ses nominations, les mesures qu’il met en place pour les grandes entreprises, pourrait un instant laisser supposer que sa négociation des accords commerciaux ou la « relocalisation des emplois » puissent en quoi que ce soit servir les intérêts des salariés ou de l’environnement ?

Au lieu d’espérer que Trump se transforme comme par magie en Bernie Sanders et puisse défendre loyalement des gens avec lesquels il n’a aucun lien, il vaudrait mieux se demander avant tout comment une bande de ploutocrates impénitents a été capable, tout en affichant un mépris évident des principes

démocratiques, de détourner à son avantage la règlementation des échanges commerciaux.

Trump a fait des accords commerciaux son cheval de bataille pour deux raisons. D'abord, parce que le jour et le lieu (la Maison-Blanche) lui ont offert une occasion en or pour voler des voix aux démocrates. Le journaliste conservateur Charles Krauthammer, difficilement suspecté de sympathie syndicale, déclara sur Fox News que le sommet intime de Trump avec les syndicats était « une filouterie politique de haut vol ».

Ensuite, Trump, qui nourrit une confiance aveugle en ses dons exceptionnels pour les relations publiques, a déclaré qu'il était capable de négocier de meilleurs accords que ses prédécesseurs. Mais voilà le piège : par « meilleurs », il ne signifie pas meilleurs pour les travailleurs syndiqués, ni meilleurs pour l'environnement. Il entend ce mot dans un seul sens : meilleurs pour lui-même et son empire commercial, meilleurs pour les banquiers et les cadres des compagnies pétrolières qui composent son gouvernement. En d'autres termes, si Trump parvient à ses fins, les règles du commerce international vont se durcir pour les gens ordinaires, aux États-Unis et dans le monde entier.

Il suffit de revenir un instant sur ce que Trump a fait depuis sa prise de fonction. Il flatte les responsables syndicaux en leur offrant une visite privée et, le jour même, il rencontre les chefs d'entreprises et leur annonce qu'il s'apprête à supprimer 75 % de la règlementation et à proposer une baisse de l'impôt sur les sociétés de 35 % à 15 %. Ce sont les travailleurs qui vont payer pour des mesures de ce genre. Sans règlementations, les conditions de travail deviennent plus dangereuses, les risques professionnels et les accidents augmentent. Qui plus est, ce sont le plus souvent les travailleurs qui ont recours aux services dont la suppression finance les baisses d'impôts des riches. Trump a déjà renié sa promesse de s'assurer que le pipeline Keystone XL serait construit à partir de l'acier américain. C'est là un signe clair de la profondeur de son engagement à « acheter américain, embaucher américain ».

Le retour des industries repose sur la réduction de la plupart des avantages obtenus par les syndicats au cours du siècle dernier, y compris ce qui reste du droit, si fondamental aux États-Unis, de la négociation collective. Bien des gens dans l'entourage de Trump ont pesé de tout leur poids pour freiner la syndicalisation (contre-pouvoir de l'entreprise et force électorale), en particulier avec la loi dite de « droit au travail » (*Right-to-work*), et les républicains étant majoritaires à la Chambre des représentants comme au Sénat, cette priorité demeure à l'ordre du jour.

La longue liste des cadeaux que le gouvernement a déjà faits à l'Amérique des grandes entreprises ne ment pas : quand Trump dit « rendre à l'Amérique sa grandeur » en faisant revivre l'industrie, traduisez « faire revivre l'industrie grâce à une main-d'œuvre bon marché » (*Make American manufacturing cheap again*). Sans toutes ces règlementations encombrantes, avec une fiscalité très avantageuse pour les entreprises et à l'aide d'une offensive tous azimuts contre la protection de l'environnement. Du coup, le salaire des travailleurs américains pourra bientôt concurrencer celui des travailleurs de pays comme le Mexique, où la main-d'œuvre ne coûte presque rien.

Trump nous dit tout ce que nous devons savoir de sa position sur les travailleurs quand il nomme d'abord Andrew Puzder à la tête du département du Travail, chargé spécifiquement de protéger la main-d'œuvre américaine. Cette nomination n'aboutira finalement pas, mais on peut l'appréhender comme le marqueur indéniable de ses intentions. Puzder est le PDG d'un empire de la restauration, qui comprend les chaînes de restauration rapide Hardee's et Carl's Jr., et généralement considéré comme l'un des employeurs les plus abusifs du pays. Son entreprise et ses franchisés ont fait l'objet de dizaines de poursuites (pour non-paiement d'heures supplémentaires et autres travaux), qui leur ont coûté des millions de dollars. C'est ce qui s'appelle du vol de salaires. Puzder est aussi bien connu pour ses considérations sur les mérites comparés des machines et des humains : « Elles ne prennent jamais de vacances, ne sont jamais en retard, ne font jamais de chutes accidentelles, elle ne portent jamais plainte pour discrimination fondée sur l'âge, le sexe ou la race », déclare-t-il à *Business Insider*. Ça a le mérite d'être clair. Le chef de la minorité au Sénat, Charles Schumer, a déclaré que Puzder, qui pèse environ 45 millions de dollars, est « sans doute le plus anti-travailleur » de tous les ministres de l'histoire du pays. Si Trump admire autant Puzder, on peut imaginer par quel moyen il compte relocaliser l'industrie ou éviter qu'elle ne se délocalise : la suppression des droits, des salaires et des mesures de protection de la main-d'œuvre – au final, le travail en usine ressemblera à s'y méprendre au travail chez Hardee's sous la férule d'Andrew Puzder. Autrement dit, c'est prendre aux plus faibles pour favoriser ceux qui sont déjà outrageusement riches. Encore et toujours.

Nous sommes très loin du bon côté des choses. Nous approchons le stade ultime de ce qu'ont toujours redouté les détracteurs des accords commerciaux taillés sur mesure pour les grandes entreprises : le nivellement par le bas.

Oui, on peut empirer un mauvais accord commercial

Trump n'a pas l'intention de supprimer les articles des accords commerciaux les plus défavorables aux travailleurs, ceux par exemple qui entravent la production locale pour favoriser la production étrangère. Ou ceux qui permettent aux grandes entreprises de poursuivre les gouvernements nationaux si ces derniers adoptent des lois – y compris des lois en faveur de la création d'emplois et de la protection salariale – qui pourraient nuire à leurs profits.

Contrairement à une certaine promesse de campagne – la pénalisation des sociétés qui délocaliseraient leur production hors des États-Unis –, les entreprises qui délocalisent leur production offshore, telle l'industrie fossile, vont même bénéficier de protections. Je ne spécule en rien. Deux mois à peine après le début de ce mandat, un document a fait l'objet d'une fuite : un brouillon de note gouvernementale adressée au Congrès évoquant une renégociation de l'ALENA. D'après une analyse de Global Trade Watch (GTW, surveillance du commerce mondial), une division de l'ONG Public Citizen, le gouvernement a l'intention de reprendre les pires éléments du PTP et de les intégrer dans l'ALENA, ou de les renforcer le cas échéant, sans même avoir pris soin d'éliminer tout ce qui empêche les États-Unis d'appliquer les règles du « Acheter américain ». Comme le remarque Lori Wallach, directrice de GTW : « C'est un coup de poing dans la figure de ceux qui croyaient en la promesse de Trump de faire de l'ALENA "un bien meilleur accord pour les travailleurs". » Les accords commerciaux protègent farouchement les brevets et les marques commerciales, empêchant par là même les pauvres d'accéder aux médicaments vitaux et à des technologies indispensables. L'empire Trump repose avant tout sur la possession de marques et de licences, et sur leur protection féroce. Dans ces conditions, les accords sur la propriété intellectuelle ne s'assoupliront pas. Ils deviendront toujours plus coercitifs.

Les intentions de Trump sont limpides : il suffit de voir sur qui s'est porté son choix pour diriger les négociations commerciales. Son secrétaire d'État au Commerce est Wilbur Ross, un ancien banquier milliardaire, spécialiste du capital-risque. Il a fait fortune en reprenant des entreprises qu'il a soumises à des plans de restructuration. Et il a presque invariablement amélioré leur rentabilité en licenciant les employés et en délocalisant la production dans des régions du monde à bas coûts. En 2004, par exemple, il rachète Cone Mills Corporation, spécialisée dans le textile. En moins de dix ans de restructuration, de fusions et d'externalisation, la main-d'œuvre américaine de l'usine de Caroline du Nord est passée de 1 000 employés à 300, tandis que Ross a augmenté la production en Chine et au Mexique.

Confier le portefeuille du commerce à un PDG comme Ross est une illustration supplémentaire du coup d'État des grandes corporations et met fin à

l'illusion de la neutralité du médiateur gouvernemental. Et c'est donner carte blanche aux grandes sociétés pour achever la liquidation de tout ce qui a trait à la sphère publique et à l'intérêt général.

Si ce programme est mis en œuvre, les travailleurs aux États-Unis seront moins protégés que jamais dans l'histoire depuis le cauchemar dickensien du *Gilded Age*[1].

Cependant, la résistance s'organise. Andrew Puzder a été contraint de se retirer de son poste de secrétaire au Travail, en partie à cause d'une vague de protestation lancée par des employés de la restauration dans tout le pays. Et quand Trump a été invité à prononcer un discours devant 2 000 membres des North America's Building Trades Unions, la fédération syndicale qui avait chanté ses louanges à la Maison-Blanche, un groupe de travailleurs a protesté contre la complaisance de leur direction envers le « milliardaire-en-chef ». Lorsque Trump a pris la parole devant une salle pleine à craquer, ils se sont levés, lui ont tourné le dos et ont brandi des pancartes où l'on pouvait lire #RESIST – jusqu'à ce que la sécurité les oblige à sortir.

Tous les syndicats ne se sont pas laissés prendre au bluff de Trump sur les échanges commerciaux. La majorité de leurs responsables, en particulier ceux qui représentent une main-d'œuvre multiraciale – le National Nurses United (le plus important syndicat d'infirmiers et d'infirmières), les syndicats de travailleurs du transport public et le Service Employees International Union (SEIU, union internationale des employés de service) – ont compris que Trump représente un danger mortel pour leur mouvement, et s'organisent en conséquence. Et malgré tout, notre question initiale demeure : comment cette posture si manifestement absurde de Trump en champion du travailleur peut-elle trouver un public ? Qui plus est un public composé d'une partie non négligeable du mouvement syndical américain ?

Une bonne partie de la réponse tient dans l'abandon par les progressistes de ce champ de bataille politique à la droite.

Souvenirs d'un grand mouvement international

Au début des années 1990, un mouvement international dont j'étais partie prenante lançait un cri d'alarme : les accords de libre-échange contrôlés par les grandes entreprises et le modèle de commerce mondial, qu'ils promouvaient de manière accélérée, débouchaient sur une spoliation des populations et une destruction de l'environnement qui deviendraient rapidement intenables. Ce mouvement rassemblait des personnes de toutes générations, dans des dizaines

de pays et dans tous les secteurs. Il rassemblait des organismes à but non lucratif, des anarchistes radicaux, des communautés autochtones, des Églises, des syndicats, *etc*. C'était désordonné, incohérent sur le plan idéologique, imparfait, mais c'était aussi vaste et, pendant un moment, assez puissant pour enregistrer quelques victoires de taille.

Ce mouvement a bien failli devenir la grande coalition citoyenne – qui nous manque si cruellement aujourd'hui – contre la droite pseudo-populiste. Et il nous serait peut-être utile de revenir à présent sur son expansion et son déclin. Parce que si nous avions alors été capables de traduire le pouvoir de la rue en victoires politiques, il aurait été inenvisageable que Trump et son gouvernement de patrons instrumentalisent la rage contre les injustices du commerce international et se posent en défenseurs du « commerce équitable ». À la fin des années 1990 et jusqu'au début des années 2000, de Londres à Gênes, de Mumbai à Buenos Aires, de Québec à Miami, pas une réunion au sommet des promoteurs de l'économie néolibérale ne s'est tenue sans contre-manifestations. C'est ce qui s'est produit à Seattle en 1999 pendant le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où les protestataires ont mis la ville en état de siège et fait dérailler les rencontres. C'est ce qui s'est produit quelques mois plus tard, à la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Washington DC, puis lors des différents sommets censés mettre en place la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), un accord qui se serait étendu de l'Alaska à la Terre de Feu. Le mouvement était d'envergure. En juillet 2001, il y avait environ 300 000 personnes dans les rues de Gênes pour contester le sommet du G8.

Contrairement aux mouvements de droite ultra-nationalistes qui honnissent le « mondialisme », le nôtre s'affichait international et internationaliste, et se servait du jeune réseau internet pour s'organiser par-delà les frontières nationales, en ligne et face-à-face. Les accords commerciaux mondiaux creusaient les inégalités et pillaient la sphère publique : tel était notre constat commun pour exiger l'ouverture des frontières, la fin du brevetage industriel des médicaments et des semences, et l'accès des populations aux moyens techniques dont leur survie dépend. Et beaucoup plus de contrôle sur les grandes entreprises.

Fondamentalement, le mouvement aspirait à une vraie démocratie, de l'échelle locale à l'échelle mondiale, et faisait front contre ce que nous appelions « le règne des corporations ». C'est un cadre d'analyse plus pertinent que jamais. Nous n'étions pas contre les échanges. Les sociétés ont toujours échangé des marchandises de part et d'autre des frontières, et il en sera toujours ainsi. Nous étions farouchement opposés à la manière dont les institutions internationales se

servaient des accords commerciaux pour mondialiser des politiques extrêmement rentables pour un petit groupe de joueurs, les grandes entreprises, qui dévoraient ce qui jadis avait été des biens communs : les semences, le droit à l'eau, la santé publique, *etc.*

Une des premières batailles à illustrer ce qui était en jeu opposa la petite ville bolivienne de Cochabamba à une grande entreprise américaine, Bechtel. Dans une dynamique de privatisation généralisée des services municipaux boliviens, Bechtel avait obtenu le contrat de gestion de l'eau potable de la vallée de Cochabamba. La firme avait ainsi la mainmise sur toutes les ressources en eau de la région – il devint même illégal de recueillir l'eau de pluie sans autorisation spéciale – et elle augmenta les tarifs de l'eau. Les habitants de Cochabamba se révoltèrent, menèrent ce qu'on a appelé la « guerre de l'eau » et finirent par obtenir gain de cause : le gouvernement bolivien dénonça le contrat qui le liait à Betchel. Mais la multinationale décida de réagir et intenta un procès à l'État bolivien, réclamant 50 millions de dollars de dédommagements pour expropriation illicite et non-réalisation des profits anticipés. Le peuple, qui avait fait valoir ses droits démocratiques, s'est ainsi retrouvé sous le joug d'un arbitrage international. Voilà pourquoi la politique commerciale était pour nous le cœur même de la lutte opposant la démocratie à l'oligarchie.

Il suffit de considérer les premiers mois du mandat de Trump ou la façon dont il s'est entouré pour comprendre qu'il ne va pas inverser ces tendances, mais les accentuer.

Syndicats et écolos – enfin ensemble !

Nous étions inquiets de voir ces accords entraîner des pertes d'emplois absolument catastrophiques, laissant derrière eux des zones industrielles désaffectées (*rust belts*[2]) de Detroit à Buenos Aires, tandis que des entreprises comme Ford et Toyota cherchaient où aller produire toujours moins cher. Mais, pour l'essentiel, notre opposition n'était pas fondée sur un protectionnisme à la Trump. Pour nous, il fallait stopper ce qui déjà apparaissait comme un nivellement par le bas, un nouvel ordre mondial qui avait des effets négatifs sur les travailleurs et sur l'environnement. Nous plaidions pour un modèle d'échanges commerciaux qui aurait comme impératif premier de protéger les populations et la planète. C'était crucial à l'époque, aujourd'hui c'est vital.

Le mouvement commençait même à remporter quelques victoires. Nous avions contribué à l'échec du projet de la ZLÉA. Nous avions paralysé les négociations de l'OMC. Nous avions contraint la Banque mondiale et le FMI à

ne plus parler ouvertement d'« ajustements structurels », qui sous-entendent d'imposer le néolibéralisme aux pays pauvres.

En y regardant bien, nous avons gagné quand nous avons cessé de nous polariser sur nos différences, quand nous nous sommes entendus par-delà la diversité des secteurs en jeu, par-delà les frontières nationales, pour servir un objectif commun. Les querelles sur les tactiques n'ont jamais cessé, et les désaccords entre les écologistes et les syndicalistes se perpétuent aujourd'hui. Pourtant, dans les rues de Seattle, on a vu marcher côte à côte des syndicalistes comme les Teamsters (un syndicat de camionneurs) et des écologistes, sous la même bannière : « Syndicats et écolos, enfin ensemble[3] ! »

On est très loin des responsables syndicaux qui ont acclamé Trump sur le perron de la Maison-Blanche.

Balayés par le choc

Mais alors que s'est-il passé ?

En bref, un choc. Les attaques du 11 septembre 2001 et toute la période de ce qu'on a appelé la « guerre contre le terrorisme » ont pratiquement fait disparaître notre mouvement de la carte de l'Amérique du Nord et de celle de l'Europe. Et c'est à partir de ce moment-là que j'ai commencé à travailler sur une question qui m'occupe encore : quels usages (et quels mésusages) politiques fait-on des crises ?

Le mouvement n'a jamais complètement disparu, et bien des organisations, bien des gens ont continué à alerter l'opinion sur l'injustice de certains nouveaux accords commerciaux. En Amérique latine, les forces d'opposition sont arrivées au pouvoir dans des pays comme la Bolivie ou l'Équateur et ont mis en place leurs propres réseaux de « commerce équitable ». Mais au Nord, le mouvement a cessé rapidement d'être ce qu'il avait été, un mouvement de masse incontournable, capable de changer la donne dans des dizaines de pays. Après septembre 2001, les attaques des politiciens et des médias déferleront, amalgamant le chahut de nos manifestations contre les grandes entreprises (bien sûr, il y a eu des échauffourées avec la police et des vitrines cassées) et les désaxés qui ont organisé les attaques contre le World Trade Center. C'était une comparaison ignoble et totalement infondée. Mais le mal était fait.

Notre mouvement avait toujours été une sorte de grand chapiteau, un « mouvement de mouvements », comme nous l'appelions (une expression qui revenait dans notre lexique). Mais après le 11-Septembre, de grands pans de la coalition ont été piégés par la rhétorique du « avec nous ou avec les terroristes ».

Les ONG dépendantes de grandes fondations craignirent de perdre leurs subsides et se retirèrent, ainsi que certains syndicats importants. Du jour au lendemain, les uns et les autres s'en retournèrent à leur mode de fonctionnement en vase clos, et cette alliance intersectorielle formidable (quoiqu'imparfaite), qui avait amené tant de gens différents à se rassembler en faveur de la démocratie, disparut presque complètement. Désormais, Trump et les partis d'extrême droite en Europe avaient le champ libre. Ils exploitèrent la colère (justifiée) des gens contre des institutions transnationales devenues incontrôlables, puisqu'elles n'avaient plus de comptes à rendre à personne. Et ils orientèrent cette colère contre les immigrés, les musulmans et contre toutes les cibles faciles. Ils firent évoluer leur projet d'État-entreprise dans des eaux nouvelles et inexplorées.

De nombreux militants sont restés actifs pendant cette période et se sont joints à d'autres grandes coalitions, focalisées sur un objectif plutôt tactique : « Vaincre Bush » ou « Non à la guerre ». Nous avions perdu le fil d'une analyse approfondie des forces économiques mondiales contre lesquelles nous luttions tous, quels que soient les partis au pouvoir.

Quand Trump et le vide se rencontrent

Cette mémoire des luttes est importante, car on risque fort aujourd'hui de commettre les mêmes erreurs. L'erreur de se rassembler autour de revendications au plus petit dénominateur commun, du genre « Destituons Trump » ou « Élisons les démocrates » et, partant, de perdre de vue les conditions et les politiques qui ont permis la montée de Trump et entretenu celle des partis d'extrême droite partout dans le monde. Depuis les années Bush, c'est une certitude : dire non ne suffit plus.

Je n'oublierai jamais que quelques jours à peine après les attaques du 11 septembre 2001, le *National Post*, un quotidien canadien conservateur, titrait un article : « Anti-Globalization Is So Yesterday » (l'anti-mondialisation, c'est vraiment dépassé). Les conservateurs n'avaient qu'une hâte : enterrer notre mouvement. Mais ils se trompaient sur toute la ligne, il n'y a rien de « dépassé » dans notre cri d'alerte. La souffrance et les bouleversements ne se sont pas évaporés parce que les médias ont décidé que l'heure était venue de ne parler que de terrorisme 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Au contraire, les crises se sont aggravées, et elles obligent des millions de personnes à tout quitter pour partir en quête d'une vie meilleure. Une étude effectuée en 2017 par le Center for Economic and Policy Research (CEPR, centre de recherches économiques et politiques) révèle que le taux de pauvreté

au Mexique a augmenté depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994 : il y a 20 millions de pauvres supplémentaires, qui ne voient pas d'autre issue que d'émigrer vers les États-Unis. Pendant ce temps-là, en Amérique du Nord et en Europe, l'exaspération des travailleurs blancs monte, parce qu'ils ne sont toujours pas entendus. C'est ce qui fait que des démagogues comme Trump ont le champ libre, qu'ils peuvent intervenir en tenant à distance la colère des travailleurs – loin des ploutocrates comme eux, loin de ceux qui ont siphonné toutes les possibilités de sous-traitance qu'offrent les traités commerciaux – et en la dirigeant vers les migrants mexicains, victimes de ces mêmes traités désastreux qui ont dépeuplé leurs communautés.

C'est ce champ libre que la campagne du Brexit s'est arrogé, avec le slogan « *Take back control !* » (reprenons les commandes). En France, Marine Le Pen, du Front national (FN), s'adresse à la même colère quand elle dit aux foules que la mondialisation, c'est « faire fabriquer par des esclaves pour vendre à des chômeurs ». Partout dans le monde, les forces d'extrême droite gagnent du terrain en utilisant le levier d'un nationalisme nostalgique, en récupérant la colère qu'ont engendrée certaines bureaucraties économiques lointaines – Washington, l'ALENA, l'OMC ou l'Union européenne –, tout cela mâtiné de racisme et de xénophobie. En fustigeant les immigrés, en diabolisant les musulmans, en déconsidérant les femmes, ces forces donnent l'illusion qu'elles maîtrisent la situation. Un cocktail toxique qu'on aurait pu éviter.

C'est bien sûr à la gauche de s'opposer à la férocité d'un système conçu par et pour les plus riches de la Terre. Mais regardons en face l'amère vérité : après le 11-Septembre, une bonne partie du camp progressiste a pris peur, laissant le champ libre aux populismes économiques et à tous leurs abus. La politique a horreur du vide ; si vous ne le comblez pas par de l'espoir, d'autres se chargeront d'y mettre de la peur.

Une bonne nouvelle, cependant : la coalition anti-libre-échange commence à revivre depuis quelques années, en particulier en Allemagne, en France, en Belgique. Récemment, syndicats et écologistes se sont ralliés pour s'opposer à des accords commerciaux avec le Canada et les États-Unis. Entretemps, Bernie Sanders a vertement critiqué le PTP : « C'est un élément du nivellement par le bas mondial qui cherche à gonfler les profits des grandes firmes et de Wall Street en externalisant les emplois, en laminant les droits des travailleurs, en détruisant la main-d'œuvre, l'environnement, le système de santé et la sécurité alimentaire, les régulations financières, et enfin en permettant aux entreprises de défier nos lois devant des tribunaux internationaux plutôt que dans le cadre de notre système judiciaire. »

Si Sanders avait fait campagne contre Trump avec un tel message, il aurait sans doute pu réduire la part de travailleurs blancs et latinos qui ont fini par voter pour les républicains en 2016. Mais ce n'est pas Sanders qui a fait campagne contre Trump, c'est Hillary Clinton. Et avec sa trajectoire personnelle, son soutien aux accords commerciaux néolibéraux, son expérience de négociatrice de ces mêmes traités, elle n'avait aucune crédibilité : chaque fois qu'elle s'est hasardée à critiquer ces traités, elle a été taxée de politicienne opportuniste.

Céder le terrain du populisme est dangereux

Lassés des trahisons, certains ont renoncé aux partis centristes et ils ont voté pour de prétendus « *outsiders* », des « insurgés » comme Trump. Et il y a ceux qui ont baissé les bras, plus nombreux encore. Ils sont restés chez eux pendant les élections, désengagés de la politique, convaincus que tout le système électoral était faussé et qu'il ne leur permettrait jamais d'améliorer leur situation. Ce phénomène a été des plus manifestes en 2016 quand, malgré une couverture médiatique maximale de la campagne, malgré la présence dans la course d'un flamboyant et dangereux démagogue, et malgré l'occasion historique de faire élire une femme pour la première fois, près de 90 millions d'Américains en âge de voter ont haussé les épaules et sont restés chez eux. Bien plus nombreux sont ceux qui ont décidé de ne pas voter (environ 40 %) que ceux qui ont donné leur voix à Hillary Clinton ou à Donald Trump – ils ont récolté chacun environ 25 % du total des voix des électeurs admissibles. Soit un décrochage démocratique massif.

Ce qui nous ramène aux responsables syndicaux de la Maison-Blanche. Oui, il s'agissait bien d'un pacte avec le diable. Mais le simple fait que ces dirigeants syndicaux soient prêts à s'aligner avec un gouvernement aussi rétrograde que celui de Trump dénote le désintérêt et le mépris systémiques pour les travailleurs qui caractérisent le Parti démocrate comme le Parti républicain depuis des décennies.

Non, Oprah et Zuckerberg ne nous sauveront pas

Le chemin de Trump vers la Maison-Blanche a été partiellement pavé par deux hommes que beaucoup de progressistes américains vénèrent, Bill Clinton et Bill Gates. Cela peut sembler paradoxal et mérite sûrement quelques explications.

Donald Trump s'est levé et a proclamé à la face du monde que sa seule

compétence pour être président tenait en trois mots : « Je suis riche. » En réalité, il a littéralement dit : « Ce qui fait partie de mon charme, c'est que je suis très riche. » Il se dit « très intelligent », supérieur même, à tous égards, et pour preuve, sa fortune. Comme si le fait d'avoir accumulé autant d'argent (combien, on ne le sait pas) lui conférait des pouvoirs magiques susceptibles de compenser son manque total d'expérience politique et de connaissance élémentaire de la gouvernance, ou de l'histoire. Une fois en exercice, il a étendu cette logique aux autres membres du club des ultra-riches, nommant dans son gouvernement des individus dont la seule qualification pour le service public était une immense fortune, dont souvent ils avaient hérité.

En fait, Trump a surtout étendu la formule « richesse = pouvoirs magiques » aux membres de sa dynastie, confiant à son gendre Jared Kushner (un promoteur immobilier multimillionnaire de naissance) un portefeuille de responsabilités si lourdes que c'en est vite devenu un sujet de plaisanterie dans les médias. Énumérant la somme de ses missions – négocier la paix au Moyen-Orient, planifier le sommet de Mar-a-Lago avec la Chine, surveiller les activités américaines en Irak, ordonner les frappes de drones sur le Yémen, faire évoluer le fonctionnement gouvernemental vers un modèle de fonctionnement entrepreneurial –, le chroniqueur du *New York Times* Frank Bruni a fini par se demander : « Pourquoi ne pas lui faire tailler une cape rouge, enfiler un collant, lui mettre un grand S sur la poitrine et s'en débarrasser comme ça ? Tiens donc ! SuperJared s'est envolé. »

Il serait rassurant de pouvoir inoculer le complexe du milliardaire-qui-va-sauver-le-monde dans le cerveau Twitter-*addict* de Trump ou de ses conseillers à la Heritage Foundation[4], dignes héritiers d'Ayn Rand[5] et de son culte de la « libre entreprise », et de tous ces grands hommes qui ont accompli tant de grandes choses. Mais le fait est que Trump et Kushner ne sont pas les premiers à imaginer que leur fortune immense leur confère des super-pouvoirs à la Marvel Comics[6] ; ni les premiers qu'on encourage à persévérer dans leurs illusions.

Depuis vingt ans maintenant, les élites libérales comptent sur la classe des milliardaires pour résoudre des problèmes qui se réglaient jadis par l'action politique et grâce à un secteur public fort. Ce qu'on appelle parfois le « philanthro-capitalisme ». On ne considère plus certains PDG milliardaires, certaines célébrités dont Bill Gates, Richard Branson, Michael Bloomberg, Mark Zuckerberg, Oprah et (pour une raison quelconque) toujours Bono[7] comme des personnes normales, douées dans leurs domaines respectifs et particulièrement habiles pour gagner beaucoup d'argent. On les voit désormais comme des demi-dieux. En 2011, *Business Insider* titrait un de ses articles : « 10 Ways Bill Gates

Is Saving the World » (les dix façons dont Bill Gates sauve le monde), un condensé parfait des pouvoirs et des responsabilités énormes qui sont délégués à cette petite clique et à ses fondations caritatives, et de toutes les projections dont elles sont l'objet.

À elle seule, la fondation Gates représente 40 milliards de dollars, ce qui la place au premier rang des organisations caritatives du monde. Dans des secteurs-clés comme l'agriculture en Afrique, les maladies infectieuses et le système d'éducation aux États-Unis, ses pouvoirs rivalisent avec ceux de certaines agences importantes de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et du gouvernement américain. Et malgré cette capacité d'influence sans précédent, tout le monde sait que les travaux effectués par la fondation sont tenus secrets, que les décisions importantes sont prises exclusivement par Bill, sa femme Melinda, son père William Gates et par un ami multimilliardaire, Warren Buffett (un népotisme digne des Trump). Rappelons au passage que Bill Gates n'a pas toujours eu une réputation de sauveur du monde. Dans les années 1990, il était considéré comme un entrepreneur-voyou, connu pour exploiter ses employés, en passe de construire un monopole féroce dans l'industrie du logiciel. Puis, à la vitesse de l'éclair, il s'est réinventé un personnage de super-héros mondial, qui peut régler en un tournemain les crises sociales les plus complexes. Et peu importe que Gates ne connaisse rien aux secteurs en question ou que certaines solutions concoctées par sa fondation aient fini par avoir des impacts négatifs, contrairement aux effets d'annonce.

Gates et ses amis, les milliardaires-sauveurs-du-monde, appartiennent à ce qu'on connaît désormais sous le terme de « classe de Davos », du nom du sommet annuel du Forum économique mondial, qui se tient sur les hauteurs de Davos, en Suisse. On y retrouve tout le réseau hyper connecté des milliardaires de la banque et de la technologie, des politiciens élus qui sont très à l'aise avec ces magnats, et des vedettes hollywoodiennes qui parent le tout d'une touche insupportablement glamour. En 2017, par exemple, la chanteuse Shakira y a présenté l'association caritative qu'elle a fondée en Colombie, et le chef cuisinier Jamie Oliver son plan pour combattre le diabète et l'obésité. Gates, comme d'habitude en bonne place, a annoncé avec d'autres partenaires la création d'un nouveau fonds de 460 millions de dollars pour lutter contre la propagation des maladies infectieuses.

Le pouvoir de la classe de Davos a explosé dans les années 1990, à l'époque où le président américain Bill Clinton et le premier ministre anglais Tony Blair étaient membres du sommet. Et ils ont poursuivi leur engagement après avoir quitté leurs fonctions gouvernementales. La Fondation Clinton a créé la Clinton Global Initiative, une sorte de « Davos-sur-Hudson », avec tout un défilé

d’oligarques qui, au lieu de payer leurs impôts à un taux équitable, ont annoncé à renfort de tambours que leur grand cœur leur avait dicté de grands projets pour sauver le monde.

Pour bien des gens, la Fondation Clinton incarne la fusion officielle du Parti démocrate, le parti traditionnel des travailleurs et des syndicats, avec les plus gros intérêts financiers au monde. Et sa mission se résume aisément : il y a tant de fonds privés qui végètent un peu partout sur la planète, que tout problème, quelle que soit son ampleur, peut se résoudre en convainquant les ultra-riches d’utiliser correctement leur petite monnaie.

Bien sûr, qui, mieux que les Clinton, pourrait les convaincre de s’atteler à toutes ces nobles tâches ? Les Clinton sont les grands entremetteurs, les grands négociateurs, et ils sont assistés par la fine fleur des vedettes.

Pour les membres de cette classe, rien de plus vertueux. Mais pour les multitudes, toute cette classe de Davos a fini par symboliser l’idée que le succès est une fête à laquelle ils ne sont pas conviés, que cette richesse et ce pouvoir croissants sont de quelque façon corrélés à leur impuissance et à leur endettement croissants, à l’avenir de plus en plus précaire de leurs enfants. Que des politiciens promettant de protéger les intérêts des salariés soient si compromis avec la classe de Davos ne fait qu’attiser leur colère. C’est dans ce contexte qu’il faut comprendre toute la polémique autour des 400 000 dollars qu’Obama a touchés pour donner une conférence à Wall Street.

Trump n’a pas fait campagne au côté de l’assemblée de Davos (il a profité de la colère qu’elle suscite). Et dans ce monde glamour, aux penchants libéraux, beaucoup sont horrifiés par la présidence de Trump. Mais les précédents de ces âmes charitables font partie des raisons qui ont permis à Trump d’imaginer qu’il pouvait se présenter. Et ont incité des millions d’Américains à voter pour lui, à confier le gouvernement à un homme dont la seule qualification pour le poste est d’être riche. Une logique extensive. Car une grande partie d’entre nous (qui n’aurions jamais voté pour lui) a grandi en s’accoutumant à l’idée que si quelqu’un possède un gros compte en banque (ou beaucoup de comptes en banque, dont bon nombre cachés à l’étranger), c’est qu’il est porteur d’une sorte d’expertise universelle. En fait, des gouvernements de toutes tendances ont délégué toujours plus et sans sourciller ce que l’on considérait autrefois comme des enjeux politiques publics à une poignée d’individus pleins aux as.

Quand Trump clame partout qu’il sait comment remettre l’Amérique en selle parce qu’il est riche, il se fait simplement l’écho fruste et vulgaire d’une idée périlleuse qui circule depuis des années : Bill Gates peut remettre l’Afrique en selle ou Richard Branson ou Michael Bloomberg peuvent résoudre la crise climatique.

Le renflouement des banques ou le point de rupture

L'écart entre la classe de Davos et le reste de la population n'a fait que se creuser depuis les années 1980. Mais beaucoup de citoyens ont atteint le point de rupture pendant la crise financière de 2008.

Après avoir imposé des années d'austérité oppressante, les secrétaires au Trésor et les ministres des Finances ont tout à coup déniché des billions de dollars pour sauver les banques, et les gens ont vu leur gouvernement imprimer une quantité astronomique de billets. Ainsi, contrairement à ce qu'avait décrété Margaret Thatcher, il y avait d'autres solutions. Les gens avaient dû renoncer à presque tout, aux retraites, aux salaires, à des écoles décentes et, tout à coup, ils ont compris que les gouvernements avaient plus d'un tour dans leur sac pour influencer le marché et qu'ils possédaient des ressources apparemment illimitées pour les aider... à condition d'être suffisamment riches. À ce moment-là, la Terre entière a compris : on lui avait menti.

Les répercussions de cette révélation se font sentir aujourd'hui encore. La colère des électeurs, à droite comme à gauche, ne s'enflamme pas seulement du fait des pertes. Elle gronde contre l'injustice : ces pertes dévastatrices ne sont pas partagées, et la classe de Davos ne s'est jamais sérieusement occupée de ceux qui vivent au pied de la montagne.

Battre la droite pseudo populiste n'est pas seulement un problème de stratégie électorale et de choix des candidats. Battre cette droite, c'est être prêt à s'engager dans un combat d'idées pendant les campagnes électorales et, plus important encore, entre les élections. Un combat contre cette vision corrosive du monde, marquée par le bipartisme et le culte de l'argent, à l'origine de toutes les régressions.

Si la gauche n'apprend pas à s'adresser à la colère légitime du peuple, la droite continuera à gagner. Il n'y a pas de super-héros éclairé pour nous sauver des méchants qui règnent en maîtres. Pas plus Oprah que Zuckerberg, ou Elon Musk[8].

Nous allons devoir nous sauver nous-mêmes, en rassemblant nos forces comme jamais. En 2016, nous avons eu un aperçu de ce qui nous attendait.

---

1 Littéralement « âge doré », « période dorée », une sorte de Belle Époque américaine. Elle suit la guerre de Sécession pour se poursuivre jusqu'au tout début du XX^{e} siècle. C'est à la fois une période de grande prospérité pour les riches et de grande misère pour les autres.

2 *Rust Belt* ou « ceinture de la rouille ». Il s'agit à l'origine de la région industrielle du nord-est des États-Unis qu'on a pu appeler « *Manufacturing Belt* », « *Factory Belt* », ou « *Steel Belt* » par opposition aux

zones agricoles du pays, mais que le déclin des industries a condamnée à la rouille.

3 En anglais « *Teamsters and Turtles : together at last* ». « *Turtles* » pour désigner les écologistes, car les militants du Sierra Club, l'un des plus vieux groupes d'écologistes américains, avaient l'habitude de se déguiser en tortues de mer.

4 Très influent sous Reagan, ce groupe de réflexion fondé en 1973 sous Nixon s'est donné pour mission, selon ses propres termes, de « formuler et promouvoir des politiques conservatrices sur les principes de la libre entreprise, du gouvernement limité, de la liberté individuelle, des valeurs traditionnelles américaines et d'une défense nationale forte ».

5 Philosophe et écrivaine américaine d'origine russe, Ayn Rand (1905-1982) s'est faite la championne du capitalisme individuel, du libertarianisme, du laisser-faire. Opposée à toute forme de collectivisme, elle a inspiré, entre autres, Ronald Reagan.

6 Une branche de Marvel Enterprises, une des plus grandes maisons d'édition de bandes dessinées aux États-Unis qui publie les aventures de nombreux héros comme Spider-Man, Hulk, Iron Man, X-Men, Captain America et bien d'autres.

7 Bill Gates, cofondateur de Microsoft, et patron de la Fondation Bill & Melinda Gates ; Richard Branson, fondateur de la marque Virgin ; Michael Bloomberg, patron de Bloomberg LP, entreprise de services financiers, de médias de masse et d'informatique ; Mark Zuckerberg, cofondateur et PDG de Facebook ; Oprah Winfrey, animatrice et productrice américaine de télévision et philanthrope ; et Bono, musicien et chanteur, membre du groupe irlandais U2 et connu pour ses engagements politiques et humanitaires.

8 Entrepreneur américain connu notamment pour avoir développé PayPal. Actuellement PDG de la société aérospatiale Space X, il s'intéresse à la colonisation de Mars.

Chapitre 7

Apprendre à aimer le populisme économique

BERNIE SANDERS EST LE SEUL CANDIDAT à la présidence des États-Unis que j'aie soutenu publiquement. Je ne me suis jamais sentie à l'aise avec l'idée d'apporter ma caution à un candidat. À cette exception près, en 2016, et pour la première fois de ma vie d'électrice, parce qu'aux primaires du Parti démocrate un candidat s'est présenté qui parlait sans détour de la triple crise – néolibéralisme, inégalités économiques et changement climatique. Du coup, il ne pouvait être considéré comme un candidat secondaire susceptible de diviser la gauche (même si certains ont bien tenté), et c'est ce qui différencia d'emblée sa campagne. Bernie Sanders n'était pas un candidat de la protestation. Une fois qu'il eut surpris tout le monde en gagnant la primaire dans le New Hampshire, c'était parti. Tout à coup, contrairement à toutes les idées reçues, y compris les miennes, il apparut clairement que Sanders avait ses chances de battre Hillary Clinton et de devenir le candidat démocrate à la présidence. En définitive, il l'emporterait dans plus de 20 États avec 13 millions de voix. Pour un socialiste démocrate (c'est ainsi qu'il se définit), c'était carrément un séisme sur l'échiquier politique.

De nombreux sondages nationaux l'ont montré, Sanders avait plus de chances de battre Trump que Clinton (ce qui aurait peut-être changé s'il avait gagné les primaires et dû subir l'assaut massif de la droite). Bernie Sanders était vraiment la personne idéale : il était particulièrement adapté à cette période d'indignation populaire, de rejet de l'establishment politique et de la corruption légalisée. Il s'adressait directement à cette indignation, dans le seul but de faire évoluer la situation, avec chaleur et sans malveillance. Chose rare. Il prônait le retour à un système d'éducation abordable et la réduction des marges de manœuvre des banques. Il était scandalisé que les banquiers n'aient jamais eu de comptes à rendre. Et après une vie consacrée à la politique, il n'était entaché d'aucune affaire de corruption. Chose plus rare encore. On ne saurait trouver plus éloigné du monde clinquant de la téléréalité et de ses vedettes, et donc meilleur candidat

pour contrecarrer Trump et tous les excès de Mar-a-Lago, que Bernie Sanders.

Une des premières images virales de la campagne montre Sanders dans un avion, cheveux blancs et rebelles, coincé dans un des sièges du milieu en classe économique. C'eût été la campagne du siècle si ce genre de candidat avait affronté un homme qui voyage en jet privé avec son nom inscrit en grosses lettres dorées sur les flancs de l'appareil. Et ce contraste a un pouvoir d'attraction durable : deux mois après l'entrée en fonction de Trump, Sanders a obtenu le taux net le plus élevé d'opinions favorables de tous les politiciens du pays (selon un sondage Fox News).

Quand un tel candidat se présente et qu'il prouve qu'avec les bons appuis la victoire est possible, il importe de comprendre ce qui s'est mis en travers de sa route – histoire de ne pas refaire les mêmes erreurs. Parce qu'en 2016, nous avons failli connaître ce basculement politique qui pourrait avoir lieu la prochaine fois.

La peur des masses (et des cheveux ?) incontrôlables

La question n'est pas : les gens auraient-ils dû ou non voter Hillary Clinton contre Trump ? Mais plutôt : y avait-il un candidat davantage en mesure qu'un autre de battre Trump et de percuter les forces sous-jacentes qui ont accéléré son ascension ? Selon moi, la tragédie est double : non seulement les États-Unis sont désormais dirigés par quelqu'un qui concentre le pire de tout ce dont cette culture est capable, mais ils sont passés à côté de la meilleure option politique qui se soit présentée depuis que je suis née. Une option chargée d'espoir, même si Sanders n'est pas parfait, au moment même où l'horloge climatique est sur le point de sonner minuit.

Alors pourquoi n'est-il pas parvenu à s'attacher suffisamment d'électeurs pour l'emporter ?

À l'évidence, certains fervents néolibéraux du Parti démocrate n'ont pas voulu de Sanders. Il menaçait beaucoup trop l'ensemble du système et son populisme économique dérangeait profondément en haut lieu. Je ne reviendrai pas ici sur la manière dont le Comité national démocrate a saboté sa campagne en échangeant des informations avec le camp Clinton et en discutant stratégies de communication... Car on ne s'est pas non plus privé de critiquer vertement cette campagne dans les rangs progressistes. Certains voyaient en Sanders un candidat qui promettait d'améliorer sensiblement les conditions matérielles des travailleurs dans tout le pays et de faire du changement climatique la mission d'une génération, mais ils sont quand même revenus à Clinton, la candidate d'un

statu quo absolument intenable.

L'hostilité de tant de figures de la gauche américaine envers Bernie Sanders et leur détermination à l'entraver dans sa lancée victorieuse sont à la fois troublantes et révélatrices. Ce sont les mêmes qu'on entend souvent déclarer qu'ils sont favorables à des mesures plus audacieuses encore, mais que les Américains sont bien trop conservateurs et trop pro-capitalistes pour les suivre. Ils choisissent donc les candidats de l'establishment, au titre du pragmatisme, pensant que ceux-ci ont plus de chance de l'emporter contre les républicains.

Bernie Sanders l'a pourtant prouvé : des mesures qui ont souvent été écartées au prétexte que seule une minorité de radicaux pouvait les accepter sont en fait très populaires dans le pays le plus capitaliste du monde, des millions de gens les soutiennent – un système de santé public et universel, une réforme structurelle des banques (notamment la séparation des activités de dépôt des activités d'investissement), l'effacement de la dette étudiante, la gratuité totale des universités publiques, l'abandon des combustibles fossiles pour parvenir à 100 % d'énergies renouvelables. Sanders a aussi prouvé que le changement n'était pas une chimère. Alors que l'option qui passait pour la plus « sûre » – Hillary Clinton – s'est révélée extrêmement hasardeuse.

La révolution de qui ?

Pourquoi Sanders n'est-il pas parvenu à galvaniser un maximum d'intellectuels progressistes et de mouvements sociaux influents que Clinton et les démocrates de l'establishment n'enchantaient pourtant pas ? Certains soutinrent Sanders sans enthousiasme ou décidèrent de s'abstenir, convaincus qu'aucun candidat ne méritait leur vote et que la « révolution politique » de Bernie n'était pas pour eux.

J'ai soutenu Bernie, mais je dois reconnaître que les gens de couleur et les femmes avaient quelques motifs légitimes de ne pas en faire autant. Alors que Clinton a pu croire qu'une politique identitaire pourrait suppléer à un changement économique de fond, Sanders a souvent laissé penser qu'une politique économique pouvait répondre aux besoins et aux histoires spécifiques de la population noire, des femmes et d'autres groupes traditionnellement marginalisés. On lui a d'ailleurs fait quelques mauvais procès à ce sujet. Mais la leçon à tirer est que sans ses faiblesses sur les questions de race et de genre, il aurait pu gagner, et ce, malgré l'opposition manifeste de l'establishment démocrate. Il aurait gagné s'il avait convaincu davantage de femmes d'âge moyen ou plus âgées qu'il comprenait l'importance des droits génésiques et

l'urgence d'enrayer l'épidémie de violences faites aux femmes. Dans des États-clés, comme la Pennsylvanie ou l'État de New York, il serait sorti vainqueur s'il avait emporté l'adhésion ne serait-ce que de la moitié des électeurs noirs. Mais pour cela, il aurait dû établir un lien clair et convaincant entre les inégalités économiques les plus profondes du pays et l'héritage tenace de l'esclavage, des lois Jim Crow, de la discrimination au logement ou de la discrimination bancaire.

Lorsqu'il s'agit de se confronter à cet héritage de l'esclavage, Bernie Sanders est tout à coup beaucoup moins audacieux et radical que lorsqu'il s'en prend à Wall Street, note l'écrivain Ta-Nehisi Coates dans *The Atlantic*. Quand on demande à Sanders s'il est favorable à l'octroi de réparations pour l'esclavage, il écarte l'idée, au motif qu'elle serait irréalisable politiquement et facteur de division inutile. Un investissement massif en faveur des communautés de couleur aurait selon lui le même effet. Mais tout l'enjeu de la candidature de Sanders, fait remarquer Coates, a été justement d'élargir la définition de ce qui était politiquement possible : alors où est passée son audace quand il s'agit d'égalité raciale ? « Le spectacle d'un candidat socialiste s'opposant à des réparations parce qu'elles constitueraient un facteur de "division" (alors qu'il existe peu d'étiquettes politiques qui divisent davantage que celle de socialiste dans l'esprit des Américains) est aussi improbable que celui de Sanders tentant de se faire passer pour un pragmatique », écrit Coates. (Malgré ses critiques acerbes, Coates déclara publiquement qu'il voterait pour Sanders aux primaires : « Il est la meilleure option dans cette course. »)

Michelle Alexander, auteure déjà mentionnée de *La Couleur de la justice*, se prononça résolument contre Clinton pendant les primaires, car son bilan politique sur la criminalité et les prestations sociales prouvait qu'elle ne méritait pas le vote des Noirs. Mais elle choisit aussi de ne pas soutenir publiquement Bernie Sanders. « Si les progressistes pensent qu'ils peuvent l'emporter à long terme sans s'engager de façon significative auprès de la population noire et considérer l'histoire raciale avec plus de sérieux, ils feraient mieux d'inscrire Elon Musk dans leur liste de contacts et de commencer à planifier leur avenir sur Mars, parce que cette planète va partir en fumée. » Tel était, selon elle, le message le plus important de la campagne de 2016.

Un message qu'il nous faut intégrer en vitesse. Parce que si les candidats populistes de gauche continuent à rater le coche et que les démocrates s'entêtent à présenter des candidats de l'establishment à leur place, il y a fort à parier que la droite la plus agressive continuera à gagner.

Cocktail toxique dans le monde entier !

Tout va mal ! hurlait Trump. Et Clinton lui répondait : mais non, tout va bien, quelques petites retouches ici et là, et hop, on a un monde un peu plus égalitaire. « *Love trumps Hate*[1] » (l'amour l'emporte sur la haine) fut le dernier slogan de la campagne de Clinton. Mais l'amour à lui seul n'a pas suffi à la tâche ; il aurait fallu quelque chose de plus fort pour s'en sortir, quelque chose comme la justice.

La candidate Hillary Clinton n'était pas en mesure de répondre correctement à cette rage qui monte – et qui est le trait caractéristique de notre époque. D'une part, elle avait participé aux négociations du Partenariat transpacifique (PTP), que tant de gens considèrent comme une menace ; d'autre part, c'est le premier gouvernement Clinton qui a intensifié la dérégulation financière et limité ainsi la régulation du marché naissant des produits financiers dérivés, préparant le terrain au krach financier (Hillary Clinton n'a jamais eu un mot contre ces mesures et a été très grassement rémunérée par les banques pour donner des conférences). Alors, elle a essayé de mettre un voile sur la détresse du peuple... avec les résultats que l'on connaît.

En l'absence d'une solution progressiste, Trump avait les mains libres pour se rapprocher des électeurs sceptiques en leur disant : je partage votre douleur. On vous a effectivement floués. Et il a dirigé une partie de leur colère contre les grandes entreprises qui avaient appuyé les mesures incriminées – aujourd'hui, on a pratiquement oublié tout cela. Mais il a réservé sa fureur aux épouvantails racistes qu'il brandit : les immigrés qui viennent pour vous violer, les musulmans pour vous faire exploser, les militants noirs qui ne respectent pas nos hommes en uniforme, et un président noir qui a tout foutu en l'air.

La campagne en faveur du Brexit a fait appel au même cocktail toxique qui mêle souffrance économique bien réelle, démocratie vraiment usée et crispation identitaire. Et de la même manière qu'Hillary Clinton n'a pas su répondre au faux populisme économique de Trump, la campagne anti-Brexit du *Remain* n'a pas su répondre à Nigel Farage et à l'Independence Party (UKIP) quand ils affirmaient que les gens n'avaient plus le contrôle de leurs vies et que les services publics étaient sous-financés (même si les solutions qu'ils ont proposées n'ont pas tardé à aggraver les choses).

Le Brexit et la victoire de Trump montrent que les politiciens qui représentent le statu quo néolibéral et son échec ne font pas le poids devant les démagogues et les néofascistes. Seul un programme progressiste audacieux et authentiquement fondé sur la redistribution peut offrir de vraies réponses aux inégalités et aux crises de la démocratie. Seul un tel programme peut canaliser la rage du peuple vers ceux qui ont profité à outrance de la vente aux enchères des

biens publics, de la pollution de la terre, de l'air, de l'eau, et de la dérégulation financière.

Souvenons-nous de tout cela la prochaine fois qu'on nous demandera d'appuyer un parti ou un candidat. En cette époque de déséquilibre, les politiciens du statu quo ne font pas l'affaire. En cette époque d'incertitude, le choix qui, à première vue, paraît radical, voire même un peu risqué, peut se révéler le plus pragmatique.

Enfin, souvenons-nous qu'un changement économique et politique radical est notre seul espoir d'éviter un bouleversement irréversible de notre monde physique.

Quoi qu'il arrive, les prochaines années seront instables. Alors avant d'apprendre à conquérir le monde dont nous avons besoin, préparons-nous à la prochaine vague de crises que Trump et sa Maison-Blanche ne manqueront pas de provoquer, et dont les secousses pourraient bien se répercuter dans le monde entier.

---

1 En anglais, « *to trump* » signifie couper (aux cartes, couper avec un atout), gagner, l'emporter. Du coup, le nom du président se prête à une foule de jeux de mots, dont celui-là.

Troisième partie

Comment le pire arrive : les chocs à venir

L'histoire est importante. Ne pas la connaître, c'est être né d'hier. Et quand on est né d'hier, quiconque possède un pouvoir peut nous raconter n'importe quoi, et on n'a aucun moyen de vérifier.

Howard ZINN, *You Can't Be Neutral on a Moving Train*, documentaire, 2004

Chapitre 8

Les maîtres du désastre

Court-circuiter la démocratie

EN PLEIN REPORTAGE DANS DES ZONES SINISTRÉES, il m'est arrivé d'avoir ce sentiment troublant : non seulement j'étais témoin d'un désastre, dans l'ici et maintenant, mais j'entrevoyais aussi notre avenir collectif – comme un aperçu de ce qui nous attend si personne ne reprend la barre et ne change de cap. Quand j'entends Trump se délecter bruyamment de l'atmosphère de chaos et de déstabilisation qu'il crée, j'ai souvent une impression de déjà-vu. J'ai déjà vu cela, paradoxalement, dans certains de ces moments étranges où les portes semblaient s'ouvrir sur notre avenir collectif.

Par exemple, à La Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina, quand des hordes d'entrepreneurs militaires se sont abattues sur la ville inondée, à l'affût de la moindre occasion pour profiter du désastre. Des milliers d'habitants, abandonnés par leur gouvernement, étaient traités comme des criminels alors qu'ils tentaient seulement de survivre.

Même genre de cauchemar en 2003 à Bagdad, peu après l'invasion. L'occupation américaine avait alors coupé la ville en deux. Au centre, protégée par d'énormes murs de béton et des détecteurs de bombes, se trouvait la zone « verte » – un petit coin d'Amérique reconstruit en Irak, avec des bars servant des alcools forts, des fast-foods, des salles de sport et une piscine où la fête semblait battre son plein 24 heures sur 24. Au-delà de ces murs, une ville bombardée, en ruines, des hôpitaux souvent dépourvus d'électricité et une violence qui échappait à tout contrôle entre les factions irakiennes et les forces d'occupation américaines. C'était la zone « rouge ».

À l'époque, la zone verte était le fief de Paul Bremer, ancien assistant d'Henry Kissinger et directeur de la société de conseil que celui-ci avait fondée. George. W. Bush avait nommé Bremer administrateur général américain en Irak. En l'absence de tout gouvernement national opérationnel, c'était faire de lui le

commandant suprême du pays. L'empire de Bremer était totalement privatisé. En costume bien coupé, mais bottes de combat aux pieds, il était protégé en permanence par une phalange de mercenaires tout de noir vêtus, de la compagnie Blackwater aujourd'hui disparue. La zone verte était sous l'emprise d'Halliburton – l'une des plus grandes compagnies pétrolières au monde, dirigée par Dick Cheney avant qu'il ne devienne vice-président – et de tout un réseau de sociétés militaires privées.

Quand les responsables américains s'aventuraient en dehors de la zone verte (ou la « cité émeraude » comme l'appelaient certains journalistes), c'était à bord de convois armés jusqu'aux dents, avec des mercenaires et des soldats pointant des mitrailleuses dans toutes les directions. Leur mot d'ordre : « Tirez d'abord, vous poserez les questions ensuite. » Les Irakiens ordinaires qu'on était censés libérer grâce à toutes ces armes ne bénéficiaient d'aucune protection, si ce n'est celle des milices religieuses, mais en échange de leur loyauté. Ces convois envoyaient un message clair : certaines vies comptent infiniment plus que d'autres.

Du fond de sa forteresse, Bremer émettait ordonnance sur ordonnance pour faire de l'Irak une économie libérale modèle. Aujourd'hui, je me dis que cela ressemble à s'y méprendre à la Maison-Blanche de Donald Trump. La teneur des ordonnances aussi, d'ailleurs. Au nombre des décisions de Bremer, on trouve : un taux d'imposition uniforme de 15 % (très proche de ce que Trump a proposé), la vente aux enchères du secteur public (ce que Trump envisage) et une diminution spectaculaire de l'appareil gouvernemental (Trump encore). Le tout à un rythme d'enfer. En ayant un œil sur les champs pétroliers en Irak et ailleurs, Bremer était bien décidé à mettre en place tous ces changements avant que les Irakiens ne soient appelés aux urnes et n'aient leur mot à dire sur leur avenir « libéré ».

Dans un épisode particulièrement surréel, Bremer et le département d'État appelèrent à la rescousse des conseillers russes. Ces experts avaient orchestré dans leur pays une « thérapie de choc économique » qui s'était révélée désastreuse, une dérèglementation marquée par la corruption et toute une vague de privatisations qui avait accouché d'une classe d'oligarques devenue célèbre. Dans la zone verte, les visiteurs – dont Yegor Gaidar, le « Dr Choc » russe, et ses acolytes – sermonnèrent les politiciens irakiens nommés par les États-Unis : il était capital de refondre l'économie d'un coup et sans hésitation, avant que la population irakienne ne se remette de la guerre. S'ils avaient été consultés, les Irakiens n'auraient jamais accepté ces mesures (de fait, ils rejetteront la plupart d'entre elles par la suite). C'est la gravité de la crise qui rendit le plan de Bremer possible.

En fait, la détermination de Brenner à utiliser cette crise pour mettre aux enchères les sociétés et les industries du secteur public a confirmé ce qui était déjà assez évident : l'invasion de l'Irak visait davantage à libérer sa richesse pour la livrer aux mains des sociétés étrangères qu'à libérer son peuple de la tyrannie. Et le pays s'enfonça dans une spirale de violence. Les militaires américains et leurs sous-traitants privés répondirent par plus de violence encore, plus de coups. Des sommes colossales disparurent dans le trou noir de l'économie de la sous-traitance – les fameux « milliards disparus de l'Irak ».

Cette combinaison du pouvoir des grandes sociétés et de guerre ouverte laissait entrevoir un futur dystopique, digne de la science-fiction et des films hollywoodiens. La crise servait à imposer des mesures politiques, selon une logique qui eut été inconcevable en temps normal. C'est en Irak que j'ai développé la thèse de *La Stratégie du choc*.

Au départ, ce livre devait porter exclusivement sur la guerre que Bush menait. Puis j'ai commencé à relever que les mêmes tactiques étaient appliquées (par les mêmes firmes, Halliburton, Blackwater, Bechtel, etc.) dans d'autres zones sinistrées du monde. D'abord survenait la crise – une catastrophe naturelle, une attaque terroriste –, puis déferlaient les politiques néolibérales. La plupart du temps, les stratégies de sortie de crise étaient évoquées ouvertement ; nul besoin de mobiliser la théorie du complot.

En approfondissant la question, je me suis rendu compte que cette stratégie avait servi de partenaire silencieux pour imposer le néolibéralisme depuis quarante ans. Que les « tactiques du choc » suivaient un scénario très clair : attendre la crise (ou même contribuer à la déclencher, comme au Chili ou en Russie), décréter une sorte d'état d'exception qu'on a parfois appelé « politique extraordinaire », suspendre en partie ou en totalité les règles démocratiques, puis satisfaire au plus tôt « la liste de souhaits » des grandes corporations. Certaines recherches ont montré que les politiciens au pouvoir pouvaient endormir la vigilance des citoyens en hystérisant adroitement une situation tumultueuse, quelle qu'elle soit. Il peut s'agir d'un évènement radical, comme un coup d'État militaire, mais un choc économique ou une crise budgétaire peuvent aussi faire l'affaire. Dans des cas d'hyperinflation ou d'effondrement du système bancaire, par exemple, les élites dirigeantes ont souvent réussi à convaincre une population paniquée de la nécessité de diminuer la couverture sociale ou de renflouer abondamment le secteur financier privé. En fait, claironnent-elles, c'est ça ou l'apocalypse.

Le manuel de Dr Choc

Des tactiques du choc ont été mises au service du néolibéralisme pour la première fois en Amérique latine au début des années 1970, et elles servent aujourd'hui encore à extorquer des concessions néolibérales à des populations qui y sont réfractaires.

On l'a vu récemment, avant Trump, dans des villes comme Detroit et Flint où, en invoquant l'imminence d'une faillite, on a suspendu les règles démocratiques locales et nommé des « gestionnaires de crise ». C'est ce qui se passe actuellement à Porto Rico, où la crise de la dette a servi de prétexte à la mise en place d'un conseil de gestion et de supervision financière, qui n'a de comptes à rendre à personne, qui a le pouvoir d'imposer des mesures d'austérité draconiennes, de réduire les retraites, de fermer des écoles. Même chose au Brésil où, après la destitution extrêmement discutable de Dilma Rousseff en 2016, s'est installé un régime non élu, ultra favorable au milieu des affaires, qui a gelé les dépenses publiques pour les vingt prochaines années, imposé une austérité punitive, et entrepris de brader les aéroports, les centrales électriques et autres biens publics dans une frénésie de privatisation.

Tout cela se reproduit de manière flagrante sous la présidence de Donald Trump. Pendant la campagne, il n'a pas dit à ses hordes d'admirateurs qu'il supprimerait le financement des repas livrés à domicile, essentiels pour les personnes âgées et démunies, et il n'a pas admis qu'il tenterait de supprimer la couverture maladie de millions d'Américains. Il a même annoncé tout le contraire, comme sur tant de sujets.

Depuis que Trump est au pouvoir, l'impression de chaos ou de crise est permanente. Les scandales se succèdent à un rythme tel que beaucoup ont du mal à reprendre pied. Devant les rafales de décrets qui jaillissent du Bureau ovale – 7 décrets et 11 mémorandums présidentiels au cours des onze premiers jours –, on se sent comme devant un lance-balles de tennis : les opposants peuvent bien en renvoyer une ou deux, on continue d'en recevoir sans arrêt en pleine figure. Et la conviction assez répandue (ou est-ce un espoir ?) que Trump ne terminera pas son mandat contribue à ce vertige collectif : la situation actuelle n'a rien de stable et nous met dans une position extrêmement délicate pour définir une stratégie et nous organiser.

Démocratie suspendue jusqu'à nouvel ordre

Les cinquante dernières années montrent que certains gouvernements se sont servis de la doctrine du choc, délibérément et avec efficacité, pour casser la résistance démocratique à certaines politiques dévastatrices. Il faut effectivement que le pouvoir en place trouve une stratégie quelconque pour contourner la démocratie, car certaines politiques néolibérales sont si peu favorables aux peuples qu'ils ne peuvent que les refuser, que ce soit par les urnes ou dans la rue. Et comment pourrait-il en être autrement ? De telles restructurations ne profitent qu'à une petite caste mondiale d'oligarques qui n'a de comptes à rendre à personne, qui accumule (et cache) des sommes colossales, alors que le niveau de vie de la majorité stagne ou chute, même en période de croissance économique rapide. La règle de la majorité et les libertés démocratiques ne représentent que des freins et des menaces pour les tenants du néolibéralisme.

Bien entendu, toutes les politiques néolibérales ne sont pas impopulaires. Les gens apprécient les baisses d'impôts (pour la classe moyenne et les travailleurs pauvres, si ce n'est pour les ultra-riches) et l'idée d'alléger « la bureaucratie » (du moins en théorie). Mais, dans l'ensemble, ils aiment aussi que leurs impôts servent à financer des programmes de santé, la qualité de l'eau, de bonnes écoles publiques, la sécurité au travail, les retraites et des programmes de soins aux personnes âgées et défavorisées. Les politiciens qui prévoient de sabrer dans ces protections et ces services essentiels, ou de les privatiser, hésitent à juste titre à les mettre au centre de leur programme électoral. Les néolibéraux préfèrent communément faire campagne sur la réduction des impôts, la fin du gaspillage des fonds publics et la préservation des services essentiels. Puis, sous prétexte de crise (réelle ou exagérée), ils afficheront une mine contrite et désespérée pour clamer qu'il n'y a pas d'autre choix que de sacrifier le système de santé.

Agir vite et une fois pour toutes

En un mot, les néolibéraux purs et durs, ou « libertariens » (comme se définissent eux-mêmes les frères Koch, milliardaires de leur état) raffolent des périodes de grands bouleversements, parce que le réel non apocalyptique se prête mal à leurs ambitions antidémocratiques.

Tout se joue sur la vitesse, les périodes de choc étant par nature de courte durée. Comme Bremer, ces fous du choc et leurs bailleurs de fonds essaient généralement de suivre les conseils de Machiavel dans *Le Prince* : « Les cruautés doivent être commises toutes à la fois, pour que, leur amertume se faisant moins sentir, elles irritent moins. » La logique est somme toute très simple : les gens peuvent réagir à des changements successifs ou progressifs.

Mais si une dizaine de changements se produisent simultanément et dans toutes les directions, nous pouvons espérer que les populations, rapidement épuisées et dépassées, finiront par avaler la pilule. (Rappelons-nous la thérapie de choc en Pologne qui se déroula en accéléré.)

La Stratégie du choc a provoqué toutes sortes de polémiques au moment de sa parution en 2007. J'y contestais une version rose de l'histoire avec laquelle nous avons presque tous grandi et qui veut que la dérèglementation des marchés et la démocratie aient avancé main dans la main pendant la seconde moitié du XX^{e} siècle. La réalité s'est révélée infiniment plus laide. Très souvent, la forme extrême de capitalisme qui a recomposé notre monde pendant cette période – que le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a qualifiée de fondamentalisme de marché – n'a pu se mettre en place qu'à la condition de suspendre la démocratie et de limiter considérablement les libertés. Dans certains cas, les révoltes populaires ont été réprimées dans la violence, parfois même dans la torture.

Dans *Capitalisme et liberté*, son plus célèbre ouvrage, l'économiste Milton Friedman a présenté la libération des humains et celle des marchés comme les deux faces d'une même médaille. Pourtant, le premier pays à avoir mis les idées de Friedman en pratique sans les édulcorer n'était pas à proprement parler une démocratie : c'était le Chili du général Augusto Pinochet, installé au pouvoir par la Central Intelligence Agency (CIA, agence centrale de renseignement) au lendemain du coup d'État qui renversa le président socialiste et démocratiquement élu Salvador Allende.

Ce n'est pas un hasard : seul un despote musclé pouvait faire appliquer des idées aussi impopulaires. « Faites crier l'économie [chilienne] ! » avait ordonné Nixon après la victoire d'Allende. Après ce coup d'État sanglant, soutenu par les États-Unis, et le suicide d'Allende, Friedman exhorta Pinochet à transformer sans hésiter le système économique du pays et à appliquer ce qu'il appelait un « traitement de choc ». Sur les conseils du célèbre économiste et de ses anciens étudiants (qu'on appelle les « *Chicago Boys* » en Amérique latine), le Chili remplaça ses écoles publiques par des écoles privées à charte (*charter schools*[1]) et des « chèques éducation », instaura le paiement à l'acte dans le système de santé et privatisa les structures d'accueil de la petite enfance et les cimetières (et d'autres choses encore dont les républicains des États-Unis rêvent depuis des années). Autant de politiques auxquelles le peuple chilien s'était montré hostile avant le coup d'État, en choisissant démocratiquement la voie socialiste.

À cette époque, plusieurs pays d'Amérique latine furent victimes de coups d'État militaires qui imposèrent des régimes dictatoriaux. Dans cette région du monde, des intellectuels de premier plan ont établi un lien direct entre les chocs

économiques, qui se soldèrent par l'appauvrissement de millions de personnes, et l'épidémie de tortures qui affligea des centaines de milliers de Sud-Américains – Chiliens, Argentins, Uruguayens et Brésiliens – qui croyaient en une société plus juste. D'où la question posée par l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano : « Comment préserver cette inégalité autrement que par des décharges électriques ? »

Ces deux types de chocs furent infligés à haute dose à l'Amérique latine. Mais toutes les transitions vers l'économie de marché n'ont pas été aussi sanglantes. Certaines d'entre elles, l'effondrement de l'Union soviétique ou la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, par exemple, ont permis de faire diversion et de passer ainsi à l'économie néolibérale. C'est le plus souvent par l'exploitation continuée des crises économiques de grande envergure que des campagnes de privatisation, dérèglementation et démantèlement des services sociaux ont pu être conduites. Mais à vrai dire, n'importe quel choc peut convenir – par exemple, les catastrophes naturelles qui exigent une reconstruction à grande échelle et fournissent l'occasion de transférer terres et ressources aux mains des puissants.

L'antithèse de la décence

La plupart des gens sont consternés devant cette façon d'exploiter les crises, et à juste titre. La stratégie du choc se situe aux antipodes de ce que toute personne décente a spontanément tendance à faire devant un traumatisme général : proposer de l'aide. Pensons à la somme colossale (trois milliards de dollars) recueillie en dons après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, ou aux millions offerts après le tremblement de terre de 2015 au Népal, ou après le tsunami de 2004 dans l'Océan indien. Ces catastrophes, comme tant d'autres, suscitèrent des élans de générosité extraordinaires partout dans le monde. Des milliers et des milliers de personnes ordinaires firent des dons d'argent et apportèrent leur aide bénévolement.

L'écrivaine américaine Rebecca Solnit le dit très justement : les catastrophes sont aussi propices à révéler le meilleur de nous-mêmes. C'est dans ces moments-là que l'on voit souvent s'exprimer les formes les plus touchantes d'altruisme et de solidarité. Au Sri Lanka, après le tsunami de 2004, malgré des années de guerre civile, les musulmans ont sauvé leurs voisins hindous et les hindous ont sauvé leurs voisins bouddhistes. Après les ravages de Katrina, dans La Nouvelle-Orléans inondée, les gens ont risqué leur vie pour sauver et protéger leurs voisins. Après que l'ouragan Sandy eut frappé New York, c'est

tout un réseau de bénévoles qui s'est déployé dans la ville sous la bannière Occupy Sandy – un rejeton du mouvement Occupy Wall Street – pour servir des centaines de milliers de repas, aider à nettoyer plus d'un millier de maisons et fournir des vêtements, des couvertures et des soins médicaux à des milliers de personnes dans le besoin.

La stratégie du choc s'emploie à contrecarrer ces profonds élans d'humanité, à les remplacer par l'exploitation de la vulnérabilité du plus grand nombre pour optimiser la richesse et les avantages de quelques-uns.

Difficile de faire plus sordide.

L'art du vol

La logique de la stratégie du choc est totalement en phase avec la vision du monde du président Trump, qui conçoit résolument la vie comme un exercice de domination. C'est même son obsession : il piste les gagnants. Dans les négociations dont il est si fier, il se pose toujours les mêmes questions : quel est le maximum que je puisse retirer de cet accord ? Comment exploiter les faiblesses de mon adversaire ?

Dans un moment particulièrement candide, au micro de l'émission *Fox & Friends*[2] en 2001, Trump décrit une affaire conclue avec le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi : « Je lui ai loué une parcelle de terrain à New York pour une nuit. Et il m'a payé l'équivalent d'un an, voire deux ans de loyer. Puis je ne l'ai pas autorisé à utiliser ce terrain. C'est ce que nous devrions faire. J'hésite à employer le terme "baiser", mais je l'ai baisé. »

Si de méprisables dictateurs étaient les seules victimes de ces pratiques de requin, il n'y aurait pas de quoi pleurer. Mais Trump agit de la sorte dans toutes les négociations. Dans *Think Big*, l'un de ses guides où il enseigne à devenir comme lui, il décrit ainsi sa philosophie de la négociation : « Beaucoup de gens vous diront que la meilleure transaction est celle où tout le monde sort gagnant. C'est de la foutaise. Une bonne affaire, c'est quand vous gagnez – pas les autres. Vous écrasez l'adversaire et vous repartez avec quelque chose de mieux pour vous. »

Cet enthousiasme sans pitié pour l'exploitation des faiblesses d'autrui a rythmé la carrière immobilière de Trump et c'est un trait qu'il partage avec bon nombre des membres de son gouvernement. Cela en dit long sur l'atmosphère de chaos que son équipe entretient en toute connaissance de cause, semble-t-il, et, plus alarmant encore, sur la façon dont tout ce beau monde pourrait utiliser n'importe quelle crise importante dans le futur.

Jusqu'à présent, Trump a pu maintenir un climat de crise essentiellement grâce à sa rhétorique de l'excès : en déclarant les villes « infestées par le crime », « lieux de carnage », alors que, dans les faits, le taux de crimes violents diminue dans tout le pays depuis des décennies ; en martelant une histoire inventée de toutes pièces sur une vague de crimes commis par des immigrés ; et en répétant qu'Obama a ravagé le pays. Assez vite, cependant, Trump pourrait bien avoir des crises autrement réelles à exploiter, et qui seront la conclusion logique de toutes ses mesures politiques, sur tous les fronts.

Il serait donc utile d'examiner comment Trump et consorts ont exploité certains moments de crise pour parvenir à leurs objectifs économiques et politiques. Ainsi serons-nous moins ébranlés par ce qui adviendra et pourrons-nous d'autant mieux résister à ces tactiques rebattues.

Une carrière forgée dans le choc

Aux États-Unis, la révolution néolibérale a commencé à New York au milieu des années 1970. Jusque-là, la ville avait été un laboratoire de démocratie sociale, imparfait bien sûr, mais audacieux, avec les services publics les plus généreux des États-Unis, des bibliothèques aux transports en commun, en passant par les hôpitaux. Mais en 1975, une récession nationale vint s'ajouter aux compressions budgétaires imposées par l'État de New York et le gouvernement fédéral. La ville était au bord de la faillite. L'occasion était trop belle, et certains en profitèrent pour déstructurer la ville de fond en comble. Sous couvert de crise, une vague d'austérité impitoyable, de faveurs aux plus riches et de privatisations a déferlé – résultat, la ville que nous sommes si nombreux à aimer devint le temple de la spéculation financière, de la consommation de luxe et de la gentrification galopante.

Dans *Fear City*, un livre paru récemment sur ce chapitre peu connu de l'histoire des États-Unis, l'historienne Kim Phillips-Fein analyse en détail comment, dans les années 1970, New York nouvelle version a servi de prélude à ce qui allait devenir un raz-de-marée généralisé, laissant le monde strictement divisé entre l'infime 1 % des riches et les autres – et nulle part davantage que dans la ville où Donald Trump s'estime chez lui. Encore une histoire où Trump joue un rôle de premier plan, mais peu flatteur.

En 1975, avant que le président Gerald Ford ne se décide enfin à intervenir, la faillite de la ville la plus ancienne et la plus chargée d'histoire des États-Unis semble si plausible que le *Daily News* écrit en manchette : « Ford to the City : Drop Dead » (Le président Ford à la Ville : tu peux crever). À l'époque, Trump

n’a que 29 ans et travaille toujours dans l’ombre de son millionnaire de père, qui s’est enrichi en construisant des appartements très ordinaires pour les familles de classe moyenne des quartiers périphériques de New York et s’est distingué par ses pratiques discriminatoires envers les Afro-Américains.

Trump rêve depuis toujours d’associer sa marque, alors en pleine construction, à Manhattan – la crise de la dette lui apparaît comme une chance énorme. L’occasion se présente en 1976, au moment où le célèbre hôtel Commodore, un bâtiment historique de Midtown, annonce sa fermeture prochaine pour cause de pertes financières. La mairie panique à l’idée de voir ce bâtiment emblématique inoccupé : la fermeture de cet hôtel renverrait l’image d’une ville sur le déclin et diminuerait les recettes fiscales. L’heure est grave. Il faut un acheteur, rapidement : « *Beggers can’t be choosers* » (nécessité fait loi), peut-on entendre sur une chaîne de télévision locale.

C’est alors que le proto-capitaliste du désastre Trump entre en scène. En partenariat avec Hyatt Corporation, il décide que le Commodore doit faire « peau neuve » et entreprend de remplacer sa façade en brique classique par une paroi en verre réfléchissant, puis il rouvre l’établissement sous l’enseigne Grand Hyatt Hotel (pendant un court laps de temps, Trump ne fut pas obsédé par l’idée que tous ses projets dussent porter sa signature). Il arrache un contrat en or à la ville en crise. Phillips-Fein poursuit : « Trump pourra acquérir la propriété de la compagnie ferroviaire pour 9,5 millions de dollars. Puis, il la revendra à la Urban Development Corporation pour 1 dollar [...] Enfin, la UDC louera la propriété à Trump et à Hyatt Corporation pour quatre-vingt-dix-neuf ans, avec un taux d’abattement fiscal important pendant quarante ans, une manne de centaines de millions de dollars. » (En 2016, cet allègement fiscal a fait perdre 360 millions de dollars de revenus fiscaux à la ville de New York.)

Vous avez bien lu : avec un investissement de 9,5 millions de dollars, Trump a fait perdre à la ville des bénéfices fiscaux d’une valeur de 360 millions de dollars (à ce jour). Le nouvel hôtel est une verrue – un critique d’architecture en parlera comme d’une représentation « de la vie new-yorkaise vue par un étranger ». En d’autres termes, du pur Trump : un homme qui passe sa vie à vendre au monde une image des États-Unis digne de la vision d’un oligarque russe qui aurait regardé les *Dynastie* et les *Dallas* des années 1980 sur des VHS piratées. « Donald Trump et les promoteurs qui ont profité de la détresse de la ville pour construire leurs tours s’intéressaient très peu aux autres quartiers. Des millions de dollars ont servi à subventionner des projets de construction plutôt qu’à rétablir les services publics ou à promouvoir la rénovation des quartiers pauvres et ouvriers, et ce, sans la moindre préoccupation morale », précise Phillips-Fein.

Ce qui frappe, dans cette histoire, ce n’est pas simplement que le jeune Trump

ait exploité le revers économique que subissait New York pour se remplir un peu plus les poches, et arracher au passage un contrat à une mairie aux abois. C'est que cette histoire lui ait permis de sortir de l'ombre de son père et de devenir un joueur à part entière. Trump s'est forgé une carrière dans le choc, en utilisant les opportunités de profit exceptionnelles qu'offrent les crises. Dès ce moment charnière, Trump a considéré que la sphère publique était là pour qu'on la pille et pour son enrichissement personnel.

Cette attitude ne l'a jamais quitté. Ainsi, le soir même du 11 septembre 2001, Trump donna une interview téléphonique diffusée sur la chaîne locale UPN9, au cours de laquelle il ne put s'empêcher cette digression : le World Trade Center n'existant plus, c'est lui qui possédait désormais l'immeuble le plus haut de Manhattan, le 40 Wall Street. Les corps jonchaient les rues, le sud de Manhattan ressemblait à une zone de guerre et là, à peine encouragé par l'animateur, Trump pensait à son image de marque.

J'ai demandé à Kim Phillips-Fein quelles leçons elle tirait de son analyse des activités de Trump pendant la crise de la dette new-yorkaise. Et sa réponse a été : la peur. Il y avait, dit-elle, « ce profond sentiment de peur devant la faillite, de peur face à l'avenir. C'est ce type de peur qui a autorisé toutes les coupes budgétaires de l'époque. Et le sentiment que la ville avait besoin d'abord et avant tout d'un sauveur ». Depuis l'élection de 2016, elle a beaucoup réfléchi à « la façon dont, sous l'effet de la peur, des choses qui semblaient impossibles deviennent soudain les seules possibles. En cette période, nous devons trouver des moyens de résister à ce sentiment écrasant de peur et de chaos, et trouver des formes de solidarité qui peuvent lui barrer la route ».

C'est un excellent conseil. En particulier depuis que Trump a réuni autour de lui la crème des profiteurs de crise.

Le cabinet du capitalisme du désastre

Les plus hauts conseillers de Trump sont les pires illustrations de la stratégie du choc. Voici un aperçu de leurs exploits (lequel, en raison du nombre de dirigeants de Goldman Sachs que Trump a nommés, n'est nullement exhaustif).

Profiter du changement climatique et de la guerre

Rex Tillerson, secrétaire d'État, a bâti sa carrière en grande partie grâce aux possibilités offertes par la guerre et l'instabilité. ExxonMobil, dont il a été directeur général, a profité plus que n'importe quelle autre grande compagnie

pétrolière de l'augmentation du prix du pétrole, survenue à la suite de l'invasion de l'Irak en 2003. La société a également exploité la fragilité du gouvernement central irakien pour enfreindre les recommandations du département d'État et signer un contrat d'exploration pétrolifère avec la région semi-autonome du Kurdistan irakien, un geste qui aurait pu déclencher une guerre civile et qui a certainement attisé les conflits internes.

En sa qualité de PDG d'ExxonMobil, Tillerson a eu de nombreuses occasions de tirer parti des désastres. Nous l'avons vu, il a passé sa carrière dans une entreprise qui a décidé de financer et de diffuser une pseudo-science du climat, pendant que les recherches réalisées par ses propres experts confirmaient la responsabilité humaine dans le changement climatique. Dans le même temps, selon une enquête du *LA Times*, ExxonMobil (avant et après la fusion des deux sociétés) a travaillé sans relâche à tirer avantage de la crise climatique et à s'en protéger, tout en entretenant le doute sur sa réalité. Elle l'a fait en explorant les possibilités de forage dans l'Arctique (à la faveur de la fonte des glaciers), en réaménageant un pipeline de gaz naturel en mer du Nord pour l'adapter à la montée des eaux et aux méga-tempêtes, et en établissant une nouvelle plateforme pétrolière au large des côtes de la Nouvelle-Écosse.

C'est en 2012 que Tillerson a enfin reconnu publiquement la réalité du changement climatique, avant d'ajouter : « en tant qu'espèce », les humains se sont toujours adaptés. « Nous nous adapterons donc à cela aussi. Les changements météorologiques qui déplacent les zones de production agricole – nous nous y adapterons encore. »

Il a raison : les humains s'adaptent quand la terre cesse de produire de la nourriture. Les humains s'adaptent en se déplaçant. Ils quittent leurs foyers, partent en quête d'un nouvel endroit pour vivre, où ils pourront se nourrir et nourrir leurs familles. Mais Tillerson sait aussi que nous ne vivons pas à une époque où les pays ouvrent volontiers leurs frontières aux affamés et aux désespérés. Il travaille désormais pour un président qui considère les réfugiés venus de Syrie – un pays où la sècheresse a aggravé les tensions qui ont mené à la guerre civile – comme les chevaux de Troie du terrorisme. Un président qui a décrété l'interdiction d'entrée sur le territoire américain aux réfugiés et aux ressortissants de plusieurs pays musulmans, interdiction qui aurait empêché les immigrants syriens d'entrer aux États-Unis si plusieurs tribunaux fédéraux ne l'avaient pas annulée. Un président qui a dit des enfants syriens cherchant asile : « Je peux les regarder en face et leur dire : "Vous n'entrerez pas." » Un président qui n'a pas bougé sa position d'un iota, même après avoir ordonné des frappes de missiles sur la Syrie, en représailles, prétendit-il ému, à une attaque chimique dévastatrice pour les enfants et les « beaux bébés » syriens. (Ému, mais pas

suffisamment pour les accueillir eux et leurs parents.) Un président qui a annoncé que la traque, la surveillance, l'incarcération et la déportation des immigrants allaient devenir un trait distinctif de son gouvernement.

Profiter des prisons

Entre le jour de l'élection et la fin du premier mois du mandat de Trump, les actions des deux géants américains de l'industrie pénitentiaire privée ont flambé : 140 % de hausse pour CoreCivic (autrefois Corrections Corporation of America) et 98 % pour le Groupe GEO.

Et pourquoi pas ? Tout comme Exxon a appris à exploiter le changement climatique, ces sociétés appartiennent au secteur tentaculaire des prisons privées, de la sécurité privée et de la surveillance privée, qui considère les guerres et les migrations – souvent liées aux bouleversements climatiques – comme des opportunités financières fort juteuses. Dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, l'agence gouvernementale Immigration and Customs Enforcement (ICE) est tenue de maintenir occupés chaque jour 34 000 lits dans les centres de rétention, dont 73 % se trouvent dans des prisons privées. Avec Trump, l'entreprise privée pénitentiaire a de nouvelles raisons de se réjouir : l'un des premiers gestes de Jeff Sessions, le tout nouveau secrétaire à la Justice, fut d'abroger une directive du gouvernement Obama qui visait à mettre fin à l'incarcération des détenus fédéraux dans les prisons privées.

Profiter de la guerre et de la surveillance

Au poste de sous-secrétaire à la Défense, Trump a nommé Patrick Shanahan, un cadre dirigeant de Boeing qui fut un moment responsable de la vente de matériel très coûteux à l'armée américaine, notamment les hélicoptères Apache et Chinook. C'est également lui qui a supervisé le programme de défense antimissile de Boeing – une opération qui pourrait rapporter énormément si les tensions internationales continuaient de monter sous la présidence de Trump.

Mais cette tendance est plus vaste encore. Comme le signale Lee Fang dans *The Intercept*, en mars 2017, « le président Donald Trump a militarisé le système des portes tournantes en confiant des postes gouvernementaux clés à des fournisseurs et des lobbyistes du secteur privé de la défense ; il veut en effet augmenter rapidement le budget militaire et développer les programmes de sécurité intérieure. [...] Au moins 15 responsables ayant des liens avec des fournisseurs de la Défense ont été nommés ou désignés jusqu'ici ».

Le système des portes tournantes n'est pas nouveau. On sait de source sûre que certains militaires hauts gradés à la retraite occupent des postes ou deviennent consultants chez des fabricants d'armes. La nouveauté, c'est le nombre de généraux ayant des liens avec l'industrie de l'armement que Trump a

nommés à des postes de secrétaires et dotés du pouvoir de distribuer des fonds – dont ceux qui découlent de son plan d'augmentation des dépenses de l'armée, du Pentagone et du département de la Sécurité intérieure, une augmentation de plus de 80 milliards de dollars sur la première année.

Autre changement, l'ampleur du secteur de la sécurité intérieure et de la surveillance. Il a connu une croissance exponentielle depuis le 11-Septembre, quand le gouvernement Bush a annoncé qu'il se lançait dans une guerre sans fin contre le terrorisme et qu'il sous-traiterait tout ce qui pouvait l'être. De nouvelles sociétés et leurs bureaux aux vitres teintées ont poussé, tels des champignons vénéneux, dans les banlieues de la Virginie, en périphérie de Washington DC, et les sociétés existantes, dont Booz Allen Hamilton, ont annexé de tout nouveaux territoires. Dans un de ses articles de *Slate*, daté de 2005, Daniel Gross traduit bien le climat de ce que beaucoup nomment la « bulle sécuritaire » : « La sécurité intérieure pourrait avoir atteint le niveau d'investissement d'internet en 1997. À l'époque, il suffisait de placer un "e" devant le nom de son entreprise pour que son introduction en Bourse fasse un malheur. On peut désormais en faire autant avec le mot "forteresse". »

Ainsi, Trump a choisi des conseillers qui proviennent de firmes spécialisées dans des métiers qu'il aurait été impensable de sous-traiter il n'y a pas si longtemps. Par exemple, le chef de cabinet du National Security Council (NSC, conseil de sécurité nationale) est le lieutenant-général à la retraite Keith Kellogg. Depuis qu'il travaille pour le secteur privé, il a occupé plusieurs postes dans des entreprises de sécurité, dont Cubic Defense, qui le présente ainsi : « Il a dirigé le secteur de la formation au combat terrestre et s'est consacré principalement à élargir la clientèle de la société au niveau international. » Si vous pensez qu'autrefois les armées étaient les seules à prodiguer une « formation au combat »... vous avez raison.

Notons que les entreprises où Trump puise ses conseillers n'existaient même pas avant le 11-Septembre : L1 Identity Solutions (spécialisée en biométrie), le groupe Chertoff (fondé par le directeur de la Sécurité intérieure sous Bush, Michael Chertoff), Palantir Technologies (une société de surveillance spécialisée dans l'analyse de mégadonnées [le *Big Data*], cofondée par le milliardaire de PayPal, partisan de Trump, Peter Thiel), *etc.* Les entreprises de sécurité privée recrutent une grande partie de leur personnel dans les services de renseignement et l'armée. Depuis l'arrivée de Trump, un nombre exceptionnel de lobbyistes et de cadres de ces firmes font retour dans la sphère gouvernementale où ils exigeront vraisemblablement davantage de mesures pour rentabiliser la chasse aux « *bad hombres* », comme aime à les appeler Trump – les méchants, en quelque sorte.

Le cocktail est explosif. Prenez un groupe d'individus qui profitent directement de la guerre permanente et placez-les au cœur du gouvernement. Qui va plaider pour la paix ? En fait, l'idée même qu'une guerre puisse prendre fin a tout l'air d'une relique bizarre de la « pensée de l'avant-11-Septembre », comme on la nommait sous Bush.

Profiter de la crise économique

Les liens entre le gouvernement des États-Unis et le milieu des affaires remontent à 1776 (plusieurs des pères fondateurs appartenaient à de riches familles de planteurs). Depuis, les portes tournantes n'ont jamais cessé de fonctionner, que le Bureau ovale soit occupé par un démocrate ou par un républicain. La différence avec Trump tient à sa démesure et à son sans-gêne.

Au moment où j'écris ces lignes, il a nommé cinq dirigeants (ou anciens dirigeants) de Goldman Sachs à des fonctions de direction dans son gouvernement : Steve Mnuchin au poste de secrétaire au Trésor, James Donovan (ancien directeur général de Goldman Sachs) à celui de secrétaire adjoint au Trésor, Gary Cohn (ancien chef des opérations chez Goldman Sachs) à celui de directeur du National Economic Council (NEC, conseil économique national) de la Maison-Blanche, et Dina Powell (autrefois directrice de l'investissement à impact social chez Goldman Sachs) au poste de conseillère principale de la Maison-Blanche pour les questions économiques. Même Steve Bannon a travaillé chez Goldman. Et c'est sans compter l'avocat Jay Clayton, qui dirige désormais la Securities and Exchange Commission (SEC)[3] – il a négocié des contrats de plusieurs milliards de dollars pour Goldman, et son épouse est gestionnaire de patrimoine dans la même entreprise.

Trump ne manque pas de culot... Procéder à toutes ces nominations après avoir fustigé ladite banque pendant sa campagne. Dans l'une de ces attaques malveillantes dont il est le spécialiste, Trump déclarait à propos de Ted Cruze son rival républicain, que les cadres de Goldman « ont le contrôle, le contrôle total sur lui. Tout comme ils ont le contrôle total sur Hillary Clinton ».

Tout cela est plus que préoccupant. Au centre de la crise des prêts hypothécaires de 2008, Goldman a figuré parmi les plus voraces des grandes banques d'investissement. Elle n'a pas seulement participé amplement à faire gonfler la bulle hypothécaire grâce à des instruments financiers complexes, mais elle s'est ensuite ravisée et, au milieu de la crise, elle a spéculé sur la baisse du marché des crédits immobiliers, ce qui lui a fait gagner des milliards. En 2016, le département américain de la Justice a obligé la banque à verser des indemnités de cinq milliards de dollars – les plus importantes jamais payées par Goldman –

pour sanctionner ces malversations. En 2010, la banque s'est résignée à payer une autre amende de 550 millions de dollars pour son rôle dans la crise financière – la plus importante amende jamais payée par une firme de Wall Street au cours des soixante-seize ans d'histoire de la SEC.

Le sénateur démocrate Carl Levin, qui présidait en 2010 la sous-commission sénatoriale ayant enquêté sur Goldman Sachs après la crise financière, résume ainsi les méfaits de l'entreprise :

> Le dossier révèle que Goldman a sans cesse placé ses intérêts et ses profits avant les intérêts de ses clients et de nos collectivités. [...] Goldman Sachs ne s'est pas contentée de gagner de l'argent. Elle a tiré parti des attentes raisonnables de ses clients, qui ne se doutaient pas qu'on leur vendait des produits financiers qui ne sont pas destinés à porter leurs fruits, et qu'il y avait conflit d'intérêts entre la banque et les clients qu'elle s'était engagée à servir. Les agissements de Goldman démontrent qu'elle a souvent considéré ses clients non pas comme des clients significatifs, mais comme des objets à rentabiliser. Il est important de le souligner, car au lieu de réussir en même temps que ses clients, Goldman Sachs réussissait si ses clients perdaient de l'argent.

Mnuchin parvient à se distinguer des anciens cadres de Goldman par sa détermination à capitaliser sur la misère d'autrui. Après l'effondrement de Wall Street en 2008, et au milieu de la crise des saisies immobilières, Mnuchin acheta une banque californienne en faillite, IndyMac, spécialisée dans les prêts immobiliers à risque, qu'il rebaptisa OneWest. Cette nouvelle société lui valut le surnom de « roi de la saisie » : il aurait en effet encaissé 1,2 milliard de dollars de subsides gouvernementaux en rétribution des saisies et de l'expulsion de dizaines de milliers de personnes entre 2009 et 2014. Une femme de 90 ans aurait même fait l'objet d'une procédure d'expulsion (avortée) pour une dette de 0,27 dollar.

Ces pratiques de rapace ont provoqué une vague de protestations contre Mnuchin lors de son audition par le Sénat (en vue de confirmer sa nomination au poste de secrétaire au Trésor), sans que cela suffise à convaincre les républicains de voter contre lui. Le sénateur démocrate de l'Oregon, Ron Wyden, a déclaré à cette occasion que « sous la présidence de M. Mnuchin, OneWest a démontré qu'elle pouvait jeter des démunis à la rue plus vite que n'importe qui » et « pratiquer les saisies au rythme où les fabriques chinoises débitent les costumes et les cravates Trump ».

Profiter des catastrophes naturelles

À cette liste s’ajoute le vice-président Mike Pence, dont beaucoup pensent qu’il est le seul adulte dans ce grand foutoir. C’est pourtant Pence, ancien gouverneur de l’Indiana, qui bat tous les records quand il s’agit d’exploiter la souffrance humaine.

Quand j’ai su que Mike Pence allait être le colistier de Donald Trump, je me suis dit : « Son nom me dit quelque chose, je l’ai vu quelque part. » En effet. Il a été au cœur d’une des affaires les plus révoltantes que j’aie jamais couvertes : le capitalisme du désastre qui a suivi Katrina, ou la curée et le naufrage de La Nouvelle-Orléans. Les agissements de Mike Pence sont si épouvantables qu’il vaut la peine de s’y arrêter.

Le plan Katrina

En préambule, précisons : bien que l'épisode Katrina soit généralement considéré comme une « catastrophe naturelle », il n'y a rien de naturel dans la façon dont cet ouragan a affecté la ville de La Nouvelle-Orléans. Quand Katrina frappe la côte du Mississippi en août 2005, l'ouragan a évolué, il est passé de la catégorie 5 à la catégorie 3, qui indique qu'il est encore dévastateur. Mais le temps qu'il atteigne La Nouvelle-Orléans, il a perdu l'essentiel de sa puissance et tombe au rang de « tempête tropicale ».

C'est une donnée primordiale, car une tempête tropicale n'aurait jamais dû détruire les digues de protection de la ville. Mais Katrina l'a fait. Pourquoi ? Nous savons maintenant qu'en dépit de mises en garde répétées, l'Army Corps of Engineers (corps des ingénieurs de l'armée) a laissé les digues se dégrader. Deux facteurs expliquent cette erreur.

Le premier est le mépris. Le mépris caractérisé envers la population noire et pauvre dont les maisons du neuvième district étaient les plus vulnérables, puisque les digues n'étaient pas entretenues correctement. Cet état de fait s'inscrit dans une tendance plus générale à négliger les infrastructures publiques sur le territoire américain, résultat direct de décennies de politique néolibérales. Parce que si l'on part en guerre contre l'idée même de sphère publique et de bien commun, ce qui en constitue l'ossature – les routes, les ponts, les digues et les réseaux d'aqueducs, etc. – se dégradera progressivement au point qu'il suffira de peu pour qu'elle ne s'écroule. C'est ce qui arrive quand on baisse massivement les contributions fiscales et qu'il ne reste plus d'argent dans les caisses publiques pour financer autre chose que la police et l'armée.

Mais La Nouvelle-Orléans ne manquait pas seulement d'infrastructures physiques solides, en particulier pour ses habitants les plus pauvres qui sont, comme dans tant d'autres villes des États-Unis, des Afro-Américains. Le personnel d'intervention n'a pas été à la hauteur non plus, et c'est là le second facteur important. L'organisme fédéral chargé de répondre aux situations de crise nationale est la Federal Emergency Management Agency (FEMA), auquel s'ajoutent les gouvernements des États et des villes qui jouent aussi un rôle clé dans les plans d'évacuation et d'intervention. Toutes ces instances gouvernementales ont manqué à l'appel.

Il fallut cinq jours à la FEMA pour acheminer l'eau et la nourriture à la population réfugiée dans le Superdome[4]. Parmi les images les plus poignantes : des personnes bloquées sur les toits de leurs maisons ou des hôpitaux,

brandissant des pancartes « À l'aide » en direction des hélicoptères qui les survolent.

Je me souviendrai toujours du témoignage de Curtis Muhammad, un militant de longue date, disant que cette expérience terrible avait convaincu les habitants « qu'il n'y avait personne pour s'occuper d'eux ».

Et le scénario de cet abandon est profondément injuste. Les différences de classes et de race y sont centrales. Beaucoup de gens peuvent quitter la ville par leurs propres moyens – ils montent dans leur voiture, roulent jusqu'à un hôtel confortable, où ils sont bien au sec, et appellent leur courtier d'assurance. Certains ne bougent pas parce qu'ils croient que les digues vont tenir. Beaucoup d'autres parce qu'ils n'ont pas le choix ; ils n'ont pas de voiture, ou ne sont pas en mesure de conduire, ou ne savent tout simplement pas quoi faire. Ceux-là ont besoin d'un système d'évacuation et de secours efficace, mais ils n'ont pas cette chance. C'est encore une fois Bagdad : certaines personnes se réfugient dans leurs zones vertes privatisées, alors que d'autres restent coincées dans la zone rouge, là où le pire est encore à venir.

Abandonnés dans la ville, sans eau ni nourriture, les réfugiés font ce que tout le monde ferait dans les mêmes circonstances : ils s'approvisionnent dans les magasins du coin. Fox News et d'autres médias en profitent pour décrire les Noirs de La Nouvelle-Orléans comme de dangereux « pillards » qui ne vont pas tarder à envahir les quartiers blancs et épargnés de la ville, mais aussi les banlieues et les villes des environs. Les murs sont couverts de messages écrits à la bombe : « Les pillards seront abattus. » Des postes de contrôle sont installés pour isoler les gens des quartiers inondés. Sur le pont Danziger, la police tire à vue sur les Noirs (cinq des policiers impliqués ont fini par plaider coupable, et la municipalité est parvenue à négocier un accord avec les familles – 13,3 millions de dollars de dommages et intérêts). Pendant ce temps, des milices de Blancs armés rôdent dans les rues, cherchant « l'occasion de faire la chasse aux Noirs », comme le dira plus tard un habitant cité par le journaliste d'enquête A. C. Thompson. Dans la zone rouge, tout peut arriver.

J'étais à La Nouvelle-Orléans et j'ai moi-même constaté que l'armée et la police étaient remontées à bloc, sans parler des agents de sécurité privés comme ceux de Blackwater, qui arrivaient tout droit d'Irak. On aurait dit une zone de combat, et les pauvres et les Noirs, dont le seul crime était de tenter de survivre, se retrouvaient dans la ligne de mire. Quand la Garde nationale intervint pour évacuer la ville, elle le fit avec une violence et une cruauté inimaginables. Mitraillette au poing, elle enjoignit les habitants à monter dans des bus, sans leur dire où on les emmenait. Les enfants furent souvent séparés de leurs parents.

Ce que j'ai vu pendant l'inondation m'a bouleversée. Mais ce que j'ai vu

après m'a bouleversée davantage encore. Tandis que la ville sombrait et que les habitants se dispersaient dans tout le pays, incapables de défendre leurs intérêts, un plan se mettait en place à une vitesse record pour répondre aux exigences des grandes entreprises. Dans un article paru dans le *Wall Street Journal*, Milton Friedman, alors âgé de 93 ans, observe : « La plupart des écoles de La Nouvelle-Orléans sont en ruines, comme les maisons des élèves qui les fréquentaient. Les enfants sont éparpillés dans tout le pays. C'est une tragédie. C'est aussi une occasion de réformer radicalement le système d'éducation. »

Richard Baker, un représentant républicain de la Louisiane, est dans la même veine : « Nous avons enfin nettoyé les logements sociaux de La Nouvelle-Orléans. Dieu a réussi là où nous avions échoué. » J'étais dans un centre d'évacuation près de Baton Rouge quand Baker exprima cette idée. Les gens autour de moi étaient au tapis, ni plus ni moins. Imaginez : on vous a obligés à quitter votre foyer, vous dormez sur un lit de camp dans un centre de congrès, et vous constatez que les gens qui sont censés vous représenter parlent d'intervention divine – Dieu, semble-t-il, est un grand amateur de projets immobiliers.

Baker a obtenu son « nettoyage » des logements sociaux. Dans les mois qui ont suivi la tempête, les habitants de La Nouvelle-Orléans ayant vidé les lieux – avec toutes leurs idées dérangeantes, la richesse de leur culture et de leurs racines –, des milliers de logements sociaux ont été démolis, dont beaucoup étaient situés en hauteur et n'avaient subi que des dégâts mineurs. Ils furent remplacés par des immeubles d'habitation et des lotissements dont les prix étaient inabordables pour la plupart des anciens habitants du quartier.

Et c'est là que Mike Pence entre en scène. Au moment où Katrina frappe La Nouvelle-Orléans, Pence est président du puissant et très idéologique Republican Study Committee (RSC), un groupe de législateurs conservateurs. Le 13 septembre 2005, à peine quatorze jours après la rupture des digues, alors que certains quartiers de La Nouvelle-Orléans sont toujours inondés, le RSC organise une rencontre décisive dans les bureaux de la Heritage Foundation à Washington DC. Sous la direction de Pence, le groupe met au point une liste « d'idées favorables au libre marché pour réagir à l'ouragan Katrina et à la hausse du prix de l'essence » – au total, 32 pseudo-mesures de secours directement tirées du manuel du capitalisme du désastre.

Il en ressort un engagement à mener une guerre totale aux normes du travail et à la sphère publique – c'est d'autant plus ironique que c'est précisément la dégradation des infrastructures publiques qui a transformé le passage de Katrina en catastrophe humaine. Remarquons au passage que toutes les occasions sont bonnes pour renforcer l'emprise de l'industrie pétrolière et gazière. La liste

comprend des recommandations pour « suspendre automatiquement les lois Davis-Bacon sur les salaires dans les régions touchées » (allusion à l'obligation faite aux entrepreneurs fédéraux de verser un salaire suffisant) ; « faire de tout le secteur une zone de libre entreprise assujettie à un impôt uniforme » ; « faire de tout le secteur une zone de compétitivité économique (avantages fiscaux complets et suspension de règlements) » ; et « abroger ou abandonner la règlementation environnementale contraignante [...] qui fait obstacle à la reconstruction ».

Dans la même semaine, le président Bush annonça l'adoption de la plupart de ces mesures, même s'il fut finalement contraint de rétablir l'application des normes du travail. On remit aux parents des chèques éducation donnant accès à des écoles à charte, une mesure tout à fait compatible avec l'approche de la secrétaire à l'Éducation choisie par Trump, Betsy DeVos. Au bout d'un an, La Nouvelle-Orléans possédait le système scolaire le plus privatisé des États-Unis.

Et ce n'est pas tout. Les climatologues avaient établi un lien direct entre l'intensité accrue des ouragans et le réchauffement de l'eau des océans. Ce lien n'empêcha toutefois pas le groupe de travail de Pence de demander au Congrès d'abroger la règlementation environnementale en vigueur sur la côte du golfe du Mexique, d'autoriser la construction de nouvelles raffineries de pétrole aux États-Unis et de permettre « les forages dans le refuge faunique national de l'Arctique ». Tout cela tient presque de la folie. Ces mesures sont en définitive le moyen le plus sûr de faire augmenter les émissions de gaz à effets de serre, principaux responsables du changement climatique d'origine anthropique, et de provoquer des tempêtes de plus en plus fortes. Pence s'est pourtant empressé de revendiquer ces mesures, et Bush de les adopter sous prétexte de réagir à un ouragan dévastateur.

Les conséquences de cette histoire valent la peine qu'on s'y arrête. Plusieurs facteurs se sont conjugués pour que l'ouragan Katrina tourne à la catastrophe – du très mauvais temps, vraisemblablement lié au changement climatique, et des infrastructures publiques fragiles et mal entretenues. Les pseudo-solutions avancées par le groupe que dirigeait Pence à l'époque sont précisément de celles qui aggraveront inévitablement le dérèglement climatique et affaibliront davantage les infrastructures publiques. Pence et ses compagnons du « libre marché » étaient déterminés, semble-t-il, à faire exactement ce qu'il fallait pour que d'autres Katrina se produisent dans l'avenir.

Aujourd'hui, Mike Pence occupe un poste qui lui permet d'étendre ce plan d'action à l'ensemble des États-Unis.

L’industrie pétrolière ne fut pas la seule à profiter de Katrina. Immédiatement après la tempête, toute la bande des fournisseurs de Bagdad – Bechtel, Fluor, Halliburton, Blackwater, CH2MHill, et Parsons, tristement célèbre pour son travail bâclé en Irak – débarqua à La Nouvelle-Orléans. Avec une obsession : prouver qu’il y avait un marché intérieur pour le type de services privatisés qu’ils avaient fournis en Irak et en Afghanistan – et récolter au passage des contrats sans appel d’offres d’une valeur de 3,4 millions de dollars.

Les polémiques à ce sujet se sont succédé, trop nombreuses pour qu’on puisse s’y attarder ici. La façon dont les contrats ont été attribués semble n’avoir eu aucun rapport avec l’expérience des entreprises choisies. Prenons, par exemple, l’entreprise à laquelle la FEMA versa 5,2 millions de dollars pour s’acquitter d’une mission cruciale, à savoir la construction d’un camp de base pour les secouristes de la paroisse de St. Bernard, banlieue de La Nouvelle-Orléans. Le projet, qui accumula vite du retard, ne fut jamais mené à bien. Une enquête montra que l’entreprise en question, Lighthouse Disaster Relief, était en réalité un groupe religieux. « Ma seule expérience professionnelle dans ce domaine, c’est l’organisation d’un camp à l’intention des jeunes de mon Église », avoua le directeur, le pasteur Gary Heldreth.

Une fois tous les sous-traitants généreusement rémunérés, il ne restait presque rien, comme on pouvait s’y attendre, pour ceux qui effectuaient le travail. Mike Davis, par exemple, suivit un contrat octroyé par la FEMA : Shaw reçut 175 dollars du pied carré[5] pour l’installation de bâches bleues sur les toits endommagés, même si les bâches elles-mêmes étaient fournies par le gouvernement. Après que tous les sous-traitants eurent prélevé leur quote-part, les ouvriers qui clouèrent les fameuses bâches ne touchèrent dans certains cas que deux dollars du pied carré. « En d’autres termes, à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, des entrepreneurs sont grotesquement surpayés, à l’exception du dernier échelon, où le vrai travail s’effectue », écrit Davis. Ces supposés entrepreneurs – comme la Trump Organisation – sont en fait des marques creuses qui siphonnent les profits et apposent ensuite leur nom sur des services bon marché ou inexistants.

Pour compenser les dizaines de milliards de dollars versés aux entreprises privées sous forme de contrats et de crédits d’impôt, le Congrès majoritairement républicain annonça en 2005 qu’il devait réduire le budget fédéral de 40 milliards de dollars. Les prêts aux étudiants, Medicaid et les coupons

alimentaires comptèrent parmi les programmes touchés. En d'autres termes, les citoyens les plus pauvres du pays subventionnèrent deux fois les folles extravagances des entrepreneurs – la première lorsque le secours aux sinistrés de Katrina se transforma en cadeaux dérèglementés aux entreprises, sans emplois décents ni services publics dignes de ce nom à la clé, et la seconde quand on dut rogner sur les rares programmes destinés aux chômeurs et aux petits salariés du pays pour régler des factures copieusement gonflées.

La Nouvelle-Orléans d'après Katrina est un modèle de capitalisme du désastre – conçu par l'actuel vice-président et par la Heritage Foundation, le *think tank* droitier à qui Trump a sous-traité une grande partie de sa planification budgétaire. Au bout du compte, la réaction catastrophique des autorités à l'ouragan Katrina fit chuter la cote de popularité de George W. Bush et finit par coûter la présidence aux républicains en 2008. Neuf ans plus tard, les républicains contrôlent le Congrès et la Maison-Blanche, et l'on peut fort bien imaginer qu'ils chercheront à appliquer à l'échelle nationale ce cas type de privatisation post-catastrophe.

Nombreux sont ceux qui ont été surpris de la présence à La Nouvelle-Orléans d'une police fortement militarisée et de soldats en armes. Depuis, le phénomène a connu une croissance exponentielle : dans tout le pays, les forces de police sont équipées de matériel militaire, dont des chars et des drones, et souvent formées et soutenues par des entreprises de sécurité privées. Vu le nombre d'entrepreneurs militaires et de sécurité privée présents dans le gouvernement de Trump, vu leur niveau de responsabilité, le processus risque de se développer davantage chaque fois qu'un nouveau choc se produira.

L'expérience de Katrina devrait alerter ceux qui espèrent encore que Trump consacrera des billions de dollars aux infrastructures, comme il l'a promis. Ces investissements serviront à réparer des routes et des ponts, et ils créeront des emplois (mais bien moins que si l'on investissait dans la transition vers des énergies renouvelables, comme on le verra dans le chapitre 10). Trump a indiqué qu'il prévoyait de s'en remettre non pas au secteur public, mais à des partenariats public-privé (PPP) – qui ont un passif de corruption désastreux et pourraient proposer des salaires beaucoup plus bas que le secteur public. Compte tenu du passé d'entrepreneur de Trump et du rôle de Pence dans son gouvernement, il y a tout lieu de craindre que ces dépenses massives dans les infrastructures ne débouchent sur une kleptocratie à la Katrina, un gouvernement de voleurs, avec la bande de Mar-a-Lago qui ne se privera pas de piocher dans l'argent des contribuables.

La Nouvelle-Orléans nous donne une idée de ce qui pourrait nous arriver en cas de nouveau choc – une idée effroyable. Pourtant, ce n'est qu'une esquisse : à

la faveur d’une crise, ce gouvernement est capable d’aller beaucoup plus loin. Et si nous voulons résister au choc, il faut nous y préparer.

---

1 Ces écoles, quoique privées et libres de leurs programmes, sont financées par l’État. Des « chèques éducation » (*vouchers*) sont distribués aux parents pour qu’ils y inscrivent leurs enfants.
2 Émission matinale sur Fox News, très suivie et très orientée à droite.
3 Un organisme indépendant du gouvernement fédéral chargé de faire appliquer les mesures de règlementation et de contrôle des marchés financiers.
4 Un grand stade de football situé dans le centre de la ville et qui a servi de refuge à près de 30 000 personnes après l’ouragan.
5 1 pied carré = 929 centimètres carrés.

Chapitre 9

L’agenda délétère

À quoi s’attendre en cas de crise

Les capitalistes du désastre sont aujourd’hui en mesure de s’offrir Katrina à l’échelle du pays tout entier. Et si Trump s’est montré capable de faire beaucoup de dégâts dans les premiers mois de son mandat et si les tribunaux, tout comme le Congrès, l’ont contrecarré à plusieurs reprises, il n’a néanmoins pas encore présenté les mesures les plus radicales de son programme. Le pire reste donc à venir. La secrétaire à l’Éducation Betsy DeVos a, par exemple, passé sa vie à vanter les mérites d’un système d’éducation privatisé à l’image de celui qui a été mis en place à La Nouvelle-Orléans après Katrina. Dans l’entourage de Trump, nombreuses sont les personnalités qui brûlent de démanteler l’ensemble des mesures de protection sociale. D’autres ne cachent pas leur aversion pour la liberté de la presse, les syndicats et la contestation. Trump lui-même a publiquement exprimé son désir de faire appel aux *feds* pour lutter contre le crime dans des villes comme Chicago et, au cours de la campagne, il s’est engagé à interdire l’entrée aux États-Unis à tous les musulmans, qu’ils viennent ou non de pays figurant sur l’une de ses nombreuses listes. Son secrétaire à la Justice, Jeff Sessions, a vertement critiqué les « *consent decrees* » qui permettent au département de la Justice et aux cours fédérales d’intervenir auprès des forces de police des villes et des États lorsque des cycles de violence se dessinent, par exemple, quand les forces de l’ordre tirent systématiquement sur des Noirs désarmés. Sessions prétend que ces mécanismes qui obligent la police à rendre des comptes « peuvent miner le moral des policiers » et diminuer leur capacité à combattre le crime (thèse parfaitement gratuite, car dépourvue de toute preuve).

Les plus riches donateurs de la campagne de Trump et de l’extrême droite en général, les frères Koch et la famille Mercer, multimilliardaires de leur état, ont bien l’intention d’éliminer tout ce qui subsiste des règles qui limitent le pouvoir de l’argent dans le champ politique et d’en finir avec celles qui contraignent à la transparence dans l’utilisation des fonds privés. Sous prétexte de lutter contre un

problème de « fraude électorale » fabriqué de toutes pièces, ils soutiennent des groupes qui cherchent à circonscrire toujours plus le droit de vote des pauvres et des minorités : par exemple, en exigeant une photo d'identité pour pouvoir voter (ces mesures s'appliquaient déjà dans au moins 32 États avant l'élection de Trump). Si ce double objectif se concrétise, les progressistes seront complètement débordés par leurs opposants républicains et auront un tel mal à mobiliser leurs partisans jusque dans l'isoloir que le coup d'État entrepreneurial de Trump pourrait fort bien devenir permanent.

Dans le contexte actuel, mettre en œuvre cette vision antidémocratique dans toute son ampleur n'est pas réalisable. À moins d'une crise, les tribunaux vont continuer à s'interposer, comme le feront certains États contrôlés par les démocrates ; et, pour ce qui est des rêves les plus sadiques de Trump – celui d'en revenir à la torture, par exemple –, il se pourrait que le Congrès lui-même en vienne à lui tenir tête.

Reste que le programme complet de Trump est là et bien là, prêt à l'emploi. Ce qui fait dire à l'écrivain et journaliste Peter Maass, dans un texte publié dans *The Intercept*, que la Maison-Blanche sous Trump est comme « un pistolet prompt à se déclencher au premier effleurement », ou plutôt à la première crise. Milton Friedman l'a écrit il y a longtemps : « Seule une crise – qu'elle soit réelle ou perçue comme telle – pousse à un véritable bouleversement. Lorsque cette crise se produit, les mesures qui sont prises dépendent des idées qui sont dans l'air du temps. C'est là, je crois, notre rôle principal : développer des alternatives aux politiques existantes et les maintenir actuelles jusqu'à ce que le politiquement impossible devienne le politiquement inévitable. » En prévision de désastres, certains stockent les boîtes de conserve et les bouteilles d'eau ; les disciples de Friedman, eux, stockent des idées sur le libre marché.

Les questions que nous devons dès lors nous poser sont les suivantes : quelle catastrophe ou quelle série de catastrophes pourraient servir de déclencheur ? Et dans la liste des tâches consignées sur ce programme empoisonné, sur laquelle ce gouvernement est-il susceptible de se ruer à la première occasion ?

Il est grand temps de se préparer au désastre.

États d'urgence, états d'exception

Pendant la campagne, certains ont voulu croire que la dimension raciste la plus manifeste du programme de Trump ne relevait que du discours destiné à chauffer les troupes, rien qu'il ne songeât sérieusement à mettre en œuvre. Mais cette illusion s'évanouit rapidement dès la première semaine de son mandat, quand il

interdit l'entrée des États-Unis aux ressortissants de sept pays musulmans. La réaction fut immédiate. Dans les grandes villes du pays, des milliers et des milliers de personnes quittèrent leur domicile et affluèrent vers les aéroports pour exiger la levée de l'interdiction et la libération des personnes arrêtées. Des chauffeurs de taxi new-yorkais transportèrent gratuitement leurs clients pour aller à l'aéroport de JFK ou en revenir, des élus locaux et des hordes d'avocats se proposèrent pour venir en aide aux individus détenus, jusqu'à ce qu'un juge fédéral intervienne pour casser l'interdiction. Quand Trump modifia légèrement le texte de son décret pour en émettre un nouveau, un autre juge lui barra la route.

Tout cet épisode a démontré le pouvoir de la résistance et du courage judiciaire, ce dont on ne peut que se réjouir. Mais n'oublions pas qu'aux États-Unis, une attaque terroriste peut facilement servir de prétexte au gouvernement pour balayer ce genre de contre-offensive. Très vraisemblablement, toute grève, toute manifestation qui bloquerait les routes ou les aéroports serait vite considérée comme une menace pour la « sécurité nationale », et donnerait ainsi toute latitude aux autorités pour s'en prendre aux organisateurs en recourant à la surveillance, aux arrestations, à la mise sous les verrous. Difficile d'oublier l'atmosphère placée sous le signe du « *with us or with the terrorists* » (avec nous ou avec les terroristes) qui a plombé l'après-11-Septembre – mais inutile de remonter aussi loin pour voir comment cette dynamique se met en place.

Immédiatement après les attaques terroristes de Westminster à Londres en mars 2017, quand un conducteur fonce dans une foule de piétons, tuant délibérément quatre personnes et en blessant des dizaines d'autres, le gouvernement conservateur ne perd pas une minute et déclare que toute velléité de confidentialité dans les communications numériques représentait dorénavant une menace à la sécurité nationale. Sur les ondes de la BBC, la ministre de l'Intérieur, Amber Rudd, déclare « totalement inacceptable » le protocole de chiffrement de bout-en-bout d'applications comme WhatsApp. Et annonce que son gouvernement rencontrera les grandes firmes technologiques pour « collaborer » avec elles afin de bénéficier d'une porte dérobée dans le chiffrement.

En France, en 2015, après les attaques concertées qui firent 130 victimes à Paris, le gouvernement de François Hollande déclara l'« état d'urgence », lequel interdit les manifestations. J'étais en France une semaine après ces évènements terribles et il était frappant de voir que même si les agresseurs avaient pris pour cible une salle de concert, un stade de foot, des restaurants et autres emblèmes de la vie parisienne, seules les activités politiques sur la place publique étaient interdites. Les grands concerts, les marchés de Noël et les évènements sportifs,

bref les rassemblements qui auraient pu devenir des cibles pour d'autres attentats, pouvaient avoir lieu librement, comme à l'accoutumée.

Dans les mois qui suivirent, l'état d'urgence fut reconduit plusieurs fois, jusqu'à s'appliquer pendant plus d'un an. Il est prévu qu'il reste en vigueur au moins jusqu'en juillet 2017[1] – ce qui instaure une normalité nouvelle. Et tout cela sous un gouvernement de centre gauche, dans un pays ayant une longue tradition de grèves et de manifestations perturbatrices. Il faudrait être bien naïf pour penser que Donald Trump et Mike Pence ne profiteraient pas immédiatement de la moindre attaque contre les États-Unis pour aller plus loin encore sur cette voie. Sous prétexte de sécurité, ce gouvernement multipliera arrestations et incarcérations en visant des communautés qu'il a déjà dans son collimateur : les immigrés latinos, les musulmans, les militants de Black Lives Matter ou ceux qui luttent pour le climat. Tout cela est possible. Et sous prétexte de laisser le champ libre à la police, Sessions aura une excuse toute trouvée pour mettre fin à la surveillance fédérale qui s'exerce sur la police des États et des villes.

Dans l'éventualité d'une attaque, nous n'avons hélas aucune garantie que les juges auront le courage de s'opposer à Trump comme ils l'ont fait immédiatement après son investiture. Les tribunaux peuvent bien se poser en arbitres neutres, ils ne sont pas immunisés contre l'hystérie populaire. Et le président profitera sûrement de toute attaque terroriste pour s'en prendre à eux. Ce qu'il exprime très clairement quand il tweete, après que son interdiction de voyager a été suspendue : « Je n'arrive pas à croire qu'un juge expose notre pays à un danger pareil. S'il arrive quoi que ce soit, tenez-le pour responsable et le système judiciaire avec. »

Le Prince noir est de retour[2]

Trump n'a jamais caché son intérêt pour la torture. « La torture, ça marche », a-t-il déclaré pendant la campagne, « il faudrait être idiot pour dire que ça ne marche pas ». Il a aussi promis de remplir à nouveau à Guantánamo de « mauvais gars, croyez-moi, ça sera plein à craquer ».

Légalement, ce ne sera pas facile. Depuis que le gouvernement de George W. Bush s'est servi de tous les failles juridiques possibles pour réinstaurer la torture, les tribunaux fédéraux américains ont entravé les futures possibilités de recours à des « techniques d'interrogatoire renforcées ». Quant au Sénat, il a, lui aussi, voté en 2015 un amendement limitant les méthodes d'interrogatoire aux règles stipulées dans le Manuel de terrain de l'armée.

Mais si le pays en venait à connaître une crise sécuritaire d'ampleur suffisante, on ne voit vraiment pas pourquoi une Chambre des représentants et un Sénat à majorités républicaines refuseraient d'accorder à la Maison-Blanche les pouvoirs requis. Du reste, Mike Pompeo, le directeur de la CIA nommé par Trump, s'est dit ouvert à l'idée de revenir en arrière, ce qui n'a rien de rassurant. Après avoir affirmé sans équivoque, au moment de son audience d'approbation, qu'il n'autoriserait pas le retour à la torture, il a poursuivi en déclarant : « Si des spécialistes estimaient que la loi actuelle ne permettait pas d'obtenir certains renseignements essentiels à la protection du pays, je chercherais à comprendre la nature de ces obstacles et formulerais les recommandations utiles pour modifier la loi en vigueur. » Il a aussi demandé que l'on revienne sur les (déjà faibles) limitations de récolte d'informations numériques qui ont été appliquées après les révélations d'Edward Snowden.

Qu'il soit ou non gratifié de la bénédiction du Congrès ou de la CIA, un gouvernement vraiment décidé à bafouer la loi peut malheureusement y parvenir. Pour Trump, la meilleure solution serait sans doute de sous-traiter cette sale besogne au secteur privé. L'éminence grise de Trump en ce domaine n'est autre que le fondateur de Blackwater, Erik Prince (qui se trouve être le frère de Betsy DeVos, secrétaire à l'Éducation). Jeremy Scahill, journaliste et auteur d'un livre sur Blackwater, rapporte que Prince a non seulement fait don de 100 000 dollars à un comité d'action soutenant Trump, mais qu'il a été le conseiller actif de l'équipe de transition « sur des sujets liés au renseignement et à la défense, et ce, jusqu'à militer pour la nomination de tel ou tel candidat à la Défense et au secrétariat d'État ». En avril, le *Washington Post* publiait un rapport révélant que « les Émirats arabes unis ont organisé une rencontre secrète en janvier entre Erik Prince et un Russe proche du président Vladimir Poutine dans le but évident d'établir un canal de communication entre Moscou et le président élu, selon des responsables américains, européens et arabes. Ces derniers affirment que la rencontre a eu lieu autour du 11 janvier, soit neuf jours avant l'investiture de Trump, aux Seychelles, dans l'océan Indien ».

Prince, selon le *Post*, « s'est présenté comme un émissaire non officiel de Trump ». Selon le porte-parole de Prince, le *Post* aurait « tout inventé. Cette rencontre n'avait rien à voir avec le président Trump ».

Dans cette affaire, le rôle de Prince est inquiétant pour des raisons qui dépassent le simple fait de révéler, une fois de plus, un lien éventuel entre l'équipe de Trump et la Russie. Dans la foulée d'une longue série de poursuites et d'enquêtes (en 2014, un jury fédéral déclara quatre employés de Blackwater coupables de diverses accusations, dont celle de meurtre au premier degré à la suite du massacre de la place Nissour à Bagdad où sept personnes trouvèrent la

mort), Prince tenta de changer le nom de son entreprise et finit par vendre Blackwater. Il possède aujourd'hui une nouvelle société : Frontier Services Group. Il profite de l'hystérie anti-immigrés qui gagne la planète pour faire mousser sa société en tant qu'instrument le plus efficace pour empêcher les migrants de franchir les frontières. En Europe, il affirme qu'en faisant appel aux services de son entreprise en Libye, les pays peuvent « protéger les frontières terrestres et empêcher les migrants d'atteindre la Méditerranée ». Dans un article du *Financial Times* paru début 2017, Prince prétend que si son plan était appliqué, « les passeurs ne pourraient se cacher nulle part : on pourrait les repérer, les mettre en prison et les contrôler grâce à un ensemble d'opérations terrestres et aériennes », toutes privées, toutes très lucratives.

Voir Prince refaire surface nous rappelle qu'il y a mille manières de contourner les règles constitutionnelles. Et Trump, comme d'autres hommes d'État, peut faire appel à ce type de société pour surveiller et interroger les gens, et renforcer massivement les contrôles aux frontières.

Non, ils n'ont pas besoin de plan

Trump a tout à gagner d'un retour de la peur et de la confusion, et vu son mépris évident de la vérité, certains s'attendent à ce que ce gouvernement concocte lui-même ses crises. Or s'il est mal avisé d'oublier que les personnalités qui nous gouvernent sont capables de tout, le fait est qu'elles pourraient bien se dispenser de recourir à des complots diaboliques : après tout, l'irresponsabilité et l'incompétence qui distinguent la politique de Trump en font pratiquement une machine à créer de la catastrophe.

Prenons les mesures et les déclarations publiques incendiaires du gouvernement sur les musulmans et « le terrorisme de l'islamisme radical ». Après une quinzaine d'années de prétendue guerre contre le terrorisme, ou plus exactement contre la « terreur » (*War on Terror*), on ne risque pas la controverse en affirmant l'évidence : le type d'actions ainsi désignées associé à cette rhétorique rend hautement probable une réaction violente. Aujourd'hui, ce ne sont pas les militants antiracistes ou anti-guerre qui nous mettent le plus en garde contre ce danger, mais des acteurs-clés des services de renseignement et des forces armées, ainsi que des responsables de la politique étrangère. Tout ce qui peut conforter l'idée que les États-Unis sont en guerre contre l'islam en tant que religion ou contre les musulmans en tant que groupe représente, à leurs yeux, un cadeau fait aux extrémistes en quête de justifications à leurs attaques meurtrières contre des soldats et des civils américains. Ce que Daniel L. Bynam, professeur à

l’institut Brookings, qui a fait partie de l’équipe conjointe des commissions sur le renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants chargées d’enquêter sur le 11-Septembre, exprime ainsi : « Les actes et la rhétorique de Trump accréditent le discours des djihadistes sur une guerre des civilisations. »

Le décret interdisant aux musulmans de voyager a déjà fait dire à Daech que cette « bénédiction » l’aiderait à recruter des combattants. Le ministre des Affaires étrangères iranien a prévenu que l’interdiction était un « cadeau fait aux extrémistes ». Même le conseiller à la Sécurité nationale de Trump, le lieutenant-général H.R. McMaster, a signalé qu’il était inutile de parler sans arrêt comme le fait Trump du « terrorisme islamique radical » puisque les terroristes, à son avis, sont « non islamiques ». Pourtant, rien n’a changé. Trump semble bien décidé à faire tout ce qu’il peut pour renforcer son message sur la guerre sainte.

Difficile de croire qu’il ne se rend pas compte de ses provocations ou qu’il n’est pas conscient du rapport entre sa rhétorique raciste et le climat d’incitation aux crimes haineux qu’elle a installé.

Lorsqu'un gouvernement réagit de façon excessive aux attaques terroristes, la réponse la plus meurtrière qui soit est d'exploiter le sentiment de peur pour se lancer dans une guerre totale à l'étranger. Peu importe que la cible choisie ait un lien ou non avec les attaques en question. L'Irak n'était pas responsable du 11 septembre 2001, mais on l'a envahi quand même.

Les cibles probables de Trump se trouvent surtout au Moyen-Orient et elles comprennent (entre autres) : la Syrie, le Yémen (où Trump a déjà intensifié les tirs de drones), l'Irak (où les frappes touchant des civils augmentent), et (ce qui serait plus dangereux encore) l'Iran. Ensuite, bien sûr, il y a la Corée du Nord. Déjà, après une visite de la zone démilitarisée divisant la Corée du Nord et la Corée du Sud, le secrétaire d'État Tillerson a déclaré que « toutes les options étaient sur la table », refusant sans détour d'exclure une frappe militaire préventive pour réagir aux essais de missiles des Nord-Coréens. S'ensuivit une réaction musclée de Trump annonçant le déploiement immédiat dans la péninsule coréenne de la force aéronavale d'attaque, soit deux destroyers, un croiseur lance-missiles et un porte-avions à propulsion nucléaire (détail embarrassant pour le gouvernement, ledit porte-avions fut photographié à des milliers de kilomètres de là, naviguant dans la direction opposée afin de participer à un exercice conjoint avec la marine australienne). Le tout bien appuyé d'un tweet chargé de testostérone dans lequel Trump soutenait que si la Chine ne se ralliait pas, « nous réglerions le problème sans eux ! USA ». Pendant ce temps, en Corée du Nord, les médias d'État publiaient une déclaration à faire dresser les cheveux sur la tête selon laquelle le pays était prêt à lancer une attaque nucléaire « sur le continent américain ».

Trump en appelle ouvertement à une nouvelle « course aux armements nucléaires », appel qu'on n'avait plus l'habitude d'entendre depuis les années 1980. On dit qu'il aurait demandé plusieurs fois à ses conseillers en politique étrangère pourquoi les États-Unis ne pouvaient pas tout simplement utiliser les armes nucléaires, comme si le principe des représailles lui échappait. Pour sa part, Sheldon Adelson, l'un des principaux bailleurs de fonds de Trump, a parlé de la nécessité de menacer l'Iran de frappes nucléaires « au milieu du désert, ça ne ferait de mal à personne sinon à quelques serpents à sonnette, scorpions ou je ne sais quoi. Puis tu leur dis : "Vous voyez ! La prochaine, on l'envoie en plein Téhéran. C'est qu'on ne plaisante pas, hein." » Adelson a fait un don de cinq millions de dollars pour l'investiture de Trump, du jamais vu

pour ce genre d'occasion.

Je ne prétends pas que la guerre nucléaire est pour demain. Mais Trump est en poste depuis peu et on observe déjà une escalade militaire à la fois terrifiante et étrangement incohérente. Comme l'indique son déploiement rapide de l'arsenal militaire américain – la Massive Ordnance Air Blast Bomb (MOAB, bombe à effet de souffle d'artillerie lourde) –, Trump se grise à l'idée de montrer au monde entier qu'il est le boss. Ce qui permet à Mikhaïl Gorbachev, apôtre du désarmement lorsqu'il dirigeait l'Union soviétique, d'écrire dans le *Time Magazine* que de nos jours, « la menace nucléaire semble encore une fois réelle. Les relations entre les grandes puissances se sont détériorées depuis plusieurs années. Les partisans de l'accroissement des armements et du complexe militaro-industriel se frottent les mains ». (Et c'était avant que Trump ne place la barre encore plus haut avec la Corée du Nord.)

Pourquoi les proches de Trump, et en particulier tous ceux qui viennent directement du secteur industriel de l'armement, pourraient-ils être tentés par une éventuelle escalade militaire ? Pour plusieurs raisons. On l'a vu, le tir de missile dirigé contre la Syrie en avril 2017, dont l'ordre a été donné sans l'approbation du Congrès et, par conséquent, en toute illégalité d'après des avis autorisés, a valu à Trump la couverture médiatique la plus favorable de sa présidence, les faucons libéraux n'hésitant pas à le porter aux nues avec autant d'enthousiasme que ses admirateurs de Fox News. Entretemps, sa garde rapprochée s'est empressée de se servir de ces attaques pour donner la preuve qu'il ne se passait rien de fâcheux entre la Russie et la Maison-Blanche. « S'il y a une chose que la Syrie a démontrée, c'est qu'il n'y avait aucune attache avec la Russie », déclara au *Daily Telegraph* Eric, le fils de 33 ans de Donald Trump (révélant peut-être ainsi incidemment que l'ordre de procéder à une frappe à ce point spectaculaire avait d'autres motifs que la compassion affichée pour les « beaux bébés » syriens).

Les guerres d'Exxon

Il est une autre raison pour laquelle ce gouvernement pourrait profiter d'une crise sécuritaire pour déclarer une nouvelle guerre ou provoquer l'escalade d'un conflit : il n'y a guère de moyen plus rapide ou plus efficace pour faire grimper les prix du pétrole, d'autant plus si les combats perturbent l'arrivée de ce carburant sur le marché mondial.

Ce qui peut nous interpeller tout particulièrement à ce propos, ce sont les relations déjà évoquées entre le secrétaire d'État Rex Tillerson et ExxonMobil,

l'un des géants du pétrole qui profiteraient le plus directement d'une envolée des prix. Si Tillerson a certes accepté de vendre ses actions dans la société et de se retirer de toute décision concernant ExxonMobil pendant un an, il garde néanmoins des liens étroits avec l'entreprise. Non seulement il a passé quarante et un ans chez Exxon – soit toute sa carrière –, mais ExxonMobil a accepté de lui verser une indemnité de départ colossale de 180 millions de dollars, une somme si importante (surtout si l'on considère à quel point les avoirs de la société ont fondu sous sa gouverne) qu'elle pourrait bien inspirer au secrétaire d'État certains sentiments de gratitude (comment vous sentiriez-vous par rapport à une société qui vous aurait fait un tel cadeau ?). Selon la formule de Tom Sanzillo, directeur des finances à l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis (IEEFA, institut pour l'économie énergétique et l'analyse financière) : « On peut bien sortir le gars de chez Exxon, mais pas sortir Exxon du gars. »

En outre, si Tillerson peut bien s'exclure des décisions concernant les infrastructures pour lesquelles ExxonMobil a un intérêt évident (l'approbation du pipeline Keystone XL, par exemple), il ne peut se retirer de toutes les décisions de politique étrangère susceptibles d'affecter le prix du pétrole, et donc de rapporter des milliards à la compagnie. Cela reviendrait à se retirer de toute décision portant sur un conflit armé dans de riches régions pétrolières ou à ne plus avoir de rapports directs avec les dirigeants des États pétroliers. Or nous avons déjà bien vu que Tillerson ne faisait rien de tel.

Le lien entre la guerre et les prix du pétrole n'a rien d'hypothétique. Lorsque les prix du pétrole baissent, l'instabilité augmente dans les pays producteurs comme le Venezuela ou la Russie. À l'inverse, lorsque des conflits éclatent dans des nations qui disposent d'importantes ressources pétrolières, que ce soit le Nigeria ou le Koweït, le prix du pétrole monte en flèche, car les marchés anticipent une diminution de l'offre. (Le prix du pétrole a même légèrement augmenté lorsque Trump a ordonné un tir de missile sur la Syrie en avril.) « Il existe une corrélation étroite entre les prix du pétrole et les conflits », explique Michael Klare, professeur rattaché au programme d'études sur la paix et la sécurité mondiales au Hampshire College. L'invasion de l'Irak en 2003 en a fourni une première preuve, puisqu'elle a fait passer le prix du pétrole, qui se situait à environ 30 dollars le baril au début du conflit, à plus de 100 dollars en 2008. Ce qui, de fait, a en retour suscité l'engouement que l'on sait pour les sables bitumineux et la ruée vers l'Arctique. Et la dynamique en question pourrait bien se répéter. Une guerre qui mettrait hors circuit d'importantes réserves de pétrole appartenant à des États ou qui affaiblirait significativement les pouvoirs de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) représenterait une affaire en or pour les grandes compagnies pétrolières.

ExxonMobil, qui possède d'immenses réserves de sables bitumineux et déborde de mégaprojets en Russie arctique, en tirerait des profits énormes.

Peut-être que le seul à pouvoir en tirer davantage est Vladimir Poutine, à la tête d'un vaste État pétrolier qui s'est enfoncé dans la crise depuis l'effondrement des prix. La Russie est le premier exportateur au monde de gaz naturel et le deuxième exportateur de pétrole (après l'Arabie saoudite). Quand le prix était élevé, c'était génial pour Poutine : avant 2014, 50 % des recettes budgétaires de la Russie provenaient du gaz et du pétrole. Mais quand les prix chutèrent, l'État perdit des centaines de milliards de dollars, une catastrophe économique aux phénoménales conséquences humaines. Selon la Banque mondiale, en 2015, les salaires réels diminuèrent de 10 % en Russie, le rouble fut déprécié de près de 40 %, et le nombre de personnes considérées comme pauvres passa de 3 millions à plus de 19 millions. Poutine continue de jouer à l'homme fort, mais cette crise économique le rend vulnérable dans son propre pays.

De nombreux commentateurs ont donc suggéré que les interventions militaires risquées de la Russie en Syrie étaient en partie motivées par un désir de voir remonter les prix du pétrole. Cette théorie a pour l'essentiel été lancée par Alexander Temerko, un homme d'affaires britannique d'origine ukrainienne, de droite, qui travaille dans l'industrie pétrolière. En 2015, il écrivait dans le *Guardian* : « Une guerre prolongée au Moyen-Orient ferait parfaitement l'affaire de Poutine. Plus cette guerre sera profonde et généralisée, plus les prix du gaz et du pétrole ont des chances d'augmenter, ce qui permettrait à Poutine de relancer l'économie et de rendre les sanctions inutiles. Poutine veut à terme faire entrer son pays dans une ère plus prospère, tout en maintenant un système qui tire avantage du patriotisme et du sens civique du peuple. Son grand dessein serait de pouvoir recouvrer les revenus précieux du pétrole et du gaz de manière à acheter l'adhésion de 140 millions de Russes. »

(C'est une simplification excessive : Poutine a d'autres raisons d'intervenir en Syrie, dont le désir d'avoir accès aux ports et, potentiellement, aux champs de pétrole et de gaz du pays ; sans oublier que la guerre est, comme toujours, un moyen de détourner l'attention des problèmes intérieurs.)

On a aussi beaucoup entendu parler de l'accord astronomique passé entre ExxonMobil et Rosneft, la société pétrolière d'État russe, pour effectuer des forages dans l'Arctique et dont Poutine a déclaré fièrement qu'il se chiffrait à un demi-billion de dollars. Les sanctions que le gouvernement Obama a imposées à la Russie ont fait dérailler l'entente. Il est encore éminemment possible que, malgré les positions des deux camps sur la Syrie, Trump fasse lever lesdites sanctions et remette l'accord à l'ordre du jour, ce qui donnerait immédiatement

un coup de fouet à la santé actuellement chancelante d'ExxonMobil. (Quelques mois après l'investiture de Trump, l'entreprise avait demandé qu'on abandonne les sanctions américaines, ce qui lui fut refusé.)

Même si les sanctions sont levées, le projet se retrouverait encore devant un obstacle de taille : les prix en berne du pétrole. Tillerson a conclu l'accord avec Rosneft en 2011, alors que le prix planait à environ 110 dollars le baril. Il s'agissait au départ de chercher du pétrole dans la mer au nord de la Sibérie, où les températures glaciales rendent l'extraction plus difficile. Après la dégringolade du prix du baril, d'autres géants, comme Shell et Total en France, abandonnèrent les forages dans l'Arctique, notamment à cause du gel qui fait exploser les coûts. (Le seuil de rentabilité des forages dans l'Arctique est estimé à environ 100 dollars le baril, sinon plus.) Si bien que même si Trump lève les sanctions, il serait absurde pour ExxonMobil et Rosneft de poursuivre le projet tant que les prix du pétrole ne seront pas assez élevés. En d'autres termes, les deux parties ont des raisons importantes, et sur divers plans, de vouloir que les cours du pétrole remontent.

Voilà pourquoi il importe d'établir clairement que les acteurs-clés du gouvernement Trump et de son entourage ne redoutent nullement l'instabilité et l'incertitude ; au contraire, ils seront nombreux à s'en réjouir. De Tillerson à Mnuchin, Trump s'est entouré de maîtres du chaos. Et le chaos a de longue date fait ses preuves, dès lors qu'il s'agit de faire grimper les prix du pétrole. S'il monte à 80 dollars ou plus le baril, ce sera de nouveau la ruée pour extraire et consommer les énergies fossiles les plus polluantes, jusque sous la glace en train de fondre. Une remontée des prix libèrerait la frénésie de l'extraction des énergies fossiles à haut risque et à forte teneur en carbone, et ce, à l'échelle mondiale, de l'Arctique aux sables bitumineux. Si cela arrivait, c'en serait fait de notre dernière chance d'échapper à un changement climatique catastrophique.

Donc, très concrètement, prévenir la guerre et éviter le chaos climatique ne sont qu'un seul et même combat.

Les chocs économiques

Trump ne peut ignorer que ses actes et ses discours islamophobes accroissent la probabilité d'actes terroristes, et je suppose qu'ils sont nombreux au sein de son gouvernement à bien voir que leur frénésie de dérèglementation financière risque de provoquer d'autres types de chocs et de catastrophes. Trump a annoncé son intention d'abroger la loi Dodd-Frank[3], la plus importante parmi celles qui ont été adoptées après l'effondrement des banques en 2008. Cette loi n'allait certes

pas assez loin, mais l'abroger, c'est laisser le champ libre à Wall Street pour lâcher les chiens et créer de nouvelles bulles, dont l'éclatement inévitable provoquera de nouveaux chocs économiques.

Si tout le monde sait tout cela dans l'équipe de Trump, nul ne s'en inquiète – les profits que génèrent ces bulles financières sont trop alléchants. Et puis, ils savent bien que puisqu'on n'a jamais cassé les banques, celles-ci demeurent *too big to fail* (trop grosses pour tomber), et qu'on les sauvera encore une fois si tout vient à s'écrouler, exactement comme en 2008. (En fait, Trump a émis un décret pour revoir la partie de la loi Dodd-Frank qui vise à protéger les contribuables en cas de sauvetage des banques – un signe inquiétant quand on connaît le nombre d'anciens dirigeants de Goldman Sachs qui forgent les politiques de la Maison-Blanche.)

Certains membres du gouvernement imaginent sûrement déjà les avantages politiques qu'ils pourraient tirer des suites d'un bon choc financier ou deux. Pendant la campagne, Trump a courtisé les électeurs en promettant de ne pas toucher à la couverture sociale ou au régime d'assurance maladie. Mais cela pourrait bien se révéler impossible compte tenu de l'ampleur des réductions d'impôts annoncées. Une simple crise économique, et l'excuse sera toute trouvée pour abandonner ces promesses. Dans la tourmente de ce que l'on ne manquera pas de décrire comme une apocalypse économique, Betsy DeVos pourrait même espérer réaliser son rêve de remplacer les écoles publiques par des écoles à chartes.

Trump et sa bande possèdent une longue liste de mesures qui ne se prêtent guère à des situations ordinaires. Ainsi, dans les premiers jours du nouveau gouvernement, Mike Pence a rencontré le gouverneur du Wisconsin Scott Walker pour savoir comment celui-ci avait réussi, en 2011, à priver les syndicats de leur droit à la négociation collective. (Un indice : il a invoqué la crise financière de l'État, ce qui a fait dire à Paul Krugman, un chroniqueur du *New York Times*, que, dans le Wisconsin, « la stratégie du choc battait son plein ».)

La situation est claire. On ne verra probablement pas toute la barbarie économique de ce gouvernement à l'œuvre dès la première année. Elle ne se révèlera que plus tard, quand les crises budgétaires et les chocs auront fait leur office sur les marchés. À ce moment-là, sous prétexte de sauver le gouvernement et peut-être l'économie tout entière, la Maison-Blanche commencera à exaucer un par un tous les desiderata des grandes corporations.

Les chocs climatiques

Les politiques de Trump en matière d'économie et de sécurité nationale vont à coup sûr provoquer et aggraver les crises ; de la même façon, les mesures de son gouvernement pour augmenter la production des énergies fossiles, abandonner de grands pans des lois du pays sur l'environnement et enterrer l'accord de Paris sur le climat ouvriront la voie à des accidents industriels de grande envergure, sans parler de futures catastrophes climatiques. Il faut environ une dizaine d'années pour que le dioxyde de carbone relâché dans l'atmosphère produise son plein effet, si bien que les conséquences les plus dévastatrices pour le climat des politiques de ce gouvernement ne se feront pas sentir avant la fin de son mandat.

Cela étant, le réchauffement est si avancé qu'aucun président ne parviendra au terme d'un mandat sans être confronté à d'importantes catastrophes qui y sont liées. En fait, Trump était au pouvoir depuis moins de deux mois quand de gigantesques feux de forêt dans les Grandes Plaines ont causé la mort d'un cheptel important, suffisamment pour qu'un éleveur ait désigné l'évènement comme « notre Katrina à nous ».

Trump ne s'est guère intéressé à ces incendies, pas même assez pour leur consacrer un tweet. Mais qu'une méga-tempête vienne à frapper la côte et sa réaction risque d'être bien différente : ce président connaît la valeur de l'immobilier en bord de mer et n'a jamais construit que pour les 1 %. On ne peut évidemment que craindre de voir se reproduire les escroqueries qui ont suivi Katrina et le scandale des milliards disparus de l'Irak, car les contrats établis à la hâte se prêtent à la corruption, et ce sont les personnes évacuées et les travailleurs qui en paient le prix.

Une réponse haut de gamme aux catastrophes

Quoi qu'il en soit, si l'ère Trump est susceptible d'atteindre des sommets, ce sera très probablement avec les services d'intervention mis spécifiquement sur le marché à destination des nantis en cas de catastrophes – une manchette du *New York Times* qualifiait récemment la chose d'« assurance-apocalypse pour ultra-riches ». Quand j'ai écrit *La Stratégie du choc*, cette industrie émergeait à peine et certaines entreprises pionnières ont disparu depuis. J'avais parlé, par exemple, de cette compagnie aérienne éphémère, Help Jet, basée à West Palm Beach, ce lieu que Trump affectionne tant. À ses membres, Help Jet offrait, en échange de

leur cotisation, tout un choix de services de sauvetage haut de gamme.

Si on signalait l'arrivée d'un ouragan, Help Jet dépêchait des limousines pour aller chercher ses membres, réservait pour eux un séjour en sécurité dans quelque club de golf ou spa cinq étoiles, puis les évacuait à bord de jets privés. « Pas de file d'attente, pas d'insupportables cohues, une simple expérience de premier choix qui transforme une épreuve en vacances », pouvait-on lire sur le dépliant. « Jouissez du sentiment d'avoir échappé au cauchemar des évacuations ordinaires. » Avec le recul, on se rend compte que la compagnie Help Jet ne s'était pas trompée dans son étude de marché, elle n'était qu'en avance sur son temps. De nos jours, les grands développements immobiliers de luxe de New York ont commencé à offrir des services de sauvetage privés exclusifs aux futurs résidents – depuis l'éclairage d'urgence, les pompes à eau et les générateurs privés, jusqu'aux barrières anti-inondations de quatre mètres de haut. À Manhattan, un immeuble se vante de posséder des locaux de service aussi étanches qu'un sous-marin au cas où un raz-de-marée comme Sandy frapperait la côte. Les clubs de golf de Trump se préparent aussi. En Irlande, son groupe International Golf Links and Hotel a demandé l'autorisation de construire un mur de quatre mètres sur trois kilomètres pour protéger cette propriété des fortes marées et des tempêtes toujours plus puissantes.

Evan Osnos, du *New Yorker*, rapportait récemment que dans la Silicon Valley tout comme à Wall Street, de riches survivalistes cherchent à se protéger des dérèglements climatiques et des crises sociales par l'achat d'espace dans des bunkers construits sur mesure au Kansas (et protégés par des mercenaires lourdement armés) ou de refuges sur les hauteurs en Nouvelle-Zélande. Il faut bien sûr un jet privé pour s'y rendre – la zone verte par excellence !

Mais le plus bel exemple concerne Peter Thiel, milliardaire et cofondateur de PayPal, bailleur de fonds parmi les plus importants de Trump et membre de son équipe de transition. Thiel participe au financement du Seasteading Institute, cofondé en 2008 par Patri Friedman (petit-fils de Milton Friedman). La mission de cet organisme est de permettre aux Crésus de ce monde de faire sécession et de créer des États-nations indépendants, véritables villes flottantes en plein océan, construites pour résister à l'élévation du niveau de la mer et complètement autonomes. Quiconque ne porte ni les impôts ni les régulations dans son cœur pourra tout simplement, comme l'affirme le manifeste du mouvement, « voter avec son bateau ». Il semble que Thiel se soit quelque peu désintéressé du projet ces derniers temps, prétextant que la logistique pour construire des États-nations flottants n'est « pas vraiment réalisable », mais l'aventure se poursuit.

Le plus inquiétant, dans ce survivalisme d'élite (outre son caractère pour le

moins bizarre), c'est que pendant que les riches aménagent luxueusement leurs « trappes de secours » privées, on favorise toujours moins l'entretien des infrastructures existantes capables d'aider tout le monde, sans distinction de revenu, en cas de catastrophe. C'est précisément cette dynamique qui a conduit à tant de drames inutiles à La Nouvelle-Orléans lors de Katrina. Les survivalistes surnomment la Federal Emergency Management Agency (FEMA) ainsi : « *Foolishly Expecting Meaningful Aid* » (attendre bêtement qu'on vous aide vraiment), une plaisanterie qu'on ne trouve drôle que si on a les moyens de payer comptant pour assurer sa fuite.

Cette infrastructure d'urgence à deux vitesses progresse à un rythme effarant. Dans les États où les risques d'incendie sont élevés, comme la Californie et le Colorado, les compagnies d'assurances privées offrent à leurs clients un service de « gardiennage » exclusif : quand les feux de forêt menacent les maisons, la compagnie envoie une équipe de pompiers privés qui les enduit d'un ignifuge. Et ce, pendant que la sphère publique est vouée à une désagrégation croissante.

On peut avoir une petite idée de ce qui s'annonce en regardant ce qui se passe en Californie. Pour combattre les incendies, cet État s'appuie sur 4 500 prisonniers payés un dollar de l'heure quand ils sont sur la ligne de feu à risquer leur vie, et deux dollars par jour lorsqu'ils sont au camp. Selon certaines estimations, la Californie économiserait ainsi environ un milliard de dollars par an – un aperçu de ce qui arrive quand s'imbriquent politiques d'austérité, incarcération de masse et changement climatique.

Je n'ai pas chaud du tout. Vous avez chaud, vous ?

L'essor d'une offre haut de gamme pour la préparation aux catastrophes signifie aussi que les grands gagnants du système économique seront moins enclins à faire ce qu'il faut pour nous préparer un avenir moins chaud et moins catastrophique. C'est ce qui explique peut-être la détermination du gouvernement Trump à faire tout ce qui est possible pour accélérer la crise du climat.

Jusqu'ici, les débats entourant les reculs de Trump sur la question de l'environnement ont surtout porté sur un schisme supposé entre les membres de son cercle rapproché : d'un côté ceux qui rejettent résolument la climatologie, y compris le chef de l'Environment Protection Agency (EPA) Scott Pruitt et Trump lui-même, et de l'autre ceux qui concèdent, comme Rex Tillerson et Ivanka Trump, que les humains contribuent effectivement au réchauffement de la planète. Mais le problème n'est pas là : tous, dans l'entourage de Trump,

savent pertinemment qu'eux, leurs enfants et certainement leur classe sociale s'en tireront très bien, que leur fortune et leurs relations les protègeront des pires chocs à venir. Ils perdront quelques propriétés en bord de mer, c'est sûr, mais le tout sera vite remplacé par de nouvelles villas en montagne.

Du reste, peu importe leurs positions sur la climatologie : ce qui importe, c'est qu'aucun d'entre eux ne semble s'inquiéter du changement climatique. Les premières catastrophes se produisent surtout dans les zones les plus pauvres, où la population n'est pas blanche. Et quand elles frappent de riches pays occidentaux, les nantis réussissent toujours à s'acheter une sécurité relative. Au début du mandat de Trump, le représentant républicain au Congrès, Steve King, provoqua toute une polémique en tweetant : « Nous ne pouvons pas reconstruire notre civilisation avec les enfants des autres. » Un propos révélateur sur plusieurs plans. Le Parti républicain ne s'inquiète pas du changement climatique, car bien des gens au pouvoir pensent clairement que ce seront « les enfants des autres » qui en assumeront les risques, des enfants qui ne comptent pas autant que les leurs. Tous ne sont peut-être pas des climato-sceptiques, mais presque chacun d'entre eux demeure catastrophiquement indifférent à la situation.

Cette insouciance dénote une tendance extrêmement alarmante. À une époque où les inégalités de revenus augmentent comme jamais, les élites s'isolent non seulement physiquement, mais aussi psychologiquement, en se détachant du destin collectif du reste de l'humanité. Pareille sécession (ne serait-ce que mentale) d'avec l'espèce humaine les affranchit de toute urgence à agir sur le climat et leur permet de concevoir des stratégies encore plus dommageables pour tirer profit des bouleversements et de l'instabilité qui s'annoncent.

Nous sommes lancés à plein régime vers le futur que j'ai entrevu il y a tant d'années à La Nouvelle-Orléans et à Bagdad. Un monde divisé en zones vertes et en zones rouges, avec des « sites noirs » (les prisons secrètes de la CIA) pour ceux qui refusent de coopérer. Un monde régi par une économie à la Blackwater, où des joueurs privés s'enrichissent en érigeant des murs, en mettant la population sous surveillance, en gérant des services de sécurité et des postes de contrôle privatisés.

Un monde de zones vertes et de zones rouges

C'est ainsi que le monde se fragmente à un rythme alarmant. L'Europe, l'Australie et l'Amérique du Nord dressent à leurs frontières des forteresses complexes (et privées) pour fermer l'accès à ceux qui fuient pour sauver leurs vies ; qui fuient la plupart du temps devant des forces déchaînées en grande

partie par ces mêmes continents fortifiés – qu'il s'agisse d'accords commerciaux abusifs, de guerres ou de catastrophes écologiques aggravées par le changement climatique.

On s'inquiète face à la « crise des migrants », mais beaucoup moins face aux problèmes qui sont à l'origine de ces migrations. Depuis 2014, on estime que 13 000 personnes se sont noyées dans la Méditerranée en tentant d'atteindre les côtes européennes. Pour ceux qui y parviennent, la sécurité est loin d'être garantie. L'immense camp de réfugiés de Calais en France avait été surnommé la « Jungle » – comme pour faire écho aux « animaux » de La Nouvelle-Orléans, ces gens livrés à eux-mêmes pendant l'ouragan. Fin 2016, juste avant l'élection de Trump, la Jungle a été rasée.

La palme revient cependant au gouvernement australien quand il s'agit de considérer la souffrance humaine comme une épidémie. Depuis 2012, les bateaux de migrants qui se dirigeaient vers les côtes de l'Australie ont été systématiquement interceptés en mer et leurs occupants évacués vers des camps de détention reculés sur les îles de Nauru et de Manus. Selon de nombreux rapports, les conditions de vie dans ces camps sont assimilables à la torture. Mais le gouvernement s'en lave les mains : après tout, ce n'est pas lui qui s'occupe des camps, ce sont des entreprises privées à but lucratif (évidemment).

La situation est si épouvantable à Nauru qu'en 2016 deux réfugiés se sont immolés par le feu dans l'espoir de sensibiliser le monde entier. En vain. Le premier ministre Malcolm Turnbull continue à ignorer les appels de nombreux Australiens qui exigent de voir leur immense pays accueillir des réfugiés. « Nous ne pouvons nous laisser émouvoir par cette question », dit-il, réaffirmant que « les Australiens doivent défendre leurs intérêts nationaux de façon claire et déterminée ».

Nauru, soit dit en passant, est l'une des îles du Pacifique les plus vulnérables à l'élévation du niveau de la mer. Ses habitants ont vu leurs maisons transformées en prisons pour des gens fuyant la guerre en Somalie ou en Afghanistan. Demain, ce seront peut-être eux qui devront migrer. C'est un autre aperçu de cet avenir qui est déjà là : des réfugiés climatiques de demain recrutés pour devenir les gardes-chiourme des réfugiés d'aujourd'hui.

Jets, drones et bateaux

On est vraiment ici au comble de l'ironie, puisque les conflits qui provoquent les migrations actuelles ont déjà été aggravés par le changement climatique. Par exemple, avant la guerre civile, la Syrie a connu la sècheresse la plus grave de

son histoire, avec environ 1,5 million de personnes déplacées. Des fermiers se sont installés en nombre dans la ville frontière de Daraa, à l'endroit même où l'insurrection allait éclater en 2011. Plusieurs facteurs ont sûrement contribué à faire monter les tensions, mais certains analystes, dont l'ancien secrétaire d'État John Kerry, sont convaincus que la sècheresse a joué un rôle majeur.

En fait, si on repère sur une carte les zones où les conflits sont les plus intenses dans le monde en ce moment, des champs de bataille les plus meurtriers de l'Afghanistan et du Pakistan jusqu'en Libye, au Yémen, en Somalie et en Irak, il est évident qu'elles se trouvent aussi dans certaines des régions les plus chaudes et les plus arides de la Terre. L'architecte israélien Eyal Wiezman a cartographié les cibles des drones occidentaux et découvert des « coïncidences étonnantes ». Les frappes sont fortement concentrées dans des régions où il tombe à peine 200 millimètres de pluie en moyenne par an – si peu que le moindre dérèglement du climat peut y provoquer la sècheresse. Autrement dit, nous bombardons les régions les plus arides, dont il se trouve qu'elles sont les plus déstabilisées.

Un rapport publié il y a une dizaine d'années par le Center for Naval Analyses (CNA, centre d'analyses navales) de l'armée américaine donne une explication sans fard de cette situation : « Le Moyen-Orient a toujours été associé à deux ressources naturelles, le pétrole (en raison de son abondance) et l'eau (en raison de sa rareté). » Dans le cas du pétrole, de l'eau et de la guerre au Moyen-Orient, on a vu, avec les années, se dessiner certaines tendances. D'abord, les avions de combat des pays occidentaux suivent à la trace cette abondance de pétrole et déclenchent des spirales de violence et de déstabilisation. Viennent ensuite les drones, qui suivent de très près les pénuries d'eau, puisque sècheresse et conflits vont souvent de pair. Et de même que les bombes suivent le pétrole, et les drones la sècheresse, les bateaux les suivent désormais l'un comme l'autre. Des bateaux chargés de réfugiés qui fuient leurs foyers ravagés par la guerre et la sècheresse dans les régions les plus arides de la planète.

Et cette manière qu'on a de défaire l'« autre » de son humanité pour justifier que des civils soient blessés ou tués par des bombes et des drones, on la fait maintenant subir à ceux qui arrivent par bateau (ou en bus ou à pied), comme si leur besoin de sécurité était une menace, et leur fuite désespérée une forme d'invasion armée.

La montée fulgurante du nationalisme de droite, du racisme anti-Noirs, de l'islamophobie et du suprémacisme blanc dans les dix dernières années ne peut pas être comprise autrement que comme faisant partie de ce maelström – de jets et de drones, de bateaux et de murs. La seule façon de justifier tant d'inégalités est de surenchérir sur le racisme, sur le discours prétendant que les exclus de la

zone verte du monde méritent leur sort – qu'il s'agisse de Trump traitant les Mexicains de violeurs et de *bad hombres*, et les réfugiés syriens de terroristes clandestins. Ou de la grande politicienne conservatrice canadienne Kellie Leitch proposant de sélectionner les immigrants en fonction de leur adhésion aux « valeurs canadiennes », ou de tous les premiers ministres australiens ayant prétendu que leurs îles perdues et leurs sinistres camps de détention étaient des solutions « humanitaires » préférables à la mort en mer.

C'est à tout cela que ressemble le chaos mondial dans des sociétés qui n'ont jamais réparé leurs crimes fondateurs, des pays qui n'ont jamais cessé d'affirmer que l'esclavage et le vol des terres autochtones n'avaient été que des erreurs de parcours dans une histoire au demeurant glorieuse. Après tout, comme mélange de zone verte et de zone rouge, difficile de faire mieux que l'économie des plantations esclavagistes – on y danse le quadrille dans la maison du maître pendant qu'on torture dans les champs, le tout sur fond de pillage brutal des terres ancestrales, le socle de la prospérité de l'Amérique du Nord.

Les théories de la suprématie raciale qui ont légitimé ces pillages barbares au nom de l'édification de l'ère industrielle refont surface au moment même où la richesse et le confort qu'elles ont érigés en système commencent à décliner sur plusieurs fronts en même temps.

Trump n'est qu'une manifestation précoce et brutale de cette dégringolade. Il n'est pas le seul. Il ne sera pas le dernier.

Une crise de l'imagination

En quête de mots pour décrire le gouffre qui séparait les zones vertes et les zones rouges de l'Irak quant aux privilèges et à la sécurité, les journalistes finissaient souvent par tomber sur l'expression « science-fiction ». Et bien sûr que c'en était. Une ville fortifiée où une petite minorité prospère vit dans un luxe relatif tandis que, au-dehors, les masses se font la guerre pour survivre, voilà qui ressemble aux prémisses de n'importe quel film de science-fiction récent, qu'il s'agisse de *The Hunger Games*, avec son Capitole décadent et ses colonies en détresse, ou d'*Elysium*, avec ses stations spatiales de luxe, véritables spas planant au-dessus de favelas aussi tentaculaires que meurtrières. Cette vision est au cœur des religions occidentales dominantes, avec leurs récits de grands déluges purificateurs détruisant le monde, à l'exception de quelques heureux élus chargés de le reconstruire. Leurs histoires de grands incendies qui balaient tout, anéantissent les mécréants et conduisent les justes aux portes d'une cité céleste. Nous avons si souvent imaginé notre espèce s'éteindre dans ce duel

apocalyptique entre les gagnants et les perdants qu'il est urgent d'essayer d'imaginer d'autres fins possibles à l'histoire de l'humanité. Des fins où les gens se rassemblent dans les moments difficiles au lieu de se diviser, des fins où l'on abat les frontières au lieu d'en dresser de nouvelles.

Parce que nous savons tous à peu près où mène la voie où nous nous trouvons. À un monde de Katrina, un monde où nos cauchemars les plus sinistres deviendront réalité. Il existe certes une sous-culture bien vivante de science-fiction utopiste, mais le courant dystopique qui domine n'en finit plus de produire livres et films pour imaginer sans trêve cet avenir en forme de zones vertes et rouges. Cela étant, ces œuvres dystopiques n'ont pas vocation à jouer les GPS temporels, leur objet n'est pas de nous montrer vers où, inéluctablement, nous fonçons, mais bien de nous alerter, nous réveiller, de sorte que, voyant où conduit ce chemin périlleux, nous nous décidions à changer de cap.

« Il est en notre pouvoir de refaire le monde. » Thomas Paine l'a dit il y a bien longtemps, résumant parfaitement le rêve de se libérer du passé qui était au cœur tant du projet colonial que du rêve américain. La vérité, toutefois, c'est que nous ne sommes pas dotés de ce pouvoir quasi divin de réinvention et que jamais nous ne le fûmes. Il nous faut vivre avec le désordre et les erreurs qui sont les nôtres, aussi bien que dans les limites de ce que la planète peut supporter.

Il est, en revanche, en notre pouvoir de nous changer nous-mêmes, de nous efforcer de corriger les erreurs du passé, de nous réconcilier entre nous et avec la planète que nous avons en partage. C'est ce travail-là qui forme le socle d'une résistance au choc.

---

1 Il devrait être levé à l'automne 2017 selon les déclarations d'Emmanuel Macron devant les parlementaires français réunis en congrès à Versailles le 3 juillet 2017.

2 Référence à Erik Prince, voir les paragraphes suivants.

3 La loi Dodd-Frank est une vaste législation adoptée sous Obama en 2010. Entre autres mesures, la loi règlemente les produits dérivés, protège les consommateurs contre les abus relatifs au crédit, limite les activités spéculatives. Elle vise également à protéger les consommateurs contre de futures faillites bancaires en obligeant les banques à augmenter leur capitalisation. Le gouvernement Trump a soumis une proposition au Congrès pour modifier Dodd-Frank.

Quatrième partie

Comment faire mieux

Elle est à l'horizon... Je m'approche de deux pas, elle s'éloigne de deux pas.
J'avance de dix pas et l'horizon s'enfuit dix pas plus loin.
J'aurai beau avancer, jamais je ne l'atteindrai.
À quoi sert l'utopie ? Elle sert à cela : à cheminer.

Eduardo GALEANO, *Paroles vagabondes*

Chapitre 10

Quand la stratégie du choc tourne mal

J'ÉTAIS ADOLESCENTE QUAND MA MÈRE est tombée malade. On lui découvrit une tumeur au cerveau qui provoqua une série d'attaques cérébrales graves. La première fut un véritable choc pour moi – ma mère était à l'époque plus jeune que je ne le suis aujourd'hui, elle faisait du sport, elle avait un métier qu'elle aimait. Elle était sur son vélo et en quelques heures elle se retrouva immobilisée sur un lit dans un service d'urgence neurologique, incapable de bouger ou de respirer seule.

Avant ce drame, j'avais été une adolescente difficile. Fermée comme une huître à la maison, extravertie avec mes amis, je baratinais tout le monde et faisais les quatre cents coups. J'avais de bonnes notes dans l'ensemble – mon seul mérite –, mais chez nous, c'était pour le moins tendu.

À l'instant même où la vie de ma mère changea sans espoir de retour, je changeai aussi. Je me rendis compte que je pouvais être utile. Affectueuse (imaginez !). Je mûris du jour au lendemain. Malgré un peu de mobilité retrouvée après une opération au cerveau, ma mère était méconnaissable. En la regardant changer complètement de vie et s'adapter à celle d'une personne handicapée, j'ai découvert que les humains avaient la capacité de reconstruire leurs forces.

Il arrive bien entendu que les gens régressent en temps de crise. Je l'ai constaté souvent. En état de choc, quand on ne comprend plus rien, parfois on se laisse faire comme un enfant, on se repose sur d'autres – qui s'empresseront d'abuser de notre confiance. Mais, forte de l'expérience qui a bouleversé ma famille, je suis convaincue que la réaction inverse est possible. On peut évoluer et grandir à travers une crise, mûrir, se délester de toutes sortes de bêtises.

Résistance et mémoire : les limites du non

Même chose pour les sociétés. Devant un traumatisme, une menace partagée, elles peuvent se solidariser en misant sur la raison et la maturité. L'histoire l'a montré et certains signes indiquent que cela pourrait se reproduire.

Le gouvernement Trump a dans son collimateur différentes catégories de la population : les dizaines de millions de personnes affectées par les coupes budgétaires, les militants des droits civiques, les artistes, les Autochtones, les immigrés, les spécialistes du climat... Son désir d'en découdre sur le plan militaire, son irresponsabilité catastrophique sur le plan écologique ont une portée qui dépasse les frontières des États-Unis : c'est une véritable offensive contre l'équilibre mondial et l'habitabilité de la planète. Trump et sa bande, comme de nombreux tenants de la stratégie du choc avant eux, supposent qu'en généralisant cette méthode ils épuiseront leurs adversaires, les laissant désespérés ou impuissants.

Bien qu'elle se soit souvent avérée gagnante, cette stratégie de la guerre éclair est en fait extrêmement risquée. Ouvrir les hostilités sur tous les fronts est dangereux, car si on ne parvient pas à les neutraliser en les démoralisant, les adversaires peuvent se regrouper.

Le jour où Trump signa le décret autorisant l'oléoduc Keystone XL, un membre de la nation ponca, Mekasi Camp Horinek, commentait ainsi ce danger en réponse à une question du journaliste Allan Brown : « Je voudrais remercier le président pour toutes les mauvaises décisions qu'il prend – pour toutes les nominations aberrantes des membres de son cabinet, pour les efforts qu'il fait pour réveiller le géant qui dort. Ceux qui jusqu'ici ne s'étaient jamais battus pour leurs droits, qui ne s'étaient jamais fait entendre, s'indignent aujourd'hui. Je voudrais remercier le président Trump pour son sectarisme et son sexisme, car, grâce à lui, nous sommes tous debout et unis. »

Quand l'Argentine a dit non

L'effet de surprise est la clé de toute tactique du choc : les évènements se précipitent, la population est désorientée. Seule la mémoire collective des traumatismes passés permet éventuellement de retourner l'offensive contre ses instigateurs. Elle donne la force d'absorber le choc, les peuples y puisent les références communes qui alimentent leur conscience et leur riposte.

Tout cela sautait aux yeux dans les rues de Buenos Aires, il y a quinze ans, dans une situation qui donnait un avant-goût de la suite, une fois de plus. On était fin 2001, début 2002, et l'Argentine connaissait une crise économique d'une ampleur telle qu'elle surprenait le monde entier.

En fait, dans les années 1990, le pays s'ouvre si rapidement et si complètement à la mondialisation capitaliste que le Fonds monétaire international (FMI) le considère comme un élève modèle. Les enseignes des banques internationales, des chaînes hôtelières et des fast-foods américains illuminent le ciel de Buenos Aires, tandis que ses nouveaux centres commerciaux, luxueux et très branchés, rivalisent avec Paris. À en croire la une de *Time*, on assiste en Argentine à un véritable « miracle » économique.

Puis, tout s'écroule. Entraîné dans la spirale de la dette, le gouvernement tente d'imposer une nouvelle vague d'austérité, et les immeubles flambant neufs des banques internationales doivent barricader portes et fenêtres pour empêcher leurs clients de venir y récupérer leurs économies. Tout le pays se soulève. Dans les banlieues, les supermarchés (des chaînes européennes) sont pillés. En plein chaos, le président Fernando de la Rúa, en sueur, annonce à la télévision que le pays est pris d'assaut par des « ennemis de l'ordre qui veulent semer la discorde et la violence ». Il proclame l'état de siège pour trente jours – ce qui lui donne le pouvoir de lever toute une série de garanties constitutionnelles, dont la liberté de la presse – et il ordonne le couvre-feu.

Ce discours sonne comme l'annonce d'un coup d'État militaire aux oreilles d'une majorité de citoyens – ce sera fatal au président. Les Argentins, jeunes et vieux, connaissent l'histoire de leur pays, ils savent qu'au moment du coup d'État de 1976, l'armée a brandi le même argument : il fallait rétablir l'ordre contre l'ennemi intérieur. Et la junte militaire au pouvoir jusqu'en 1983 a coûté la vie à près de 30 000 personnes.

Fernando de la Rúa est encore sur les écrans à sommer la population de ne pas sortir, qu'une foule immense est déjà en train d'affluer vers la célèbre Plaza de Mayo, au centre de Buenos Aires. Pas question de perdre le pays une autre fois. Les manifestants frappent sur leurs casseroles et s'opposent par le vacarme. Pas question de renoncer à leurs libertés fondamentales au nom de l'ordre. Pas encore une fois, non, pas cette fois.

Puis, un grand cri de révolte s'élève de la foule des grands-mères et des étudiants, des coursiers à vélo et des ouvriers au chômage, un cri adressé aux politiciens, aux banquiers, au FMI et à tous les autres « spécialistes » qui prétendent connaître la recette de la prospérité et de la stabilité : « *¡Que se vayan todos !* » – qu'ils s'en aillent tous ! Il y aura des morts, des blessés et les protestations vont se poursuivre malgré les affrontements avec la police. Plus de 20 personnes tuées dans tout le pays. Le président sera contraint à lever l'état de siège et à fuir le palais présidentiel en hélicoptère. Un nouveau président sera désigné et refusé par la foule, puis un autre subira le même sort, puis un autre encore : trois présidents en trois semaines.

Entretemps, sur les ruines de la démocratie argentine, quelque chose d'étrange et de merveilleux se produit : les gens vont mettre le nez dehors, quitter un moment leurs foyers, sans direction politique ni gouvernement stable, pour discuter. Un mois plus tard, on compte près de 250 *asambleas barriales* (des assemblées de quartier, de tailles diverses) rien que dans le centre de Buenos Aires. Imaginez Occupy Wall Street, mais partout. Dans les rues, sur les places, dans les parcs, les gens se rassemblent jusque tard le soir pour organiser, débattre, témoigner, et pour se prononcer sur à peu près tout – l'Argentine doit-elle rembourser sa dette extérieure, quel lieu pour la prochaine rencontre ou comment soutenir un groupe d'ouvriers qui a transformé une usine abandonnée en coopérative.

Ces premières assemblées furent souvent aussi thérapeutiques que politiques. Certains participants parlèrent de l'isolement qu'ils avaient vécu dans une ville de 13 millions d'habitants. Des universitaires et des commerçants s'excusèrent de ne pas s'être suffisamment souciés de leurs voisins, des publicitaires avouèrent qu'ils avaient tendance à mépriser les ouvriers, présumant qu'ils méritaient leur sort et que jamais la crise n'affecterait les comptes en banque de la classe moyenne urbaine. Aux excuses sur les injustices du présent, succédèrent des confessions terribles sur le passé des années de la dictature. J'ai vu une ménagère se lever et reconnaître que trente ans auparavant, ayant appris une fois de plus que la junte avait enlevé le frère ou le mari d'une connaissance, elle avait fermé les yeux sur la souffrance, et s'était dit : « *Por algo será* » – il doit bien y avoir une raison. Les gens cherchaient ensemble à identifier ce qu'ils avaient perdu autrefois, et à tisser des liens pour ne pas reproduire le malheur de la perte.

Et par le bas, ils changeaient le cours de leur histoire.

Les transformations politiques qui suivirent le soulèvement des Argentins n'avaient rien d'utopique. Le gouvernement progressiste qui finit par rétablir la démocratie, dirigé d'abord par Néstor Kirchner puis par sa femme Cristina, sut écouter la rue et canaliser suffisamment ses aspirations et ses revendications pour rester au pouvoir pendant dix ans (sans pour autant éviter les scandales). Si les mouvements populaires avaient eu le dessus et gouverné différemment, ce moment politique unique aurait certainement pu déboucher sur quelque chose d'autre, on en discute encore aujourd'hui avec passion. Mais il est indéniable qu'en résistant à l'austérité de Fernando de la Rúa, en refusant de rester terrés chez eux, les Argentins se sont épargné des années de saignée économique.

Quand l'Espagne a dit non

Quelques années plus tard, c'est en Espagne que la mémoire historique de la population arma la résistance au choc. Le 11 mars 2004, 10 bombes éclatèrent dans une gare et dans le métro de Madrid, tuant près de 200 personnes. Comme presque tous les Madrilènes se servent des transports en commun, chacun réalisa très vite qu'il pourrait être victime du prochain attentat, conscience qui se répandit comme une traînée de poudre, comme ce serait le cas à Paris après la vague d'attentats de novembre 2015.

L'enquête officielle révéla que les attentats avaient été organisés par une cellule terroriste inspirée par Al-Qaïda, en réaction à la participation de l'Espagne à l'invasion de l'Irak menée par les Américains. Pourtant, le premier ministre de l'époque, José María Aznar, choisit d'incriminer les séparatistes basques et (par un bizarre paralogisme) demanda aux Espagnols de soutenir sa décision impopulaire de participer à la guerre en Irak. « Il n'y a pas de négociation possible ou souhaitable avec les assassins qui ont si souvent semé la mort partout en Espagne. Seule la plus grande fermeté permettra de mettre fin à ces attentats », déclarat-il à la télévision.

Aux États-Unis, après le 11-Septembre, beaucoup de gens, y compris dans les médias, interprétèrent la rhétorique du « avec nous ou avec les terroristes » de George W. Bush et Dick Cheney comme le gage de leur fermeté, au point d'ailleurs de leur confier des pouvoirs exceptionnels pour mener ce qui allait devenir la guerre contre le terrorisme. (En Turquie, le régime de Recep Tayyip Erdoğan, déjà très autoritaire, est devenu plus draconien encore après le coup d'État raté de 2016 et le référendum qui a suivi pour étendre les pouvoirs du président.) Mais quand Aznar se servit des mêmes tactiques alors que le pays pleurait ses morts, les Espagnols n'y virent pas le signe d'un leadership puissant, mais le retour du fascisme. « Nous entendons encore l'écho de la voix de Franco », déclara José Antonio Martínez Soler, le rédacteur en chef d'un important journal de Madrid qui avait été persécuté sous la dictature franquiste. « Dans chacun de ses actes, chacun de ses gestes, chacune de ses phrases, Aznar affirma qu'il avait raison, qu'il détenait la vérité et que ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui étaient ses ennemis. » Aussitôt, parce qu'ils avaient en mémoire ce qu'ils avaient subi autrefois, les Espagnols descendirent massivement dans la rue pour dire non à la peur et au terrorisme, mais aussi aux mensonges du gouvernement et à la guerre en Irak. Aznar fut défait lors des élections législatives du 14 mars – soit trois jours après les attentats –, au profit d'un parti qui promettait de retirer les troupes espagnoles de l'Irak. C'est bien la mémoire collective des chocs du passé qui permit, ici, de résister aux chocs du présent.

Le pays qui fut frappé de terreur le 11 septembre 2001 ne connaissait pas ce type de mémoire traumatique commune, si vivante en Espagne et en Argentine. Je ne dis pas que l’histoire américaine est exempte de traumatismes. Du génocide des peuples autochtones à l’esclavage, en passant par le lynchage et les incarcérations de masse, les États-Unis se sont construits sur la base d’un terrorisme d’État, un terrorisme intérieur. Les traumatismes font partie intégrante de leur histoire, depuis toujours et jusqu’à ce jour. Ils ont rendu possibles les pires abus. Après la guerre civile, par exemple, le gouvernement balaya rapidement la promesse faite aux esclaves libérés de leur distribuer des terres en réparation. L’économie était bien trop en ruine et le pays bien trop divisé, la crise financière de 1873 (surnommée la « Grande Panique ») vint sceller le tout : les esclaves libérés du Sud, au lieu des réparations promises, eurent droit à la terreur. Pendant la Grande Dépression, en plein chaos économique, deux millions de Mexicains et d’Américains d’origine mexicaine furent expulsés du pays. Après les attaques de Pearl Harbor, environ 120 000 Japonais américains (dont les deux tiers étaient nés aux États-Unis) furent envoyés dans des camps d’internement ; même chose au Canada, où la quasi-totalité de la population canado-japonaise fut interpellée et internée *manu militari*.

Aux États-Unis, après le 11-Septembre, on sait très bien que le pouvoir exploite les traumatismes collectifs pour rétrécir le champ de la démocratie et des droits. Là n’est pas le problème. Les populations touchées saisissent parfaitement le sens des attentats, bien sûr. Par contre, on manque d’une compréhension plus large, comme si ces évènements ne s’inscrivaient pas dans une mémoire commune – mémoire qui seule aurait pu éclairer la différence entre le fait d’adopter des mesures de sécurité raisonnables et de tirer profit de la situation.

C’est ainsi que Bush a eu le champ libre pour user impitoyablement du traumatisme du 11-Septembre : il s’en est pris aux libertés civiles, puis s’est lancé dans des conflits armés à l’étranger après avoir falsifié les données des services de renseignements – c’est désormais prouvé. C’est aussi pourquoi aucun Afro-Américain de La Nouvelle-Orléans n’a été surpris par la négligence et la violence de l’État pendant et après Katrina, alors que pour de nombreux Blancs c’était sans précédent.

Les mêmes clivages raciaux existent entre ceux qui ont été sidérés par la victoire de Trump et ceux qui l’ont vu venir.

Il est indéniable que depuis l'arrivée au pouvoir de Trump, le souvenir de la façon dont le 11-Septembre a été instrumentalisé persiste. Trump et ses partisans ont bien tenté de jouer sur la peur – des musulmans, des Mexicains, des « ghettos » où règne la violence – pour manipuler et diviser la population, mais la tactique s'est chaque fois retournée contre eux. Depuis l'élection, des milliers de gens ont participé à des actions politiques pour la première fois de leur vie et se sont empressés d'exprimer leur solidarité envers ces « autres » qu'on voulait leur faire rejeter.

Tout a commencé dès les premiers instants de l'ère Trump. Le jour de l'investiture à Washington DC, de petits groupes représentant divers mouvements (allant des groupes pour la justice climatique à Black Lives Matter) se mirent à occuper certains croisements du quartier entourant le Capitole pour barrer l'accès à la cérémonie. Le lendemain, ce fut au tour des femmes de manifester. Bilan : 4,2 millions de personnes dans les rues de 600 villes différentes. Le plus grand mouvement de protestation de toute l'histoire des États-Unis. Et bien que d'importantes organisations de femmes et des militantes d'expérience aient contribué à la planification et à la logistique du défilé, l'idée première était venue d'une avocate à la retraite, une grand-mère d'Hawaii qui avait lancé à ses quelques amis Facebook : « Je crois qu'il faut manifester. »

J'ai manifesté à Washington DC avec ma famille et mes amis et j'ai été frappée de constater que si les femmes étaient en majorité, des dizaines de milliers d'hommes s'étaient aussi mobilisés pour défendre les droits de leurs compagnes, de leurs mères, de leurs sœurs, de leurs filles et de leurs amies. Si certains ont cru d'abord défiler pour les droits des femmes à contrôler leur corps ou pour l'équité salariale, ils ont vite dû se rendre à l'évidence : en cette ère nouvelle, les luttes des femmes se sont élargies, il faut aussi défendre les femmes noires contre la violence policière, les femmes immigrées contre la peur de la déportation, et les femmes transgenres contre la haine et le harcèlement. Selon les termes mêmes des organisatrices : « Cette marche représente une première étape vers l'unité, une unité fondée sur de nouveaux rapports qui permettront de changer la société en partant de la base. »

Le même désir d'unité a pu être observé lorsque le gouvernement a pris pour cible des communautés particulières ou lorsque ces communautés ont été la cible de crimes haineux indirectement encouragés par lui. Cette nouvelle forme d'engagement politique est devenue manifeste lorsque Trump a émis le premier décret interdisant aux musulmans d'entrer aux États-Unis et que des dizaines de milliers de personnes, de toutes obédiences et athées, ont envahi rues et

aéroports aux mots d'ordre de « Nous sommes tous musulmans » et « Laissez-les entrer ».

L'un des pays visés par l'interdiction de voyager fut le Yémen. À New York, les familles américano-yéménites, qui possèdent bon nombre d'épiceries de quartier – que tout le monde sur place appelle « *bodegas* » –, ont rapidement réagi. Cette communauté n'a pas la réputation d'être particulièrement active sur le plan politique, et elle n'est pas représentée non plus par de grandes organisations ou syndicats. Pourtant, en l'espace de quelques jours, la ville a connu ses premières grèves de *bodegas* : les portes de plus de 1 000 boutiques demeurèrent closes. Certains commerçants organisèrent des prières dans l'espace public et furent soutenus par des milliers de personnes, familles, amis et clients. Les groupes religieux en particulier se mobilisèrent pour contrer la tactique du « diviser pour mieux régner ». Quand les cimetières juifs de St. Louis et de Philadelphie furent vandalisés, par exemple, les organisations islamiques recueillirent plus de 160 000 dollars pour payer les réparations, soit 8 fois plus qu'escompté. Et lorsqu'un nationaliste blanc ouvrit le feu dans une mosquée de la ville de Québec en janvier 2017, tuant 6 personnes et en blessant 90, l'émotion fut très vive dans la province comme dans le reste du Canada ; de Vancouver à Toronto en passant par Iqaluit, des dizaines de commémorations et de veillées furent organisées, souvent devant les mosquées.

Quand le climat social est propice à la peur et à la division, certains gestes, même modestes, peuvent réaffirmer notre humanité commune. Les partisans de Trump ont lancé sur le net une campagne odieuse pour dénigrer une des organisatrices du défilé de Washington DC, Linda Sarsour, une Américaine d'origine palestinienne, en l'accusant de soutenir secrètement le terrorisme et d'être antisémite – le type d'insinuations qui ont anéanti vies et carrières après le 11-Septembre. Mais, cette fois, ce fut en vain : la contre-campagne s'organisa en un instant autour du hashtag #IStandWithLinda et prit une ampleur telle qu'elle fit oublier tout le reste. Un autre exemple : quand Daniel Ramírez Medina, un jeune homme de 24 ans arrivé du Mexique avec ses parents alors qu'il était enfant, fut arrêté par des agents de l'immigration, des militants se mobilisèrent et réussirent à le faire sortir du centre de détention de l'État de Washington après plus de six semaines d'incarcération.

À plus grande échelle, des centaines de villes et de comtés (auxquels se sont ajoutés des écoles, des campus universitaires, des paroisses et des restaurants) ont pris l'initiative de se déclarer « sanctuaires » pour les immigrants que le gouvernement Trump voudrait expulser. Le mouvement des sanctuaires (amorcé bien avant les élections de 2016) s'appuie sur l'idée que la solidarité au niveau local pourrait bloquer les expulsions. Toutefois, comme plusieurs l'ont souligné,

ce n’est pas l’arme absolue contre les descentes de la police et des agents frontaliers qui déchirent les familles. C’est d’ailleurs ce qui a conduit l’American Civil Liberties Union (ACLU, union américaine pour les libertés civiles), qui a recueilli près de 800 millions de dollars de dons en ligne dans les trois mois suivant l’élection, à organiser une campagne encourageant États et villes à adopter une série de neuf mesures pour protéger les immigrés contre le programme de Trump. Un mois plus tard, près d’un millier de collectivités diverses entreprirent de faire pression sur les services de police pour qu’ils s’engagent en ce sens. (Certains considèrent malgré tout que ces mesures restent insuffisantes.)

D’autres groupes d’activistes se mirent à rendre manifeste de multiples manières l’interdépendance existant entre citoyens et immigrés, ce que la xénophobie montante cherche toujours à dénier. En février 2017, des travailleurs de tous les secteurs dans plusieurs villes ont participé au « Day Without Immigrants » (journée sans immigrés), dont le but était de souligner la dépendance de l’économie américaine à ceux que Trump essaie de jeter dehors. L’un des organisateurs de ce mouvement déclara à un journaliste : « Nous voulons faire comprendre que cette ville cesserait de tourner si nous n’étions pas là pour construire, cuisiner, laver. » (En Oklahoma, 12 employés de restaurant furent licenciés pour avoir manifesté et au moins deux restaurants voisins proposèrent aussitôt de les réembaucher.)

La revanche de la réalité

Faire la guerre aux faits, c’est aussi ce qui caractérise l’ère Trump : non seulement la presse a-t-elle été qualifiée d’ennemie du peuple, mais l’information scientifique a disparu des sites web du gouvernement, le changement climatique est tout bonnement banni des réseaux de communications officiels. En réaction, quelques initiatives ont fleuri pour défendre la réalité objective. Le compte Twitter du Parc national des Badlands résista le premier à la censure de l’information scientifique en tweetant, juste après l’investiture, des données sur l’acidification des océans et le niveau de dioxyde de carbone dans l’atmosphère. Les messages furent aussitôt retirés, mais non sans laisser dans leur sillage une vague de comptes Twitter indisciplinés.

Constatant la disparition de données essentielles des sites gouvernementaux, tout un réseau international s’est mobilisé pour éviter ces pertes. Peu de temps après la victoire de Trump, Internet Archive planifiait de localiser les données américaines sur un serveur canadien. Bibliothèque numérique à but non lucratif

basée à San Francisco, Internet Archive se consacre depuis vingt ans à la conservation des données du web pour le public (des millions de pages sont déjà archivées). Dans les jours qui ont précédé l'investiture de Trump, des « sauvetages de données » ont été organisés dans différentes villes : chercheurs et bénévoles ont conjugué leurs efforts pour récupérer les bases de données de l'Environment Protection Agency (EPA) et autres sites gouvernementaux. En février 2017, l'« hackathon[1] » de Berkeley attira 200 experts de la protection de données désireux eux aussi de sauver tout un savoir produit dans les institutions publiques, entre autres les programmes du département de l'Énergie et des sciences de la Terre de la NASA.

Les scientifiques hésitent souvent à s'engager politiquement, ils craignent que leur impartialité ne soit remise en question s'ils prennent parti dans des domaines qui touchent leurs recherches. Cette prudence peut bien sûr se défendre, mais en l'occurrence, devant l'offensive du gouvernement Trump contre la réalité scientifique, le voyant supprimer sans vergogne les données qui dérangent, certains ont fini par sortir de leur réserve. Jane Goodall, la célèbre primatologue, a même parlé d'un *trumpet call*, une alarme qui devait réveiller la communauté scientifique.

Il semble que l'appel ait été entendu, puisque des dizaines de milliers de scientifiques se sont rassemblés pour la Marche pour les sciences dans les rues de Washington DC le 22 avril 2017, Jour de la Terre. À Chicago et à Los Angeles, 40 000 autres en ont fait autant (en fait, plus de 600 manifestations furent organisées aux États-Unis et dans 68 pays). Comme le déclarera un biologiste de Stanford au journal *The Guardian*, « si on ne peut plus discuter des faits ouvertement, comment la démocratie, qui est fondée sur le débat public et la confiance envers ce qui est considéré comme vrai dans nos sociétés, pourrait-elle survivre ? Alors, nous manifesterons ». (Et partout le même slogan : « Qu'est-ce qu'on veut ? La science ! Quand ? Après l'évaluation par les pairs ! ») À peine une semaine plus tard, nous étions des centaines de milliers rassemblés dans la chaleur étouffante de Washington DC (encore une fois, il faut ajouter des centaines de marches parallèles ailleurs) sous une bannière où on pouvait lire : « Climat, emplois et justice ». Cette fois, il s'agissait non seulement de respecter la science, mais d'en faire le fondement d'un changement social et économique radical et urgent.

*

* *

Qui est « militant », qui est « organisateur » et qui ne l'est pas ? Cette première vague de résistance efface progressivement les balises des définitions. Certains se mettent à coordonner des évènements politiques d'envergure alors qu'ils n'ont jamais rien fait de tel. Beaucoup découvrent qu'ils ont tout un savoir à partager au sein de ce nouveau réseau de résistance, quel que soit leur domaine, qu'ils soient avocats ou serveurs. Et où qu'ils vivent, où qu'ils travaillent, dans leurs laboratoires, leurs épiceries, leurs cabinets juridiques ou leurs foyers, tous ces gens ont en main le pouvoir d'enrayer ce système si dangereux pour peu qu'ils s'allient à d'autres.

On peut multiplier les exemples d'initiatives citoyennes. En marge des campagnes et des manifestations extrêmement médiatisées, l'intérêt pour l'éducation populaire renaît, ainsi que celui pour le fonctionnement même de la démocratie. Tous savent que pour être à la hauteur de l'urgence et de l'importance du moment, il faut en savoir long sur l'histoire et aussi sur ce qui pousse à la transformation des individus et du système. Du coup, quand des étudiants d'Harvard annoncent l'ouverture de leur « École de la résistance », des cours dispensés en classe et en ligne offrant « les outils nécessaires pour riposter au niveau du gouvernement fédéral, des États et des municipalités », plus de 50 000 personnes, provenant des 50 États, s'inscrivent.

Dans les jours qui ont suivi l'élection de Trump, un groupe d'anciens employés démocrates du Congrès ont rédigé un document collaboratif de 84 pages expliquant comment le Tea Party s'en était pris au programme d'Obama, circonscription par circonscription. Ils l'intitulèrent l'*Indivisible Guide*, un guide pratique pour résister à Trump. Dans les cent premiers jours de la présidence, près de 7 000 sections « indivisibles » ont été créées, pas toujours par des militants purs et durs, parfois par des enseignants et des retraités furieux que leurs représentants soutiennent Trump. L'*Indivisible Guide* va au-delà du mode d'emploi de démocratie directe. Avec le mouvement qui l'entoure, il débouche, selon les termes d'un apprenti militant de Virginie, « non seulement sur une communauté politique, mais sur une communauté qui se soucie des individus, qui se rassemble autour d'un sentiment de responsabilité civique face à ce système qui déraille ».

On sent aussi que les Blancs cherchent toujours plus à combattre les préjugés racistes qui traversent tous les niveaux de la société. Les formations et les ateliers collectifs du type de Showing Up for Social Justice[2] connaissent un regain d'affluence. L'Arab American Association de New York et d'autres groupes organisent des séances de formation toujours très fréquentées sur l'intervention en cas de crime haineux et de harcèlement raciste.

En même temps, alors que le gouvernement se prépare à sabrer dans le

financement des centres d'hébergement pour femmes, du planning familial et des programmes contre la violence envers les femmes, la résistance s'organise et des activités de financement populaire se mettent en place. Dans le mois qui suit l'élection, Planned Parenthood atteint le nombre incroyable de 260 000 donateurs, motivés pour près du quart par les déclarations du vice-président Mike Pence (pendant la campagne électorale, il a espéré que l'arrêt historique de la Cour suprême *Roe v. Wade*, légalisant l'avortement, disparaîtrait « dans les poubelles de l'histoire »).

Tous ces gestes de solidarité, toute cette volonté vont dans le même sens : après des décennies de combat politique en silos, il est devenu impossible d'imaginer vaincre seul. Pour faire capituler Trump, il faut coopérer, s'unir et se serrer les coudes comme jamais auparavant. D'ailleurs, au moment même où débutaient les auditions précédant la formation du cabinet Trump, une cinquantaine d'organisations engagées sur divers fronts produisaient une déclaration de « résistance unie », qui engageait publiquement ses signataires à « se soutenir mutuellement, être responsables les uns envers les autres et être solidaires, que ce soit dans la rue, dans les lieux de pouvoir ou dans les groupes sociaux au quotidien ». Et de conclure : « S'ils s'en prennent à l'un, ils s'en prennent à tous. »

La résistance ne peut plus se limiter à un seul champ. Angela Davis, lors de la Marche des femmes à Washington DC, a puissamment évoqué cela : « Les 1 459 jours à venir du gouvernement Trump seront 1 459 jours de résistance. Résistance sur le terrain, résistance dans les salles de cours, résistance au travail, résistance par l'art et la musique. Ce n'est qu'un début et, pour reprendre les paroles de l'inimitable Ella Baker[3] : "Nous qui croyons en la liberté, nous ne prendrons aucun repos avant qu'elle n'advienne." »

Ce refus catégorique de se laisser intimider par Trump s'étend maintenant au-delà des frontières des États-Unis, à tout le continent nord-américain. Dès l'annonce de l'interdiction de voyager aux États-Unis pour les musulmans, des milliers de Canadiens, sur l'appel d'organisations musulmanes et des groupes de défense des droits des immigrés, se sont mobilisés pour exiger que le Canada offre l'asile aux migrants et aux réfugiés interdits d'entrée aux États-Unis. Devant les vagues de gens qui tentent de fuir les États-Unis et d'entrer au Canada à pied, souvent par un froid polaire, ce mouvement de soutien prend de l'ampleur.

Au Canada, selon la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, les États-Unis sont au nombre des « tiers pays sûrs », c'est-à-dire des pays qu'on ne peut pas fuir pour ensuite demander l'asile au Canada. Le gouvernement canadien est sollicité de toutes parts, par des pétitions et des manifestations, pour

que ces règles changent. Dans une lettre signée par un groupe de juristes, on peut lire que les actes de Trump « reflètent précisément le sectarisme, la xénophobie et les campagnes d'intimidation nativistes[4] que le droit international sur la protection des réfugiés entend combattre ».

Au Mexique, entretemps, des milliers de personnes dans plus d'une dizaine de villes se sont opposées aux politiques d'immigration de Trump, à sa campagne de diffamation constante contre les Mexicains. Mais la pression vient aussi d'ailleurs. En Grande-Bretagne, près de deux millions de personnes ont signé une pétition pour que leur gouvernement s'abstienne d'inviter Trump en visite officielle (il aurait, dit-on, réclamé une promenade dans le carrosse en or de la Couronne). Au niveau international, on exige des gouvernements qu'ils imposent des sanctions aux États-Unis, qui n'ont pas respecté leurs engagements de l'accord de Paris. Enfin, le mouvement pour saboter la marque Trump est en plein essor, comme en témoigne l'appel à un boycott mondial des sociétés qui louent des espaces dans les tours Trump, et les campagnes incitant les promoteurs à faire disparaître le nom de Trump des gratte-ciel de leurs villes.

... Et autour du monde

Dans les pays où il existe des mouvements nationalistes ou néofascistes (c'est-à-dire presque tous), tout semble indiquer que la résistance se structure. En Europe, après une vive réaction anti-immigrés, d'immenses foules à Berlin ou à Helsinki scandent des slogans qui leur souhaitent la bienvenue. À Barcelone, plus de 100 000 personnes ont répondu à l'appel de leur nouvelle mairesse (une ancienne militante du droit au logement) et sont descendues dans la rue sous la bannière « *Volem acollir* » (nous voulons accueillir).

Là où les gouvernements ont failli à la tâche, des associations sur le terrain sont intervenues directement. Des migrants débarqués en Grèce en 2015 ont trouvé des citoyens qui avaient « subi le traitement de choc de l'austérité pendant cinq ans, qui avaient vu leur vie se détériorer et leurs droits sociaux et politiques s'évaporer, comme leurs droits syndicaux », écrit le sociologue Theodoros Karyotis. L'« élan de solidarité » n'en a pas été freiné. Des milliers de Grecs ont ouvert leurs portes aux réfugiés, on a livré dans les camps des millions de repas préparés par la population, on a soigné gratuitement dans les dispensaires et on a ouvert un entrepôt dans une usine autogérée pour collecter des vêtements et de la nourriture pour bébés.

En Allemagne, des citoyens ont créé une sorte d'« Airbnb pour réfugiés », trouvant dans les quartiers des chambres disponibles pour les familles de

migrants en quête d'un logement sûr. (Les autorités allemandes, quant à elles, s'étaient contentées de proposer des solutions d'hébergement pour le moins sommaires, dans des gymnases, des édifices publics vacants, des entrepôts, des baraquements militaires, et même un ancien camp de travail forcé nazi.) Treize autres pays ont suivi l'initiative des citoyens allemands. Mon propre pays connaît un extraordinaire mouvement d'accueil des réfugiés puisque des milliers de Canadiens parrainent des familles syriennes, assumant personnellement et financièrement les besoins des nouveaux arrivants pendant un an, le temps qu'ils s'adaptent à la langue, à la culture, au climat. Selon le *New York Times*, il s'agit là d'un « programme de réinstallation qui repose plus que partout ailleurs sur les individus ».

Plus encourageant encore, la montée de Trump n'a pas déclenché la vague électorale d'extrême droite qu'on prévoyait ; ce fut même parfois le contraire. En fait, il semble qu'après avoir vu ce dont Trump était capable, les électeurs aient décidé de stopper la vague. Avant les élections de mars 2017 aux Pays-Bas, la victoire de Geert Wilders et de son Freedom Party (parti de la liberté), profondément anti-islamique et xénophobe, semblait envisageable. Mais Wilders a perdu tout à coup la faveur populaire et le parti au pouvoir a remporté la majorité des sièges. Le plus grand gagnant de cette élection est le parti GroenLinks (gauche verte), qui est passé de 4 à 14 sièges. Son chef, Jesse Klaver, d'origine marocaine et indonésienne, avait fait campagne autour d'un message antiraciste tout ce qu'il y a de plus clair. Le jour des élections, Klaver a lancé un avertissement en ces termes à ses homologues européens qui se heurtent à la résurgence du populisme de droite et du racisme : « N'essayez pas de tromper les gens. Défendez vos principes. Soyez francs. Soyez pro-réfugiés. Soyez pro-européens... On peut stopper le populisme. »

Il faut croire que ce conseil était dans toutes les mémoires en France quelques mois plus tard – même si finalement pas assez. Devant le risque d'une victoire de Marine Le Pen et d'un duel de type Trump-Clinton, de nombreux électeurs ont retiré leur soutien aux candidats du centre pour le reporter sur le populiste de gauche Jean-Luc Mélenchon. Les discours de Mélenchon en faveur d'une redistribution radicale des richesses, pour la paix et contre le libre-échange semblèrent tout à coup emporter les foules, il put rassembler jusqu'à 70 000 personnes, davantage que n'importe quel autre candidat. Contre toute attente, Mélenchon (à qui les sondeurs ne prévoyaient que 9 % des votes) réussit à obtenir 19,6 % des suffrages exprimés au premier tour, à 2 points des deux candidats du second tour. Emmanuel Macron, ex-banquier néolibéral, finira par l'emporter largement sur Marine Le Pen, dont le parti d'extrême droite battra toutefois son record. Environ le tiers des électeurs choisirent d'exprimer leur

mécontentement en s’abstenant ou en annulant leur bulletin de vote. Pendant la même période, en Espagne, des candidats enracinés dans les mouvements sociaux ont remporté les mairies de Barcelone et de Madrid, et se sont retroussé les manches pour accueillir les réfugiés, loger les sans-abris et combattre la pollution.

La solidarité survivra-t-elle à un choc majeur ?

Après la politique du « diviser pour mieux régner » adoptée dans la foulée du 11-Septembre, toutes ces réactions représentent un progrès énorme. Jusqu’ici, les tactiques du choc de Trump ne parviennent pas à déstabiliser l’opposition. Au contraire, elles la réveillent, aux États-Unis et partout dans le monde. Cela dit, les nouvelles coalitions qui se sont formées aux États-Unis ne se sont pas encore retrouvées face à une crise majeure ou à l’état d’urgence. On verra ce qu’il adviendra du courage et de la solidarité quand on annoncera aux gens qu’ils sont en danger immédiat, que la communauté qu’ils défendent cache le suspect qui a fait sauter une bombe la semaine précédente. La véritable épreuve du feu, ce sera à ce moment-là.

Les relations interpersonnelles qui se sont tissées ces derniers mois seront sans doute assez solides pour faire taire la peur quand viendra l’urgence. Nous avons de bonnes raisons de le croire. Si Trump tente de profiter d’une crise pour passer en force des mesures draconiennes, cette humanité debout est prête à l’arrêter sur ces mots : « Non, pas cette fois. »

---

1 Réunion de développeurs intéressés par la programmation informatique collaborative.
2 Un réseau de groupes et d’individus rassemblant des Blancs qui veulent lutter pour la justice raciale.
3 Militante de premier plan du mouvement des droits civiques, née en 1903 et morte en 1986. Critique infatigable du racisme bien sûr, mais aussi du sexisme et du clivage de classes.
4 Le nativisme est un courant politique présent dans certains pays peuplés d’immigrants (comme les États-Unis, le Canada, l’Australie et la Nouvelle-Zélande) qui s’oppose à toute nouvelle immigration.

Chapitre 11

Un « non » qui n’a pas suffi

C’EST BIEN LÀ QUE LES CHOSES SE COMPLIQUENT. Se contenter de s’opposer aux tactiques du choc ne suffit pas toujours à y mettre un terme. Telle est la leçon que j’ai tirée des évènements survenus un an après la parution de *La Stratégie du choc*, au moment où Wall Street a été affectée par la crise la plus grave de son histoire depuis la Grande Dépression de 1929.

On sait comment cette crise de 2008 – provoquée par l’insatiable soif de profit du secteur financier – a été exploitée de par le monde, et en particulier dans le sud de l’Europe, pour extorquer aux gens ordinaires des concessions punitives de l’ordre de la stratégie du choc. Les Européens ont résisté à ces tactiques cyniques avec un courage et une ténacité incroyables (qui dépassent de loin tout ce qu’on a pu voir jusqu’à présent dans les États-Unis de Trump). Ils ont occupé les squares et les places publiques pendant des mois. Ils ont déclenché des grèves générales et paralysé des villes entières et, dans certains cas, ils sont allés aux urnes pour chasser les salauds qui étaient au pouvoir. En dehors de l’Europe, en Tunisie, ce fut la hausse soudaine des prix de l’alimentation qui déclencha la vague de soulèvements qu’on a appelée le « Printemps arabe ».

Un des slogans de la rue qu’on entendait à l’époque, d’abord en Italie, puis en Grèce et en Espagne, disait : « Nous ne paierons pas pour votre crise ! » Des millions de gens avaient compris que c’était cela qu’on leur demandait. Ils étaient acculés, forcés de payer pour les péchés des banquiers par des baisses de salaires et une augmentation du coût de la vie. Et ils ont dit non. Haut et fort, sans ambigüité, et en nombre phénoménal.

Mais cela n’a pas suffi et presque partout les sanctions économiques ont continué à tomber. Il arrive parfois qu’on puisse contrer une mesure d’austérité particulièrement odieuse en descendant dans la rue. Au Québec, en 2012, les étudiants sont arrivés à repousser une augmentation des droits de scolarité ; au Chili, ils ont exigé une refonte de leur système d’éducation en faillite. Mais le programme d’austérité a tenu bon.

Le pire, c'est que cette vague de manifestations et d'occupations n'a entraîné aucun changement fondamental du modèle économique, rien qui nous fasse quitter le chemin qui mène inexorablement au monde de zones vertes et de zones rouges que j'ai évoqué. Alors que les lacunes de notre modèle se révélaient de façon plus flagrante que jamais depuis la Grande Dépression, nous n'avons pas su profiter collectivement de l'occasion pour nous saisir du volant de l'histoire pour impulser l'embardée nécessaire.

La responsabilité à cet égard est collective. On ne peut reprocher à nulle instance particulière, individu ou parti politique, ce qui n'a pas eu lieu. Mais après le krach financier de 2008, cet échec était particulièrement frappant aux États-Unis, car un ensemble de facteurs semblaient alignés favorablement pour que s'amorce un changement profond et pas seulement conjoncturel. D'où l'importance d'analyser cet épisode à fond, non pas pour désigner des coupables, mais pour comprendre comment on a pu passer à côté d'une ouverture politique aussi rare. Et pour ne pas refaire les mêmes erreurs quand le prochain choc économique nous percutera.

Revenons en arrière, début 2009. Barack Obama, le premier président afro-américain, entre à la Maison-Blanche, un désaveu sans équivoque des deux mandats de Bush. Il a remporté facilement le vote populaire et ses collègues démocrates vont prendre les rênes du Congrès pour deux ans.

Obama détient aussi un mandat démocratique clair, qui exclut le recours au bricolage pour redresser une économie en miettes. Dans les trois mois qui ont précédé son investiture, le pays a perdu près de deux millions d'emplois et les perspectives paraissent sombres pour 2009. L'idée de s'attaquer à Wall Street est extrêmement populaire (et l'est toujours) : après tout, si tant de gens ont perdu leur toit, leur emploi et vu disparaître les économies de toute une vie, c'est bien parce que les grandes institutions financières ont fait sombrer l'économie. Personne ne soutient les banques, leurs dirigeants en sont à quasiment se cacher. Pendant la campagne, Obama parle de sa ferme intention de reconstruire l'économie pour récompenser « le travail acharné et les sacrifices des gens ordinaires » et de résister « à la cupidité et l'irresponsabilité de Wall Street ».

Le nouveau gouvernement a également pour mandat de lutter contre la crise climatique. Après huit ans de déni et d'obstruction sous George W. Bush, Obama promet d'établir un prix pour le carbone et de créer cinq millions d'emplois verts grâce à d'importants investissements, y compris dans le secteur des énergies renouvelables et des voitures hybrides. Le soir de sa victoire à la primaire démocrate, Obama déclare devant une foule en délire que ce moment restera dans les mémoires comme celui où la hausse du niveau des océans a commencé à ralentir et où « la planète a commencé à guérir ». D'accord, tout

cela restait un peu vague, mais on assistait à une élection pas comme les autres et il ne faisait aucun doute que le mandat démocratique en faveur de l'audace était entre de bonnes mains.

Quand les banques étaient à genoux

Avec le recul, il est clair que pendant un court laps de temps, juste avant de perdre le Congrès, Obama et les démocrates disposaient d'un pouvoir économique considérable. D'abord, ils avaient toute latitude pour élaborer un programme de relance qui redonnerait vie à l'économie réelle et lui apporterait la croissance nécessaire. Après des années et des années de coupes dans les dépenses sociales, un large consensus s'établissait soudain autour d'une intervention fédérale pour sortir l'économie de la récession. Le programme de relance devait finir par représenter 800 milliards de dollars, une somme colossale, même si à l'époque beaucoup l'accusèrent d'être trop modeste.

Et ce n'est pas le seul outil dont disposait Obama pour tenir sa promesse de relancer l'économie réelle. Les banques étaient à genoux, elles recevaient des billions de dollars de renflouage direct et de garanties de prêts, et on discutait avec passion aux États-Unis et partout dans le monde pour savoir ce que devraient exiger les gouvernements pour sauver les banques des conséquences de leur propre cupidité. Plafonner les salaires des cadres supérieurs ? Rétablir la loi Glass-Steagall, votée pendant la Grande Dépression pour séparer les banques commerciales des banques d'investissement ? Jeter en prison les PDG responsables de la crise mondiale ? Nationaliser les banques de façon permanente et les gérer comme des fiducies publiques ? Si certaines de ces mesures peuvent sembler radicales aujourd'hui, il faut se rappeler qu'on débattait concrètement de ces questions en 2009, jusque dans des publications aussi peu farfelues que le *Financial Times*. On discutait de la même façon de l'avenir des géants de l'automobile, qui se tournaient vers Washington pour obtenir des fonds de sauvetage. Deux des trois grands, General Motors et Chrysler, allaient déclarer faillite la même année et le gouvernement allait en prendre le contrôle.

Revenons donc en arrière et imaginons ce qui aurait pu se passer...

Le gouvernement Obama avait un mandat électoral qui lui permettait d'effectuer de véritables changements, il avait pratiquement carte blanche pour élaborer un programme de relance, et la possibilité de transformer radicalement deux secteurs en déroute de l'économie américaine, les banques et les firmes automobiles.

Imaginez qu'en 2009 et 2010 les démocrates aient utilisé les leviers qu'ils avaient à leur disposition pour exiger des banques et des géants de l'automobile une restructuration sérieuse et substantielle en contrepartie de mesures financières de renflouement. Imaginez qu'Obama, élu sur la promesse de redonner vie à l'économie réelle, de résoudre la crise climatique et de stabiliser l'économie, ait considéré les banques et l'industrie automobile comme les composantes d'un programme global pour relancer l'économie tout en luttant contre les inégalités et le changement climatique.

Plus concrètement, que serait-il arrivé si les compagnies automobiles avaient reçu la consigne de se restructurer pour pouvoir produire les véhicules de l'avenir, à faibles émissions de carbone, des voitures et des bus électriques, des véhicules de transit léger sur rail ? En pleine crise financière, deux millions d'emplois manufacturiers ont disparu et des centaines d'usines ont fermé leurs portes. Au lieu de laisser faire, que se serait-il passé si on avait remis ces usines en service en leur affectant de nouveaux équipements ? Les États-Unis ont déjà connu ce type de mutation du secteur industriel pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que le pays était mobilisé dans l'effort de guerre.

Cela aurait coûté très cher, certes, mais on aurait pu forcer les banques à prêter une part importante du montant qui avait servi à les sauver (dans la réalité, elles se sont contentées de le thésauriser). On aurait également pu aider les travailleurs à se former pour participer pleinement à la transition en construisant l'infrastructure publique de cette économie verte, dans les transports et les réseaux électriques, par exemple. Le projet de loi d'Obama sur les infrastructures prévoyait des investissements importants dans les énergies renouvelables et les projets verts, mais les infrastructures de l'avenir, comme le transport en commun et les véhicules de transit légers, ont finalement été troquées contre les vieilles infrastructures du passé du type autoroutes. On est ainsi passé à côté de presque toutes les possibilités qu'offrait le sauvetage des banques et de l'industrie automobile. Et malgré toutes ces erreurs, Washington n'a pas bronché : les banques ont raison, les firmes automobiles ont raison, notre rôle doit se borner à les remettre sur pied le plus vite possible pour qu'elles reviennent à une version modifiée tout en douceur du *business as usual*.

Emplois : la révolution manquée

Cette occasion manquée est lourde de conséquences, car actuellement ce qui empêche toute action sérieuse sur le climat, c'est justement que les entreprises consommatrices de combustibles fossiles ont réussi à se poser en championnes

de la création d'emplois rémunérateurs et du maintien des activités du secteur. Obama et les démocrates auraient pu enterrer cet argument une fois pour toutes.

D'autres pays, au même moment, l'ont fait. Ces dernières années, le gouvernement allemand a misé d'abord sur l'économie verte pour revitaliser son secteur manufacturier. Ce faisant, il a créé 400 000 emplois, et 30 % de toute l'énergie consommée dans le pays provient maintenant des énergies renouvelables. Et l'Allemagne représente de loin l'économie la plus puissante d'Europe. La transition énergétique y est incomplète, le pays dépendant encore largement du charbon, et ses gouvernements ont fait subir des politiques d'austérité féroces aux autres pays, alors qu'ils choisissaient une tout autre voie pour eux-mêmes. Mais si les États-Unis avaient suivi l'exemple de l'Allemagne, ils seraient aujourd'hui si avancés sur la voie d'une économie verte que Trump n'aurait pas pu revenir en arrière, même en signant des tonnes de décrets. Et qui sait ? Des emplois manufacturiers nouveaux, des infrastructures flambant neuves auraient peut-être suffi à lui souffler la victoire pour de bon.

Je le concède, il aurait fallu une attention et une ténacité hors du commun pour mettre en place tous ces changements et toutes ces restructurations. Si, face aux banques, aux firmes automobiles en faillite et à l'irresponsabilité du secteur de l'énergie, Obama avait opté pour le changement, les réactions auraient sans doute été très dures et difficiles à encaisser. On l'aurait fait passer pour un communiste, le Hugo Chávez américain. Reste que le mandat qu'il avait reçu et l'immense élan de solidarité qui a suivi son élection s'accompagnaient de pouvoirs économiques si extraordinaires qu'une nouvelle ère de justice économique et de stabilité climatique était à notre portée.

Si les Américains ont raté ce moment, la faute n'en revient pas seulement aux démocrates. Pendant les premières années de la présidence d'Obama, la plupart des organisations progressistes, soulagées d'être débarrassées de Bush et flattées d'avoir l'oreille du parti au pouvoir pour la première fois en dix ans, ont confondu accès et pouvoir. Si bien que pendant le premier mandat d'Obama, on a pratiquement mis de côté les pressions extérieures qui avaient permis les grandes victoires politiques du passé. Malgré quelques tentatives louables, aucune coalition progressiste n'a obligé Obama à profiter du moment historique, ne l'a poussé à réaliser de grandes choses sur le plan des emplois, de la justice raciale, de la qualité de l'air et des services. Ce fut une erreur. Selon le célèbre (et regretté) historien Howard Zinn, « il importe peu de savoir qui est assis à la Maison-Blanche, ce qui importe, c'est qui fait des sit-in – dans les rues, dans les cafétérias, dans les lieux de pouvoir, dans les usines. Qui proteste, qui occupe des bureaux et qui manifeste – voilà ce qui détermine le cours des choses ».

En un mot, en 2009 nous n'étions pas prêts, ni en théorie ni en pratique. Trop

d’entre nous attendaient que le changement s’effectue par le haut. Et quand nous avons enfin été assez nombreux à comprendre que ce n’était pas ce type de changement qu’il nous fallait, il était trop tard, le Tea Party était déjà sur sa lancée.

Nos mémorables victoires passées

Avant 1980, quand la stratégie du choc n’était pas encore la norme, les sociétés réagissaient très différemment aux crises que les grandes entreprises déclenchaient en raison de leur course au profit et de leurs malversations. En fait, c’est même à ces crises que les progressistes doivent certaines victoires mémorables de l’histoire moderne.

Aux États-Unis, après le carnage de la guerre civile et l’abolition de l’esclavage, les Noirs et leurs alliés radicaux s’étaient mobilisés pour revendiquer justice économique et droits sociaux. Ils remportèrent de grandes victoires, notamment l’éducation publique gratuite pour tous les enfants, même s’il fallut attendre encore un siècle pour en finir avec la ségrégation dans les écoles. Le terrible incendie de l’usine de textile de la Triangle Shirtwaist Company à New York, qui causa la mort de 146 jeunes ouvrières immigrées, décida des centaines de milliers d’ouvriers à s’engager dans l’action militante, ce qui finit par déboucher sur une refonte du Code du travail de l’État, un plafonnement du nombre d’heures supplémentaires exigées, de nouvelles règles sur le travail des enfants, et des avancées dans le domaine de la santé et de la protection contre les incendies.

Plus important encore, le New Deal n’a été possible que grâce à une réaction collective venue de la base face à la Grande Dépression de 1929. La vague de grèves du milieu des années 1930 – la révolte des Teamsters et la grève générale de Minneapolis, le mouvement des dockers qui bloqua pendant quatre-vingt-trois jours les activités de la côte Ouest, et l’occupation des usines d’automobiles à Flint – permit d’installer le pouvoir des syndicats de l’industrie et força ses propriétaires à partager une part plus importante de la richesse avec leurs ouvriers. Au cours de la même période, en réaction à tout ce que le peuple avait subi de souffrances pendant la Grande Dépression, de grands mouvements populaires exigèrent l’adoption de programmes sociaux d’envergure, comme la sécurité sociale et l’assurance-chômage (des programmes dont la majorité des Afro-Américains et de nombreuses travailleuses étaient exclus). C’est dans cette même période qu’on commença à appliquer des règles strictes au secteur de la finance, aux dépens de la course frénétique au profit. Partout dans le monde

industrialisé, les mouvements sociaux forcèrent la mise en œuvre de programmes inspirés du New Deal qui entraînèrent des investissements massifs dans les infrastructures publiques – services publics, systèmes de transport, logement et autres – d'une ampleur comparable à ce que la crise du climat impose aujourd'hui. (Les ruines de l'après-guerre eurent aussi cet effet catalyseur.)

En 1969, une fuite de pétrole au large de Santa Barbara recouvrit les magnifiques plages de Californie d'une marée noire, provoquant une véritable « grande dépression » de l'environnement, un choc auquel des millions de personnes réagirent en exigeant un changement radical. La colère populaire devant ce désastre est à l'origine de bien des lois parmi les plus sévères que l'Amérique du Nord ait jamais adoptées pour protéger l'air, l'eau et les espèces menacées.

Dans tous ces cas, le scénario est le même : une crise éprouvante alerte les consciences et contraint à l'adoption de mesures législatives fondamentales, ce qui tend à construire une société plus juste et plus sûre. Ce résultat est en fait le fruit du travail acharné de militants qui ont préparé le terrain pendant des années avant que le choc ne se produise. Ces réformes étaient loin d'être parfaites, elles ne représentaient absolument pas un véritable changement de société, mais elles ont quand même permis de mettre en place l'essentiel du filet de sécurité social moderne et les structures règlementaires qui protègent un grand nombre de travailleurs ainsi que la santé publique. De surcroît, lesdites mesures n'ont pas requis le moindre recours à quelque stratagème autoritariste que ce soit. Elles étaient si populaires auprès des électeurs qu'il n'a pas fallu les passer en douce sous couvert de crise, bien au contraire, les mouvements sociaux les revendiquèrent haut et fort, pour renforcer la démocratie et non pas pour la renverser.

Alors pourquoi toutes ces crises passées ont-elles débouché sur des changements de longue portée, alors que les crises récentes, que ce soit Katrina, la crise des *subprimes* de 2008, la catastrophe de British Petroleum (BP) et de sa plateforme Deepwater Horizon, ont laissé dans leur sillage aussi peu de mesures politiques progressistes ?

L'utopie à la rescousse

Voici une hypothèse : le rapport entre les rêves les plus fous et les victoires bien concrètes a toujours été au cœur des périodes de changements. Les victoires des travailleurs et de leurs familles après la guerre civile et la Grande Dépression, les

victoires relatives aux droits civiques et à l'environnement pendant les années 1960 n'étaient pas de simples conséquences des crises. Elles suivaient des périodes où les gens avaient osé rêver en grand format, bruyamment, publiquement, dans une explosion d'imagination utopique.

Les grévistes du *Gilded Age* à la fin du XIX^e^ siècle, enragés par les fortunes énormes que l'on amassait en exploitant des travailleurs, se sont inspirés de la Commune de Paris, cette période de l'histoire où le peuple de Paris a tenu la ville pendant des mois. Ils rêvaient d'un « *commonwealth* coopératif », un monde où le travail ne serait que l'une des dimensions d'une vie plus équilibrée, avec du temps pour les loisirs, la famille, les arts. Les romans des utopies socialistes, dont celui d'Edward Bellamy, *Un regard en arrière*, étaient des livres à succès (alors qu'aujourd'hui, les classiques de la dystopie – *1984*, de George Orwell, *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood, *Impossible ici*, de Sinclair Lewis – ont repris la tête des palmarès depuis l'investiture de Trump). Les organisateurs syndicaux de la Grande Dépression connaissaient non seulement Marx, mais aussi W. E. B. Du Bois, qui rêvait d'un grand mouvement de la classe ouvrière capable de rassembler tous les plus pauvres pour lutter contre l'injustice économique du système. Selon l'historien D. G. Kelly, la fin du XIX^e^ siècle représente un moment de grand dynamisme pour « les mouvements biraciaux démocratiques dirigés par des Noirs, populistes et radicaux ».

C'est également vrai des victoires si difficilement arrachées pendant la lutte pour les droits civiques. C'est le grand rêve – qu'on retrouve dans l'éloquence de Martin Luther King Jr. ou dans la vision du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC, comité de coordination non violent des étudiants, l'un des principaux mouvements de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1960) – qui nourrit la mobilisation populaire et lui ouvrit la voie, lui permettant en retour d'enregistrer par la suite des victoires concrètes. La même ferveur utopique marqua la fin des années 1960 et le début des années 1970, au moment où les jeunes ont remis à peu près tout en question, préparant le terrain aux avancées des féministes, des gays, des lesbiennes et des mouvements environnementaux.

Le New Deal, il est toujours utile de le rappeler, fut adopté par le président Roosevelt à un moment où les progressistes et la gauche étaient si mobilisés que ses programmes, radicaux à tous points de vue selon les critères actuels, semblaient être la seule solution pour éviter une révolution généralisée. Et le risque était bien là. Lorsque Upton Sinclair, journaliste d'investigation et auteur de *La Jungle*, brigua le poste de gouverneur de la Californie en 1934, sa campagne avait toutes les allures de celle d'un Bernie Sanders. Sinclair défendait

une variante gauchiste du New Deal, affirmant que le seul moyen de vaincre la pauvreté était le financement public des coopératives ouvrières. Il obtint près de 900 000 votes, passant très près d'être élu gouverneur. (Si vous n'avez jamais appris cela dans vos cours d'histoire, ce n'est peut-être pas tout à fait une coïncidence. Selon une remarque célèbre du romancier tchèque Milan Kundera, « la lutte de l'homme contre le pouvoir, c'est la lutte de la mémoire contre l'oubli ».)

Prisonniers du modèle

Au moment du fiasco financier de 2008, cette imagination utopique était sévèrement atrophiée. Beaucoup de gens savaient que la seule façon correcte de réagir à cette crise était de s'indigner, ils savaient qu'il était vraiment obscène de couvrir les banques de billions de dollars, de refuser de poursuivre les responsables, et d'exiger des pauvres et des personnes âgées de payer les pots cassés à des prix exorbitants.

Les enfants du néolibéralisme ont pourtant eu du mal à concevoir quelque chose de différent de ce qu'ils avaient toujours connu. Et cela n'est peut-être pas sans lien avec le pouvoir de la mémoire. Lorsque les ouvriers se soulevèrent contre les abus de l'ère industrielle, le souvenir d'une économie totalement différente était bien vivant dans leur mémoire. D'autres ont lutté avec acharnement pour préserver un mode de vie existant, que ce soit une ferme familiale menacée par des créanciers ou une petite entreprise balayée par le capitalisme industriel. Puisqu'ils avaient connu autre chose, une situation différente, ils pouvaient imaginer un avenir radicalement meilleur et se battre pour l'obtenir. Même ceux qui n'avaient jamais connu que l'esclavage et l'apartheid n'ont cessé d'inventer de nouvelles voies, de nouvelles manières, souvent à travers une pratique artistique clandestine ; ils ont su nourrir et garder vivant leur rêve de liberté, d'autonomie et de démocratie. L'écrivain Junot Díaz, lauréat du prix Pulitzer, anticipant les temps difficiles qui s'annonçaient, écrivait peu de temps après l'élection de 2016 : « Ceux d'entre nous dont les ancêtres furent possédés et élevés comme des animaux ne connaissent que trop bien cet avenir, parce qu'il est une part de notre passé. Et nous qui ne possédions rien, pas même nos noms, nous savons bien qu'en combattant nous avons transformé le monde, envers et contre tout. Nos ancêtres ont accompli tout cela avec très peu, et nous qui avons plus, nous devons faire la même chose. »

C'est cet esprit imaginatif, cette capacité d'entrevoir un monde radicalement différent du présent, qui manque terriblement depuis que le « non » a commencé

à se faire entendre partout dans le monde en 2008. En Occident, la mémoire populaire ne connaît guère d'autre système économique. Certaines cultures, certaines communautés, notamment les peuples autochtones, ont constamment cherché à conserver vivants les souvenirs et les modèles d'une vie différente, qui ne se fonde ni sur la propriété de la terre ni sur la quête incessante du profit. Mais la majorité d'entre nous n'appartient pas à ces traditions et se trouve complètement incarcérée dans la matrice du capitalisme ; nous arrivons à exiger de légères améliorations de notre situation actuelle, mais imaginer quelque chose de radicalement différent semble nettement plus difficile.

Ce qui explique en partie pourquoi les mouvements qui ont surgi – depuis le « mouvement des places » en Europe jusqu'à Occupy Wall Street et même la révolution égyptienne – ont été aussi clairs sur leur « non » : non à la cupidité des banquiers, non à l'austérité et, en Égypte, non à la dictature. Mais ce qui a trop souvent manqué, c'est une vision claire et séduisante de ce que pourrait être le monde après ce « non ».

Et à défaut, le choc s'avance, inexorablement.

Face à la suprématie blanche et à la misogynie débridées, face à un monde au bord de la catastrophe écologique, face aux derniers vestiges de la sphère publique livrés en pâture au capital, il est évident que tracer une ligne sur le sable et dire « ça suffit » ne suffit plus. Oui, nous devons le faire *et* nous devons tracer une voie crédible et stimulante menant à un avenir différent. Il n'est pas question que cet avenir nous ramène à ce que nous étions avant l'arrivée de Trump (c'est-à-dire au monde qui nous a donné Trump). Il faut que nous arrivions là où jamais nous n'avons mis les pieds. En terre nouvelle.

Imaginer ce lieu suppose revenir à la tradition utopique qui a animé tant de grands mouvements sociaux dans l'histoire. Cela suppose d'avoir le courage de brosser le tableau d'un monde différent, d'un monde qui, même s'il n'existe que dans nos esprits, puisse nous donner envie de nous engager dans des batailles possibles à remporter. Parce que, comme Oscar Wilde l'a écrit en 1891, « une carte du monde ne faisant pas mention du royaume d'Utopie ne mérite même pas un regard, car elle laisse à l'écart le seul pays où l'humanité finit toujours par aborder. Et quand elle y aborde, elle regarde à la ronde et, découvrant un pays meilleur, elle cargue ses voiles ».

Une partie de ce voyage ne consiste pas seulement à parler et à écrire sur cet avenir auquel nous aspirons, mais à le bâtir en chemin.

C'est là un principe que j'ai vu à l'œuvre (et en prières et en chansons) à Standing Rock.

Chapitre 12

Les leçons de Standing Rock

Oser rêver

IMMÉDIATEMENT APRÈS L'ÉLECTION DE TRUMP, je suis partie pour Standing Rock, dans le Dakota du Nord. Une terrible tempête était annoncée et, à notre arrivée, le blanc uniforme des collines se confondait avec le ciel.

Quelques jours plus tôt, le gouverneur avait annoncé qu'il raserait les camps des milliers de « protecteurs de l'eau » rassemblés aux abords de la réserve sioux de Standing Rock pour tenter de stopper l'installation du pipeline Dakota Access. Ce dernier devait être construit sous le lac Oahe, la seule source d'eau potable des Sioux de Standing Rock, et sous un autre segment du fleuve Missouri où 17 millions de personnes s'approvisionnent en eau potable. Une rupture du pipeline mettrait en péril l'eau potable et les sites sacrés concernés, protestaient les communautés. Depuis l'amorce de ce mouvement, son slogan avait résonné dans le monde entier : « *Mni Wiconi* », en langue lakota : l'eau, c'est la vie.

Les affrontements avec des sociétés de sécurité privées et une police militarisée duraient depuis des mois lorsque le gouverneur, encouragé par l'accession possible de Trump à la Maison-Blanche, dut se dire que le temps était venu de réprimer une bonne fois pour toutes le mouvement. Les coups pleuvaient depuis des mois – il y aurait quelque 750 arrestations durant le nettoyage des campements – et, quand je suis arrivée, Standing Rock était déjà le théâtre de la répression la plus violente de l'histoire récente des États-Unis. Après l'ordre d'éviction, le 5 décembre 2016, on s'était mis à parler partout du « dernier combat » des Sioux de Standing Rock. Comme bien d'autres, j'avais fait le voyage pour me tenir à leurs côtés.

À notre grande surprise, plus de 2 000 vétérans de l'armée se trouvaient là aussi, prêts s'il le fallait à se mesurer à leurs collègues en uniformes pour soutenir les Sioux. Ces vétérans avaient fait le serment de « servir et protéger »

la Constitution. Devant les images des protecteurs de l'eau, ces Autochtones pacifiques, attaqués par des chiens policiers, dispersés par canon à eau alors qu'il gelait à pierre fendre, criblés de balles de caoutchouc et de plombs, repoussés à coups de gaz lacrymogènes, ils n'avaient pas hésité. Pour eux, lutter contre le gouvernement qui les avait autrefois envoyés au front relevait désormais de la protection de la Constitution.

À mon arrivée, toujours, la population des camps atteignait 10 000 personnes installées dans des centaines de tentes, de tipis et de yourtes. Des dizaines et des dizaines d'enfants faisaient de la luge sur les flancs de la colline enneigée. Le camp principal était à la fois un havre de paix et une ruche. Des camions de produits frais arrivaient toute la journée et des cuisiniers bénévoles préparaient des milliers de repas. De jeunes éditorialistes des réseaux sociaux, des musiciens connus et des acteurs d'Hollywood abreuvaient leurs fans des dernières nouvelles du front. De grandes tentes, ainsi qu'un dôme géodésique, abritaient des séminaires sur la décolonisation et la non-violence. Un cercle de tambours entourait le feu sacré, entretenu continuellement de sorte qu'il reste allumé.

Un peu plus loin, je vis les vétérans qui venaient tout juste d'arriver dresser leur campement à une vitesse hallucinante – entraînés à cela sur les champs de bataille d'Afghanistan, d'Irak et même du Vietnam. J'ai réalisé que la dernière fois que j'avais passé du temps avec des militaires américains, c'était à Bagdad, où de jeunes hommes et femmes en uniforme occupaient un pays qui, comme par hasard, possédait les plus vastes réserves mondiales de pétrole brut. Les soldats américains ont si souvent été mobilisés pour protéger des richesses issues du pétrole et du gaz ou pour mater les peuples autochtones (aux États-Unis ou à l'étranger) qu'il était vraiment émouvant de les voir cette fois se présenter d'eux-mêmes et désarmés au service de ce combat mené par des Autochtones pour entraver un projet délétère pour l'eau et le climat.

LaDonna Brave Bull Allard fut la première personne que je rencontrai à Standing Rock. C'est une aînée de la nation lakota, une véritable légende qui, à bien des égards, a amorcé la résistance en créant le premier campement de protestation sur son territoire, Sacred Stone. C'était en avril 2016. Huit mois plus tard, elle était toujours là, les yeux pétillants, ne laissant paraître aucun signe de fatigue, véritable figure de proue pour des milliers de personnes venues de partout dans le monde pour participer à ce mouvement historique.

Elle me dit que le campement était devenu un foyer et une communauté pour des centaines, puis des milliers de personnes. C'était aussi un hôpital de campagne où on prenait en charge aussi bien les gens blessés physiquement par la police que ceux perturbés psychologiquement par les menaces que faisait peser sur eux l'ascension de Trump.

Brave Bull Allard, historienne officielle de la nation sioux de Standing Rock, m’expliqua à quel point il lui semblait essentiel que le camp soit devenu une école – pour les jeunes Autochtones désireux de s’ancrer plus profondément dans leur culture et sur le territoire, avec ses rites sacrés, mais aussi pour les non-Autochtones qui comprenaient que le moment exigeait des talents et un savoir qu’ils ne possédaient pas.

« Mes petits-enfants ont du mal à croire que certains Blancs savent si peu de choses », me dit-elle, en riant, mais sans juger. « Ils arrivent en courant : “Grand-mère ! Les Blancs ne savent pas couper le bois ! Est-ce qu’on peut leur montrer ?” Oui, oui, allez-y, montrez-leur. » Brave Bull Allard enseigna patiemment elle-même à des centaines de visiteurs ce qu’elle considérait comme des savoir-faire de base pour la survie : comment utiliser la sauge pour désinfecter les blessures, comment se maintenir au sec et au chaud dans les violentes tempêtes du Dakota du Nord (« Chacun a besoin d’au moins six bâches », déclarait-elle comme une sentence). Elle m’expliqua qu’il était crucial de mettre fin au projet du pipeline, bien sûr, mais qu’on assistait en fait à quelque chose de plus grand. Les campements étaient devenus des lieux où Autochtones et non-Autochtones apprenaient à vivre en relation et en harmonie avec la terre. Et ce n’était pas simplement une question de savoir-faire. Ce moment permettait de faire vivre aux visiteurs les traditions et les cérémonies qui s’étaient transmises par-delà des siècles d’agressions génocidaires contre les peuples et cultures autochtones. Cela, ajouta-t-elle, expliquait les raisons de cette survie. « Nous savions que ce jour viendrait... l’unification de toutes les nations. Nous sommes ici pour protéger la terre et l’eau. C’est pourquoi nous sommes toujours vivants. Pour faire exactement ce que nous faisons. Pour aider l’humanité à répondre à la question la plus pressante de toutes : comment vivre encore avec la terre, et pas contre elle ? » Et cet enseignement doit se transmettre rapidement, me dit-elle, le dérèglement du climat nous y force. Si les non-Autochtones ne commencent pas à apprendre comment s’occuper des écosystèmes terrestres, c’est la fin. Les campements ne sont qu’un début, poursuit-elle. Quand nous aurons gagné la bataille contre le pipeline, les Sioux de Standing Rock doivent devenir des exemples à suivre en termes d’énergies renouvelables et de mode de vie durable.

Plusieurs des figures-clés du mouvement, dont Cody Two Bears, membre du conseil tribal des Sioux de Standing Rock, partageaient cette vision d’un mouvement qui ne se cantonnait pas à la résistance, mais qui cherchait à tracer la voie et à se positionner en exemple pour l’avenir. Vêtu d’un sweatshirt rouge

orné du mot « *Warrior* » (guerrier) en lettres noires, Two Bears évoque les premiers moments de la présence européenne sur ces terres, quand ses ancêtres montraient aux visiteurs comment survivre dans un climat rude et inhospitalier pour eux. « Nous leur avons fait voir comment cultiver pour se nourrir, se tenir au chaud, construire nos maisons longues. » Mais le pillage n'a jamais cessé, celui de la terre et celui des peuples autochtones. Et actuellement, explique Two Bears, « la situation s'aggrave. Les premiers peuples de cette terre doivent de nouveau enseigner aux gens de ce pays comment vivre. En prenant le tournant écologique, en faisant le choix du renouvelable, en utilisant ce que le Créateur nous a donné : le soleil et le vent. Nous allons commencer sur les territoires autochtones. Puis nous allons montrer au reste du pays comment vivre ».

Le devoir de protéger

À Standing Rock, je me suis mise à réfléchir sérieusement à ce que signifiait « protéger ». Les leaders du mouvement avaient affirmé dès le départ qu'ils n'étaient pas des « protestataires » cherchant à troubler l'ordre social, mais des protecteurs de l'eau mobilisés pour éviter un désordre d'une tout autre nature. Et puis il y avait tous ces vétérans avec leurs tshirts « Servir et protéger » : eux tenaient la position sur la ligne de front pour protéger les droits des peuples autochtones du continent. Je me suis mise moi aussi à réfléchir à mon devoir, celui de protéger mon fils, ses camarades, les enfants à venir, face au monde précaire que nous leur avons réservé.

S'il tombe entre de mauvaises mains, le rôle du protecteur peut être fatal. En période de crise, les hommes forts se l'arrogent beaucoup trop facilement, prêts à protéger le troupeau de tous les maux en échange d'une obéissance aveugle. Mais l'esprit de protection qui planait sur le camp n'avait rien à voir avec cette figure patriarcale toute-puissante, avec cette protection à sens unique, passive, aux répercussions souvent funestes. La protection telle qu'on l'entendait à Standing Rock résultait bien plutôt d'une compréhension profonde de la fragilité humaine, une protection mutuelle qui brouillait toutes les frontières : l'eau, la terre et l'air nous protègent et nous alimentent tous, et le moins que l'on puisse faire est de les protéger (de nous protéger ?) en retour lorsqu'ils sont (ou que nous sommes ?) en danger. Quand les activistes entonnèrent *Mni Wiconi* devant les véhicules blindés de la police anti-émeute, c'est ce principe essentiel qui faisait vibrer leur chant : il faut protéger l'eau, car l'eau nous protège.

La même conscience de cette réciprocité et de notre vulnérabilité habitait les vétérans. Le 5 décembre 2016, le gouvernement Obama annonça qu'il n'avait

pas autorisé le passage du pipeline sous le réservoir d'eau de la communauté. Ce soir-là, on organisa une « cérémonie du pardon » sur la réserve. Durant des heures, des centaines de vétérans firent la queue devant les aînés et leur demandèrent de pardonner les crimes contre les peuples autochtones commis au cours des siècles par les institutions militaires qu'ils avaient servies.

Wesley Clark Jr., l'un des principaux organisateurs de la délégation des vétérans à Standing Rock, commença :

> Nombre d'entre nous, moi en particulier, appartiennent à des unités qui vous ont meurtris pendant de très longues années. Nous sommes venus et nous vous avons combattus. Nous avons pris vos terres. Nous avons signé des traités que nous avons rompus. Nous avons volé les minéraux de vos collines sacrées. Nous avons gravé les visages de nos présidents sur votre montagne sacrée. Nous avons pris toujours plus de terres, puis nous avons pris vos enfants et avons essayé de façonner votre langue. Nous avons essayé de faire disparaître la langue que Dieu vous a donnée. Nous ne vous avons pas respectés, nous avons pollué votre terre. Nous vous avons porté préjudice de bien des manières. Mais nous sommes venus vous dire que nous sommes profondément désolés. Nous sommes à votre service et demandons votre pardon[1].

La voie de la colère

Au milieu des larmes et des vapeurs de sauge, nous avons senti que nous faisions l'histoire. Nous avons eu l'impression que la colère et la douleur qui s'exprimaient allaient au-delà du simple exutoire. Si peu de temps après une élection qui nous avait heurtés, divisés, c'était un immense soulagement. Pendant des semaines, ces écrans qui occupent trop de place dans ma vie avaient été saturés de fureur et de débats hargneux pour savoir à qui ou quoi faire porter la responsabilité d'un tel gâchis. On a entendu de tout et sur tous les tons : Trump avait gagné parce que les États-Unis étaient racistes ou à cause de l'élitisme des démocrates du milieu des affaires, et Bernie aurait réglé ça. Non, Trump avait gagné à cause du capitalisme, le problème le plus important de tous, alors que le racisme et le suprématisme blanc sont marginaux. Non, c'est à cause des revendications identitaires et de ces minorités qui ne font que se plaindre et sèment la discorde. Non, c'était rien que de la misogynie, bande de crétins. Non, Trump avait gagné à cause de l'industrie des combustibles fossiles, bien décidée à siphonner ses derniers profits, quel que soit le sort de la planète... Des arguments d'un intérêt indéniable, mais qui ne se soucient absolument pas de changer les façons de voir, de rechercher un véritable terrain commun.

À Standing Rock, tout ce venin s'est évaporé d'un coup. Ces querelles devinrent aussi insensées que l'était la construction d'un oléoduc sous une source d'eau potable, un oléoduc qui devait au départ traverser la ville blanche

de Bismarck, laquelle le rejeta pour des raisons de sécurité. Au milieu du camp, auprès de ces gens qui se dressaient contre les plus grandes puissances industrielles de la planète, l'idée d'une concurrence quelconque entre les enjeux de la campagne s'évanouit. À Standing Rock, il devint tout simplement très clair que *tous* ces enjeux ne formaient qu'un seul système, le capitalisme écocidaire, déterminé à faire passer ce pipeline sous le fleuve Missouri, au mépris de la volonté des populations locales et du changement climatique. Et seul le racisme, un racisme d'une virulence extrême, rendit possible à Standing Rock ce qu'on avait jugé impossible à Bismarck : traiter les protecteurs de l'eau comme de la vermine et les disperser au canon à eau par un froid glacial. Le capitalisme moderne, le suprématisme blanc et les combustibles fossiles font partie de la même trame. C'était tangible sur ce coin de terre gelée.

Parlant de cette crise, la célèbre écrivaine et militante anishinaabe Winona LaDuke écrit : « Nous traversons une période de racisme extrême dans laquelle les entreprises ont tous les droits, et nous luttons avec nos prières, notre courage et notre détermination. » Cette bataille ne connaît pas de frontières. Partout dans le monde, les peuples qui accomplissent leur devoir sacré, celui de protéger les écosystèmes fragiles contre les agressions de l'industrie, subissent de sales guerres. Selon un rapport publié par l'observatoire des droits humains Global Witness, « en 2015, plus de trois personnes par semaine ont perdu la vie pour protéger leurs terres, leurs forêts et leurs fleuves contre des industries destructrices... De plus en plus, les communautés qui résistent sont la cible des services privés de sécurité des grandes entreprises, des forces de l'État et d'un marché florissant de mercenaires ». Environ 40 % des victimes, estime-t-on, sont autochtones.

Depuis l'élection, j'espérais un rassemblement d'intellectuels et de militants progressistes pour trouver des stratégies, unir nos forces et apprendre à naviguer dans les eaux troubles du gouvernement Trump pendant les quatre ans qui viennent – bref, je voulais poursuivre le débat si abruptement interrompu en Australie le soir de l'élection. J'imaginais ces discussions dans une université, dans de grandes salles. Je ne m'attendais pas à trouver cet espace à Standing Rock. Mais c'est bien là que je l'ai découvert, dans ce mélange d'action et de contemplation qui caractérisait les camps, et dans les enseignements pratiques de Brave Bull Allard et de tant d'autres.

À Standing Rock, on n'a pas réussi à arrêter le pipeline, du moins pas encore. Trump n'a pas hésité à violer le traité et les droits territoriaux. Il s'est empressé de casser la décision d'Obama, d'autoriser la compagnie, avec des policiers en armes pour lui porter main forte, à faire passer son oléoduc sous le lac Oahe, sans le consentement des Sioux. Au moment où j'écris ces lignes, le pétrole

coule sous le réservoir d'eau potable de la communauté et la conduite pourrait éclater n'importe quand. Cet affront est contesté devant les tribunaux et la pression est forte sur les banques qui ont financé le projet : leurs clients les ont sanctionnées en en retirant environ 80 millions de dollars.

Mais le pétrole coule toujours.

*

* *

Je n'oublierai jamais ce que j'ai ressenti dans le camp principal, après des mois de résistance, quand la nouvelle de la décision d'Obama est arrivée, celle d'interdire le pipeline. Le hasard a voulu que je fusse avec Tokata Iron Eyes, une jeune fille de 13 ans de Standing Rock, une adolescente malicieuse, mais avec la tête sur les épaules, qui avait participé au lancement du mouvement. Je lui ai demandé ce qu'elle en pensait devant la caméra de mon téléphone : « C'est comme si on m'avait rendu mon avenir », a-t-elle répondu avant de fondre en larmes. Et je me suis mise à pleurer avec elle.

Trump a fait perdre à Tokata le sentiment de sécurité qu'elle venait de retrouver. Toutefois, rien de ce que fera le président ne pourra jamais effacer l'intensité de tous ces mois passés sur le territoire, et tout ce qu'on y a appris. On y a construit une nouvelle forme de résistance, on a dit non à une menace imminente, mais on a aussi travaillé sans relâche à bâtir le « oui », c'est-à-dire le monde dont nous avons besoin et que nous appelons de tous nos vœux.

---

1 Traduction du site *Info Chrétienne*, www.infochretienne.com/veterans-americains-demandent-pardon-aux-peuples-natifs-siecles-de-persecution.

Chapitre 13

Le temps est venu de bondir[1]

Les petits pas ne suffisent pas

« On ne peut pas toujours demander des sacrifices à nos membres. Ils perdent déjà tellement. Ils ont besoin des emplois du pipeline, il faut bien qu'on leur propose quelque chose. »

Devant une soixantaine de personnes, le responsable d'un grand syndicat plaidait ainsi la cause de ses membres, nombreux à travailler dans les secteurs du pétrole et du gaz au Canada.

Assis en cercle, remuant un peu sur leurs chaises, les gens l'avaient écouté. Pas de doute, il avait raison. Tout le monde a droit à un emploi décent, la crise n'a vraiment pas épargné les travailleurs de l'énergie, c'est sûr.

Mais tous savaient aussi parfaitement qu'il ne s'agissait plus de discuter avec les écologistes, ne serait-ce que pour un seul oléoduc ; c'était peine perdue que de vouloir négocier avec la science et la chimie. Il était impossible de tout concilier, de construire de nouvelles infrastructures pétrolières et d'espérer maintenir les températures à des niveaux acceptables.

C'est dans ce flottement qu'Arthur Manuel, intellectuel respecté et ancien chef de la nation Secwepemc de Colombie-Britannique, a pris la parole. Il a dû se pencher pour bien regarder le syndicaliste dans les yeux avant de lâcher, presque dans un murmure : « Vous pensez que vous êtes les seuls à faire des sacrifices ? Vous savez combien de fois mon peuple s'est privé des emplois des compagnies pétrolières, gazières et minières ? Vous savez combien d'argent on a perdu comme ça ? Des dizaines de millions de dollars... Et si nous l'avons fait c'est parce que certaines choses comptent davantage que l'argent. »

On aurait dit que la salle entière retenait son souffle. C'était en mai 2015 à Toronto, un échange franc et douloureux parmi ceux que l'on put entendre pendant les deux jours de réunion. Les gens étaient venus de très loin, de Haida Gwaii sur la côte Ouest ou d'Halifax sur la côte Est, tous militants et

responsables de mouvements représentant un vaste spectre d'enjeux et d'identités.

Nous voulions découvrir ce qui reliait les problèmes que nous affrontions afin de développer une vision de l'avenir aussi globale que holistique, susceptible d'intégrer toute la complexité des enjeux, tous leurs recoupements. Comme on l'a vu à Standing Rock, de plus en plus de gens commencent à percevoir de tels recoupements, à en parler et à montrer que, par exemple, les intérêts économiques qui entraînent le plus de guerres (sur le territoire national comme à l'étranger) sont précisément les premiers responsables du réchauffement de la planète. Que la précarité économique dont parlait le représentant syndical, ainsi que les attaques contre les droits territoriaux des Autochtones et contre la Terre elle-même auxquelles faisait référence Arthur Manuel (mort subitement début 2017) ont toutes une origine commune : un système de valeurs délétère qui place le profit au-dessus du bien-être des individus et de la planète. Un système qui a permis au profit de corroder le processus politique aux États-Unis et à une bande de ploutocrates corrompus de prendre le contrôle de la Maison-Blanche.

Les liens entre les problèmes urgents qui nous occupent sont visibles, flagrants même. Mais, pour diverses raisons – la pression exercée par les bailleurs de fonds, l'envie de campagnes « cliquables » sur le web, la peur de paraître trop radical et de tout perdre –, nombre d'entre nous ont appris à trancher ces liens naturels et à travailler en vase clos tout en cloisonnant les enjeux. Ceux qui luttent contre l'austérité n'évoquent que rarement le changement climatique. Ceux qui luttent pour le climat n'évoquent que rarement les phénomènes de guerres ou d'occupations de territoires. Dans le mouvement écologiste, le lien n'est que trop rarement fait entre les armes qui tuent les Noirs de Ferguson et d'Ottawa, la hausse du niveau des mers et les sécheresses qui détruisent les foyers des gens de couleur partout dans le monde. Bien rares, également, sont les rapprochements entre la manière dont les hommes de pouvoir pensent avoir le droit d'user et d'abuser du corps des femmes, et l'idée très répandue selon laquelle les humains pensent pouvoir en faire de même avec la nature.

Pourtant, nombre des crises auxquelles nous faisons actuellement face sont les symptômes du même mal latent, soit la logique de domination qui considère tant d'individus, et la Terre elle-même, comme « à disposition ». Nous avions décidé de nous rassembler parce que nous pensions que la persistance de cette fragmentation, de ce fonctionnement en vase clos, explique le recul de la gauche pratiquement sur tous les fronts, et que ses combats se cantonnent à des broutilles alors que nous savons pertinemment que le moment historique que nous vivons exige un changement en profondeur. Ces divisions, ces

cloisonnements, cette hésitation à identifier le *système* contre lequel nous luttons, nous privent de notre plein potentiel et finissent par nous donner l'illusion que les solutions durables seront toujours hors de portée.

Nous avions également décidé de nous réunir parce que nous croyions aussi que la priorité était de dépasser ces divisions, de trouver le fil rouge qui traverse nos diverses luttes et mobilisations. De tous nos liens, étions-nous convaincus, pouvait naître une coalition progressiste plus large et plus enthousiaste que tout ce qu'on avait connu depuis des décennies, une coalition ayant les moyens de s'en prendre et aux symptômes et au système lui-même. Notre but, et il n'avait rien de modeste, était de définir non seulement le monde que nous rejetons, mais aussi celui que nous voulons.

La diversité de positions qui régnait dans l'assistance provoqua des échanges souvent houleux. Ce à quoi il fallait s'attendre : après une histoire pétrie de collaborations ratées et de confiance trop souvent déçue, ce ne peut pas être l'idylle d'un coup dès lors qu'on décide d'opter pour le rêve collectif. On pourrait penser qu'imaginer le monde auquel on aspire serait une partie de plaisir. Mais c'est la tâche la plus difficile. Sauf que c'est notre seul espoir. Trump et ses sbires ont pour intention de nous faire brutalement régresser sur tous les fronts. Seule une contre-proposition qui nous propulserait en avant sur tous les fronts a une chance de battre en brèche une force de ce type. Nous avons commencé à concevoir des projets intersectoriels au Canada, mais ce processus s'intègre dans un échange d'ordre international incluant les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Europe et au-delà. Nous sommes toujours plus nombreux à nous rallier à la même conclusion : il est temps d'unir nos forces autour d'un programme commun qui soit directement en mesure de combattre le poison politique en train de se répandre à travers nos pays. Il ne suffit plus de dire non, il faut se mobiliser autour d'un « oui » plein et entier, un oui aussi puissant qu'audacieux.

Le temps d'un choc populaire est venu

Depuis la débâcle financière de 2008, je m'interroge sur ce qui pourrait provoquer une véritable réaction populaire et progressiste aux crises actuelles.

J'ai cru un moment que le simple fait de révéler des données scientifiques bien comprises sur le changement climatique ferait office de catalyseur. Après tout, il n'existe pas de meilleur indicateur de la faillite du système : si on laisse faire, des zones entières – toujours plus étendues – de notre planète ne seront plus propices à la vie humaine. Et, comme nous l'avons vu, la seule manière

efficace de réagir au changement climatique consiste à s'affranchir totalement des règles édictées par le parfait petit manuel de l'économie d'entreprise – c'est ce qui explique la détermination farouche de certains idéologues de droite à embrasser le climato-scepticisme. J'estimais que la crise du climat, si menaçante pour l'existence même de l'humanité, pouvait, à l'instar de ce qui s'était passé après la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, être l'amorce du changement économique et social du siècle.

L'urgence de la crise climatique fournit de surcroît un argument de poids pour élargir les perspectives : une date butoir claire, indiscutable, fondée sur des données scientifiques. Il faut le marteler : le temps nous manque. Nous avons battu tous les records de procrastination et sommes pratiquement hors délais. Autrement dit, c'est *tout de suite* qu'il faut amorcer une transition économique et politique d'envergure.

Mais convenons-en : le changement climatique frappe moins les esprits qu'un krach financier ou une guerre. Exception faite de ces tempêtes dévastatrices de plus en plus fréquentes, il a quelque chose de lent et d'usant, si bien qu'il est tentant de le laisser glisser dans les abysses de notre subconscient, loin derrière les urgences plus visibles du quotidien. C'est la raison pour laquelle au printemps 2015, ce n'est pas seulement la crise du climat qui nous a rassemblés, mais aussi un sujet qui faisait la manchette : l'effondrement des prix du pétrole, un souci plus que préoccupant pour ExxonMobil, Rex Tillerson et Vladimir Poutine. Au Canada, où les gouvernements avaient tout misé sur le pétrole très coûteux extrait des sables bitumineux de l'Alberta, cette chute soudaine provoqua un choc économique dévastateur. Les investisseurs se détournèrent de la manne des sables bitumineux, des dizaines de milliers de travailleurs perdirent leur emploi, et personne n'avait prévu de plan B, que ce soit pour créer des emplois ou pour augmenter les revenus des gouvernements.

Pendant des années, on avait répété aux Canadiens qu'il fallait choisir entre un environnement sain et une économie solide. Nous n'avions plus ni l'un ni l'autre. Pour accéder à ce pétrole lourd, d'immenses territoires en Alberta avaient été rasés et contaminés, les droits territoriaux des Autochtones avaient été violés, sans que l'économie s'en porte mieux pour autant. Toute la mise avait été placée sur une matière première aux variations de prix incontrôlables.

C'est pourquoi nous étions quelques-uns à évoquer l'idée d'un rassemblement national : qui sait, la chute des prix du pétrole conjuguée à l'urgence de la crise climatique allait peut-être accélérer toutes les transformations dont notre société et notre économie avaient à tous égards tant besoin. Nous commençâmes à rêver : nous allions profiter de l'imbrication de toutes ces crises pour proposer des mesures susceptibles d'améliorer radicalement la vie des gens, de réduire

l’écart entre riches et pauvres, de créer un grand nombre d’emplois bien rémunérés dotés d’une faible empreinte-carbone, et de revigorer la démocratie en partant de la base. Ce serait une contre-stratégie du choc. Un choc populaire, une frappe venue d’en bas.

Une lettre intitulée « Du choc des prix au virage énergétique » fut donc rédigée et envoyée, invitant les militants de tout le pays à se réunir pour libérer leur imaginaire et « voir grand » pendant deux jours. Je raconte l’histoire qui suit en espérant qu’elle sera utile, à un moment où tant d’entre nous souhaitent dépasser les dissensions.

Un programme sans parti

Les militants ont répondu à l'invitation, ils sont venus. Des chefs de fédérations et de syndicats ouvriers, des dirigeants de grands groupes écologistes, des têtes pensantes de mouvements féministes et des chefs autochtones reconnus, des militants chevronnés et des spécialistes de différents domaines, comme les droits des migrants, les technologies ouvertes, la justice alimentaire, le logement, la religion, et bien d'autres encore. Le fait que nous ayons réussi à regrouper autant de joueurs en aussi peu de temps reflétait une conscience partagée de l'ouverture politique exceptionnelle que représentait ce moment, un peu comme la crise financière de 2008. Sauf qu'il n'était pas question, cette fois, de laisser passer l'occasion.

La campagne électorale fédérale qui s'annonçait au Canada ajoutait à l'urgence de cette rencontre. Le Parti conservateur, dirigé par Stephen Harper, pro-pétrole impénitent, gouvernait depuis une dizaine d'années, mais on sentait l'humeur changer et on pouvait s'attendre à une mutation du paysage politique. À ce stade, aucun parti n'avait cependant suscité l'enthousiasme des électeurs en avançant des propositions divergentes. Sur le climat, les deux principales formations politiques d'opposition, les libéraux centristes de Justin Trudeau et le Nouveau Parti démocratique (NPD), de centre gauche, menaient une campagne traditionnelle en appelant à la création de nouveaux oléoducs – incapables, comme d'habitude, de franchement tenir compte de la chute des prix ou de la crise climatique.

C'est ainsi que nous décidâmes d'une action qui n'avait pas été tentée depuis des décennies dans notre pays, à savoir : intervenir dans la campagne électorale avec une « plateforme populaire » qui refléterait les désirs et besoins non pas d'une circonscription en particulier, mais d'un grand nombre d'entre elles.

Pour nous, c'était l'occasion de commencer à soigner non seulement notre rapport à la planète, mais aussi les blessures coloniales et raciales qui remontaient à la fondation même du pays.

Nous avions également dans notre ligne de mire le fait que le mode de vie responsable des pathologies économiques et écologiques de notre système générait aussi d'autres crises. Angoisse et désespoir se répandaient comme une épidémie dont les symptômes étaient légion : dépendance aux médicaments, taux de suicide élevé, rage au volant ou cyberdépendance. Il fallait donc viser haut pour imaginer ce qui permettrait de construire des sociétés plus saines, plus heureuses, et peut-être ces solutions soigneraient-elles du même coup la planète.

En un mot, nous mettions la barre haut. Pour nous tous qui nous mobilisions en faveur du climat, des droits des Autochtones, des migrants et des sans-abri, l'enjeu n'avait jamais été aussi grand. Cela tenait, nous le ressentions, de l'exigence morale.

Nous voulions en arriver à une vision tellement concrète et stimulante que les électeurs pourraient, en pratique, conjoindre deux gestes : voter contre ce qu'ils rejetaient (les politiques désastreuses du gouvernement actuel), et acquiescer à une vision qui, nous l'espérions, allait donner corps à des désirs partagés par beaucoup – en s'associant à notre plateforme populaire, fût-elle en dehors de la politique électorale.

Si notre texte provoquait assez de remous, nos élus ne pourraient faire la sourde oreille. Mais avant d'en arriver là, il nous fallait nous entendre sur les différents volets du document, et cela n'irait pas sans heurts.

Au-delà des différences : établir des liens

Quelques règles essentielles plus ou moins tacites présidaient à cette première rencontre.

Première règle : miser sur l'intégration des problèmes – pas de « mes problèmes sont plus importants que les tiens ». Pas question de prétendre que la crise du climat, quelles que fussent son amplitude et son urgence, devait avoir préséance sur la lutte contre la pauvreté, le racisme ou d'autres préoccupations. Au lieu de hiérarchiser les enjeux, nous partions du principe que nous vivons en des temps où toutes ces crises s'entrecroisent, relèvent d'une urgence similaire et que leur résolution successive est dès lors impossible. Il convenait donc de trouver des solutions intégrées, des idées concrètes pour réduire radicalement les émissions de gaz à effets de serre et, du même coup, créer de nombreux emplois syndiqués, tout en garantissant aux exploités et aux exclus de l'économie extractive[2] actuelle que justice leur serait véritablement rendue.

Deuxième règle de base : le conflit est sain, pour peu que chacun respecte ses contradicteurs, et inévitable dès lors qu'on s'aventure en terres vierges. Si l'on débat, c'est que cela marche !

Dans l'assistance, beaucoup évoquèrent leur participation à des coalitions qui s'étaient contentées de dire non : non à un mauvais accord commercial, non à un programme d'austérité répressif, non à un politicien particulièrement odieux, non aux oléoducs ou à la fracturation. Cela faisait longtemps que la gauche ne s'était pas regroupée pour dire oui, et encore moins pour dire oui à une conception radicale de l'économie de demain. Il fallait donc s'attendre à tous les

antagonismes, d'autant que personne ne prétendait à l'angélisme et que manquaient des acteurs importants.

Il y eut aussi des moments pleins d'euphorie et de légèreté, où le projet d'une « transition juste » libéra l'imagination, fit jaillir les idées. Questions et suggestions noircirent bientôt les tableaux blancs :

- des services à la petite enfance de qualité et gratuits ;
- moins de déplacements en voiture ;
- moins de travail, davantage de musique, de jardins et de temps en famille ;
- des trains ultra rapides, des routes solaires.

On formula aussi certaines grandes questions, impossibles à traiter en quelques jours :

- Comment une société peut-elle prétendre à la justice si on ne s'attaque pas à la propriété ?
- Comment dépasser l'idée selon laquelle nos richesses nous protègent ? La sécurité est affaire de communauté et de solidarité, elle repose sur les liens solides qu'on a tissés, pas sur la richesse.
- Comment bâtir un secteur public dont nous, le public en question, serions partie prenante ? Nous devrions tous sentir que nous avons droit au logement social et aux services publics.
- Comment s'assurer que le travail informel et sous-payé (les prestations de soins, le travail ménager et le travail de la terre) sera reconnu et valorisé dans le cadre d'une transition juste ?
- Comment définir le revenu minimum garanti ?
- La justice climatique est inséparable de la décolonisation. Comment envisager les réparations dues aux peuples qui ont été les premières victimes des industries extractives et du changement climatique ?

Et ce que nous avions tous à l'esprit au moment où tant de milliers de réfugiés continuaient à fuir leurs foyers en quête de sécurité :

- Les migrants ne sont pas des spectateurs de la crise du climat. Ils sont au cœur de cette crise.

Mon rôle consista à écouter avec attention pendant deux jours, à noter les thèmes qui revenaient et à proposer une première ébauche. Ce fut le plus grand défi de ma vie d'écrivaine (il m'est difficile d'écrire avec une autre personne, imaginez avec 60). Mais certains thèmes précis finirent par émerger et la synthèse devint possible.

Par exemple : notre système se fonde sur l'exploitation et l'extraction sans limites, et donc sur le pillage absolu. Notre économie exploite à outrance les travailleurs : elle exige toujours plus, dans un laps de temps toujours plus court ; les patrons rognent en même temps sur la sécurité et proposent des salaires de misère. Certaines collectivités se retrouvent ainsi dos au mur : les écoles, les parcs, le transport et d'autres services sont sous-financés depuis des années, tandis que les résidents disposent de moins de temps pour s'occuper de ces problèmes. Et, bien entendu, nous participons d'un système qui exploite sans limites la générosité naturelle de la Terre, sans respecter les cycles de régénération et au mépris des milieux où nous déversons notre pollution, que ce soient les réseaux hydrographiques qui soutiennent la vie ou l'atmosphère qui préserve l'équilibre du système climatique.

Durant la réunion, les récits se succédèrent – des travailleurs mis à pied après toute une vie de service, des immigrés détenus pendant de longues périodes dans des conditions déplorables, le savoir et la culture autochtones ignorés et dénigrés. La trame qui s'en dégagea révélait un système complètement drogué à la richesse et au profit immédiat dont la structure même n'autorisait qu'une seule issue : traiter les êtres et la Terre soit comme des ressources à exploiter jusqu'à épuisement, soit comme des déchets à évacuer loin des yeux, que ce soit au fond des océans ou d'une prison.

Pour parler d'avenir, en revanche, revenaient inlassablement des mots comme « attention » et « sollicitude » – faire attention à la Terre, aux écosystèmes, à autrui. Au fil des discussions, un schéma se profila : il fallait passer d'un système fondé sur le pillage ininterrompu à une culture fondée sur la sollicitude, sur le principe voulant que si l'on prend quelque chose, on prend soin et on donne en retour. Un système dans lequel chacun voit sa valeur reconnue et où on ne traite ni les gens ni le monde naturel comme si on pouvait se contenter d'en disposer.

Tout commençait à prendre forme autour de ces idées : agir avec sollicitude et

d’un commun accord, sans exploiter ni contraindre, en commençant par respecter les savoirs et les droits inhérents des peuples autochtones, gardiens originels de la terre, de l’eau et de l’air. Beaucoup d’entre nous, moi la première, avaient participé à cette rencontre pour dresser une liste d’objectifs politiques, mais il devint rapidement clair pour tous que ces valeurs étaient au cœur de ce que nous tentions de développer.

En fait, la singularité même des mesures envisagées procède de ce virage. Par exemple, quand on parle d’« emplois verts », on imagine d’emblée un type avec un casque de chantier sur la tête en train d’installer un panneau solaire. Ce peut être cela, mais pas seulement. Prendre soin des personnes âgées et des malades brûle très peu de carbone. De même que l’art. L’empreinte carbone de l’enseignement est faible, tout comme celle des crèches et garderies. Et pourtant, tout ce travail, surtout assumé par des femmes, tend à être sous-évalué, sous-rémunéré, et il est la première cible des coupes budgétaires. Nous avons donc choisi d’élargir la définition traditionnelle de l’emploi vert à tout travail utile et enrichissant pour nos collectivités et qui consomme peu d’énergie fossile. « Soigner des malades, c’est de l’énergie renouvelable. Enseigner, c’est de l’énergie renouvelable », a résumé un participant. Autant de façons de remplacer une économie fondée sur la destruction par une économie fondée sur l’amour.

Les lignes rouges

L'idée première avait été d'aborder le plus grand nombre de sujets susceptibles de traduire le changement de paradigme (par exemple, accueillir davantage de migrants ou mettre fin aux accords commerciaux contraignant à choisir entre « croissance » et protection de l'environnement et création d'emplois locaux). Mais pour résister à la tentation des listes interminables censées aborder toutes les requêtes possible, nous avons plutôt mis l'accent sur un cadre général permettant d'appréhender les liens entre les problèmes et entre les solutions. Ce cadre pourrait ensuite être repris, étendu ou adapté en tous lieux et toute communauté où il s'appliquerait.

En même temps, il fallait intégrer au document certaines exigences spécifiques. Pour les participants des Premières Nations, l'application pleine et entière de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, stipulant que les gouvernements doivent coopérer de bonne foi avec les peuples autochtones « afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause » pour tout ce qui les concerne. Pour les militants écologistes, l'embargo sur la construction de nouvelles infrastructures destinées aux combustibles fossiles. Pour les syndicalistes, le droit des travailleurs à se recycler dans les emplois verts, mais aussi celui de participer démocratiquement à l'élaboration des programmes de reconversion.

De nombreux participants insistaient sur l'importance d'une ligne rouge à ne pas franchir : celle de la nostalgie. Pas question pour le texte de se rabattre sur la mémoire idéalisée d'un pays qui avait toujours misé sur l'expropriation et l'exclusion économique et sociale systématique des communautés de couleur. Notre élan commun devait venir de l'avenir que nous esquissions ensemble. Pour Ellen Gabriel, célèbre militante autochtone québécoise de Kanehsatà : ke et elle aussi chargée de la rédaction du projet, tout l'exercice d'élaboration collective représentait une « renaissance de l'humanité ». Une renaissance, pas une résurrection.

Christina Sharpe, professeur d'anglais à l'université Tufts et auteur de *In the Wake* (un livre important sur les répercussions actuelles du commerce des esclaves) participait récemment à une rencontre organisée dans la foulée de l'élaboration de la plateforme. L'idée, y insistait-elle, est « de créer des liens, pas de tout confondre ». À viser ce qui est commun dans la diversité de nos expériences et de nos problèmes, le risque est de tout ravaler dans le fatras des platitudes du plus petit dénominateur commun. Il faut incarner et préserver

l’intégrité de chacun des mouvements, la singularité des expériences communautaires, même si le but ultime est d’élaborer une vision unifiée.

Tous solidaires

D’une certaine façon, nous nous sommes demandé quelles étaient les qualités essentielles que nous valorisions chez un individu. Et nous avons trouvé : la générosité, le sens de l’hospitalité, la gentillesse, la sagesse. En transposant ces qualités dans le champ du politique, il nous est apparu que toutes renvoyaient à la notion d’ouverture. Ce qui implique une culture qui accueille ceux qui sont dans le besoin au lieu de se complaire dans la peur et le soupçon vis-à-vis de l’étranger ; qui reconnaît la valeur des aînés, les savoirs que ceux-ci ont accumulés tout au long de leur existence, un mode de connaissance préexistant à cette invention toute récente du nom de « Canada ».

Bianca Mugyenyi, codirectrice de l’organisation créée à l’issue de la rencontre, résume bien ce principe en termes de climat et de migrations :

> L’afflux de réfugiés auquel nous assistons ne représente qu’un petit aperçu de ce qui est à venir. Changement climatique et migrations sont étroitement liés, de sorte que dans les années qui viennent, la hausse du niveau des mers et les conditions météorologiques extrêmes provoqueront des migrations massives partout sur la planète. La question qui se pose donc est : sommes-nous solidaires dans cette aventure ? Nous avons le sentiment que l’élan immédiat des populations va dans ce sens. On sait que dans les moments de crise, les gens se mobilisent pour aider les membres de leur communauté, mais aussi de parfaits étrangers. Par conséquent, nos systèmes d’immigration, nos agences frontalières et nos services sociaux doivent suivre pour se montrer à la hauteur de la situation. Le « bond vers l’avant » consiste à faire appel au meilleur de nous-mêmes.

La justice énergétique

L’énergie consommée aujourd’hui est généralement produite par un nombre très réduit de compagnies au bénéfice de leurs actionnaires. Leur but premier, en fait leur obligation fiduciaire, est de générer un maximum de profits, d’où la réticence de la plupart d’entre elles à l’idée de se tourner vers les énergies renouvelables. Mais que se passerait-il si des citoyens ordinaires possédaient et contrôlaient démocratiquement l’énergie consommée ? Si l’on changeait la nature de l’énergie *et* la structure de sa propriété ?

Il est hors de question d’acheter l’énergie renouvelable chez ExxonMobil ou Shell, même si ces compagnies le proposaient ; la production d’énergie doit relever de la sphère publique, c’est-à-dire des collectivités ou de coopératives d’énergie. Devenus propriétaires, démocratiquement, des systèmes énergétiques,

nous pourrons en utiliser les revenus pour mettre en place des services sociaux dans les régions rurales, les villes, les villages : des garderies, des centres communautaires et des systèmes de transport (au lieu, par exemple, d'offrir 180 millions de dollars en indemnité de départ à des gens comme Rex Tillerson). Le gouvernement du Danemark fut le premier à prendre ce virage dès les années 1980, quand il entreprit de financer des parcs éoliens coopératifs. L'Allemagne lui a emboîté le pas avec des projets éoliens de ce genre à grande échelle. (Environ la moitié des infrastructures énergétiques allemandes sont entre les mains de fermiers, de groupes de citoyens et de quelque 900 coopératives ; au Danemark, en 2000, environ 85 % des éoliennes appartenaient à des acteurs indépendants, comme des fermiers ou des coopératives.) Ces deux pays ont démontré que ce modèle offrait d'énormes avantages sur le plan social et permettait une transition très rapide. Durant certaines périodes, il arrive ainsi que le Danemark produise plus d'énergie éolienne qu'il n'en consomme, et exporte ses surplus en Allemagne et en Suède.

Ces modèles et les centaines de milliers d'emplois qu'ils ont créés ont beaucoup éclairé notre réflexion. D'autres exemples encore sont dignes d'attention, comme le Climate Justice Alliance, réseau américain grâce auquel des communautés de couleur défavorisées ont pu obtenir que les sites les plus pollués et négligés fussent les *premiers* à bénéficier d'une transition massive vers les énergies vertes. Au Canada la situation est similaire : les siècles de dépendance aux énergies polluantes se cumulent en un impact énorme sur les plus pauvres et les plus vulnérables, en grande majorité les peuples autochtones et les immigrés. Ceux dont les terres ont été confisquées et empoisonnées par les exploitations minières. Ceux qui vivent dans les quartiers des raffineries et des centrales les plus polluantes. Par conséquent, au-delà d'un appel à une « démocratie énergétique » à l'allemande, nous avons placé la justice réparatrice au cœur de la transition énergétique, et nous exigerons que les Autochtones et les autres communautés les plus exposées (comme les immigrés vivant dans des quartiers où l'air a été vicié par les centrales à charbon) soient les premiers à bénéficier de fonds publics, les premiers à posséder et à contrôler leurs projets d'énergies vertes afin que les emplois, les profits et les compétences reviennent à la communauté même.

Pour être juste, cette transition devra assurer la participation pleine et démocratique des travailleurs des secteurs à haute densité en carbone, qui sont nombreux à avoir sacrifié leur santé dans les mines de charbon et les raffineries de pétrole. Notre principe : pas un seul travailleur ne doit être laissé pour compte.

Pour résumer, nous déclarons ceci : transformons notre pays pour le rendre

plus propre, et profitons de cette occasion historique pour le rendre également beaucoup plus juste. Battons-nous pour en finir avec les énergies fossiles et commençons à réparer les torts subis par les Autochtones ; à réduire radicalement les inégalités raciales et économiques, les inégalités de genre ; à éradiquer la discrimination envers les travailleurs immigrés. Créons des emplois pérennes et bien rémunérés dans des secteurs verts, dans la restauration des sols et des cours d'eau, et dans les professions liées aux soins. Les enfants seraient en meilleure santé parce qu'ils cesseraient de respirer des substances toxiques et notre société vieillissante profiterait d'une vie collective plus saine. Nous passerions moins de temps coincés dans les bouchons ou au boulot, et davantage avec famille et amis. Nous visons une société plus heureuse, plus équilibrée, une conception du bonheur libérée du cycle sans fin de la consommation galopante qui fonde la logique des marques (et qui a légitimé l'ascension de Donald Trump). Nous avons même osé espérer, chose rare pour des Canadiens, que ces idées qui nous paraissaient bonnes pussent s'exporter hors de nos frontières.

Oui, nous pouvons nous le permettre

Le principal obstacle auquel notre plateforme allait se heurter, nous le savions, serait la puissance de la logique de l'austérité, ce message fatal qu'on nous rabâche depuis des années : les caisses des États sont vides, alors pourquoi se perdre en rêves d'une société vraiment équitable ? Il fallait donc plancher avec des experts sur la faisabilité économique de notre projet.

Voici quelques-unes des pistes envisagées :

- cesser de subventionner les énergies fossiles (775 milliards à l'échelle mondiale) ;
- récupérer une part plus juste des revenus massifs du secteur financier à travers une taxe sur les transactions financières (650 milliards de dollars à l'échelle mondiale selon le Parlement européen) ;
- augmenter les redevances sur l'extraction des combustibles fossiles ;
- augmenter les impôts des sociétés et des plus riches (beaucoup de possibilités ici, car il suffirait, selon les Nations Unies, d'imposer une taxe de 1 % aux milliardaires pour recueillir 45 milliards de dollars au niveau mondial) ;
- imposer une taxe progressive sur le carbone (une taxe de

50 dollars par tonne métrique émise dans les pays développés permettrait d'obtenir 450 milliards de dollars par an) ;

- et réduire les dépenses militaires (en réduisant de 25 % les 10 budgets militaires les plus importants, nous ferions une économie de 325 milliards de dollars selon les données publiées par le Stockholm International Peace Research Institute [SIPRI, institut international de recherche sur la paix de Stockholm]).

À notre grand regret, nous avons oublié d'inclure à cette liste l'éradication des paradis fiscaux – soit, peut-être, la source de revenus la plus importante de toutes.

Les chiffres le montrent : les fonds nécessaires à cette grande transition existent, il suffit que les gouvernements aient le courage de les libérer.

Notre vision peut être ramenée à ce principe : investir dans les secteurs qui améliorent de façon tangible notre qualité de vie et créent des sociétés plus solidaires au lieu de déconstruire les infrastructures publiques sous couvert d'une crise fabriquée de toutes pièces et baptisée « austérité ». Et nous sommes déterminés à inscrire la justice dans tous les aspects de cette transition.

Une autre version de l'art de la négociation[3]

Le recul permet aujourd'hui de saisir tout ce qui sépare le processus d'élaboration de la plateforme de l'art de la négociation cher à Trump et qui pourrait se résumer ainsi : « Comment je vais t'arnaquer. » Aucune des parties n'a obtenu satisfaction à l'intégralité de ses revendications, et ce n'était pas le but. Pour s'entendre sur le texte final, chacun a fait des concessions, mais personne n'a été mis au pied du mur. Ces compromis reflètent la philosophie du projet : s'il s'agit de passer d'une société fondée sur le pillage et l'épuisement des ressources à une société fondée sur leur protection et leur renouvellement, nos rapports doivent aussi reposer sur ces principes de réciprocité et de protection. Ce type de rapports est notre arme la plus précieuse. Le fleuron d'un arsenal qui n'entend ni intimider ni réduire au silence les voix dissidentes.

Oui au « oui »

Après quelques semaines de débat sur le choix des termes, nous avons abouti à un texte définitif acceptable pour à peu près tous : c'est le texte qui est reproduit,

en version intégrale, à la fin de ce livre. Nous nous sommes aussi entendus sur un titre : « Un bond vers l'avant. Manifeste pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns envers les autres ». Retenir le terme « bond », c'était écarter la « politique des petits pas », mère de tous les dangers à un stade aussi avancé de la crise du climat, et si chère aux centristes et aux incrémentalistes[4]. Le fossé qui nous sépare de nos objectifs est à tel point vertigineux et le temps qui reste si court, que des petits pas ne suffiront pas. C'est bondir qu'il nous faut.

Ce que mon compagnon, Avi Lewis, l'un des co-auteurs du document, résume ainsi :

> Notre manifeste propose un plan à la hauteur de la crise. Et pour nombre d'entre nous, c'est un immense soulagement : enfin, un ensemble de revendications qui reconnaît véritablement l'ampleur et la rapidité des changements que nous devons entreprendre. Notre manifeste sonne juste parce qu'on y aborde la crise du climat non pas comme un problème technique à confier à des ingénieurs, mais plutôt comme la crise d'un système et d'une philosophie économiques. Notre manifeste situe la cause fondamentale de la crise climatique dans la logique économique dominante, l'extractivisme, qui permet d'alimenter une croissance infinie fondée sur une consommation toujours en hausse... Des changements si radicaux qu'ils peuvent faire peur, ne nous le cachons pas. Mais les gens savent au plus profond d'eux-mêmes qu'ils sont nécessaires.

Avant de publier le manifeste, nous avons invité de nombreuses organisations et des personnalités publiques à en être les premiers signataires. Et, là encore, la réponse fut enthousiaste : « Oui. Cela nous représente. Faisons pression sur nos politiciens. Au diable la prudence centriste. » Certains s'engagèrent avec nous sans hésiter : Neil Young, Leonard Cohen (encore parmi nous à ce moment-là). L'écrivain Yann Martel répondit que cet appel devrait être repris « par tous les crieurs publics dans tous les squares de toutes les villes de ce pays ». Il est rare qu'un document soit approuvé à la fois par de grandes organisations, comme Greenpeace et Oxfam, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP, le plus grand syndicat du pays), le chef du Congrès du travail du Canada (CTC, une fédération syndicale), et par des groupes véritablement issus de la base comme Black Lives Matter (Toronto), Personne n'est illégal – Vancouver (territoires autochtones des Salishes du littoral) et le plus grand groupe de pression du pays, le Conseil des Canadiens. On retrouve parmi les premiers signataires des partisans de tous les partis, mais d'autres qui ne revendiquent aucune affiliation. Tous s'accordent à penser que si les partis ne proposent rien de convaincant, il faut trouver des solutions en dehors du cadre de la politique électorale.

À notre grande surprise, au lendemain même de son lancement, le manifeste obtint des milliers de signatures, puis des dizaines de milliers, avant d'être appuyé par plus de 200 organisations : tous ces gens, après des années de

« non » – aux oléoducs, à la corruption, aux accords commerciaux dictés par les multinationales, à des mesures de sécurité toujours plus draconiennes –, étaient fin prêts à s'unir autour de la vision d'un monde plus conforme à leurs aspirations... Cet engouement me remit en mémoire un slogan entendu en Argentine : « Nos rêves n'ont pas de place dans vos bulletins de vote ! » C'est là le sens qu'on peut prêter à toutes ces signatures : oui, en votant je participe à ce système foncièrement déficient, mais ne vous y méprenez pas, ce vote ne témoigne pas du monde auquel j'aspire. La politique électorale ne connaît pas le rêve, et même dans des moments historiques tels que celui-ci, elle ignore les besoins les plus pressants de la multitude. Signer « Un bond vers l'avant » permettait d'exprimer cela. (Cela étant dit, pour le Canada, les États-Unis et partout ailleurs, l'enjeu sera très rapidement d'arriver à faire entrer ces rêves sur un bulletin de vote, et ce, avec une stratégie gagnante...)

Passer à autre chose

Les réactions des médias officiels allèrent de la confusion (Comment peut-on parler de plateforme sans parti ? Pourquoi lancer cette dernière au beau milieu de la campagne électorale ?) à la fureur. Un des grands quotidiens canadiens qualifia notre injonction à la sollicitude (pour la planète et les humains) de « folie » ; un autre jugea que la proposition relevait du « suicide national ».

Rien de surprenant, puisque ce que nous offrions n'entrait pas dans le champ du possible pour la politique officielle. Notre texte appelait explicitement à changer de paradigme. Parce que si notre société est incapable de garantir la sécurité – et peut-être même la survie – de l'espèce, il est temps de passer à autre chose. Si la seule politique envisageable aujourd'hui nous condamne au chaos climatique demain, il faut de toute urgence élargir le champ actuel du possible.

Malgré quelques reportages assez consternants, les soutiens ont continué à affluer, les gens à signer, à réclamer des affiches, à organiser des sections locales dans leurs villes, leurs villages, leurs écoles et leurs syndicats. Ils nous ont envoyé des photos des séminaires qu'ils ont donnés, des lieux qu'ils ont occupés et de leurs manifestations, des enregistrements de leurs chansons. Selon un sondage canadien, une large majorité des partisans des trois partis du centre et du centre gauche, le Parti libéral, le NPD et le Parti vert, étaient en accord avec les revendications centrales du manifeste. Jusqu'à 20 % des conservateurs qui ont emboîté le pas.

Au bout du compte, les urnes ont rejeté Stephen Harper, c'est vrai, mais le plus grand perdant fut le NPD, le parti de centre gauche. Après une campagne

franchement timorée, ce dernier fut doublé sur sa gauche par les libéraux de Justin Trudeau (qui ont su compenser le flou de leur programme par une brillante rhétorique progressiste). Le congrès du NPD, quelques mois plus tard, fut le théâtre d'une révolution interne menée par les jeunes : convaincus que le parti serait sorti vainqueur s'il avait été plus audacieux, ils demandèrent aux délégués d'appuyer l'esprit du manifeste « Un bond en avant ». La proposition fut adoptée. Rarement dans l'histoire un grand parti politique a-t-il daigné accréditer ainsi une initiative de la base.

Le manifeste en action

Depuis son lancement, le manifeste est devenu un projet vivant, en évolution, une sorte de chantier collaboratif. Partout dans le monde essaiment des expériences similaires, de ce groupe australien rencontré la veille de l'élection de Trump à cette coalition de partis verts en Europe ayant rédigé son propre manifeste, en passant par ces communautés du Nunavut, du sud des États-Unis ou du Bronx qui abordent les enjeux locaux à travers les grandes lignes du document. On trouve un groupe de partisans du manifeste jusque dans une prison du Connecticut : un groupe de détenus d'un centre de détention pour mineurs jugés devant les tribunaux pour adultes y planche en effet sur la façon dont la transition écologique pourrait contribuer à éviter l'incarcération de jeunes de leur sorte.

Mon exemple préféré de ce que notre équipe appelle le « manifeste en action » est celui du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), au Canada. Comme leurs homologues partout dans le monde, ces salariés se battent contre une précarité annoncée : fermeture des bureaux de poste, limitation de la livraison du courrier et peut-être même vente du service postal public à la compagnie FedEx. Austérité et privatisation, même refrain partout entonné. Mais plutôt que de chercher à obtenir le meilleur compromis possible dans cette logique vouée à l'échec, ils se sont tournés vers l'équipe du manifeste et un groupe de défense appelé Amis du service public, pour formuler un projet visionnaire qui transformerait les bureaux de poste en véritables plaques tournantes de la transition écologique.

Ce projet intitulé « Vers des collectivités durables », loin de se contenter d'intégrer la revendication syndicale classique d'une banque postale, fait du bureau de poste un carrefour du XXI^{e} siècle, où les résidents du secteur pourraient recharger leur véhicule électrique ; où individus et entreprises pourraient contourner les grandes banques et emprunter pour lancer une coopérative énergétique ; et où les travailleurs des postes livreraient du courrier, mais aussi des produits de l'agriculture locale « de la ferme à l'assiette », tout en assurant des services aux personnes âgées. Autrement dit, ces intervenants assureraient désormais un service de première ligne auprès des personnes et participeraient à la protection du climat, le tout à bord de véhicules électriques fabriqués au Canada de surcroît.

L'équipe du manifeste a été sollicitée très vite pour fonder un parti ou présenter des candidats au sein des partis existants, sur la base du texte. Toutes

ces propositions ont été écartées pour préserver les racines populaires et l'indépendance du mouvement. Sa vitalité, en particulier depuis l'élection de Trump, repose sur ceux qui s'en inspirent, au Canada et ailleurs, pour leurs initiatives locales et programmes politiques. Par exemple, à Thunder Bay, une ville du nord du Canada qui a vécu longtemps de l'exploitation forestière, un groupe citoyen a travaillé à partir du manifeste pour présenter des candidats aux élections municipales. Ils ont rédigé leur propre version du texte, expliquant comment leur ville pouvait en même temps devenir une plaque tournante de l'industrie verte, sortir les sans-abri de la rue et défendre les droits territoriaux des Autochtones. Lors de l'élection du représentant de l'État de Pennsylvanie, en mars 2017, Cheri Honkala, activiste très engagée sur les questions du logement et de la pauvreté, s'est portée candidate en promettant de créer « une plateforme dérivée du "Bond vers l'avant" » et de s'attaquer simultanément aux « problèmes du climat, des inégalités et du racisme ».

À la demande générale : utopie, le retour

Notre « Bond vers l'avant » est le signe d'une transformation dans l'esprit du temps. L'avenir repose sur notre capacité à briser les cloisonnements et à écouter les exclus d'hier pour dessiner la société de demain.

Que cette ouverture ne nous fasse pas abdiquer face aux assauts ciblés menaçant nos familles, nos corps, nos communautés et nos droits individuels. Il n'est d'autre choix que la résistance, et cela passe par le fait de présenter des candidats rebelles, progressistes, à tous les niveaux du gouvernement, des instances fédérales au moindre conseil d'établissement scolaire. Qui plus est, toutes les tactiques de résistance que j'ai évoquées – manifestations, grèves, actions en justice, sanctuaires pour migrants, solidarités contre les discriminations de race, de genre et d'identité sexuelle – doivent être mises à contribution. Et continuons de nous battre sans relâche contre la dépossession, contre les énergies fossiles, les prisons, la guerre et l'occupation. Enfin, gardons en tête que même si chacune de ces batailles était victorieuse – et on sait que c'est impossible –, nous nous retrouverions au point où nous étions tout juste avant le déferlement de l'extrême droite, soit sans bénéficier d'une meilleure prise sur la *racine* des crises systémiques, dont Trump n'est que le virulent symptôme.

Les militants les plus actifs ont une conscience aiguë de tous ces aspects et s'organisent en conséquence. Alicia Garza, l'une des fondatrices de Black Lives Matter, déclarait à la veille de l'investiture de Trump : « Je nourris l'espoir

particulier qu'un jour tous ces mouvements [Occupy Wall Street, ou DREAMers[5], ou Black Lives Matter] se rassembleront pour donner corps à cette force formidable que nous constituons, et que nous pourrons gouverner réellement le pays. C'est ce que je vise, et j'espère que tout le monde en fait autant. »

Certaines formes d'utopie, qui ont terriblement manqué aux mouvements sociaux des dernières décennies, refont surface aujourd'hui. À certaines revendications pressantes – un salaire minimum à 15 dollars de l'heure, la fin des violences policières et des expulsions, une taxe sur le carbone – s'ajoutent de plus en plus souvent d'autres espoirs. Par-delà le monde violent et insoutenable qui est le nôtre, on aspire non seulement à quelque chose de différent, mais d'exceptionnel.

Aux États-Unis, l'exemple le plus audacieux et le plus inspirant de cette nouvelle forme d'utopie se trouve dans Vision for Black Lives, la vaste plateforme politique lancée à l'été 2016 par le Movement for Black Lives. La coalition de plus de 50 organisations noires qui a rédigé le texte exprime ainsi son désir de changement : « Nous rejetons les solutions factices et croyons qu'il est possible de transformer complètement les systèmes actuels qui placent le profit au-dessus des gens et asphyxient beaucoup d'entre nous. » Le texte poursuit en replaçant les fusillades policières et les emprisonnements de masse dans le contexte d'un système économique qui a déclaré la guerre aux communautés noires et aux personnes de couleur en général, faisant d'elles les premières victimes des licenciements, de la pollution, des coupes dans les services sociaux. Traqués par une police toujours plus militarisée ou entassés dans des prisons surpeuplées, les exclus de l'économie formelle sont de plus en plus nombreux. Mais le texte propose aussi une série de mesures concrètes, parmi lesquelles cesser de subventionner les prisons, retirer les policiers des écoles et démilitariser la police. On y ébauche également un programme de réparation des torts causés par l'esclavage et la discrimination systémique, qui comprend entre autres la gratuité scolaire au collège et l'annulation des dettes étudiantes. Près de 40 revendications politiques au total, allant de modifications fiscales jusqu'au démantèlement des banques. Selon le magazine *The Atlantic*, la plateforme, lancée au beau milieu de la campagne présidentielle américaine, « est d'une rigueur qui rivalise avec les programmes des partis politiques ».

Dans les mois qui ont suivi l'investiture de Trump, le Movement for Black Lives a joué un rôle-clé pour consolider les liens avec d'autres mouvements, mobilisant des dizaines de groupes sous la bannière de The Majority[6] (la majorité). La nouvelle formation lança une série d'actions étalées sur un mois,

du 4 avril (jour anniversaire de l'assassinat de Martin Luther King Jr.) au 1er mai. Partout dans le pays, le slogan « Combattre le racisme, augmenter les salaires » retentit et les manifestations se multiplièrent, faisant le lien entre la justice raciale, la campagne des travailleurs qui se développait à toute allure en faveur d'un salaire minimum à 15 dollars de l'heure et l'augmentation des attaques contre les immigrés. Selon la nouvelle coalition, « dans le contexte de la présidence de Trump, il est impératif que nous proposions une véritable conception collective de la justice économique et de la justice du travail, pour tous ».

Enfin, en juin 2017, des milliers de militants de diverses circonscriptions se sont retrouvés à Chicago pour le deuxième Sommet annuel du peuple organisé par National Nurses United, pour continuer à débattre d'un « programme populaire ». Des rassemblements du même genre se sont tenus dans d'autres États, au Michigan et en Caroline du Nord, par exemple, où des groupes citoyens se réunissent depuis plusieurs années pour les « Moral Mondays[7] » (lundis moraux). Selon le révérend William Barber, l'un des organisateurs de ces évènements, « c'est un mouvement qu'il faut construire, pas seulement un moment... Je crois que tous ces mouvements – les Moral Mondays, Fight for 15 $, Black Lives Matter – permettent d'espérer que la population va se mobiliser et ne pas baisser les bras ».

Aux États-Unis comme au Canada, la crise du climat impose des changements politiques dont l'échéance est fatidique. New York Renews, une importante coalition, fait pression sans relâche pour que l'État effectue une transition complète vers les énergies renouvelables d'ici 2050. Supposons que d'autres États américains se fixent des objectifs pareillement audacieux, et que d'autres pays suivent (la Suède, par exemple, vise la neutralité carbonique en 2045), les efforts les plus néfastes de Trump et Tillerson pourraient se révéler insuffisants pour faire sombrer la planète dans le chaos climatique.

On entrevoit désormais une issue pour demain – de nouvelles formations politiques qui lutteront pour la justice économique sans négliger de combattre le racisme et la misogynie, deux ressorts d'un système qui engraisse les ultra-riches au détriment des peuples et de la planète. Des formations rassemblant des millions de novices de l'action militante, toutes races et générations confondues, pour rêver de changer le monde.

Partout on conspire pour abattre Trump. Mais il n'est plus question d'assoir sur le trône un quelconque messie de gauche investi d'une confiance aveugle. Les temps changent, ce sont désormais les groupes et les mouvements qui élaborent les principes et les mesures politiques, que les candidats devront

cautionner s’ils veulent qu’on les soutienne.

Les plateformes populaires commencent à mener le jeu. Et les politiciens devront suivre.

---

1 Avec ce titre, Naomi Klein fait référence au manifeste « Un bond vers l’avant », issu du travail collaboratif dont elle s’apprête à décrire les étapes et reproduit dans cet ouvrage p. 295.

2 Dans le cadre d’une conception néolibérale du développement économique, cette stratégie, mieux connue sous le nom d’« extractivisme », fait du rendement à court terme le moteur de l’exploitation des ressources naturelles. Source : Institut de recherche et d’informations socioéconomiques (IRIS).

3 En référence au livre de Donald Trump et du journaliste Tony Schwartz *The Art of the Deal*, publié en 1987.

4 Adeptes de l’incrémentalisme, méthode de travail prônant les changements de détails, la progression graduelle, la non-planification d’ensemble.

5 Ce mouvement provient de toute une culture alternative de jeunes gens nés aux États-Unis de parents clandestins sans papiers.

6 Mouvement formé en mars 2017 et réunissant plus de 50 organisations mobilisées pour défendre « la justice, la liberté et le droit de vivre dans le respect et la dignité ». The Majority réunit des Noirs, des Latinos, des Autochtones, des membres de la communauté LGBTQ, des immigrés, des réfugiés, des travailleurs et des personnes défavorisées.

7 Mouvement social et religieux né en Caroline du Nord en réaction aux politiques du Parti républicain et du gouverneur Pat McCrory.

Une société bienveillante à notre portée

L'heure est à l'optimisme. Laissons le pessimisme pour des temps meilleurs.

Jean-Claude SERVAIS

CHOC : C'EST LE MOT QUI A OUVERT CE LIVRE, c'est le mot que beaucoup ont employé le jour de l'élection. Et par la suite. Pourtant, au fil des mois, en rédigeant ce livre, j'ai commencé à me demander si c'était le mot juste dans le contexte actuel.

On parle d'état de choc quand le cours des choses s'interrompt, quand on ne comprend plus ce qu'il se passe. Or Trump ne correspond pas du tout à une rupture, il est le point culminant, l'aboutissement logique de tout un tas d'histoires dangereuses que notre culture transmet depuis très longtemps. Que l'avidité est une bonne chose. Que c'est le marché qui régule. Que l'argent, c'est tout ce qui compte. Que les hommes blancs sont meilleurs que tous les autres. Que la nature est là pour être pillée. Que les plus faibles méritent leur sort et les 1 % leurs tours dorées. Que tout ce qui est public ou collectif est funeste et qu'il n'existe aucune raison valable de le protéger. Que le danger nous guette à chaque coin de rue et que chacun ferait mieux de s'occuper de soi. Et qu'il n'y a pas d'autres solutions.

Ces histoires sont constitutives de l'air que nous respirons. Alors l'arrivée de Trump ne devrait pas provoquer un choc. Un président milliardaire qui se vante de mettre la main au panier des femmes, pour qui tous les Mexicains sont des « violeurs » et qui raille les personnes handicapées, c'est l'expression logique d'une culture qui confère aux ultra-riches une impunité obscène, où le vainqueur rafle tout. Une culture fondée sur une logique de la domination, à tous les niveaux. Nous aurions dû le voir venir. Du reste, ceux qui sont les plus directement touchés par le racisme et la misogynie de l'Occident s'y préparaient depuis très longtemps.

L'émotion que nous avons prise pour un choc était plus exactement de la

terreur. La même terreur que celle qui nous saisit devant un film ou un livre dystopique dont le scénario nous semble trop familier. Les histoires de ce genre reprennent les tendances actuelles et les prolongent jusqu'à leur inéluctable conclusion, elles sont le miroir tendu qui nous demande : vous aimez ce que vous voyez ? Vous voulez vraiment persévérer dans cette voie ? Ces futurs cauchemardesques font froid dans le dos précisément parce qu'ils ne sont *pas* choquants. Ils sont en phase avec le sous-texte des histoires qu'on nous raconte, ils en sont l'accomplissement. C'est ainsi, je crois, qu'il nous faut envisager ce premier président des États-Unis : une fiction dystopique devenue réalité. Trump est un miroir tendu non seulement aux États-Unis, mais au monde entier. Et si nous n'aimons pas ce nous y voyons – et nous sommes nombreux dans ce cas –, alors il n'y a plus aucun doute sur ce qu'il nous reste à faire.

Nous devons remettre en cause Trump, et toutes les histoires qui l'ont produit. Le contester personnellement ne suffira pas, aussi odieux et dangereusement ignorant soit-il. Nous devons nous confronter à la lame de fond qui l'a porté et élevé jusqu'à faire de lui l'homme le plus puissant du monde. À toutes ces valeurs que la téléréalité, les manuels pour devenir riche, les milliardaires providentiels, les philanthro-capitalistes nous ont vendues. Ces valeurs qui sont à l'œuvre dans la destruction du filet social, la surpopulation carcérale, la normalisation de la culture du viol, les accords commerciaux antidémocratiques, l'élévation du niveau de la mer et la privatisation des secours d'urgence – tout un monde de zones vertes et de zones rouges.

Peut-être est-il normal, sain même, de ne ressentir qu'un simple choc devant Trump. Parce que les histoires qui ont permis son avènement ont toujours été contestées. D'autres histoires se sont fait entendre, pour dire que l'argent n'est pas tout, que nos destinées sont indissociables les unes des autres et indissociables de l'état du monde naturel. Les forces que Trump représente ont toujours cherché à les éliminer, à écraser tant d'intuition et d'évidence réunies.

La permanence de ces histoires-là devrait nous rappeler que si Trump est l'aboutissement logique du système néolibéral, ce système n'est pas le seul aboutissement possible de l'histoire humaine. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous contenter de résister. Dire non ne suffit plus. C'est important, bien sûr. Mais il nous faut farouchement protéger les espaces où nous pourrons imaginer un monde meilleur et dessiner les plans pour l'obtenir. Il ne s'agit pas de complaisance. Il s'agit de vaincre Trump.

Tuer le Trump en chacun de nous

Aussi curieux que cela puisse paraître, l'ascension de Trump m'a aussi mise au défi sur le plan personnel : je devais commencer par tuer le Trump en moi. Avec l'arrivée de ce nouveau régime à Washington, beaucoup d'entre nous ont fait l'effort de surmonter leurs partis pris et leurs préjugés – ceux-là mêmes qui nous ont souvent divisés par le passé. Nous ne pourrons nous unir, nous ne pourrons résister et transformer notre monde qu'après avoir opéré un retour sur soi.

Il y a plusieurs moyens, trop souvent négligés, de combattre son Trump « intérieur » : traquer toutes nos petites habitudes un peu « trumpesques ». (Comprenez-moi bien : je ne dis pas que ces traits nous rendent tous responsables du résultat des élections de 2016, peu importe ici qui a voté pour qui et pourquoi.) Peut-être cette capacité d'attention qui n'excède pas 140 caractères et tend à confondre abonnés Twitter et amis. Ou cette façon de vivre comme une marque commerciale parmi d'autres marques commerciales, plutôt que comme une personne au sein d'une communauté de personnes. Ou encore cette manière d'envisager ses collègues comme des produits concurrents qui menacent ses parts de marché et non des alliés potentiels dans une lutte qui requiert une pluralité de talents. (La logique coloniale insidieuse des grandes entreprises et de leurs marques ayant atteint son apogée avec Trump, n'est-il pas temps de passer à autre chose ?) Ou peut-être est-ce la part de nous-mêmes qui ne peut s'empêcher de suivre la horde qui agresse et rabaisse, par des attaques personnelles d'une violence parfois sidérante, ceux qui ne pensent pas comme elle.

Il y a aussi la part de nous-mêmes qui attend qu'un multimilliardaire vole à notre secours, un qui serait bon, généreux et soucieux du réchauffement planétaire autant que de l'émancipation des femmes. Un multimilliardaire progressiste et salvateur qui serait à cent lieues de Trump. Mais le fantasme associe de nouveau fortune et super-pouvoirs : nous sommes encore dans la zone d'influence du maître de Mar-a-Lago...

Certaines de ces inclinations font irrépressiblement partie de nous, mais pas parce que nous sommes des êtres foncièrement mauvais. Ce sont les systèmes dans lesquels nous évoluons qui nous rappellent sans relâche qu'il n'y en aura pas pour tout le monde, et qu'il faut jouer des coudes pour s'en sortir, quoi qu'il en coûte. Qu'on le veuille ou non, la consommation (ou la production) médiatique nous immerge dans les eaux de la téléréalité, des personnalités-marques et de l'incessante distraction – ces eaux qui donnent naissance à des

Donald Trump. Des eaux fétides, plus ou moins dangereuses, plus ou moins contaminées, au point que dans certaines zones il n'y a même plus de sauveteur pour venir vous repêcher. Difficile d'en sortir indemne. Et la conscience de cela semble un bon point de départ : pour espérer changer le monde, nous devons être prêts à nous changer nous-mêmes.

La bonne nouvelle, c'est que cette « dé-trumpisation » (consacrer quelques heures de plus dans la semaine aux relations en face-à-face, s'oublier un peu au profit d'un projet qui nous dépasse, reconnaître la valeur de tout ce qui ne peut s'acheter ni se vendre) nous rendra simplement plus heureux. C'est l'engagement de toute une vie, mais qui nous permettra de tenir la distance – car la ligne d'arrivée n'est pas en vue.

Le choix

Deux voies s'offrent à nous pour combattre la montée de la démagogie d'extrême droite. Celle de l'establishment, adoptée par tous les partis du centre : promettre quelques places de plus en crèches et garderies, une plus grande représentation des femmes et des personnes de couleur en haut de l'échelle, et peut-être un peu plus de panneaux solaires. Mais la logique ne change pas : austérité, foi aveugle dans les marchés, équivalence consommation/bonheur. Les mêmes pansements dérisoires sur des plaies béantes.

Ces solutions à courte vue échouent à stopper la montée de l'extrême droite. Il y a de nombreuses raisons à cela, mais la principale est qu'elles n'ont pas assez à offrir. Rien pour résoudre les injustices qui poussent les victimes à chercher des boucs émissaires, rien pour permettre à ceux que l'extrême droite menace le plus directement de croire en un avenir meilleur. Un monde où les inégalités sont extrêmes, les tendances néofascistes ouvertement assumées et dont le système climatique dérape est un monde malade. Et le néolibéralisme, qui est l'un des moteurs les plus puissants de ces crises, se révèle un remède grossièrement inadapté. Il oppose un « non » bien timide aux forces qui mènent le jeu, et aucun « oui » qui se tienne.

Nous sommes nombreux à vouloir autre chose, à vouloir dire un « oui » sans retenue à un projet audacieux qui améliorerait concrètement la vie des gens, qui oserait parler de *redistribution* et de *réparations*, un projet qui tiendrait tête au modèle occidental de la vie réussie – le repli dans un cocon garni par les fruits d'une consommation effrénée, au mépris de la planète et de nos aspirations les plus profondes.

Nous pourrions remercier Trump pour cette ambition retrouvée. Si les géants de l'industrie américaine se pressent derrière cet homme aux haines sordides, cet homme vénal, vaniteux, creux, si Wall Street applaudit quand il annonce qu'il laissera la planète se consumer et les personnes âgées crever de faim, et si autant de médias aiment qualifier de « présidentielle » sa façon de tirer des missiles de croisière tout en mangeant du gâteau au chocolat, eh bien d'autres en concluent qu'il est hors de question qu'ils participent à ce système.

De toute évidence, il n'est plus temps de s'attaquer aux mesures politiques l'une après l'autre, il faut s'attaquer à la racine même de la culture qui les a produites.

À observer les candidats et les partis de gauche qui s'insurgent aux États-Unis, en France ou ailleurs, on comprend que ces politiciens imparfaits, aux

programmes imparfaits, ne peuvent avoir pensé à tout. Les grandes figures de ces batailles ont parfois des accents du passé, et leurs campagnes n'ont pas toujours reflété les spécificités du pays qu'ils entendaient gouverner, du moins pas suffisamment. Cependant, que ces candidats improbables, ces formations politiques à peine sorties de l'œuf soient parvenus à s'approcher du pouvoir, au grand dam des sondeurs et des commentateurs patentés, cela vient démontrer avec éclat ce que le discours public néolibéral a tenté de nier ou de réprimer pendant des années : la transformation progressiste est *populaire*, plus que bon nombre d'entre nous auraient osé l'imaginer il y a à peine un an ou deux.

Le charme néolibéral est rompu, écrasé sous le poids de l'expérience concrète et d'une montagne de preuves. On entend désormais des candidats ayant obtenu des millions de voix affirmer haut et clair ce qui était indicible pendant des décennies : la gratuité de l'université publique, le doublement du salaire minimum, l'extrême urgence de la transition énergétique, la démilitarisation de la police. Ils affirment aussi que les prisons ne sont pas adaptées aux jeunes, que les réfugiés sont les bienvenus et que la guerre accroît l'insécurité de tous. Et les foules approuvent. Devant des réactions aussi enthousiastes, que peut-on ajouter ? Des réparations pour l'esclavage et le colonialisme ? Un plan Marshall pour combattre la violence envers les femmes ? L'abolition de la prison ? Un programme de création d'emplois verts fondé sur des coopératives de travail démocratiques ? L'abandon de la « croissance » comme mesure du progrès ? Pourquoi pas ? Le carcan qui réprimait l'imagination de la gauche depuis si longtemps a volé en éclats.

Les demi-victoires enregistrées par la gauche ces deux dernières années ne sont pas des défaites. Ce sont les signes avant-coureurs d'un réalignement idéologique profond pouvant mobiliser une majorité progressiste à la mesure, sur le plan géopolitique, de l'autoritarisme et du néofascisme qui occupent la droite de l'échiquier politique. En fait, les faiblesses et les faux pas des candidats de gauche ne devraient pas nous abattre, mais nous permettre au contraire d'espérer. Les dirigeants des divers mouvements le disent souvent, accepter cette prémisse constituerait un excellent début : le désastre climatique et les inégalités économiques croissantes sont indissociables des systèmes qui ont toujours hiérarchisé les humains selon la race et le sexe ; et pour protéger et alimenter cet ordre meurtrier, ces systèmes ont toujours cherché à opposer les gens les uns aux autres sur la base de la couleur de la peau, de la foi religieuse et de la sexualité. Si une formation politique a le courage de dire tout cela, si elle conçoit un projet audacieux pour humaniser et démocratiser les nouvelles technologies et le commerce mondial, elle reprendra rapidement du terrain à la droite populiste. Plutôt que de faire souffler un vent ancien, elle aura le sentiment d'incarner un

projet palpitant et encore jamais tenté. Une campagne de ce genre pourrait s'avérer invincible.

Et si tout cela paraît trop optimiste, rappelons-nous : aux États-Unis, le nombre de personnes qui rejoignent les rangs des mouvements politiques n'a jamais été aussi élevé. Les manifestations pour les droits des femmes, contre les déportations ou pour que « les vies des Noirs comptent vraiment », mobilisent un nombre record de participants. Les rassemblements politiques de gauche, les conférences et les assemblées publiques font salle comble. Il se passe quelque chose de fort, et qui voudrait prévoir jusqu'où tout cela peut aller serait aussi crédible que les sondeurs qui nous ont affirmé que Trump ne pourrait jamais gagner et que le Brexit n'avait aucune chance de passer. Construire une vaste coalition en cette période de cloisonnement politique est une tâche ardue, qui requiert d'avoir le courage de se confronter à un passé douloureux. Mais à l'heure où s'entrecroisent les enjeux les plus terrifiants et les possibilités les plus riches, pourquoi ne pas tenter le tout pour le tout ? Et bondir sur chaque nouvelle occasion qui se présente ?

Par exemple, la première fois que les républicains ont échoué à abroger l'Obamacare, un mouvement s'est levé dans tout le pays pour réclamer un système de santé public universel, et cette idée recueille aujourd'hui plus de soutiens que jamais. Les gens luttent pour que de grands États, comme la Californie, adoptent ce modèle, quoi que Washington décide. De la même façon, on peut s'attendre à un véritable séisme si l'ALENA est renégocié. Les écologistes et les syndicats pourront s'imposer dans le débat et mobiliser leurs troupes autour d'un projet de commerce équitable.

Une dernière chose : les capitalistes du désastre de Trump sont très puissants dans le gouvernement américain, mais ils ne contrôlent pas tout. Le fonctionnement des villes et des États leur échappe, et très souvent même le Congrès. Ils ne contrôlent certainement pas les universités, ni les institutions religieuses, ni les syndicats. Ni les tribunaux (pas encore). Ils ne contrôlent pas les autres nations souveraines. Et ils ne contrôlent pas ce que nous faisons, individuellement ou collectivement, partout dans le monde.

C'est précisément parce que tout ce qui se passe à Washington est si terriblement dangereux que la force collective que nous investirons dans ces espaces libres de toute influence de Trump est plus importante que jamais. Ces propos de Michelle Obama à la convention du Parti démocrate de 2016 sont dans toutes les mémoires : « Quand ils s'enfoncent, nous nous élevons. » Passons maintenant de l'esprit à la lettre : quand ils s'enfoncent, *chacun* doit viser plus haut. Dans les nombreux domaines qui échappent au contrôle de Trump, nous devons viser plus haut et accomplir plus. Pour prévenir les catastrophes du

climat. Pour créer des villes sanctuaires pour les immigrants et les réfugiés. Pour prévenir une escalade militaire. Pour protéger les droits des femmes et des membres des communautés LGBT. À mesure qu'ils s'enfoncent, visons toujours plus haut.

Un contre-choc

Pendant des décennies, les élites ont misé sur le pouvoir du choc pour nous plonger dans un cauchemar éveillé. Donald Trump pense que rien ne peut l'arrêter – que nous aurons oublié demain ce qu'il a dit hier (et qu'il prétendra ne jamais avoir dit) ; que nous serons dépassés par les évènements, que nous finirons par nous disperser, par capituler et par le laisser refermer ses griffes de prédateur sur tout ce qu'il veut.

Mais face aux crises, les sociétés ne régressent pas forcément, ne rendent pas toujours les armes. Il existe une autre voie face au péril : on peut choisir de se rassembler et de faire un saut évolutif. Choisir, comme le propose le révérend William Barber, « de devenir les défibrillateurs moraux de notre temps, de délivrer un choc dans le cœur de cette nation et de construire un mouvement de résistance, d'espoir, de justice et d'amour ». En d'autres termes, créer la surprise du siècle – en étant unis, focalisés, déterminés. Refuser de nous laisser prendre à ces vieilles tactiques de choc éculées, refuser d'avoir peur, quelles que soient les épreuves.

Compris dans toute son ampleur, le coup d'État des grandes entreprises débouche sur une crise dont les répercussions sur le monde entier pourraient se mesurer à l'échelle des temps géologiques.

C'est à nous de savoir comment riposter. Alors, choisissons la seconde option.

Le temps est venu de bondir vers l'avant.

Un bond vers l’avant

Manifeste pour un Canada fondé sur le souci de la planète
et la sollicitude des uns envers les autres[1]

Nous partons du constat que le Canada et le Québec traversent aujourd’hui la crise la plus grave de leur histoire récente.

La Commission de vérité et réconciliation a permis de prendre acte d’épisodes révoltants de notre passé récent. La pauvreté et les inégalités qui s’accentuent creusent une cicatrice qui défigure notre présent. Et la performance canadienne dans le dossier du changement climatique est un véritable crime contre l’avenir de l’humanité.

Ces faits sont d’autant plus alarmants qu’ils contreviennent à nos valeurs déclarées : respect des droits des Autochtones, internationalisme, droits humains, diversité et développement durable.

Aujourd’hui, nous ne vivons pas en accord avec ces valeurs, mais nous pourrions le faire.

Nous pourrions vivre dans un pays entièrement alimenté par des énergies réellement renouvelables, traversé de réseaux de transport public accessible, où les emplois et autres possibilités qu’offre une telle transition sont aussi conçus pour éliminer systématiquement les inégalités raciales et entre les sexes. Prendre soin de la planète et les uns des autres pourrait créer de nouveaux secteurs économiques très dynamiques. Beaucoup plus de gens auraient accès à des emplois mieux rémunérés et travailleraient moins longtemps, ce qui nous laisserait amplement le temps de profiter de la présence de nos proches et de nous épanouir dans nos communautés.

Nous savons que le temps presse pour effectuer cette grande transition. Les climatologues nous ont annoncé que les actions décisives pour éviter un réchauffement catastrophique de la planète doivent être menées au cours de cette décennie. Ce qui veut dire que les petits pas ne peuvent plus nous mener là où nous devons aller.

Nous devons donc bondir vers l’avant.

Ce bond doit *commencer par respecter les droits ancestraux et le titre des premières gardiennes et premiers gardiens de cette terre. Les communautés autochtones* ont été aux premières lignes de la défense des cours d'eau, des berges, des forêts et des terres contre l'activité industrielle débridée. Nous pouvons appuyer celles et ceux qui remplissent ce rôle et repartir à neuf – sans oublier le passé – nos relations avec les populations autochtones *en mettant pleinement en application la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.*

Inspirés par les traités qui constituent la base juridique de ce pays et nous enjoignent à partager la terre « aussi longtemps que le soleil brillera, que l'herbe poussera et que l'eau coulera », nous exigeons des sources d'énergie qui ne s'épuiseront jamais, pas plus qu'elles n'empoisonneront la terre. Les avancées technologiques ont mis ce rêve à notre portée. En effet, de récentes études montrent que dans vingt ans, le Canada pourrait puiser 100 % de son énergie électrique de sources renouvelables ; dès 2050, nous pourrions avoir une économie propre.

Nous exigeons que ce changement commence maintenant.

Plus rien ne peut justifier la construction de nouveaux projets d'infrastructures qui nous forcent à continuer d'accélérer le rythme d'extraction des ressources dans les décennies à venir. La nouvelle règle d'or du développement énergétique doit être : *ce dont on ne veut pas chez soi ne doit se retrouver chez personne*. Cela vaut aussi bien pour les oléoducs, les gazoducs, la fracturation au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Colombie-Britannique, l'augmentation du trafic de pétroliers le long de nos côtes, et pour les projets des compagnies minières canadiennes partout dans le monde.

Le temps de la démocratie énergétique est venu : nous croyons non seulement qu'il faut de nouvelles sources d'énergie, mais aussi que les communautés devraient, lorsque possible, contrôler collectivement leurs nouveaux systèmes de production d'énergie.

Nous devons remplacer les structures de propriété qui servent le profit des entreprises privées et la bureaucratie lointaine de certains États centralisés en en créant de nouvelles, novatrices, dirigées démocratiquement, qui offriraient des salaires suffisants et permettraient de garder au sein des communautés des revenus dont celles-ci ont grand besoin. Et *les Autochtones devraient être les premières et les premiers à recevoir le soutien pour leurs projets visant à développer les énergies propres. Tout comme les communautés actuellement aux prises avec les lourdes conséquences de l'activité industrielle polluante.*

En plus d'éclairer nos demeures, l'énergie ainsi produite redistribuera la richesse, consolidera la démocratie, renforcera notre économie et commencera à

guérir les blessures qui datent de la fondation de ce pays.

Le bond vers une économie non polluante ouvre d'innombrables voies vers ce type de solutions qui font de nombreux « gagnantes et gagnants ». Nous voulons *un programme universel visant à construire des maisons éco-énergétiques et à rénover les demeures existantes en s'assurant que les communautés et quartiers les plus défavorisés seront les premiers à en bénéficier.* Nous voulons également que des formations professionnelles et d'autres opportunités leur soient offertes afin de lutter contre la pauvreté de manière durable. Nous jugeons essentiel *que les employées et employés des secteurs d'emplois à forte émission de carbone aient accès à un programme de formation et aux ressources adéquates afin qu'ils et elles aient la capacité de contribuer à la mise en place d'une économie énergétique verte*. Cette transition doit faire appel à la participation démocratique des travailleurs et travailleuses. *Des voies de trains à haute-vitesse, alimentées par des sources d'énergie justes et renouvelables, et un réseau de transport collectif abordable peuvent relier entre elles toutes les communautés de ce pays*, au lieu d'un nombre grandissant d'automobiles, de pipelines et de trains au contenu explosif qui nous menacent et nous divisent.

Et comme nous savons qu'il est déjà tard pour faire ce bond vers l'avant, nous avons besoin d'*investir dans les infrastructures existantes qui tombent en ruines*, afin que celles-ci puissent résister aux phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Le passage à un système agricole beaucoup plus local et guidé par des impératifs écologiques réduirait notre dépendance aux carburants fossiles, favoriserait la capture du carbone dans le sol, et aiderait à traverser les moments difficiles dans l'approvisionnement mondial, en plus de produire une nourriture plus saine et abordable pour tout le monde.

Nous réclamons qu'un frein soit mis aux accords commerciaux qui donnent aux entreprises le pouvoir de s'ingérer dans les efforts que nous déployons pour reconstruire les économies locales, règlementer les sociétés privées et stopper les activités d'extraction dommageables. Nous voulons rééquilibrer la balance de la justice pour que soient *garantis à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs, le statut d'immigrant et la protection qui en découle*. Compte tenu de l'implication du Canada dans les conflits armés et de sa contribution au changement climatique – deux facteurs à l'origine de la crise globale des personnes réfugiées –, nous nous devons d'accueillir les migrantes et migrants à la recherche de sécurité et de conditions de vie meilleures.

La transition vers une économie qui tient compte des limites de notre Terre requiert aussi de *développer les secteurs de notre économie qui sont déjà faibles en carbone : ceux des soins, de l'éducation, du travail social, des arts et des*

services de communications d'intérêt public. Un service de garde universel comme celui du Québec devrait d'ailleurs avoir été implanté dans tout le Canada, il y a longtemps. Tout ce travail, dont une grande partie est accomplie par des femmes, est le ciment qui permet aux communautés humaines et résilientes de tenir, et nous aurons besoin que nos communautés soient les plus solides possible, face au cahoteux futur qui nous attend.

Puisqu'une si grande part du travail qui consiste à prendre soin des autres ou de la planète est actuellement non rémunérée, nous en appelons à un véritable débat sur l'introduction d'un *revenu universel de base*. Mis de l'avant au Manitoba dans les années 1970, ce solide filet social pourrait permettre qu'aucune personne ne soit forcée d'occuper un emploi qui menace l'avenir de ses enfants, simplement pour pouvoir nourrir ces mêmes enfants aujourd'hui.

Nous déclarons que l'« austérité » – qui s'en prend systématiquement aux secteurs faibles en carbone, comme l'éducation et la santé, tout en affamant les transports publics et en imposant de dangereuses privatisations dans le secteur énergétique – est une forme de pensée périmée qui menace la vie sur Terre.

L'argent nécessaire pour effectuer cette grande transition est accessible, il ne reste qu'à implanter les bons programmes d'action pour libérer ces sommes. Il faut, par exemple, *mettre un terme aux subventions destinées à l'exploitation et à la consommation des énergies fossiles, imposer une taxe sur les transactions financières, accroître les redevances pétrolières, augmenter l'impôt sur le revenu des entreprises privées et des plus riches, instaurer une taxe progressive sur le carbone, et couper dans les dépenses militaires.* Toutes ces mesures s'inspirent du principe du « *pollueur-payeur* **»** et sont très prometteuses.

Une chose est claire : à une époque où l'on voit s'accumuler des fortunes privées inégalées, cette « austérité » que subit notre secteur public et qui nous affecte tous et toutes est une crise fabriquée, conçue pour éteindre nos rêves avant même qu'ils aient eu la chance de naître.

Ces rêves vont bien plus loin que ce texte. Nous appelons les gens à former des *assemblées locales partout à travers le pays*, là où les résidentes et les résidents peuvent se réunir pour définir, de manière démocratique, ce qu'un véritable bond vers la prochaine économie veut dire pour leur communauté.

Cette résurgence, du bas vers le haut, entraînera assurément un renouveau de la démocratie à tous les paliers du gouvernement, et nous mènera rapidement vers un système dans lequel *chaque vote compte et où l'argent des grandes entreprises privées est exclu des campagnes politiques.*

Voilà beaucoup à entreprendre d'un seul coup, mais c'est l'époque dans laquelle nous vivons qui l'exige.

La chute des prix du pétrole a temporairement suspendu la pression qui pousse

à extraire des combustibles fossiles à un rythme aussi frénétique que le permettent les techniques à haut risque. Cette pause dans la folie de l'expansion ne devrait pas être perçue comme une crise, mais bien comme un cadeau qui nous a donné une de ces rares occasions de regarder ce que nous sommes devenus... et de décider de changer.

Alors, nous invitons toutes celles et tous ceux qui se présentent aux prochaines élections à saisir cette occasion et à agir en fonction de cet urgent besoin d'une transformation. C'est notre devoir sacré envers les populations que ce pays a blessées par le passé, envers celles et ceux qui souffrent inutilement à présent, et envers tous ceux et celles qui ont droit à un avenir sûr et prometteur.

Le temps est venu d'être courageux.

Le temps est venu de bondir vers l'avant.

---

1 Nous reprenons ici la traduction officielle du manifeste publiée sur le site https://leapmanifesto.org/fr/un-bond-vers-lavant.

Remerciements

C'EST GRÂCE À DES GENS FORMIDABLES que j'ai pu écrire ce livre dans des délais aussi incroyables. Des esprits brillants, comme Louise Dennys, éditrice de Random House Canada, qui a tout donné pour que ce projet voie le jour. Elle a amélioré le texte sous d'innombrables aspects. Ou Johann Hari, qui s'est évertué à me convaincre quand moi-même je ne l'étais pas, qui a enregistré de longues conversations pour me montrer que le matériau était là et qui a insufflé tout leur mordant à mes premières ébauches. Ou encore Derrick O'Keefe, qui n'a pas hésité à faire passer sa vie au second plan pour éditer le texte, faire les recherches requises et nous guider tout au long de ce processus. Il faut souligner aussi l'excellent travail de recherche et de vérification réalisé par Sharon Riley et son équipe de choc (Christine Shearer, Allie Tempus, Kate Aronoff et Rajiv Sicora). Jackie Joiner a orchestré le tout avec brio comme elle seule sait le faire.

Nous avons le bonheur, Louise et moi, de travailler avec deux éditeurs exceptionnels : Helen Conford de Penguin Random House au Royaume-Uni et Anthony Arnove de Haymarket Books aux États-Unis ; celui-ci représente également le livre au niveau international. Il leur a fallu accomplir des miracles pour répondre à l'échéancier impossible de ce projet, comme ce fut le cas de Rick Meier et de Deirdre Molina, et de l'infatigable équipe de production de Knopf Canada, Brittany Larkin et Terra Page, John Sweet et le directeur artistique, Scott Richardson. Toute ma reconnaissance va à *The Intercept*, *The Nation* et *The Guardian*, qui ont publié des bonnes feuilles du livre. Michelle Alexander, Keeanga-Yamahtta Taylor et Eve Ensler, quant à elles, m'ont transmis des commentaires infiniment précieux après leur lecture des premières versions.

Je dois cette traduction de mon livre au travail remarquable des équipes de Lux au Québec et d'Actes Sud en France. Je suis très heureuse de cette seconde collaboration. Des remerciements particuliers aux éditrices Eve Delmas (Lux) et Sylvie Fenczak (Actes Sud), qui ont fourni un travail considérable, ainsi qu'aux traductrices Véronique Dassas et Colette St-Hilaire. Merci également à Marie-Catherine Vacher et Sophie Patey (Actes Sud) et Alexandre Sánchez (Lux).

Mon mari, Avi Lewis, a alimenté mes réflexions sur un grand nombre de points, en plus de m'offrir tout le temps et l'espace dont j'avais besoin pour m'immerger complètement dans ce projet. Merci aussi à Michael, Bonnie et Seth Klein ; à Michele Landsberg et Stephen Lewis ; Sol Guy, Seth MacFarlane, Kyo Maclear, Brit Marling, Katie McKenna, Bianca Mugyenyi, Betsy Reed, Anthony Rogers-Wright, Juliana Saehrig, Katharine Viner et Ofelia Whitely. J'ai également été encouragée, soutenue et inspirée par l'équipe formidable du manifeste « Un bond vers l'avant », et par les quelque 60 personnes qui en ont rédigé le texte. Nous sommes encore sous le choc de la disparition de notre talentueux collaborateur, Arthur Manuel. Et je ne remercierai jamais assez le patient petit Toma, qui a été privé de sa maman pendant ces longs mois, mais qui croit sincèrement que « Donald Trump est trop grossier pour être président ».

Ouvrage réalisé
par le Studio Actes Sud

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako
www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.

Sommaire

Couverture

Le point de vue des éditeurs

Dire non ne suffit plus

Naomi Klein

Introduction

Première partie. Comment en sommes-nous arrivés là ? La montée des super-marques

1 Comment Trump a gagné en devenant la marque suprême

- Une transition ? Non ! Un coup d'État des multinationales
- Nous avions le vent en poupe
- Exaucer les vœux des grandes entreprises
- La tyrannie ultime des marques
- Par-delà le monde des objets
- Pas de lieu, peu d'emplois
- Le Trump Show
- Oligarque chic
- Vous êtes tous virés !
- Immunisé contre le scandale

2 Une famille de marques sans précédent

- Que vendent exactement les fils Trump ?
- La réalisation de la prophétie de Reagan
- Saboter la marque Trump

3 Les Hunger Games de Mar-a-Lago

Le roi des retombées du direct

La vie est une salope

Dans un monde cauchemardesque, les rêves se vendent bien

Savourer l'imposture sur le chemin de la Maison-Blanche

Faux combats, vrais enjeux

Fausses informations, faits alternatifs et gros mensonge

Le show apocalypse

L'homme creux

Deuxième partie. Où en sommes-nous ? Le temps des inégalités

4 L'horloge du climat sonne minuit

L'heure de vérité

Un cycle électoral pas comme les autres : un mauvais *timing* historique

Un gouvernement vendu au pétrole

Don't ask, don't tell

Tout est question de prix

Ce que les conservateurs saisissent du réchauffement de la planète – mais pas les progressistes

5 Le prédateur-en-chef

Quand la rage monte

Hiérarchiser la vie humaine

La complexité du « vote pour l'emploi »

Insécurité sur tous les fronts

Au jeu du blâme identitaire...

« Un capitalisme racial »

Diviser pour mieux régner

L'absence d'amour comme principe politique

6 La politique a horreur du vide

Le nivellement par le bas

Oui, on peut empirer un mauvais accord commercial

Souvenirs d’un grand mouvement international

Syndicats et écolos – enfin ensemble !

Balayés par le choc

Quand Trump et le vide se rencontrent

Céder le terrain du populisme est dangereux

Non, Oprah et Zuckerberg ne nous sauveront pas

Le renflouement des banques ou le point de rupture

7 Apprendre à aimer le populisme économique

La peur des masses (et des cheveux ?) incontrôlables

La révolution de qui ?

Cocktail toxique dans le monde entier !

Troisième partie. Comment le pire arrive : les chocs à venir

8 Les maîtres du désastre : court-circuiter la démocratie

Le manuel de Dr Choc

Démocratie suspendue jusqu’à nouvel ordre

Agir vite et une fois pour toutes

L’antithèse de la décence

L’art du vol

Une carrière forgée dans le choc

Le cabinet du capitalisme du désastre

Profiter du changement climatique et de la guerre

Profiter des prisons

Profiter de la guerre et de la surveillance

Profiter de la crise économique

Profiter des catastrophes naturelles

Le plan Katrina

Une kleptocratie tous azimuts

9 L’agenda délétère : à quoi s’attendre en cas de crise

États d’urgence, états d’exception

Le Prince noir est de retour

Non, ils n’ont pas besoin de plan

Le choc de la guerre

Les guerres d’Exxon

Les chocs économiques

Les chocs climatiques

Une réponse haut de gamme aux catastrophes

Je n’ai pas chaud du tout. Vous avez chaud, vous ?

Un monde de zones vertes et de zones rouges

Jets, drones et bateaux

Une crise de l’imagination

Quatrième partie. Comment faire mieux

10 Quand la stratégie du choc tourne mal

Résistance et mémoire : les limites du non

Quand l’Argentine a dit non

Quand l’Espagne a dit non

Le 11-Septembre et les dangers de l’amnésie officielle

La résistance au choc aux États-Unis

La revanche de la réalité

... Et autour du monde

La solidarité survivra-t-elle à un choc majeur ?

11 Un « non » qui n’a pas suffi

Quand les banques étaient à genoux

Emplois : la révolution manquée

Nos mémorables victoires passées

L’utopie à la rescousse

Prisonniers du modèle

12 Les leçons de Standing Rock : oser rêver

L’apprentissage de la vie

Le devoir de protéger

La voie de la colère

13 Le temps est venu de bondir : les petits pas ne suffisent pas

Le temps d’un choc populaire est venu

Un programme sans parti

Au-delà des différences : établir des liens

Les valeurs avant les politiques

Les lignes rouges

Tous solidaires

La justice énergétique

Oui, nous pouvons nous le permettre

Une autre version de l’art de la négociation

Oui au « oui »

Passer à autre chose

Le manifeste en action

À la demande générale : utopie, le retour

Conclusion. Une société bienveillante notre portée

Tuer le Trump en chacun de nous

Le choix

Un contre-choc

Un bond vers l’avant : manifeste pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns envers les autres

Remerciements

Table of Contents

Le point de vue des éditeurs
Dire non ne suffit plus
Naomi Klein
Introduction
Première partie. Comment en sommes-nous arrivés là ? La montée des super-marques
1 Comment Trump a gagné en devenant la marque suprême
Une transition ? Non ! Un coup d'État des multinationales
Nous avions le vent en poupe
Exaucer les vœux des grandes entreprises
La tyrannie ultime des marques
Par-delà le monde des objets
Pas de lieu, peu d'emplois
Le Trump Show
Oligarque chic
Vous êtes tous virés !
Immunisé contre le scandale
2 Une famille de marques sans précédent
Que vendent exactement les fils Trump ?
La réalisation de la prophétie de Reagan
Saboter la marque Trump
3 Les Hunger Games de Mar-a-Lago
Le roi des retombées du direct
La vie est une salope
Dans un monde cauchemardesque, les rêves se vendent bien
Savourer l'imposture sur le chemin de la Maison-Blanche
Faux combats, vrais enjeux
Fausses informations, faits alternatifs et gros mensonge
Le show apocalypse
L'homme creux
Deuxième partie. Où en sommes-nous ? Le temps des inégalités

4 L’horloge du climat sonne minuit
L’heure de vérité
Un cycle électoral pas comme les autres : un mauvais timing historique
Un gouvernement vendu au pétrole
Don’t ask, don’t tell
Tout est question de prix
Ce que les conservateurs saisissent du réchauffement de la planète – mais pas les progressistes
5 Le prédateur-en-chef
Quand la rage monte
Hiérarchiser la vie humaine
La complexité du « vote pour l’emploi »
Insécurité sur tous les fronts
Au jeu du blâme identitaire...
« Un capitalisme racial »
Diviser pour mieux régner
L’absence d’amour comme principe politique
6 La politique a horreur du vide
Le nivellement par le bas
Oui, on peut empirer un mauvais accord commercial
Souvenirs d’un grand mouvement international
Syndicats et écolos – enfin ensemble !
Balayés par le choc
Quand Trump et le vide se rencontrent
Céder le terrain du populisme est dangereux
Non, Oprah et Zuckerberg ne nous sauveront pas
Le renflouement des banques ou le point de rupture
7 Apprendre à aimer le populisme économique
La peur des masses (et des cheveux ?) incontrôlables
La révolution de qui ?
Cocktail toxique dans le monde entier !
Troisième partie. Comment le pire arrive : les chocs à venir
8 Les maîtres du désastre : court-circuiter la démocratie
Le manuel de Dr Choc

Démocratie suspendue jusqu’à nouvel ordre
Agir vite et une fois pour toutes
L’antithèse de la décence
L’art du vol
Une carrière forgée dans le choc
Le cabinet du capitalisme du désastre
ProFIter du changement climatique et de la guerre
ProFIter des prisons
ProFIter de la guerre et de la surveillance
ProFIter de la crise économique
ProFIter des catastrophes naturelles
Le plan Katrina
Une kleptocratie tous azimuts
9 L’agenda délétère : à quoi s’attendre en cas de crise
États d’urgence, états d’exception
Le Prince noir est de retour
Non, ils n’ont pas besoin de plan
Le choc de la guerre
Les guerres d’Exxon
Les chocs économiques
Les chocs climatiques
Une réponse haut de gamme aux catastrophes
Je n’ai pas chaud du tout. Vous avez chaud, vous ?
Un monde de zones vertes et de zones rouges
Jets, drones et bateaux
Une crise de l’imagination
Quatrième partie. Comment faire mieux
10 Quand la stratégie du choc tourne mal
Résistance et mémoire : les limites du non
Quand l’Argentine a dit non
Quand l’Espagne a dit non
Le 11-Septembre et les dangers de l’amnésie officielle
La résistance au choc aux États-Unis
La revanche de la réalité

... Et autour du monde
La solidarité survivra-t-elle à un choc majeur ?
11 Un « non » qui n’a pas suffi
Quand les banques étaient à genoux
Emplois : la révolution manquée
Nos mémorables victoires passées
L’utopie à la rescousse
Prisonniers du modèle
12 Les leçons de Standing Rock : oser rêver
L’apprentissage de la vie
Le devoir de protéger
La voie de la colère
13 Le temps est venu de bondir : les petits pas ne suffisent pas
Le temps d’un choc populaire est venu
Un programme sans parti
Au-delà des différences : établir des liens
Les valeurs avant les politiques
Les lignes rouges
Tous solidaires
La justice énergétique
Oui, nous pouvons nous le permettre
Une autre version de l’art de la négociation
Oui au « oui »
Passer à autre chose
Le manifeste en action
À la demande générale : utopie, le retour
Conclusion. Une société bienveillante notre portée
Tuer le Trump en chacun de nous
Le choix
Un contre-choc
Un bond vers l’avant : manifeste pour un Canada fondé sur le souci de la planète et la sollicitude des uns envers les autres
Remerciements